

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°486

SEPTEMBRE 2025

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE

- **IRAK : REPRISE DES EXPORTATIONS DU PÉTROLE DU KURDISTAN**
- **IRAN : RÉTABLISSEMENT DES SANCTIONS DE L'ONU, APRÈS DIX ANS**
- **TURQUIE : LE PRINCIPAL PARTI DE L'OPPOSITION (CHP) LUTTE POUR SA SURVIE POLITIQUE**
- **SYRIE : SUCCÈS DIPLOMATIQUES MAIS TENSIONS PERSISTANTES À L'INTÉRIEUR**
- **PARIS : UNE ALLÉE DES PESHMERGAS**

IRAK : REPRISE DES EXPORTATIONS DU PÉTROLE DU KURDISTAN

Après plus de deux ans et demi de suspension, l'exportation vers la Turquie, via l'oléoduc Fish Khabour-Ceyhan, du pétrole produit dans la Région fédérée du Kurdistan a repris le 27 septembre.

Les négociations entre Erbil, Bagdad et les compagnies pétrolières, qui duraient depuis mars 2023, ont finalement abouti à la signature d'un accord tripartite le 25 septembre à Bagdad. Le Premier ministre irakien Mohammed Shia al-Soudani a annoncé lui-même cet accord « historique » permettant l'exportation sous supervision fédérale du pétrole kurde. Le Premier ministre du Kurdistan, Masrour Barzani, a salué cet accord, qualifié d'historique, ouvrant la voie à l'exportation sereine du pétrole de la Région du Kurdistan vers les marchés mondiaux.

De son côté, le secrétaire d'État américain Marco Rubio a affirmé que l'accord tripartite avait été « facilité » par les États-Unis et qu'il « renforçait le partenariat économique (...) entre les États-Unis et l'Irak ». Le Royaume-Uni et la France ont également apporté leur soutien à cet accord servant les intérêts de toutes les parties, et ont félicité Bagdad et Erbil pour leurs efforts de régler les problèmes par le dialogue (Rudaw, 26.9).

L'accord tripartite comporte 20 articles. Il prévoit la livraison par le ministère des ressources naturelles du Kurdistan de 190 000 barils par jour à la compagnie nationale irakienne, SOMO chargée de son exportation et de sa commercialisation. Une quantité de 50 000 barils par jour serait par ailleurs gardée pour la consommation domestique selon le directeur de la SOMO, Ali Nizar. Le pétrole kurde destiné à

l'exportation sera livré à la station de Fish Khabour, située à la frontière de la Région du Kurdistan avec la Turquie et la Syrie, connectée à l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, dont le terminal est le port méditerranéen turc de Ceyhan.

L'accord reconnaît de facto les arrangements conclus entre le gouvernement du Kurdistan et les compagnies pétrolières opérant dans la région sur le partage des revenus de l'exploitation. Ainsi, les compagnies internationales partenaires de l'accord percevront 16 dollars par baril pour frais de production et de transport, un coût qui pourra être révisé après la remise du rapport final de la société d'audit Wood Mackenzie.

L'accord tripartite est conclu d'abord pour une période de 30 jours, qui peut être prolongée jusqu'au 31 décembre 2025. En cas de litige, les parties peuvent saisir le Tribunal

arbitral de la Chambre de commerce internationale de Paris. C'est ce tribunal, saisi par l'Irak, qui avait condamné la Turquie en mars 2023 pour le non-respect d'un accord signé avec le régime de Saddam Hussein sur les conditions de l'exportation du pétrole de l'Irak via l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan.

En autorisant le transit via cet oléoduc du pétrole du Kurdistan, sans l'aval du gouvernement de Bagdad, la Turquie aurait enfreint cet accord. À la suite de cet arbitrage, l'exportation du pétrole kurde via la Turquie a été suspendue en mars 2023.

L'Association de l'industrie pétrolière du Kurdistan (APIKUR), qui représente les compagnies pétrolières internationales opérant au Kurdistan, a estimé les pertes pour toutes les parties à plus de 35 milliards depuis la suspension des exportations en mars 2023 (AFP, 23.9).

L'accord tripartite stipule aussi que ces compagnies pétrolières doivent rencontrer les autorités du Kurdistan dans les 30 jours suivant la reprise des exportations « pour travailler à la création d'un mécanisme de règlement des dettes en souffrance » qui leur sont dues et qui s'élèveraient à un milliard de dollars.

L'un des opérateurs pétroliers majeurs, le groupe norvégien DNO ASA, a annoncé qu'il ne rejoignait pas l'accord, affirmant que la reprise des exportations devait se faire « conformément à des accords qui garantissent la sécurité des paiements ».

Les gisements pétroliers de Kirkouk ne sont pas concernés par cet accord car cette province à majorité kurde est, depuis octobre 2017, sous contrôle du gouvernement fédéral irakien, qui commercialise directement sa production pétrolière, via

l'oléoduc de Bassorah.

Membre fondateur de l'OPEP, l'Irak exporte en moyenne 3,4 millions de barils par jour, selon l'agence de presse officielle INA, citant des chiffres de la SOMO. L'exportation de l'or noir fournit à l'Irak 90 % de ses revenus.

Dans ce climat de compromis, Bagdad a approuvé le 23 septembre le versement des salaires du mois de juillet pour les employés, fonctionnaires et retraités du Kurdistan, à condition qu'Erbil transfère 120 milliards de dinars irakiens (environ 80 millions d'euros) de recettes non pétrolières comme part du budget fédéral.

Le Gouvernement régional du Kurdistan a affirmé que les fonds avaient été déposés auprès du ministère fédéral des Finances. Aucune date n'a été fixée pour le versement des salaires d'août et de septembre 2025.

En dépit des incertitudes et difficultés financières, le gouvernement du Kurdistan poursuit ses projets d'infrastructure. Selon le ministre de la Construction Dana Abdulkarim, cité par Rudaw (25.9), le gouvernement de coalition actuel a, en cinq ans, construit ou réhabilité 2 681 km de routes pour un coût total de 763 millions de dollars.

Par ailleurs, selon le général Babekir Zebari, conseiller militaire en chef du président du Kurdistan et ancien chef d'état-major de l'armée irakienne, le processus d'unification et de modernisation des forces de Peshmergas devra être complété fin 2026. Les unités issues des forces des maquis de la résistance kurde seront regroupées en 11 brigades. 10 de ces brigades sont déjà unifiées. Elles seront toutes placées sous le commandement du Ministère des Peshmergas et réparties entre deux zones géographiques.

Ce processus est suivi de près par les forces américaines de la coalition internationale de lutte contre Daech, qui entraînent, forment, équipent et conseillent les forces de Peshmergas pour en faire une armée moderne, capable d'assurer la sécurité du Kurdistan et de contribuer à celle de l'Irak.

Les Peshmergas mènent régulièrement des opérations conjointes avec l'armée irakienne contre Daech.

L'Irak, qui se considère désormais assez sûr et en mesure de se défendre, a demandé le retrait des forces armées de la coalition internationale.

Celles-ci, dont 2 500 militaires américains, ont évacué leurs bases dans l'Irak arabe pour se redéployer au Kurdistan, qui leur sert aussi de base pour leurs opérations en Syrie.

Au Kurdistan, malgré une réunion « au sommet » entre le président du PDK, Massoud Barzani, et le chef de l'UPK, Bafel Talabani, le 27 septembre à Pirmam, près d'Erbil, les négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement de coalition n'ont toujours pas abouti, faute d'accord sur la répartition des portefeuilles.

L'UPK, en dépit de son score faible aux élections parlementaires d'octobre 2024, réclame une coalition paritaire, exigeant la moitié des postes ministériels. Elle semble espérer obtenir de bons résultats aux élections pour le Parlement fédéral irakien le 11 novembre, afin d'être en meilleure position face au PDK pour une négociation globale sur les postes à pourvoir à Bagdad et au gouvernement du Kurdistan.

Les deux partis sont actuellement associés dans ce que le gouvernement du Kurdistan qualifie d'« exécutif chargé des affaires courantes ».

IRAN : RÉTABLISSEMENT DES SANCTIONS DE L'ONU, APRÈS DIX ANS

Après l'échec des négociations menées par le groupe dit E3, comprenant l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, pour encadrer le programme nucléaire iranien, le Conseil de sécurité des Nations-Unies a, dans la soirée du 27 septembre, rétabli les sanctions économiques et militaires suspendues depuis la signature de l'accord nucléaire de 2015.

Ces sanctions vont d'un embargo sur les armes à des mesures économiques restreignant sévèrement les investissements étrangers en Iran et le commerce avec le pays. Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a rejeté le 28 septembre des négociations susceptibles d'engendrer de « nouveaux problèmes » : « Nous avons toujours déclaré notre disponibilité à un dialogue logique, équitable et juste fondé sur des critères clairs, mais nous n'accepterons jamais des négociations qui nous causeraient de nouveaux problèmes et difficultés ». Sa logique, apparemment, n'est pas celle des Occidentaux car après plusieurs réunions infructueuses, le trio européen avait jugé que Téhéran n'avait pas fait de « gestes concrets pour répondre à ses trois conditions : reprise des négociations avec les États-Unis, accès de l'AIEA aux sites nucléaires sensibles de Fordow, Natanz et Ispahan ; processus pour sécuriser le stock d'uranium enrichi ».

Le président iranien a affirmé que les États-Unis avaient exigé de l'Iran de lui remettre « tout son uranium enrichi » en échange d'une prolongation de trois mois de la suspension des sanctions. « Ils veulent que nous leur cédions tout notre uranium enrichi », a-t-il déclaré à la télévision d'État, « et dans quelques mois ils auront une nouvelle exigence ».

Européens et Américains ont immédiatement affirmé que le rétablissement des sanctions ne marquait pas la fin de la diplomatie. Le secrétaire

d'État américain Marco Rubio a appelé Téhéran à accepter des discussions directes, « en toute bonne foi », tout en demandant à tous les États d'appliquer « immédiatement » les sanctions pour faire « pression sur l'Iran ».

Les ministres français, britanniques et allemands des Affaires étrangères ont eux assuré dans un communiqué commun qu'ils continuaient de chercher « une nouvelle solution diplomatique garantissant que l'Iran ne se dote jamais de l'arme nucléaire » (Le Figaro, 28 septembre). La Russie et la Chine avaient proposé, le 26 septembre, au Conseil de sécurité de prolonger de six mois la suspension des sanctions afin de donner plus de chances à la diplomatie. Sans succès. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergei Lavrov a accusé les Occidentaux de « saboter » la diplomatie, affirmant que pour Moscou le rétablissement des sanctions est « légalement invalide » et que la décision de l'ONU ne peut pas être appliquée. La Russie et la Chine étant les principaux partenaires commerciaux, le succès éventuel des sanctions dépendra beaucoup de leur politique envers l'Iran.

Dès l'annonce des sanctions, la monnaie iranienne, le rial, a dégringolé vers un niveau le plus bas de son histoire, s'échangeant à 1,1 million de rials contre 1 dollar américain, contre environ 900 000 rials début août. La population, désespérée, craint aussi que l'entêtement des dirigeants iraniens à poursuivre leur programme nucléaire ne conduise à une nouvelle guerre dévastatrice entre les Israéliens et les Américains, crainte d'autant plus vive que selon Israël, le programme nucléaire iranien n'a pas été anéanti (Le Monde, 12 septembre), laissant clairement entendre qu'il finira tôt ou tard le travail.

Très affaibli, le régime a un recours de plus en plus massif à la répression pour étouffer toute forme d'opposition et de contestation afin d'assurer

sa survie. Ainsi, selon un décompte publié le 23 septembre par l'ONG Iran Human Rights (IHR), depuis le début de l'année 2025 au moins 1000 personnes condamnées à mort ont été exécutées. Ce chiffre, le plus élevé depuis 2008, dépasse déjà le record de 975 exécutions enregistrées en 2024.

À la mi-septembre, date du troisième anniversaire de la mort de la jeune étudiante Jina Mahsa Amini, au moins 64 exécutions ont été enregistrées en une semaine, soit une moyenne de 9 exécutions par jour pour terroriser la population (Libération, 23.9).

Le 2 septembre, Mohammad Babaei, un Kurde de 44 ans originaire du village de Dezli à Sarvabad, a été pendu dans la prison centrale de Sanandaj pour des accusations liées à une affaire de meurtre. Cinq jours plus tard, le 7 septembre, Azad Moradi, un Kurde de Baneh, a été exécuté dans la même prison. Sa mort est survenue un jour où six autres prisonniers ont été exécutés à travers l'Iran. L'affaire la plus politiquement chargée est survenue le 17 septembre, lorsque les autorités ont exécuté Babak Shahbazi dans la prison de Ghezel Hesar à Karaj. Prisonnier politique kurde accusé d'espionnage pour Israël, son dossier a été entaché de torture, d'aveux forcés et du refus d'une dernière visite familiale. Son exécution a démontré une fois de plus que la peine de mort en Iran dépasse largement le droit pénal et sert d'arme contre la dissidence politique. La même semaine, trois autres hommes kurdes ont été exécutés à Ilam et Karaj, dans une série noire où en deux semaines au moins vingt personnes ont été pendues à travers le pays. Le 21 septembre, trois prisonniers kurdes — Saeed Ghobadi, Kazem Jamashourani et Hadi Nowruzi — ont été exécutés à la prison de Dizelabad à Kermanshah. Quelques heures plus tôt, un autre prisonnier kurde de Sarpol-e Zahab, Saeed Qubadi, y avait également été pendu.

Le troisième anniversaire de la mort de Jîna Amini, le 16 septembre 2025, a servi de catalyseur à une vaste et sévère répression préventive dans les régions kurdes d'Iran (Rojhelat). L'objectif du régime était clairement de neutraliser toute mobilisation potentielle de la société civile associée au mouvement « Femme, Vie, Liberté ».

Dans les villages, les bourgs et les villes, les forces de sécurité ont mené des raids, arrêté des civils sans procédure régulière et pris pour cibles aussi bien des enfants que des adultes. À la mi-septembre, l'activiste civil Hamid Chapati a été envoyé à la prison d'Ourmia, tandis qu'à Kamyaran, deux enfants kurdes ont été arrêtés par les forces du renseignement. Le 12 septembre, un tribunal révolutionnaire d'Ourmia a prononcé une condamnation à mort contre Nasser Bekrzadeh, âgé de 25 ans, et dix ans de prison contre Shahin Vasaf pour des accusations d'espionnage, malgré des jugements antérieurs ayant annulé leurs peines capitales initiales. À Kamyaran, quatre enfants et un adulte ont été arrêtés à la mi-septembre, poursuivant le schéma alarmant de ciblage des mineurs. Le 16 septembre, vingt-deux groupes de défense des droits et des figures publiques éminentes ont lancé un appel exigeant des soins

médicaux urgents pour Zeynab Jalalian, militante kurde emprisonnée depuis longtemps. Le même jour, des gardes de la mine d'or de Saqqez ont ouvert le feu sur des villageois protestant contre des dommages environnementaux, tuant un jeune agriculteur et blessant quatre autres. Malgré les menaces et une forte présence sécuritaire, des commerçants de Saqqez et de Diwandarah ont fait grève le lendemain pour marquer l'anniversaire de la mort de Jîna Amini — un geste de défi face aux tentatives de l'État de faire taire la mémoire publique.

À Sanandaj, les forces de sécurité ont interrogé Nahiyeh Rahimi, la mère âgée de 71 ans du manifestant tué Ramin Fatehi, la menaçant pour avoir visité la tombe de son fils. Le 18 septembre, deux garçons de 16 ans d'Oshnavieh (Shinno), Diyar Gargol et Alan Tabnak, ont été arrêtés lors de raids nocturnes, et leur sort demeure inconnu. Le lendemain, les forces de sécurité ont arrêté un autre adolescent, Zanyar Shadi-Khah, ainsi qu'un jeune homme, Mohsen Dahar. Ce même jour à Sanandaj et Diwandarah, deux civils kurdes, Zana Mansouri et Mohammad Salehi, ont été arrêtés, là encore sans divulgation de leur lieu de détention. Le 23 septembre, les forces du Service du Renseignement ont fait irruption dans le village de Selin à

Sarvabad avec dix-huit véhicules, perquisitionnant les maisons, détruisant des biens et arrêtant Mostafa Advaei, enseignant à la retraite, ainsi que son neveu de 23 ans, Kioumars Advaei. Comme pour tant d'autres arrêtés ce mois-ci, leur sort reste inconnu.

Les kolbars, porteurs frontaliers kurdes, ont continué à faire face à une violence meurtrière en septembre. Le 25 septembre, les gardes-frontières iraniens à Baneh ont abattu Qasem Azizi, un père de deux enfants âgé de 47 ans, après leur avoir prétendument dit qu'ils étaient libres de partir avant d'ouvrir le feu. Son corps a été transféré à l'hôpital Salah al-Din Ayoubi de la ville. Le 16 septembre, Mohammad Abdi, 37 ans, a été gravement blessé par balles dans la zone frontalière de Maleh Khor à Sarvabad. Il a subi des blessures à la jambe et au dos et a dû être transporté à Sanandaj (Senna) pour y être soigné (Hengaw, 16 sept. 2025). Le 23 septembre, trois kolbars ont été blessés à Nowsud. Parmi eux, Karwan Almasi de Salas Babajani a subi une grave blessure à la main, tandis que les deux autres ne sont pas nommés (Hengaw, 23 sept. 2025). Les groupes de défense des droits notent que depuis janvier, des dizaines de kolbars kurdes ont été tués ou blessés, souvent abattus sans avertissement.

TURQUIE : LE PRINCIPAL PARTI DE L'OPPOSITION (CHP) LUTTE POUR SA SURVIE POLITIQUE

Depuis les élections municipales de mars 2024 où, avec le soutien du parti pro-kurde DEM, il a été victorieux dans les grandes métropoles du pays, telles Istanbul, Ankara, Izmir, Adana, le Parti républicain du peuple (CHP) est dans le viseur du pouvoir. Celui-ci cherche par tous les moyens judiciaires, politiques et médiatiques à sa disposition à affaiblir, à diviser, à discréditer le plus vieux parti du pays, fondé il y a un siècle par Mustafa Kemal Atatürk lui-même.

Le CHP, parti unique jusqu'en 1946

qui, lorsqu'il détenait le monopole du pouvoir, ne ménageait guère les oppositions kurde, communiste ou islamique, se retrouve, par une ironie de l'histoire, à son tour l'objet des manœuvres et manigances du pouvoir islamique en place décidé à empêcher toute alternance.

Après avoir embastillé, en mars dernier, le populaire maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, pour des prétextes souvent fallacieux et avant même tout procès en due forme, le pouvoir s'en prend systématiquement, les unes après les autres, aux municipalités dirigées par le CHP et fait arrêter

ses élus en les accusant de corruption, détournements de fonds publics, trucage des marchés publics, etc.

La dernière municipalité en date victime de ces pratiques judiciaires expéditives, la ville de Bayrampaşa, un district d'Istanbul dont le maire et des dizaines d'élus ont été arrêtés le 14 septembre (Le Monde, 15.9).

La justice aux ordres passe désormais à l'étape suivante : la décapitation du CHP. Le 13 septembre, un tribunal a révoqué la direction du CHP à Istanbul pour des irrégularités pré-

sumées lors de son congrès de 2023. Selon le jugement, cité par l'AFP, le tribunal a annulé les résultats du congrès provincial, excluant le chef du CHP à Istanbul Özgür Çelik ainsi que les 195 membres de la direction et délégués du parti.

Le tribunal souligne que sa décision implique «la destitution provisoire du président provincial, du comité exécutif provincial et du comité disciplinaire élus au cours de ce congrès», et la nomination par le tribunal d'un comité provisoire qui serait jugé approprié.

«La décision du tribunal est politique-ment et légalement nulle et non avenue», a réagi le président du CHP, Özgür Özel. «Nous ne la reconnaissons pas. Que chacun sache, nous ne capitulerons pas», a-t-il déclaré en promettant de faire appel de ce jugement.

Cependant, constatant que malgré les mobilisations populaires massives de soutien, l'étau judiciaire se resserre autour de son parti et de sa direction, menacée à son tour de destitution, le président du CHP a convoqué un congrès extraordinaire de son parti pour le 21 septembre.

Le 5 septembre, quelque mille délégués du parti ont déposé une demande auprès des autorités électorales pour organiser dans les formes ce nouveau congrès. Le temps presse, car la direction du parti fait l'objet de poursuites judiciaires pour «irrégularités» qui auraient été commises lors du congrès ordinaire de novembre 2023 qui l'a élu comme président du parti.

À la suite de cette convocation d'un congrès extraordinaire, le tribunal d'Ankara, qui risquait, lors de son audience du 15 septembre, de prononcer la destitution de la direction du CHP, a finalement reporté sa décision au 24 octobre.

Réuni à Ankara, le 21 septembre, le congrès extraordinaire a réélu à la quasi-unanimité le président sortant Özgür Özel et reconduit son équipe de direction.

Le principal parti de l'opposition, arrivé premier dans les urnes en mars 2023, assure pour l'instant sa survie.

Mais pour combien de temps, dans un pays où la justice est devenue un outil de persécution au service du pouvoir en place, et où Özgür Özel fait l'objet d'une dizaine de poursuites judiciaires ? Et où, désigné comme candidat à la prochaine élection présidentielle par plus de 15 millions de citoyens, le maire d'Istanbul est toujours en prison sans avoir été jugé, où un ancien député et candidat à l'élection présidentielle, Selahattin Demirtaş, est depuis dix ans derrière les barreaux, malgré deux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme demandant sa libération.

L'opinion turque, étant depuis une dizaine d'années habituée à la destitution des maires kurdes élus pour des liens supposés avec «une organisation terroriste», et leur remplacement par des fonctionnaires nommés, préfets ou sous-préfets, voit cette pratique s'étendre désormais aux municipalités turques tenues par le principal parti de l'opposition — et risque de décapiter ce dernier.

Les défenseurs des droits humains alertent sur le risque de «déconstitutionnalisation», processus au cours duquel la constitution est en vigueur mais ne s'applique pas à certains segments de la société, essentiellement les Kurdes et maintenant les partis de l'opposition.

En fait, si cette tendance se confirmait, on passerait d'une autocratie élue à une forme de dictature.

L'autre fait marquant du mois a été la rencontre Trump-Erdogan, d'abord brièvement en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, puis plus solennellement à la Maison Blanche le 25 septembre.

Le président Trump a fait preuve de prévenance et d'égards envers «son ami Erdogan». La rencontre a été suivie d'un déjeuner de travail. Elle a porté sur les relations américano-turques, la situation en Syrie et le

conflit israélo-palestinien.

Les questions litigieuses comme l'exclusion de la Turquie du programme des F-35 ou le procès contre la banque publique turque Halkbank, poursuivie par un tribunal de New York pour avoir massivement violé les sanctions américaines contre l'Iran, ont été abordées, sans toutefois parvenir à des résultats concrets.

Si l'achat des avions F-16 est, en principe, acté depuis l'administration Biden, les sanctions américaines encore en vigueur empêchent la Turquie d'acquérir des moteurs d'avion indispensables pour le développement de son futur avion de combat Kaan ou de moteurs pour son futur porte-avions géant, plus grand que le Charles-de-Gaulle français, dont la construction a été annoncée le 2 septembre à grand renfort de publicité (Le Figaro, 2.9).

A part la promesse d'un prochain cessez-le-feu à Gaza et quelques amabilités d'usage, le président turc semble rentrer bredouille de cette visite à la Maison Blanche où il n'avait pas remis les pieds sous Biden. Trump s'est même permis de taquiner publiquement son hôte sur les élections truquées : «que vous connaissez mieux que quiconque !».

Le président américain a, pour la première fois, demandé publiquement à la Turquie de ne plus acheter de pétrole russe (Le Monde, 26 septembre).

Tout au long du mois de septembre, la «Commission parlementaire pour la démocratie et la fraternité» a poursuivi ses auditions. Le 24 septembre, son président, Numan Kurtulmuş, qui est également président du Parlement, a publiquement précisé que la question de l'audition d'Abdullah Öcalan avait été exclue de l'ordre du jour de la commission.

Toutefois, le 15 septembre, pour la première fois depuis six ans, le fondateur du PKK a été autorisé à voir ses avocats dans sa prison d'Imrali.

Selon lui, «le processus de paix et de société démocratique a atteint le stade de solution légale» (AFP, 17 septembre).

Le 30 septembre, dans un message relayé par le parti DEM, il semble reprocher au gouvernement de tenter de créer «l'illusion» d'une défaite militaire, de ne parler que de désarmement sans aborder le projet d'une solution politique.

Le 1er septembre, un conseiller juridique du président turc, Mehmet

Uçum, avait affirmé que la Turquie devra modifier sa constitution pour avancer sur la voie de la paix avec le PKK, tout en excluant tout statut spécifique pour les Kurdes.

Pour lui, «l'État du peuple kurde est la République de Turquie. La Turquie est la patrie du peuple kurde», une thèse démagogique dans un pays qui ne reconnaît même pas aux Kurdes le droit d'enseigner leur langue dans les écoles publiques !

À signaler aussi qu'en septembre, la

Turquie a connu son lot de nouveaux scandales, dont la vague #MeToo qui balaie le pays, l'arrestation des dirigeants du conglomérat Can Holding et la mise sous tutelle administrative de leurs sociétés et de leurs chaînes de télévision, tombées en disgrâce pour des raisons non encore rendues publiques.

Ces scandales occupent les médias et occultent les drames de la grave crise économique et sociale que traverse le pays.

SYRIE : SUCCÈS DIPLOMATIQUES MAIS TENSIONS PERSISTANTES À L'INTÉRIEUR

Le processus de légitimation du nouveau régime syrien a connu un nouveau succès diplomatique avec la prise de parole à la tribune de l'ONU de son président par intérim Ahmed al-Charaa le 24 septembre.

« La Syrie reprend la place qui lui revient parmi les nations du monde », a-t-il déclaré dans son allocution, la première d'un chef d'État syrien aux Nations unies depuis 1961. Le djihadiste repent est le premier dirigeant d'un pays sous sanctions à s'adresser à la tribune des Nations unies.

Au cours de son séjour, il a rencontré nombre de chefs d'État, dont le président Macron, le président turc Erdogan et d'autres dirigeants des pays arabo-musulmans. Il a même participé au sommet Concordia, un forum des affaires mondiales, où il a rencontré le général américain David Petraeus, ancien commandant des forces américaines en Irak, qui avait en 2005 fait arrêter et emprisonner ce djihadiste zélé.

« À une époque, nous étions au combat et maintenant nous passons au discours », a ricané al-Charaa. De son côté, le général américain a salué «son parcours de leader insurgé à chef d'État, une des transformations politiques les plus spectaculaires de l'histoire récente du Moyen-Orient» (Le Monde, 25 septembre).

Selon le président syrien par intérim, «la Syrie, autrefois exportatrice de crises, possède une occasion historique d'apporter la stabilité, la paix et la prospérité à la Syrie et à toute la région». Il a promis une politique de «zéro problème avec les voisins».

Ainsi, la Syrie et Israël, techniquement en état de guerre, vont conclure «plusieurs accords de sécurité d'ici à la fin de l'année», a déclaré à l'AFP, le 18 septembre, une source au ministère syrien des Affaires étrangères.

«Il y a des progrès dans les négociations avec Israël. Il y aura plusieurs accords avant la fin de l'année, en premier lieu des accords militaires et de sécurité», a précisé cette source (Le Figaro, 18 septembre).

Sur le plan intérieur, de vives tensions avec les Alaouites, les Druzes et les Kurdes persistent.

Le 16 septembre, un plan pour «pacifier» le sud de la Syrie, peuplé de Druzes, a été adopté par Damas, soutenu par les États-Unis et la Jordanie, mais pas par Israël.

Le plan prévoit d'apaiser cette région en proie aux violences entre communautés cet été, qui ont fait plus de 2000 morts. Pour le régime de Damas, c'est un moyen de reprendre le contrôle de cette région dissidente.

Les négociations avec les Kurdes sur la question de l'intégration de leurs forces à l'armée syrienne n'ont guère avancé. Damas, qui veut instaurer un régime islamiste centralisateur, demande que des membres des forces kurdes s'intègrent à titre individuel, alors que les Kurdes, qui ont des forces armées aguerries, disciplinées et assez bien équipées, souhaitent être considérés comme une partie de l'armée syrienne en formation à partir d'un conglomérat hétéroclite de dizaines de milices aux allégeances fluctuantes.

Les Kurdes insistent sur un système décentralisé pour permettre aux composantes non arabes ou musulmanes de la population, comme les Alaouites, Druzes, Chrétiens et Kurdes, de gérer localement leurs affaires dans le cadre de l'unité territoriale de l'État syrien.

Pour flatter les éventuelles ambitions personnelles, Damas se dit prêt à offrir au commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), le général Mazloum Abdi, ou à un autre général des FDS, le poste de ministre de la Défense ou celui de chef d'état-major de l'armée syrienne, selon la négociatrice en chef kurde Ilham Ahmed (Kurdistan24, 28 septembre).

Sans exclure une telle éventualité, les dirigeants kurdes veulent que leurs

forces soient considérées comme un corps d'armée autonome, un peu à l'exemple des forces de Peshmergas kurdes en Irak.

Cependant, le régime syrien ne parvient toujours pas à exercer un contrôle effectif sur les milices disparates qui sont censées faire partie de son armée et qui continuent leurs pratiques de rançons, d'enlèvements, de spoliation, quand elles ne provoquent pas d'incidents meurtriers contre les Kurdes.

Ainsi, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), le 20 septembre, des milices se réclamant de l'armée syrienne ont bombardé le village d'Umm Tina dans la province d'Alep, tuant sept civils, dont cinq femmes et deux enfants.

Le district de Deir Hafer, où se trouve ce village, est situé sur la ligne séparant l'armée syrienne et les Forces démocratiques syriennes (FDS). Il est le théâtre d'affrontements périodiques entre les deux camps, selon l'OSDH, qui rappelle qu'il s'agit là du plus lourd bilan dans la région depuis des mois (AFP, 20 septembre).

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) et les médias locaux ont aussi rapporté une embuscade meurtrière de Daech le 24 septembre dans la région rurale de Deir ez-Zor. Un engin explosif improvisé (EEI), suivi d'une attaque au RPG, a tué cinq combattants des FDS et blessé un autre membre du convoi (welattv.net). Cela porte le nombre d'attaques de Daech contre les FDS à environ 185 depuis le début de 2025. Les FDS ont souligné que « la guerre contre Daech n'est pas terminée » et ont appelé à la poursuite du soutien dirigé par les États-Unis pour sécuriser des milliers de militants détenus et empêcher toute évasion.

Des escarmouches sporadiques ont persisté entre les FDS et les milices syriennes pro-turques le long des

lignes de front. Le 10 septembre, la Brigade Suleiman Shah formée des Turkmènes et soutenue par la Turquie (désormais nominale) intégrée à la 62e division de l'armée syrienne a échangé des tirs d'artillerie avec les FDS à Maskanah (campagne d'Alep), bien qu'aucune victime n'ait été signalée.

À la même période, les FDS et les nouvelles factions rebelles alignées sur le régime syrien se sont affrontées près des ponts à l'est de l'Euphrate. Le 20 septembre, de lourds bombardements autour de Deir Hafir (province d'Alep) par des forces affiliées au régime ont blessé au moins trois civils, selon l'OSDH. Quelques jours plus tard, des unités des FDS ont rapporté avoir déjoué une tentative d'« éléments dissidents » de l'armée syrienne de prendre le contrôle du district de Sheikh Maqsood à Alep.

Entre-temps, les mouvements militaires turcs ont accru les tensions. Selon l'OSDH, le 27 septembre, les autoroutes entre Alep et Raqqa avaient été fermées par des milices soutenues par la Turquie, coïncidant avec l'entrée de convois militaires turcs dans les bases aériennes du nord. Les responsables turcs ont continué à émettre des avertissements : à la mi-septembre, le ministère turc de la Défense a accusé les FDS de ne pas avoir mis en œuvre l'accord d'intégration de mars et de saper « l'unité de la Syrie », et le ministre des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a menacé les forces kurdes.

Dans le canton d'Afrin, occupé par les forces turques et leurs milices alliées, les civils kurdes ont signalé des abus systématiques. Un centre de documentation basé en Syrie a signalé qu'au moins 14 Kurdes avaient été enlevés au début de septembre à Afrin et dans d'autres zones rebelles — faisant partie d'une vague plus large (environ 190 personnes depuis janvier) d'arrestations arbitraires et d'enlèvements de Kurdes

par des groupes armés. Des témoins ont décrit des raids dans les maisons, des pillages et des détentions. En outre, de nouveaux décrets ont visé les droits de propriété des Kurdes. Le 18 septembre, l'administration d'Afrin, nommée par la Turquie, a publié la circulaire n°6, imposant des conditions onéreuses aux Kurdes déplacés souhaitant récupérer leurs terres ou logements. Le Conseil national kurde de Syrie (CNKS) a dénoncé ce décret comme « injuste », déclarant qu'il empêche effectivement les propriétaires légitimes de revenir. La règle oblige les requérants à naviguer dans une bureaucratie complexe, à payer des frais élevés et à prouver leur propriété, tout en omettant de sanctionner les occupants de leurs maisons. Les militants du CNKS ont noté que ces obstacles juridiques sont propres à Afrin et violent les droits des citoyens. Pour aggraver la situation, le 4 septembre, le ministère syrien de la Justice a transféré tous les juges kurdes restants des tribunaux d'Afrin, supprimant ainsi tout recours juridique local. Les groupes de défense des droits humains avertissent que ces politiques visent à consolider les changements démographiques et à empêcher le retour des Kurdes.

À noter qu'en septembre, la France a rapatrié 13 de ses ressortissants détenus dans le Camp de réfugiés d'Al-Hol sous contrôle kurde. Il s'agit de 3 femmes et 10 enfants. 47 autres détenus de nationalité française ont été transférés le 19 septembre en Irak, où ils doivent être jugés pour des crimes perpétrés sur le territoire irakien (Le Monde, 19 septembre).

À signaler aussi que la Syrie organisera le 5 octobre un scrutin indirect pour former un «Parlement transitoire» de 210 membres, dont un tiers nommé directement par le président intérimaire al-Charaa. Les deux provinces sous contrôle kurde et la province d'As-Suwayda, peuplée en majorité de Druzes, sont exclues de cet ersatz d'élections.

PARIS : UNE ALLÉE DES PESHMERGAS

Le 5 septembre, la maire de Paris Anne Hidalgo a inauguré une allée des Peshmergas dans le parc Citroën du 15^e arrondissement de Paris, en présence de l'ex-président du Kurdistan, Massoud Barzani, figure historique de la résistance kurde.

De nombreuses personnalités françaises, dont plusieurs adjoints à la maire, l'ex-ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, le philosophe Bernard-Henri Lévy, les maires des 15^e et 10^e arrondissements de Paris, étaient présents à cette cérémonie d'inauguration.

Plus de 300 ex-Peshmergas venant de plusieurs pays d'Europe, des représentants de la société civile kurde, de l'Institut kurde étaient présents à cette journée forte en émotion, qualifiée d'historique par le président Barzani qui a prononcé une brève allocution pour remercier la mairie de Paris pour cette marque de

solidarité et de reconnaissance. Il a également remercié l'Institut kurde pour son rôle dans le développement des relations franco-kurdes, et la défense de la cause kurde, et la France pour son soutien constant au peuple kurde malgré les alternances politiques.

Il a rappelé que dans la lutte commune contre Daech, 12.000 Peshmergas ont été tués ou blessés, et que Daech a été vaincu grâce aux sacrifices des Peshmergas et des combattants kurdes syriens soutenus par la coalition internationale où la France joue, aux côtés des États-Unis, un rôle éminent.

« Donner à cette allée, située au bord de la Seine, tout près de la Tour Eiffel, le nom des Peshmergas est rendre hommage à tout ce que le peuple kurde et ses Peshmergas ont fait pour nous, pour notre liberté, pour la paix », a déclaré Mme Hidalgo dans son discours d'inauguration ([voir notre site](#)).

Une unité de Peshmergas, composée de femmes et d'hommes en uniforme, a été honorée par la maire de Paris.

De son côté, le maire du 15^e arrondissement, Philippe Goujon, a fait l'éloge des Peshmergas, «une force de résistance du peuple kurde et un symbole de son combat continu depuis des générations pour la dignité, la liberté et le droit de vivre en paix ».

La présence kurde s'inscrit désormais dans la géographie parisienne. Après un jardin Yilmaz Güney et un parc Jina Mahsa Amini dans le 10^e arrondissement, cette présence s'affirme désormais de façon durable dans le 15^e arrondissement.

Récemment, une place Hevrin Khalaf, femme politique kurde, leader du Parti du Futur, assassinée par des milices islamistes pro-turques, avait été inaugurée à Lyon.

En Turquie, la justice révoque la direction du Parti républicain du peuple, première force d'opposition, à Istanbul

Le tribunal a annulé les résultats du congrès provincial, excluant le chef du parti à Istanbul, Özgür Çelik, ainsi que 195 membres de la direction et délégués du parti.

Un tribunal turc a révoqué, mardi 2 septembre, la direction du Parti républicain du peuple (CHP), principal parti d'opposition, à Istanbul, pour des irrégularités présumées lors de son congrès de 2023. Selon le jugement, dont l'Agence France-Presse a pu consulter une copie, le tribunal a annulé les résultats du congrès provincial, excluant le chef du CHP à Istanbul, Özgür Çelik, ainsi que 195 membres de la direction et délégués du parti.

Ce jugement suspend de fait « toutes les décisions prises lors du congrès provincial d'Istanbul » du CHP (social-démocrate) qui s'était tenu le 8 octobre 2023.

« La décision du tribunal est politiquement et légalement nulle et non avenue », a réagi le président du CHP, Özgür Özel. « Nous ne la reconnaissons pas. Que chacun sache que nous ne capitulerons pas », a-t-il déclaré en promettant de faire appel de cette mesure.

Le CHP subit une pression judiciaire croissante en raison d'un grand nombre d'enquêtes et d'interpellations visant ses élus, à la suite d'allégations de corruption au sein de la municipalité d'Istanbul, la plus riche et la plus importante ville de Turquie, dont le maire est depuis mars derrière les barreaux.



Özgür Özel (au centre), chef du Parti républicain du peuple (CHP), principal parti d'opposition turc, est assis à côté de la chaise vide préparée pour le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, emprisonné, lors d'un congrès extraordinaire du parti, à Ankara, le 6 avril 2025. ADEM ALTAN / AFP

L'arrestation de ce dernier, Ekrem Imamoglu, une figure populaire de l'opposition et le principal adversaire potentiel du président Recep Tayyip Erdogan à la prochaine échéance présidentielle, avait déclenché un mouvement de contestation inédit dans ce pays depuis douze ans.

Destitution provisoire du président provincial

Le comité exécutif du CHP tiendra une réunion extraordinaire à Ankara, prévue à 17 heures, heure locale (16 heures à Paris), a fait sa-

voir le parti. Dans un message sur X, M. Çelik précise qu'il se rend au siège du parti à Istanbul « pour suivre et gérer le processus ».

Le tribunal souligne que sa décision implique « la destitution provisoire du président provincial, du comité exécutif provincial et du comité disciplinaire provincial élus au cours de ce congrès ». Elle suppose également « la réintégration temporaire » des personnes élues pendant le précédent congrès ou la nomination d'un comité provisoire qui serait jugé approprié

par le tribunal.

Au dernier congrès du parti, en octobre 2023, Özgür Çelik, avec le soutien d'Ekrem Imamoglu, l'avait emporté face à son concurrent, Cemal Canpolat, un proche de l'ancien président du CHP Kemal Kilicdaroglu. Ce dernier avait été le candidat malheureux de l'opposition à la présidentielle de 2023.

Le parquet a ouvert une enquête contre M. Çelik et neuf autres responsables du parti pour des allégations de « fraude électorale », ce qui peut leur valoir jusqu'à trois ans de prison.

En Turquie, l'ouverture kurde

M. Erdoğan poussé à composer avec l'opposition

Personne n'ignore que le président turc ambitionne d'obtenir un troisième mandat en 2028. Pour cela, il lui faudra réformer la Constitution et conclure des alliances politiques. Reste à savoir s'il est prêt à réfréner son autoritarisme et à se concilier les électeurs kurdes à l'heure où le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) décide de s'auto-dissoudre et de déposer les armes.

Tendre la main à ses adversaires politiques ou continuer de les persécuter : tel est le dilemme auquel est confronté M. Recep Tayyip Erdoğan. Au cours des derniers mois, c'est la seconde option qui a semblé s'imposer, avec l'arrestation, le 19 mars, de M. Ekrem İmamoğlu, membre du Parti républicain du peuple (CHP) et très populaire maire d'Istanbul. Poursuivi pour « corruption, création et direction d'une organisation criminelle », mais aussi « détournement de fonds publics », ce dernier avait déjà vu annuler en première instance son diplôme universitaire obtenu il y a trente ans. Son incarcération a déclenché des manifestations violem-



Memed Erdener. — « In the Shadow of the Silent Majorities » (À l'ombre des majorités silencieuses), de la série « You Are Not One of Us So You Are One of Us » (Vous n'êtes pas des nôtres donc vous êtes des nôtres), 2025

ment réprimées aux quatre coins du pays, dans les grandes villes dirigées par le CHP comme dans les centres urbains traditionnellement favorables au Parti de la justice et du développement (AKP), la formation de M. Erdoğan.

Mais le chef de l'État turc a aussi en tête l'échéance de la présidentielle de 2028 et l'obstacle décisif qui se dresse sur la route de sa réélection, ce qui pourrait le forcer à réfréner ses élans autoritaires. En effet, la Constitution n'au-

torise que deux mandats présidentiels consécutifs. Élu au suffrage universel direct (une première en Turquie) en 2014, puis reconduit en 2018 dans le cadre d'un régime présidentiel tout juste adopté, M. Erdoğan a fait valoir que la réforme constitutionnelle remettait les compteurs à zéro, et l'a emporté de nouveau en 2023. Pour qu'il puisse se représenter, il faudrait que la loi fondamentale soit modifiée par un vote du Parlement, la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Une première solution serait d'obtenir l'accord des trois cinquièmes de l'Assemblée (360 députés). Or, lors des élections législatives de 2023, concomitantes avec le scrutin présidentiel, l'AKP a reculé, n'obtenant que 267 sièges sur les 600 qui composent le Parlement, tandis que son allié d'extrême droite, le Parti d'action nationaliste (MHP), n'en a récolté que 50. Le total est donc insuffisant pour atteindre la barre des 360. Qui plus est, dans (...)



sept 02, 2025

Bahçeli: “No One Can Break the Bond Between Kurds and Turks”

MHP leader Bahçeli says no one can break the bond between Kurds and Turks, warning that federalism or partition in Syria would be a national security threat. Erdogan echoes, calling Kurds «brothers» and stressing Syria’s territorial unity.

ERBIL (Kurdistan24) – Devlet Bahçeli, head of Türkiye’s Nationalist Movement Party (MHP), declared on Tuesday that no force can sever the historic bond between Kurds and Turks, warning that any attempts in Syria to establish federalism or partition will be treated as a grave threat to Türkiye’s national security.

Bahçeli, addressing his party on Thursday, said: “The plans of those who wish to break the unshakable ties between Turks and Kurds and to sow discord among them have failed. Efforts to provoke hostility and division have collapsed.” He stressed that Ankara does not recognize any changes to the region’s established borders.

The nationalist leader underscored that Türkiye’s fundamental objective is a “terror-free country,” which he described as both the people’s aspiration and the state’s mission. He also linked this goal to the work of the National Solidarity, Brotherhood, and Democracy Commission within the Turkish Parliament, describing it as an embodiment of unity, fraternity, and democracy.

Bahçeli specifically warned that “any attempt in Syria under the name of federalism



Turkish Nationalist Movement Party’s (MHP) leader Devlet Bahçeli (Photo: AFP)

or partition represents a serious threat” and insisted that confronting such projects would be “a legitimate and sacred duty” for Türkiye.

He further highlighted the importance of adherence to the March 10 agreement between Ankara and Damascus, cautioning that any military operation by the Syrian Democratic Forces (SDF) could trigger a joint military response coordinated between the Turkish and Syrian governments.

Bahçeli’s remarks came as [President Recep Tayyip Erdoğan also delivered a strong message against destabilizing efforts in Syria](#), stressing both Türkiye’s solidarity with its southern neighbor and its unbreakable kinship with the Kurdish people.

Speaking to journalists on his return from the Shanghai Cooperation Organisation (SCO) summit in China, Erdoğan said: “We want lasting prosperity and peace to be estab-

lished in our neighbor Syria, and we care about its unity and togetherness. Neither we nor the Damascus administration would consent to those who want to create turmoil on Syrian soil.”

Rejecting accusations of hostility toward Kurds, Erdoğan stated: “Kurds are our brothers wherever they live. No one can separate us from each other. No one can lay an ambush for our eternal brotherhood.” He added: “Just as flesh cannot be separated from bone, so too our brotherhood cannot be separated.”

Erdoğan connected these messages to the new “Terror-free Türkiye” initiative following the Kurdistan Workers’ Party (PKK)’s decision to dissolve and disarm. He emphasized that the Commission established in the Turkish Grand National Assembly is actively shaping a path forward. “In the end, Türkiye will eliminate a 40-year-old problem and walk towards the fu-

ture as one and whole,” he said.

He explained that the peace dividend would benefit both the country and the wider region: “Resources allocated to the fight against terrorism will now be spent on development, production, investment, and employment. The winner of a Türkiye without terrorism will be all of Türkiye, and the winner of a region without terrorism will be all the brotherly peoples in our region.”

Erdoğan also pointed to diplomatic openings in the South Caucasus, citing the Zengezur Corridor agreement and growing convergence between Azerbaijan and Armenia. He expressed optimism that “the South Caucasus will, God willing, achieve the peace it has longed for.”

On the domestic front, Erdoğan sharply criticized the opposition, particularly CHP Chairman Özgür Özel, while portraying the national economy in optimistic terms. He

highlighted strong growth, declining unemployment, and record-level foreign reserves, insisting Türkiye was on the path to joining the ranks of high-income nations. Both Bahçeli and Erdoğan

tied their remarks to coordination with Damascus. Bahçeli stressed that Ankara and Damascus share an obligation to confront separatist or federalist projects, while Erdoğan emphasized his confidence

that Syrian President Ahmed al-Sharaa's administration seeks the same outcome of preserving Syria's unity. "The war barons who invest in chaos will lose this time. The Syrian people, with all

their components—Arab, Kurd, Turkmen, Nusayri, Sunni, Christian—will win," Erdoğan declared, framing his government's policy as both nationalist in scope and inclusive in tone.

LE FIGARO

Maxime Dubernet de Boscq
02 sep 2025

La Turquie va construire le plus gros navire de guerre d'un pays méditerranéen, devant le porte-avions Charles de Gaulle

Projet hors norme, ce nouveau géant nommé MUGEM devrait entrer en service à l'horizon 2030. Il pourra accueillir avions de chasse et drones furtifs.

Le projet titanesque a officiellement été lancé la semaine dernière par Recep Tayyip Erdogan. Au cours de l'événement Teknofest Blue Homeland au Commandement du Chantier Naval, le président turc a donné le coup d'envoi du projet MUGEM, futur premier porte-avions conçu et construit dans le pays. Avec ses 285 mètres de long, 72 mètres de large et un déplacement de plus de 60.000 tonnes, ce futur géant des mers dépassera nettement le porte-avions français Charles de Gaulle (261 mètres, 42.500 tonnes), jusqu'ici navire amiral le plus puissant en Méditerranée.

Avec ce nouveau projet,

la Turquie entend frapper fort sur la scène navale. «*Notre porte-avions national peut actuellement poursuivre son voyage d'ici à New York et revenir sans ravitaillement en carburant*», a indiqué l'ingénieur lieutenant Aykut Demirezen au quotidien [Turkiye Today](#), vantant ainsi les capacités d'autonomie du navire. Redessinée à partir de calculs hydrodynamiques, son étrave permettrait une diminution estimée de 1,5 % de la consommation de carburant.

Prévu pour être mis à l'eau entre 2027 et 2028 et entrer en service à l'horizon 2030, le MUGEM (Milli Uçak Gemisi, «*porte-avions national*») doit accueillir une cinquantaine d'appareils, indique le média [Yeni Safak](#), proche du pouvoir. Contrairement aux bâtiments occidentaux majoritairement centrés sur l'aviation pilotée, il sera pensé dès l'origine pour

des drones de combat de dernière génération : Kızılelma, l'ANCA-III. Il pourra également accueillir le chasseur léger Hurjet dans sa version navale. Ankara assure que plus de 80 % des composants seront produits localement, gage d'indépendance stratégique.

«Notre objectif est l'indépendance maritime»

«*Nous allons construire ce porte-avions plus grand que le TCG Anadolu. Notre objectif est l'indépendance maritime et la supériorité régionale*», a martelé Erdogan, après avoir soudé symboliquement la dernière pièce d'une rampe d'essai destinée aux futurs avions embarqués. Dans son discours, à Istanbul, le président turc a affirmé que l'armée «*écrit l'histoire*» et «*inspire les peuples opprimés, de la Palestine à la Somalie*».

Le projet s'inscrit dans la doctrine de la «*Patrie bleue*» (*Mavi Vatan*) voulue par le dirigeant turc, qui vise à affirmer l'influence turque en Méditerranée orientale, en mer Noire et jusqu'à la mer Rouge. Il succédera au porte-aéronefs TCG Anadolu, entré en service en 2022, et sera complété par un second bâtiment, le TCG Trakya, actuellement en construction.

Si le calendrier est respecté, la Turquie rejoindra le club très restreint des pays capables de concevoir un porte-avions de cette taille – États-Unis, Russie, France, Chine. En revanche, il devrait vite perdre son record : le PANG (Porte-Avions de Nouvelle Génération) français deviendra le nouveau principal mastodonte de la Méditerranée avec ses quelque 75 000 tonnes dans une dizaine d'années.

Nucléaire : l'Iran piégé entre Trump, l'Europe et Khamenei

Téhéran, qui a intérêt à relancer les négociations sur ce dossier, se heurte à l'intransigeance de Washington et à l'immobilisme du Guide suprême

Depuis la fin de la « guerre des douze jours » entre l'Iran et Israël en juin – un conflit dans lequel les Etats-Unis se sont impliqués –, Téhéran se retrouve dans une impasse stratégique. D'un côté, les pressions européennes s'intensifient pour amener la République islamique à reprendre les négociations sur son programme nucléaire ; de l'autre, rien n'indique que le président américain, Donald Trump, soit disposé à faire preuve de souplesse en vue d'un accord acceptable pour l'Iran. Pour lui, Téhéran doit renoncer à tout enrichissement d'uranium, une condition jugée inacceptable par le régime.

Les derniers rounds du dialogue avec Washington, qui se sont déroulés sous un format indirect, entre avril et juin, à Mascate (Oman) puis à Rome (Italie), ont d'ailleurs tourné court : du 13 au 24 juin, Israël a multiplié les frappes contre les sites militaires et nucléaires iraniens, faisant plus d'un millier de victimes parmi les scientifiques, les militaires et les civils. Vers la fin du conflit, des bombardiers, envoyés par Donald Trump, [ont frappé les installations nucléaires de Fordo, Natanz et Isfahan](#).

« Il faut garantir qu'à l'avenir, en pleine négociation,



Une affiche symbolisant le site nucléaire de Natanz, frappé par Israël en juin, dans le centre de Téhéran, le 28 août 2025. MORTEZA NIKOUBAZL / NURPHOTO VIA AFP

les Etats-Unis ne mèneront pas de nouvelles attaques », déclarait le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, au *Monde*, le 10 juillet. Ses propos traduisent le fait que le régime redoute un nouveau conflit, même en cas de reprise des pourparlers, ce qui rend quasi impossible de convaincre ceux en Iran qui s'y opposent. Quelques semaines plus tard, dans un entretien au *Financial Times* publié le 31 juillet, le chef de la diplomatie précisait que Téhéran attendait également de Washington qu'il indemnise l'Iran pour les destructions subies – une idée immédiatement qualifiée de « ridicule » par

les responsables américains.

A Téhéran, de nombreux responsables et observateurs dénoncent la confusion qui règne au sommet de l'Etat. « Dialoguer ne signifie pas se soumettre », déclarait le 10 août le président iranien, Massoud Pezeshkian, élu en 2024 grâce au soutien des réformateurs. Si nous ne négocions pas, voulez-vous que nous fassions la guerre ? Ils [les Israéliens et les Américains] attaquent, nous réparons, puis ils attaquent encore. Il faudrait qu'une ligne claire soit définie. Nous ne devons pas réagir de manière émotionnelle. »

« En réalité, les Iraniens sont dans une impasse, estime l'analyste politique Abbas Abdi, joint à Téhéran. A mon avis, les dirigeants n'ont pas de problème à ouvrir des négociations – ils l'ont fait avant que la guerre se déclare. Mais, pour commencer un dialogue, il faut avoir une idée claire de l'accord possible. Une négociation dont le résultat est dicté par une seule partie [c'est-à-dire Donald Trump], et dont l'échec est assuré, pourrait être pire que l'absence de discussions. »

Le rôle d'Ali Khamenei

Un autre obstacle demeure : le Guide suprême, Ali Khamenei, véritable ar-

bitre des grandes orientations du pays. Agé de 86 ans, il avait disparu de la scène publique pendant la guerre, pour des raisons de sécurité, et semble avoir passé de longues périodes isolé. Malgré les lourdes pertes subies, il continue d'affirmer que l'Iran est sorti vainqueur de la « guerre des douze jours ». « *Les ennemis de l'Iran ont compris qu'il n'est pas possible de le faire plier par la force militaire. Voilà quarante-cinq ans [depuis la révolution de 1979] qu'ils essaient, et la République islamique se renforce jour après jour* », déclarait-il, le 24 août, devant ses fidèles. Cette lecture des événements laisse perplexe, au vu des dommages infligés aux sites militaires et nucléaires, des traumatismes subis par la population et des pertes économiques. Mais elle lui permet de rester ferme dans son opposition à tout dialogue avec Washington. « *Ceux qui disent "pourquoi ne pas négocier directement avec les Etats-Unis ?" sont superficiels ; car la réalité n'est pas celle-là. Ces problèmes sont insolubles* », ajoutait-il.

Même avant la « guerre des douze jours », Ali Khamenei nourrissait une profonde méfiance pour Donald Trump. Sous son premier mandat (2017-2021), en 2018, le président américain avait annoncé le retrait unilatéral des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire, conclu à Vienne trois ans plus tôt, le rendant caduc. En 2020, il ordonnait

l'assassinat en Irak de Ghassem Soleimani, chef de la Force Al-Qods, la branche extérieure des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays.

« *Il faut être réaliste. Ali Khamenei est un homme âgé. On ne peut pas attendre de lui qu'il accepte des négociations avec les Etats-Unis*, explique un homme d'affaires iranien bien introduit dans les cercles politiques et militaires. *Il suit un idéal et croit sincèrement que la résistance coûte moins cher que le compromis. Lui demander de céder reviendrait à placer le patron d'Apple en pointe de l'attaque du Barça et de lui dire : "Marque un but !"* »

Pour l'heure, rien dans son entourage non plus ne laisse penser qu'une prise de conscience urgente puisse infléchir la ligne. « *A mon avis, compte tenu des conditions de guerre, de l'après-guerre et de l'âge de Khamenei, c'est en grande partie le Conseil suprême de sécurité nationale qui tranchera la question d'un éventuel dialogue avec les Etats-Unis*, explique Hamidreza Azizi, chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik à Berlin. *Or, actuellement, ni les membres de cette instance ni les autres responsables dans le système n'ont le courage de relancer les discussions. Et Ali Khamenei lui-même ne s'y résoudra pas.* »

Ce Conseil, organe le plus important en matière de politique étrangère et de

sécurité, rassemble des responsables politiques, militaires et sécuritaires de haut rang. Il est présidé par le président de la République. Le 7 août, l'ancien président du Parlement Ali Larijani, réputé pragmatique, y a été nommé représentant personnel du Guide suprême. Mais rien ne laisse présager, à ce stade, que cette instance pousse à une reprise des négociations avec Washington auprès d'Ali Khamenei.

« Les leviers sont tous à Washington »

D'ici à fin septembre, un autre rendez-vous risque de renforcer encore le front occidental contre l'Iran et de raviver la menace de nouvelles frappes si Téhéran refuse de coopérer. Le 28 août, après des mois de tractations, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni (les trois signataires occidentaux de l'accord nucléaire avec Téhéran) ont officiellement notifié au Conseil de sécurité de l'ONU leur décision de rétablir les sanctions internationales, en raison des violations répétées du « deal » par l'Iran. Ce mécanisme de réactivation automatique, dit « snap-back », doit expirer le 18 octobre, d'où l'urgence de leur démarche.

Les trois pays européens affirment que cette mesure ne signifie pas « *la fin de la diplomatie* » et offrent à Téhéran un délai de trente jours pour négocier avant la réimposition des sanc-

tions. Ils demandent notamment que l'Iran clarifie l'état de ses stocks d'uranium enrichi après les frappes israélo-américaines, autorise à nouveau les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique, suspendues depuis le conflit, et accepte de nouvelles discussions, y compris avec Washington. Mais, là encore, à Téhéran, bien que celui-ci soit soutenu par Pékin et Moscou, les deux autres signataires du « deal », l'incertitude domine.

« *Les leviers sont tous à Washington, l'Europe n'a que le bâton du "snap-back". En négociant uniquement avec les Européens, l'Iran est inquiet de perdre son seul atout : l'ambiguïté qui entoure son programme nucléaire, estime Hamidreza Azizi. La meilleure option est de parler directement avec les Etats-Unis et d'utiliser ce levier face à eux. Et si Washington refuse de rechercher un accord équilibré, il n'y a malgré tout pas d'autre moyen que des pourparlers directs pour le vérifier.* »

Pendant ce temps, l'Iran, affaibli au niveau régional par l'érosion de son « axe de la résistance » et fragilisé à l'intérieur par des années de corruption, d'incurie, de répression, ainsi que de sanctions internationales, voit la fragile unité nationale obtenue pendant la guerre se fissurer de jour en jour.

Partie du milieu de la photographie, une vague #MeToo balaye la Turquie

Des milliers de dénonciations de personnalités ou d'inconnus de divers secteurs professionnels mettent en lumière la défiance des femmes face à l'appareil judiciaire, en dépit du principe dit de « primauté de la parole de la victime ».

Depuis cinq jours, Simge Günsan n'a pas beaucoup dormi. « *Quand je me couche, j'ai l'impression que mes oreilles bourdonnent* », confie-t-elle en tirant de profondes bouffées sur sa cigarette. Après treize ans de silence, cette comédienne et metteuse en scène de 38 ans a finalement décidé de raconter. Commencée par un apéritif convivial entre amis, une soirée de Nouvel An a viré au cauchemar.

Dans un post sobre publié sur les réseaux sociaux, Simge décrit les assiettes lancées au visage, une main qui l'attrape par les cheveux pour lui cogner la tête contre le mur, les coups de pied reçus alors qu'elle était à terre. Elle finira par échapper à ce déchaînement de violence en s'enfermant à double tour dans la salle de bains. İsmail Sagır, son petit ami de l'époque, assure, pour sa part, n'avoir gardé aucun souvenir de cette nuit alcoolisée. Seule une des deux équipes de théâtre avec lesquelles il travaillait a annoncé mettre fin à leur collaboration.

D'après les statistiques du réseau social X publiées par le site d'analyse de données Veriler ne diyor ?, ce sont plus de 5 000 utilisatrices et utilisateurs qui ont témoigné ou réagi sur la thématique des violences sexistes et sexuelles entre le 19 et le 26 août, la première semaine de ce mouvement. Les posts partagés ont cumulé plus de



Lors d'une marche organisée à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, près de la place Taksim, à Istanbul, le 8 mars 2025. YASIN AKGUL / AFP

30 millions de vues, dans ce qui est déjà qualifié de vague #MeToo dans le pays.

Vent de conservatisme

Les premières dénonciations accusaient plusieurs professionnels connus du milieu de la photographie. Le groupe de pop à succès *Manifest*, très apprécié des adolescentes, a annoncé annuler son contrat avec son photographe officiel après que celui-ci a été accusé d'avoir fait des avances à une mineure. Le mouvement s'est ensuite élargi aux milieux artistiques, universitaires et aux organisations de la société civile, à travers les témoignages de milliers de personnes.

Les faits dénoncés sont très divers : des messages graves, du harcèlement dans un cadre professionnel, des violences physiques, jusqu'à des cas de viol par soumission chimique. Mais ils témoignent tous d'une culture de l'impunité contre laquelle les victimes s'insurgent. « *La honte doit changer de camp* », affichent plusieurs comptes du mouvement féministe, en référence au slogan utilisé en France lors du procès de Gisèle Pélicot, en 2024.

« *Avant cette vague, je n'avais jamais pensé à rendre public ce qu'il m'était arrivé. Cette fois, j'ai trouvé le courage de le faire, quand j'ai vu qu'un acteur avait été exclu*

d'une production », reconnaît Simge Günsan. Plusieurs jours après sa publication, la comédienne continue de recevoir des messages de soutien, des témoignages similaires à ce qu'elle a vécu, mais aussi des menaces.

Soutenue par des amies avocates, elle n'envisage pourtant pas de porter plainte. « *Il est fort probable que les faits soient désormais prescrits. Et, de toute façon, je ne fais pas confiance au système judiciaire de ce pays* », lâche-t-elle. Le vent de conservatisme qui souffle sur la Turquie depuis le début des années 2010 se concrétise sur le terrain par un recul des droits des femmes qui in-

quiète et mobilise les associations féministes.

« Problème de santé publique »

« Qu'est-ce que le parquet attend pour ouvrir des enquêtes ? », feint de s'étonner Begüm Baki, porte-parole de l'Association de lutte contre les violences sexuelles. « Il s'agit d'agressions sexuelles caractérisées. Or, ces types d'agressions sont des crimes qui doivent être poursuivis et c'est le devoir des procureurs. Il s'agit d'un problème de santé publique, mais les autorités font comme si cela ne les concernait pas », analyse la militante. Soutenue par des

fonds européens, la petite structure d'une dizaine de salariées s'efforce de dénoncer les violences sexistes et sexuelles et plaide pour mettre en place de meilleurs mécanismes d'accompagnement des victimes. « Il existe beaucoup d'obstacles qui empêchent la dénonciation de ce type de violences et, en Turquie, les signalements sont extrêmement rares », constate-t-elle.

En dépit des interdictions de manifester et d'une atmosphère politique minée par les pratiques autoritaires du pouvoir, le mouvement féministe n'a jamais cessé de se mobiliser. Mais certaines décisions

de justice affectent le moral des troupes. Fin août, la Cour de cassation a validé une réduction de peine, dans une affaire de féminicide, arguant qu'il y aurait eu « provocation » de la part de la victime. L'instance de justice a considéré que le refus d'une relation sexuelle avait provoqué « douleur et colère » chez le meurtrier. Une décision « terriblement décourageante », reconnaît Begüm Baki.

Alors qu'une partie des dénonciations sur les réseaux sociaux ont entraîné des suspensions et des mises à l'écart d'hommes accusés, des avocates féministes encouragent malgré tout à por-

ter plainte. Dans le système judiciaire turc, le principe dit de « primauté de la parole de la victime » prévoit que la déclaration de la victime fait foi. Les accusations de femmes dans des cas de violences conjugales ou de violences sexuelles peuvent suffire à la justice pour ordonner une protection et lancer une enquête sans nécessité d'apporter d'autres preuves. En 2004, la Cour de cassation a ainsi admis que, dans les cas d'infractions sexuelles, si la déclaration de la victime était jugée « sincère et logique », elle pouvait mener à une condamnation, afin d'éviter que d'innombrables crimes restent impunis.



04 sept 2025

L'Iran a accéléré son rythme de production d'uranium enrichi à 60%, selon l'AIEA

L'Iran a accéléré le rythme de production de ses réserves d'uranium enrichi à 60%, alors que le seuil nécessaire pour fabriquer une arme nucléaire est de 90%, selon un rapport confidentiel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) consulté par l'AFP mercredi 4 septembre. Mais cette information date d'avant « la guerre de 12 jours » déclenchée par une attaque d'Israël contre l'Iran.

En Iran, cette hausse a été calculée au 13 juin, soit le début de « la guerre de 12 jours » déclenchée par une attaque d'Israël contre l'Iran. À cette date, l'AIEA a constaté que le total d'uranium enrichi à 60% de l'Iran s'élevait à 440,9 kg, soit une hausse de 32,3 kg par rapport au 17 mai – à comparer à une hausse de 133,8 kilos sur la période précédente. « C'est une information et une constatation faite avant la guerre », explique le chercheur et spécialiste de l'Iran, Thierry Coville.

Si dans un premier temps, l'AIEA a retiré ses inspecteurs pour des raisons de sécurité, elle déplore que par la suite l'Iran ait suspendu sa coopération, qualifiant cette décision de « profondément regrettable » et exhortant les autorités iraniennes à autoriser une reprise des inspections « sans délai ».

Les bombardements israéliens ont intensifié les tensions entre Téhéran et l'AIEA. L'Iran lui reproche de ne pas avoir condamné les frappes israéliennes, puis américaines, qui ont visé ses installations nucléaires durant ce conflit.

Des agents de l'AIEA arrivés en Iran il y a quelques jours

« On sait que suite à cette guerre, il y a un fort mécontentement en Iran par rapport au rôle de l'AIEA supposé qui aurait préparé le terrain à cette guerre. Le Parlement iranien a donc voté la suspension de la coopération avec l'AIEA. On sait qu'il y a quelques

jours, **des inspecteurs de l'AIEA** sont arrivés en Iran. Mais d'après ce que j'ai compris, l'Iran leur a simplement donné accès à un réacteur nucléaire qui a été construit par les Russes à Bouchehr [la principale centrale nucléaire de production d'électricité en Iran, NDLR]. Mais pour l'instant, ils n'ont pas eu accès au site d'enrichissement d'uranium de l'Iran », ajoute-t-il. Le chef de la diplomatie iranienne a cependant signifié que cela ne marquait pas une reprise complète de la coopération avec l'AIEA.

Le régime reste ouvert aux négociations nucléaires avec les États-Unis

Si l'Iran se montre méfiant à l'égard de l'AIEA, le régime reste ouvert aux négociations nucléaires avec les États-Unis, a fait savoir un haut responsable cette semaine. Pour le chercheur Thierry Coville, au sein du régime iranien, des avis divergent sur l'attitude à adopter face à l'Occident. « Le Parlement est plutôt dominé par les radicaux. Ce n'est

pas un hasard s'ils ont voté cette loi qui **suspend la coopération** avec l'AIEA. D'ailleurs, le Parlement a même protesté contre la venue récente des inspecteurs de l'AIEA. À mon avis, il y a une personnalité qui va avoir un rôle très important à jouer, c'est Ali Larjani. Il a été nommé secrétaire général de ce qu'on appelle le Haut Conseil de la sécurité nationale en Iran et a la mainmise sur toutes les affaires militaires. C'est un dur. Il était impliqué dans les négociations sur le nucléaire iranien dans les années 2000. Il veut imposer un rapport de force. D'un autre côté, il n'est pas fermé à la négociation », ajoute le chercheur.

« Il y a ceux en Iran qui, plutôt du côté des modérés, disent qu'il faut montrer beaucoup plus de flexibilité par rapport à l'Occident et qu'il faut absolument négocier. Mais il y a quand même un climat assez spécifique lié au lendemain de la guerre. Ceux qui défendent le rapport de force ont plutôt le vent en poupe », termine Thierry Coville.



Sept 06, 2025

Paris honours Kurdish role in ISIS war with Peshmerga Alley

ERBIL, Kurdistan Region - Peshmerga Alley, a tribute to the Kurdish role in the war against the Islamic State (ISIS), was inaugurated in Paris on Friday in the presence of Parisian Mayor Anne Hidalgo and Masoud Barzani, former president of the Kurdistan Region.

Naming the route in Paris' Andre Citroen Park after the Peshmerga is a tribute to «all what the Kurdish people and Peshmerga did for us, for our freedom, for peace,» in the fight against ISIS, Hidalgo said at the inauguration.

Barzani said it was a "historic day" for Kurds.



Graphic: Rudaw

«The Peshmerga have carried out a sacred duty. The tribute you showed today to the Peshmerga indicates you respect the struggle of the Peshmerga and the friendship between the French and Kurdistan nations,» said Barzani, who is also leader of the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP).

«I want to reiterate that Kurdistan will always remain a coexisting home, and the Peshmerga will always be the protectors of human rights, freedom, and democracy,» he added.

The Kurdish Peshmerga were at the forefront of the fight against ISIS in Iraq. Around 12,000 Peshmerga were killed or injured during the war, according to Barzani.

«Naming a park after the Peshmerga shows a great deal of respect. I would like to assuredly state that as long as one Kurd remains, they

will be thankful to the French nation,» Barzani said.

Hidalgo told Rudaw that the alley is a tribute to «all what the Kurdish people and Peshmerga did for us, for our freedom, for peace,» in the fight against ISIS.

The Kurdistan Region and France enjoy close relations dating back to the 1980s. Danielle Mitterrand, first lady of France from 1981 to 1995, advocated for Kurds suffering under the regime of Saddam Hussein and was instrumental in campaigning for the no-fly zone that allowed the Kurdistan Region to develop its current autonomy. She is affectionately known as the "Mother of Kurds" and inaugurated the first Kurdish parliament in 1992.

«France has always been supportive to the Kurdish cause. France was the first country to allow the opening of a Kurdistan institute in Paris,» Barzani said.

Founded in 1983, the Kurdish Institute of Paris is one of the oldest Kurdish organizations in the West. The institute has served as an ambassador for the Kurdish language, history and cultural heritage. It has also been a meeting place for Kurdish and Western activists and specialists seeking to influence international policy.

A core member of the global coalition against ISIS, France has trained about 10,000 Iraqi soldiers, including Kurdish Peshmerga. Its armed forces continue to play a key role in the fight against the jihadist group.

Philippe Goujon, mayor of the 15th arrondissement of Paris, delivered a speech at the event.

He described Peshmerga as «a resistance force of the Kurdish people» and «a symbol of continuous, multi-generational struggle for dignity,

freedom, and the right to live in peace.»

He also referenced the history full of sacrifices by the Peshmerga, from the wars against Saddam Hussein's regime and the crimes of Anfal and chemical attacks on villages, as well as their unprecedented resistance against ISIS.

Goujon particularly praised the role of female Peshmerga who fought alongside men in the trenches of war, as was seen in the Battle of Kobani.

Goujon reiterated that naming this street is a tribute to the sacrifices of the Peshmerga given for the protection of freedom and peace, just as French soldiers have also made sacrifices.

«The values that the Peshmerga fight for - freedom, dignity, tolerance - these are our values too.»

Meanwhile, Salman Farman, a wounded Peshmerga fighter

from the war against ISIS who lost both legs, an arm, an eye and an ear, and who received a medal of honor from President Masoud Barzani during the ceremony, told Rudaw that he was very happy that an alley has been named after

Peshmerga.

«France has recorded a history for the Kurdistan Peshmerga forces that we are all proud of. This history will remain for future generations and is also a consolation for

all the families of martyrs,» he said.

French Foreign Minister Jean-Noël Barrot said he discussed strengthening France-Kurdistan relations with President Masoud Barzani during their

meeting in Paris.

He added that naming an alley after the Peshmerga in Paris symbolizes “France’s eternal recognition of its Kurdish brothers-in-arms in the fight against Daesh [ISIS].”



06 sept 2025

Iran : le rôle oublié de la France et de l'Allemagne dans la naissance du programme nucléaire

Une simple lettre à la poste ». C’est tout ce qu’il faudrait pour « réappliquer à l’Iran un embargo mondial », rappelait le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, dans un entretien accordé au journal *Le Monde* en juillet 2025.

Voilà des semaines que l’Allemagne, la France et le Royaume-Uni, surnommés la « troïka » ou l’UE-3, menaçaient l’Iran d’un retour des lourdes sanctions internationales levées par le Plan d’action global commun, plutôt connu sous son acronyme anglais, JCPoA (Joint Comprehensive Plan of Action) signé à Vienne en 2015. En cause, les inquiétudes des grandes puissances occidentales concernant l’avancée du programme nucléaire de la république islamique. L’Iran assure son souhait de n’utiliser l’atome qu’à des fins pacifiques, mais continuerait d’enrichir de l’uranium à des seuils bien plus élevés que nécessaires pour une utilisation strictement civile.

Les Européens ont finalement pris la décision, le 28

août, d’activer la clause du « **snapback** », prévue dans l’accord, pour ouvrir 30 jours de négociations au terme desquelles les sanctions, levées il y a dix ans, pourraient être rétablies.

Cette nouvelle phase de discussions doit être utilisée « pour trouver des solutions diplomatiques », a martelé la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas, le 29 août. Depuis plus de 20 ans, les UE-3 s’évertuent à résoudre cette crise pacifiquement, malgré l’animosité grandissante des États-Unis à l’égard de Téhéran. Mais avant d’adopter cette position médiatrice, certaines grandes puissances européennes ont activement participé au lancement d’un programme nucléaire civil en Iran.

La paix de l’atome

En 1957, alors que l’Europe se relève des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, l’Iran, alors gouverné par le shah Mohammad Reza Pahlavi, se lance à la conquête de l’atome.

Le shah craint que le pétrole,

dont le pays dépend, ne vienne un jour à manquer et cherche une alternative. Il considère aussi que le pétrole est « un matériau noble, de bien trop de valeur pour qu’on le brûle ». Le pays échafaude alors un projet de nucléaire civil avec l’aide du programme « Atoms for peace », lancé par le président des États-Unis, Dwight D. Eisenhower en 1953. L’Iran, comme les autres membres du programme, s’engage à limiter son utilisation du nucléaire à des fins pacifiques. En échange, les Américains forment les scientifiques iraniens et fournissent à Téhéran des équipements, notamment un réacteur de recherche destiné à produire des isotopes à usage médical. La coopération entre les deux pays va bon train, jusqu’à la fin des années 1970.

En pleine guerre froide, les États-Unis craignent de plus en plus de voir d’autres puissances nucléaires voir le jour. « Atoms for peace » pourrait bien se retourner contre eux. L’Iran adhère au Traité de non prolifération (TNP) dès 1968 et place ses installations nucléaires sous la supervision de l’Agence internationale de

l’énergie atomique (AIEA). Et le shah envisage la construction, à terme, de 20 réacteurs dans son pays. L’Iran exprime aussi son intérêt pour certaines technologies qui alarment l’Amérique, comme la capacité à séparer du plutonium ou à acquérir de l’uranium enrichi. Si l’objectif annoncé reste civil, Washington soupçonne le shah de convoiter en secret l’arme atomique.

Le souverain se tourne alors vers les nations européennes, « moins regardantes sur ces sujets », selon les termes employés par François Nicoulaud, l’ancien ambassadeur français à Téhéran, dans son article « **La France et la négociation avec l’Iran** ».

Les promesses de « sommes fabuleuses »

En Europe, la France et l’Allemagne de l’Ouest courent après l’or noir des Iraniens. Le choc pétrolier de 1973 fait du pays un partenaire indispensable et prioritaire pour l’Hexagone. Dès l’année suivante, le ministre des Finances, Jean-Pierre Fourcade, signe une multitude de contrats avec l’Iran et garantit

l'approvisionnement de la France en hydrocarbures. Téhéran devient le deuxième fournisseur de pétrole du pays.

En échange, Paris prend le relais de Washington sur le volet nucléaire. Les Français s'engagent également à former les scientifiques iraniens et à fournir au shah des centrales nucléaires. Le 28 juin 1974, Jean-Pierre Fourcade se réjouit des « *sommes fabuleuses* » que représentent ces contrats. Pour 10 milliards de francs, l'Iran obtient notamment la construction par Framatome de deux réacteurs à Ahvaz dans le sud du pays.

De son côté, l'Allemagne de l'Ouest n'est pas en reste. La filiale KraftWerk Union (KWU) du géant énergétique Siemens remporte en 1975 un contrat de 7,8 milliards de Deutsche Mark pour construire deux réacteurs nucléaires à Bushehr, dans le sud de l'Iran. Berlin s'engage ensuite dans un accord de coopération nucléaire avec le shah, similaire au « contrat du siècle », signé un an auparavant avec le Brésil. Le Royaume-Uni ou encore l'Italie envisagent également de prendre part au développement du nucléaire iranien, mais aucune collaboration de grande ampleur ne voit finalement le jour.

Les nouveaux alliés européens et les promesses de développement nucléaire de l'Iran renforcent les inquiétudes de Washington. D'autant que le shah se donne les moyens de ses ambitions. Outre ces différents accords, Mohammad Reza fait de son pays l'un des principaux investisseurs de l'usine française d'enrichissement d'uranium du Tricastin, baptisée Eurodif. Le souverain prête un milliard de dollars à la France pour la construction de l'usine d'enrichissement d'uranium de Tricastin, et acquiert également 10% des parts d'Eurodif par sa partici-

pation à la Sofidif. L'Iran s'assure en contrepartie : l'enlèvement de 10 % d'uranium enrichi produit par Eurodif.

Rétrospectivement, se pose la question des intentions militaires du shah. Technologie dite « duale », l'uranium enrichi alimente les centrales nucléaires comme les ogives construites sur les modèles de Little Boy utilisée pour raser Hiroshima. Dans la course aux armements de la guerre froide, le shah voulait-il, lui aussi, doter son pays de l'arme atomique ? À cette époque, Mohammad Reza Pahlavi soutient qu'il n'a que faire de la bombe. Impossible d'en être certain, mais l'Europe le prend au mot.

« *L'objectif du programme nucléaire iranien n'était pas militaire. Mais, il est évident que lorsqu'on développe la technologie nucléaire civile, le volet militaire deviendra forcément accessible. C'est un peu plus long et un peu plus difficile mais c'est dans la continuité des choses* », explique en 2006 à [RFI Ardeshtir Zahedi](#), l'ancien ministre iranien des Affaires étrangères. Quels qu'aient pu être les projets de l'Iran, les ambitions du shah ne verront jamais le jour. Elles seront balayées par la Révolution islamique de 1979.

Révolution et rupture

À la fin de l'année 1978, alors que la construction de certains des réacteurs commandés à la France et à l'Allemagne de l'Ouest ont déjà commencé, les manifestations contre le pouvoir échappent au contrôle du souverain. Contraint de quitter le pays en janvier 1979, son programme nucléaire s'envole avec lui. L'ayatollah Khomeiny prend les rênes du pays et le nouveau gouvernement rompt les contrats de construction des centrales nucléaires et d'achat d'uranium.

Les Européens déchantent.

Eux qui ont, dans un premier temps, espéré voir leurs investissements résister à la révolution, abandonnent l'Iran, en pleine rupture avec le pouvoir du shah. En 1979, Framatome et KWU mettent un terme à leurs travaux et rapatrient leurs employés. L'Iran demande le remboursement du prêt Eurodif, mais de son côté, Paris s'estime lésé car le nouveau régime ne remplit pas les obligations qu'impose son statut d'actionnaire du projet.

La France s'oppose au remboursement du prêt, un geste que la République islamique prend comme un affront. Dans les années qui suivent, plusieurs journalistes et diplomates français sont capturés et détenus dans des conditions misérables par des membres du Jihad islamique au Liban. Les ravisseurs réclament, entre autres, que la France rembourse sa dette à l'Iran et qu'elle arrête de livrer des armes à l'Irak.

François Mitterrand s'est en effet rangé derrière le régime de Saddam Hussein dans la guerre qui l'oppose à la nouvelle République islamique d'Iran. Paris fournit des armes au dirigeant irakien et continue de détériorer ses relations avec Téhéran. L'Allemagne de l'Ouest affiche un soutien moins marqué à l'Irak, mais lui livre plusieurs équipements civils, détournés par le régime de Saddam Hussein pour concevoir des armes chimiques. Mais la République Fédérale allemande reste, dans le même temps, un partenaire commercial de choix pour l'Iran.

La France devient une cible iranienne. Indirectement, le régime de Téhéran commande plusieurs attentats dans l'Hexagone pendant la décennie 1980. En 1988, après des années de captivité, les otages retenus au Liban sont enfin libérés. Comme rançon, la majorité de la dette Eurodif a

finallement été versée. Le contentieux est réglé officiellement trois années plus tard, en 1991, par le versement supplémentaire d'un milliard de dollars à la République islamique.

A peine normalisées, les relations iraniennes avec l'Occident vont de nouveau se tendre au tournant du troisième millénaire.

L'échec de la diplomatie européenne

Identifiée en 2002 par le président des États-Unis George W. Bush comme un membre de « l'Axe du mal », la République islamique attise les craintes d'une Amérique endeuvillée par les attentats du 11 septembre. Sans être responsable de l'opération terroriste de 2001, l'Iran est soupçonné de fabriquer des armes de destruction massive. Alliés des États-Unis, les Européens se trouvent en première ligne dans cette confrontation. Le Vieux Continent joue la carte de la diplomatie et adopte, progressivement, un rôle médiateur qu'il tente de maintenir tant bien que mal depuis près de 20 ans.

La République islamique se réfugie fréquemment derrière un argument : le traité de non prolifération, ratifié en 1968. Pour autant, le régime entretient les ambiguïtés. En 2002, des sites d'enrichissement d'uranium que le pays n'a pas déclarés à l'AIEA sont découverts à Natanz, dans le centre du pays. Une nouvelle alarmante pour les Américains, que le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France tentent d'apaiser. Sans l'aide des États-Unis, la tröika obtient alors de l'Iran l'arrêt de la production d'uranium enrichi et la signature du « protocole additionnel », un engagement de coopération avec l'AIEA. Malgré cela, le pays continue de manquer de transparence et fait l'objet de nombreux rappels à l'ordre de l'agence

onusiennne. Élu en 2005, le président Mahmoud Ahmadi-nejad est favorable au développement du nucléaire et les accords arrachés par les Européens s'effritent à mesure que l'enrichissement d'uranium reprend en Iran. L'ONU finit par trancher et abat quatre volets de sanctions entre 2006 et 2010 sur la République islamique.

Ce n'est qu'en 2013, quand Hassan Rohani accède au pouvoir en Iran, que les négociations reprennent, d'abord timidement, avec l'Occident. Des accords partiels sont trouvés et le nouveau président iranien accepte de restreindre son programme nucléaire et de se plier aux exigences de transparence de l'AIEA. Le

cadre d'un accord se dessine en 2015, alors que les Occidentaux et l'Iran se réunissent à Vienne.

Le 14 juillet, après des négociations à rallonge, le Plan d'action global commun ou Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) est signé. L'Occident obtient des garanties d'une coopération iranienne en échange de la levée de plusieurs sanctions. Les Occidentaux se réjouissent mais l'euphorie est passagère.

À peine trois ans plus tard, Donald Trump, élu en 2016 à la Maison Blanche, annonce à ses compatriotes l'aboutissement de ses « efforts pour empêcher l'Iran de se procurer l'arme atomique ». Le prési-

dent américain se retire des accords de Vienne, qu'il juge « désastreux », et rétablit les sanctions contre Téhéran. Avec la Chine et la Russie, elles aussi signataires du JCPOA, les Européens sont laissés seuls garants de la médiation diplomatique avec l'Iran.

En réponse au retrait américain, l'Iran a depuis **repris l'enrichissement de son uranium** à hauteur de 60 %, un chiffre qui se rapproche dangereusement des 90 % nécessaires pour fabriquer une bombe. Réélu en 2024, Donald Trump ne s'est pas adouci sur la question iranienne. En juin 2025, le président s'est félicité d'avoir détruit plusieurs sites nucléaires

iraniens après une série de bombardements lors de l'opération **Midnight Hammer** dans le cadre du conflit entre la République islamique et Israël.

De leur côté, les UE-3 avaient annoncé attendre la fin du mois d'août pour statuer sur le respect par l'Iran des engagements pris en 2015. Jeudi 28 août, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont finalement choisi de demander le rétablissement des sanctions contre le pays sous un délai de 30 jours. Un dernier effort diplomatique. De son côté, Téhéran a promis de répondre à une décision « *injustifiée et illégale* ». Reste à savoir quelle forme cette réponse prendra.

Le Monde 07 sept 2025

En Turquie, le principal parti d'opposition lutte pour sa survie politique

Le Parti républicain du peuple (CHP) convoque un congrès extraordinaire pour le 21 septembre dans l'espoir de sauver sa direction d'une opération judiciaire.

La tension est à son comble dans les couloirs du quartier général du parti républicain du peuple (CHP, premier parti d'opposition), à Ankara. Vendredi 5 septembre, quelque mille délégués du parti ont déposé une demande auprès des autorités électorales pour organiser un nouveau congrès extraordinaire. Prévu le 21 septembre, ce nouveau rendez-vous permettra de reconduire la direction actuelle, et notamment son chef, Özgür

Özel, à la tête de la formation politique.

Plus tôt dans la semaine, mardi 2 septembre, le président de région du parti et son équipe à Istanbul avaient été révoqués par décision de justice pour cause d'« irrégularités » supposées dans les élections internes au parti, tenues en octobre 2023. L'équipe élue a ainsi été remplacée par une nouvelle équipe, nommée par le tribunal administratif, avec à sa tête une an-

cienne figure dissidente du parti, Gürsel Tekin.

Cette décision de justice a été accueillie avec beaucoup de gravité au sein du parti du CHP, ainsi que dans les cercles de l'opposition. Tous craignent que cet épisode ne soit qu'une répétition générale de ce qui pourrait se produire le 15 septembre. Le parti devra comparaître devant la justice pour des accusations similaires d'« irrégularités » dans le vote qui s'est tenu en novembre

2023 lors du congrès ordinaire qui a fait élire Özgür Özel. Si le scénario se répète, il pourrait aboutir à la décapitation pure et simple de la direction élue.

Dernière étape vers la « fin du multipartisme »

La nomination d'un *kayyum* (administrateur d'Etat) à la place d'une personnalité politique élue n'est pas une première dans l'histoire récente du pays. Des dizaines de maires à majorité kurde

avaient vu s'installer des préfets et des sous-préfets dans le fauteuil des élus depuis 2016, toujours dans le cadre de poursuites judiciaires.

Mais l'application de cette pratique à un parti politique est inédite et apporte une preuve de plus – s'il en fallait – de la détermination du pouvoir à éliminer toute alternative politique. Certains constitutionnalistes ont qualifié la décision de justice de dernière étape vers la « *fin du multipartisme* ». Çağlar Çaglayan, l'avocat du CHP, parle quant à lui de période de « *déconstitutionalisation* » (processus au cours duquel la Constitution est en vigueur mais ne s'applique pas à certains segments de la société, essentiellement les cercles d'opposition).

Selon lui, « *il y a deux dimensions : une juridique et une politique. D'un côté, nous nous en remettons au droit et nous faisons toutes les démarches juridiques possibles pour faire appel de ces décisions. Quant à la dimension politique, le CHP s'en remet au peuple. C'est le premier parti dans les urnes, et c'est de là qu'il tire sa confiance en lui* », développe-t-il. Depuis l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, le 19 mars, le CHP organise des rassemblements hebdomadaires très suivis dans toutes les grandes villes du pays.



Le chef du principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP), Özgür Özel, s'exprime devant le bureau de son parti à Istanbul, en Turquie, le 3 septembre 2025. UMIT BEKTAS / REUTERS

Marathon judiciaire éprouvant

La défaite du Parti de la justice et du développement (AKP, islamocenseur, au pouvoir) aux élections municipales de mars 2024 a été vécue comme une humiliation par le président Recep Tayyip Erdogan et son parti. Le CHP, son principal concurrent, avait réussi à reprendre le contrôle de grandes mairies et était arrivé en tête du scrutin en nombre de voix. Depuis, le parti, ainsi que ses principales figures politiques – comme le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu – font l'objet d'une vaste offensive judiciaire. Depuis février 2024, le parti est poursuivi dans treize dossiers distincts, et les nombreuses audiences pré-

vues au mois de septembre augurent d'un véritable marathon judiciaire éprouvant pour le CHP.

A défaut de reconquérir le cœur des électeurs pour remonter dans les enquêtes d'opinion, le pouvoir s'emploie à saper l'opposition par tous les moyens. Le mois dernier, le chef du CHP avait accusé l'AKP de menacer certains élus du CHP d'emprisonnement et de les faire chanter afin qu'ils rejoignent les rangs de la coalition présidentielle. Les habitants de la ville méditerranéenne d'Aydin (1,1 million d'habitants) ont ainsi assisté au transfert de leur maire élue, Özlem Çerçioğlu, à l'AKP lors du 24^e anniversaire de la création du parti, le 14 août. La principale intéres-

sée, encartée au CHP depuis plus de vingt ans, a fermement nié l'interprétation d'Özgür Özel, sans pour autant donner d'explications développées sur ce soudain revirement idéologique.

Tour de passe passe administratif, la tenue d'un nouveau congrès extraordinaire le 21 septembre permettra au parti de gagner du temps, mais tout indique que le pouvoir ne s'arrêtera pas là. Les divisions internes au CHP sont également habilement instrumentalisées. Si Özgür Özel et son équipe venaient effectivement à être démis de leur fonction et remplacés, Kemal Kılıçdaroglu, ancien chef du parti et perdant de l'élection présidentielle de 2023, serait pressenti pour le remplacer.

The New York Times

Sept 07, 2025

Thrust Into the Line of Fire, Iranians Worry About What Comes Next

A bodyguard trailed behind as the academic came and went from his apartment on a tree-lined street in central Tehran, neighbors said. A taciturn man with a tight gray beard; nobody was quite sure why he needed protection. Everyone knew better than to ask.

Little of that concerned Amirali Khorami, the teenager who lived next door. Obsessed with video games and soccer, Amirali, 14, dreamed of becoming a professional goalkeeper, his family said. He hardly noticed the elderly neighbor who sometimes exchanged pleasantries with his father on the street.

Then, on June 13, in the early hours of the 12-day war between Israel and Iran that later drew in the United States, their fates were inextricably joined. An Israeli bomb crashed into the home of the professor, Dr. Ahmadreza Zolfaghari, who, it turned out, [was one of Iran's leading nuclear scientists](#).

Not only did the blast kill the scientist and his family, it also tore into surrounding buildings, smashing through wall after wall until it reached the cramped bedroom where Amirali was sleeping and killed him too.

The aftermath of the Israeli strike that targeted Dr. Ahmadreza Zolfaghari, who was one of Iran's leading nuclear scientists.

Zahra Ghaderi, 16, was hit by shrapnel when a bomb landed near her home in Tehran on the second day of the war. Six weeks later, she

received doses of morphine every two hours to control the pain. "I still have nightmares," she said.

Rescuers took an hour to pull Amirali's crushed body from the debris, his 21-year-old brother, Amirmohammad, told me as he stood in the wreckage of their bedroom, nearly two months after the strike.

Granted rare journalist visas, we were in Iran for eight days to gauge the aftermath of the country's most devastating war in decades. Although the government supplied our translator, whose work we verified, and fear of the authorities is pervasive, many people spoke with surprising candor.

Amirmohammad pointed to a dust-smeared Spider-Man figure poking from the rubble. "Amirali loved life," he said. "What did he do to deserve death?"

Hundreds of civilians died in June, when Israeli bombs and missiles rained down for 12 days across Tehran, a sprawling city of 10 million people, leaving it bloodied and reeling. American bombers pounded key nuclear facilities to the south. But it was the strikes on the capital that registered the deepest shock among many Iranians, signaling that their country's old rivalry with Israel had entered a volatile and dangerous new phase.

Israel sought to cripple Iran's nuclear program and weaken its leadership in the region at a pivotal moment, when Iranian proxies like Hamas and Hezbollah had been badly weakened. Fighter jets and drones pounded military com-

mand centers and other targets, wiping out Iran's top military command as well as [at least 13 nuclear scientists](#).

But the bombs also struck a crowded prison, a TV station broadcasting the news, and apartments filled with sleeping families. Even commuters were not safe: bombs that fell on rush-hour traffic tossed [vehicles into the air like toys](#), video footage showed.

A poster of Sahar Emami, a news presenter, amid the ruins of Iran's state TV broadcaster. Ms. Emami was hailed as a national hero for continuing to rail against Israel after a bomb struck her studio, even as smoke and debris filled the set.

In all, 700 civilians and nearly 400 military and nuclear personnel died, according to Iran's Health Ministry. The Human Rights Activists News Agency, an independent U.S.-based group, [confirmed](#) 436 civilian deaths, 435 military deaths, and 319 yet unaccounted for.

Iranian counter-strikes on Israel, including ballistic missiles that struck major cities, killed 31 people, according to Israel's Foreign Ministry.

Tehran last suffered a major assault in 1988, when Iraqi Scud missiles [slammed into crowded neighborhoods and killed at least 400 civilians](#). But those barrages were less intense than this latest war, many residents said. And there was little faith that a shaky cease-fire, agreed by Iran and Israel on June 25, will hold for long.

"We're keeping our eyes to the skies," Fereydoon Soltani, a stone cutter, told me as he left a memorial service for Gen. Hossein Salami, the assassinated commander of the powerful Iranian Revolutionary Guards Corps. "Nobody believes this is over."

A New Way of War

The short yet fierce war signaled a seismic shift to an enmity that has shaped the modern Middle East.

For years, Israel and Iran were engaged in a shadow war. Iran fought Israel through its various regional proxies. Israel tried to cripple Iran's nuclear program through sabotage, subterfuge and targeted killings. On the streets of Tehran, assassins on motorbikes stuck bombs to the cars of nuclear scientists or shot them in their seats. Wives and children were left largely unharmed.

In June, Israel cast aside that doctrine in favor of blunt military action that killed hundreds of civilians. Some strikes killed residents with the bad luck to live beside a nuclear scientist or a senior general; others were aimed squarely at civilian targets with the apparent aim of destabilizing Iran's government.

A commemorations for students, lecturers and professors killed in the war at the College of Engineering at University of Tehran.

A billboard depicting missiles and the mythological figure Arash the Archer. A memorial service for Gen. Hossein Salami, the assassinated commander of the pow-

erful Iranian Revolutionary Guards Corps.

The deadliest episode, [an hourlong bombardment](#) of the notorious Evin prison, killed 80 people including prisoners, social workers and children, according to Iran's health ministry. Israeli officials [justified the attack](#) as a blow against "oppression." Human Rights Watch and Amnesty International [called it a likely war crime](#).

Iran's autocratic leaders have tried to put a brave face on their losses, seeking to channel national grief into their brand of defiant nationalism. "What doesn't kill you makes you stronger," said Ebrahim Rezaei, the spokesman for the Parliament's national security committee, in an interview.

Giant portraits of slain generals and nuclear scientists stared down over Tehran's main squares. At official commemorations, video screens showed missiles streaking toward Israel. A digital countdown to "the elimination of Israel" — at 5,533 days the day I visited — glows defiantly in the city's Palestine Square, as it has for years.

A girl held a photograph of herself with Mohammed Said Izadi, a senior Iranian general killed by Israel, outside a commemoration in Tehran. Until his death, Izadi headed the "Palestine Corps" that supports Hamas and other Palestinian militant groups.

At the University of Tehran, students packed into a hall where a turbaned cleric representing Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, issued revisionist claims about the recent war. "The U.S. and Israel begged us for a ceasefire," he declared.

Fatemeh Panji, a 24-year-old student, was listening attentively. The war had been a

terrifying experience, she said, recounting how she had hunkered inside her dorm as bombs fell nearby. But it also left her determined to devote her future to Iran, "even my life," she told me.

Others were more ambivalent, balancing anger toward Israel with frustration at their own government. Already, severe American sanctions intended to pressure Iran over its nuclear program have crippled the country's economy, while fury toward the country's clerical rulers led to huge street protests, most recently in 2022.

This summer, their misery was heightened by chronic water and electricity shortages during the worst heat wave in years. Now, since the war, many no longer feel secure even in their own homes.

When Ahmad Hayatzadeh was thrown from his bed on June 13, he feared it was the major earthquake that geologists have [long predicted](#) for Tehran. In fact, it was the bomb targeting Dr. Zolfaghari, the nuclear scientist, who lived across the street.

Now Mr. Hayatzadeh, a retired businessman, struggles to sleep through the night. "If I'm not safe here," he said, standing beside a shredded sofa, "then where can I go?"

Complicated Feelings About War and America

One evening in late July, thousands of families crowded into a corner of Behesht-e Zahra, Tehran's vast main cemetery, to remember those killed 40 days earlier, an important milestone for Iranian Shiites.

Iran's history has played out here before. During the 1979 revolution, Iran's first supreme leader, Ayatollah Ruhollah Khomeini, rushed to this cemetery upon his return from exile to deliver a speech that

laid bare his ambitions for the country.

Now, Behesht-e-Zahra was an illustration of where his confrontational approach had taken Iran. Hundreds of newly dug graves, scattered with rose petals, lined a section reserved for those killed in the June war. Black-clad women leaned over marble tombstones, murmuring prayers. Men quietly beat their chests, blinking back tears.

The graves of Dr. Zohre Rasooli, a gynecologist, and her 2-month-old baby, Rayan Ghasemian. Rayan was the youngest victim of the war.

Mourners held aloft photos of the dead in a section of the vast cemetery reserved for those killed in the June war.

A young man with a soulful voice intoned tributes into a microphone, surrounded by mourners holding aloft photos of the dead — army officers and soldiers, but also businessmen, students and Red Crescent volunteers. The youngest victim was 2 months old: Rayan Ghasemian, an infant boy buried with his mother.

For a few brief hours, the ceremony brought together Iranians at the heart of a brutal security apparatus with citizens who had nothing to do with it. Rage-tinted grief united them.

"They think they can weaken us by killing our commanders," said Leila Alizadeh, clutching a photo of her brother, an air force officer who she said was killed near the underground uranium enrichment facility in Fordo. "But it will only make us stronger."

Hadis Pazouki, an ashen-faced fashion executive, leaned over the grave of her father, killed in the street by one of the bombs that hit Evin Prison. "He never attended a

political rally in his life," she told me, her eyes flashing. "What did he do to Israel or America?"

The war had stirred up complicated feelings, Ms. Pazouki added. "Young Iranians admire the American dream," she said. But blame for her father's death lay squarely with President Trump, she said, for pulling out of the nuclear deal with Iran in 2018: "This war is on him."

A mural in Tehran. "We will not come to terms with America, not even for a single second," reads one line.

Another mourner, who gave her name as Khadijeh, sidled up. Like many Iranians we interviewed, she was reluctant to give her full name out of fear of retribution from the authorities. "You should know that Iranians are not the same as their government," she said.

Her daughter, standing beside her, offered a few phrases in German, a language she had started to learn in the hope of emigrating.

"No sane mother will let her children stay in this country at war," Khadijeh said. What Iranians wanted more than anything, she added, was "peace and freedom."

An Acute Sense of Vulnerability

The hopes of some Israeli leaders that the war would spark a popular revolt proved wildly misplaced.

Instead of rising against their leaders, Iranians have limped back to a semblance of normality. Those who fled during the fighting have mostly returned. Upscale restaurants in the posher districts of northern Tehran are again packed on weekends. The city's notorious traffic jams have resumed.

At the same time, an acute sense of vulnerability courses through the city. The collapse of Iran's air defense systems, which left the country undefended during 12 days of Israeli strikes, quietly worries many residents. Official reassurances are belied by an intensive hunt for traitors that has led to the execution of [10 accused spies](#) since June.

Young Iranians at Cafe Godot, in the city center. A semblance of normal life has resumed since the war in June.

A busy evening at the Grand Bazaar.

Commuters in Tehran's subway. Most residents who fled the capital during the war have returned.

Yet there is also a sense of flux, that the war changed something intangible in Iran, and might push the country in an unpredictable new direction.

"Anything seems possible now," Newsha, a 17-year-old student, said with a laugh outside a bustling pizza joint in a fashionable corner of central Tehran, standing beside a cousin who was visiting from Shiraz.

The young women, who asked

to be identified by one name, didn't want to talk politics. But in the next breath, they said they yearned for change. Some was already underway. Like growing numbers of women in Tehran, they did not wear the mandatory hijab — a dress code the government has relaxed, at least for now.

For others, though, this is a moment to double down on belligerence. Members of the Student Basij, a volunteer group affiliated with the Revolutionary Guards, clustered at the ruins of Dr. Zolfaghari's home.

The women painted tulips, Iran's national flower, on lamp posts, while the men draped flags on the rubble and called for revenge. "We want war," said Ali Soleymani, a law student.

Beside him, new graffiti gleamed from a chunk of broken concrete. "You started it," read the slogan. "We will finish it."

The women's section at the Imamzadeh Saleh mosque in northern Tehran. Many Iranians worry what will happen if the war with Israel resumes.



08 sept 2025

En tête-à-tête - Barzani : «Aucun doute que l'EI réapparaisse en Irak après le retrait des États-Unis»

Dans un entretien accordé à France 24, le président du Parti démocratique du Kurdistan, Massoud Barzani, revient sur la situation des minorités kurdes en Syrie, ainsi que sur le désarmement annoncé du PKK en Turquie, et sur le retrait d'Irak des troupes de la coalition dirigée par les États-Unis, prévu en fin d'année.

Dans cet entretien, le président du Parti démocratique du Kurdistan, [Massoud Barzani](#), revient sur la situation de la [Syrie](#) et sur les violences contre les minorités alaouites, druzes et kurdes depuis l'arrivée du nouveau pouvoir. En mars, un accord signé

entre le chef des [Forces démocratiques syriennes \(FDS\)](#) de Mazloum Abdi et le président syrien par intérim, Ahmed al-Charaa, prévoyait d'intégrer les institutions militaires et civiles kurdes au sein du gouvernement central. Mais cet accord n'a toujours pas été mis en œuvre et fait craindre à [Massoud Barzani](#) «une escalade et une dégradation» des relations entre les peuples kurde et arabe, ainsi qu'une ingérence extérieure.

«Il faut régler les problèmes et ne pas penser à la guerre, parce que ce n'est pas une solution», déclare [Massoud Barzani](#) sur France 24. «Le nouveau

pouvoir doit prendre en considération la composition du pays et ses différentes composantes.»

Au sujet d'une possible action militaire de la [Turquie](#) à l'encontre des Forces démocratiques syriennes, Massoud Barzani estime que «les Turcs appuient une solution de paix» et «ont soutenu l'accord de mars dernier», afin qu'il soit appliqué.

Il salue le désarmement annoncé du Parti des travailleurs du Kurdistan ([PKK](#)), en Turquie et espère que cela permettra un retour à la paix et la libération du chef du PKK, [Abdullah Ocalan](#).

«Je souhaite qu'il soit libéré», déclare-t-il.

Concernant le retrait des troupes américaines prévu en fin d'année en [Irak](#), [Massoud Barzani](#) pense qu'il n'y a «aucun doute que le même scénario des événements d'après 2012 se répète» et que l'organisation Etat islamique (EI) «réapparaisse à nouveau» si les forces de la coalition internationale dirigée par les États-Unis se retirent de la région. Le danger de l'EI «persiste, nous l'avons dit solennellement».



sept 08, 2025

U.S. Consul General Pledges to Strengthen Trade Ties with Kurdistan Region

ERBIL (Kurdistan24) — U.S. Consul General in Erbil Wendy Green on Monday reaffirmed Washington's commitment to expand trade and investment relations with the Kurdistan Region, stressing that future cooperation should increasingly focus on the economic sector rather than solely on security.

Speaking at the Kurdistan Regional Government's (KRG) Economic and Trade Cooperation Conference, which brought together Kurdish and American officials, investors, and business leaders in Erbil on Sept. 8, 2025, Green said she was encouraged by the growing interest of U.S. companies in the region.

"One of my dreams was to see American traders and investors partnering with Kurds in the field of commerce," she said, adding that the Kurdistan Region has demonstrated strong support for American enterprises.

She noted that while past cooperation had centered largely on security, the time had come to "lay the foundations of trade partnership." Green added that she has met with senior KRG officials, toured various areas of the region, and spoken with academics and entrepreneurs, many of whom asked about the next steps in U.S.-Kurdistan ties. "My answer was: trade," she emphasized. U.S. President Donald Trump also reiterated this vision, according to Green, who argued that trade partnerships would make bilateral relations stronger and more sustainable.

The U.S. Consul General high-



U.S. CG in Erbil Wendy Green, speaking at the KRG Economic and Trade Cooperation Conference, Sep. 8, 2025. (Photo: Kurdistan24)

lighted sectors such as energy, education, and healthcare as promising areas for American companies to invest in.

"We want to bring more U.S. companies to Kurdistan and strengthen our commercial ties," she said, adding that addressing existing challenges would be key to realizing the full potential of the relationship.

Green acknowledged that alongside opportunities, obstacles to investment remain, but said platforms like Monday's conference could help provide solutions and foster greater economic engagement.

"By overcoming challenges, both Kurdistan and the U.S. will benefit," she concluded. The Kurdistan Region's Interior Minister, Rebar Ahmed, who also addressed the conference, stressed the importance of further strengthening ties with the United States. He

pointed out that Prime Minister Masrour Barzani's recent visit to Washington had opened a new chapter in diplomacy and trade, sending a clear message that the Kurdistan Region is a reliable, stable, and secure destination for investment.

Ahmed emphasized that today's discussions reaffirm the government's vision of building strong and concrete partnerships with the United States and American businesses.

He went on to highlight the role of U.S. institutions in creating new opportunities in the Kurdistan Region, extending his appreciation to Steve Lutes, Vice President of the U.S. Chamber of Commerce, for supporting economic initiatives. Ahmed also commended U.S. Consul General Wendy Green and her team for their contribution to strengthening bilateral ties.

He underlined that ensuring domestic stability through the

police, civil defense, border security, and rapid crisis response remains a top government priority to preserve investor confidence. At the same time, he warned that ISIS continues to pose threats in certain disputed areas and that militia attacks targeting Kurdistan's infrastructure risk undermining stability.

For this reason, he stressed, coordination with U.S. partners in security, technology, and infrastructure protection is indispensable.

The relationship between the Kurdistan Region and the United States has deep roots, shaped by decades of political, security, and humanitarian engagement. Since the 1991 Gulf War, when U.S.-led coalition forces enforced a no-fly zone to protect Kurdish civilians from Saddam Hussein's regime, Washington has played a central role in the region's security and political trajectory.

The establishment of the Kurdistan Regional Government in 1992 coincided with a period of close U.S. support for Kurdish autonomy within Iraq.

Following the 2003 U.S.-led Freedom Operation of Iraq, Kurdish forces, the Peshmerga, emerged as vital American allies in stabilizing northern Iraq. This partnership deepened during the war against ISIS (2014–2017), when U.S. military support was crucial in enabling the Peshmerga to hold back and eventually defeat the extremist

group alongside coalition forces.

Beyond security, however, economic cooperation has become an increasingly important pillar of bilateral ties. American companies, particularly in the oil and gas sector, have invested heavily in the Kurdistan Region, seeing it as a gateway to broader opportunities in Iraq and the Middle East.

U.S. officials, meanwhile, have repeatedly encouraged the KRG to diversify its economy beyond hydrocarbons, citing

potential in areas such as agriculture, education, health, and digital technology.

The U.S. has also supported governance reforms, institution-building, and private-sector development in Kurdistan, aiming to help create a stable and business-friendly environment. While political disputes between Erbil and Baghdad have sometimes complicated the investment climate, Washington has often acted as a mediator, encouraging compromise and long-term cooperation.

For many Kurdish leaders, strengthening ties with the U.S. represents not only an economic opportunity but also a strategic safeguard amid regional instability and shifting alliances.

Monday's conference in Erbil reflects this evolving vision: moving from a relationship defined primarily by military and political cooperation toward one grounded in sustainable economic partnership.

The New York Times

Farnaz Fassihi
Sept. 9, 2025

Iran and U.N. Watchdog Reach Agreement to Resume Nuclear Inspections

Iran has not allowed inspections since its nuclear sites were bombed by Israel and the United States in June, but it hopes to stave off Western economic sanctions.

Iran on Tuesday reached an agreement with the United Nations' nuclear watchdog group to resume international inspections of its nuclear sites, three months after Tehran suspended such cooperation in the wake of its 12-day war with Israel.

Rafael Grossi, the director general of the International Atomic Energy Agency, said in a statement that after a meeting on Tuesday in Cairo with Abbas Araghchi, Iran's foreign minister, the pair had agreed "on practical modalities to resume inspection activities in Iran."

"This," Mr. Grossi added, "is an important step in the right direction."

Iran had not permitted I.A.E.A. inspectors to visit its nuclear sites since June, when Israel and the United

States bombed facilities where scientists were enriching uranium, which could be used to develop an atomic weapons. I.A.E.A. inspectors have been unable to verify Iran's near bomb-grade stockpile since the start of the war.

Esmail Baghaei, the spokesman for Iran's foreign ministry, said in a statement released by Iranian state media that Tuesday's agreement was reached in light of the "new situation following the United States illegal attacks on Iran's peaceful nuclear facilities." Mr. Araghchi, the foreign minister, added that any agreement with the I.A.E.A. would be voided should Iran again come under attack.

"In the event of any hostile action against Iran, including the reinstatement of annulled U.N. Security Council resolu-

tions, Iran will consider its cooperation with the agency to have come to an end," Mr. Araghchi said.

The meeting in Cairo, facilitated by the Egyptian government, came just weeks after Iran and the I.A.E.A. had resumed talks and just days after France, Germany and Britain began the process to reimpose punishing sanctions on Iran.

Allowing access to I.A.E.A. inspectors could help Iran avert or postpone those sanctions, which could deal a heavy blow to a country whose economy is already foundering.

The lack of international inspections had unnerved regional security experts, who warned that Iran might seek to secretly build atomic

bombs. It is not clear how badly Iran's nuclear program was damaged by the U.S. and Israeli attacks.

Late last month, Britain, Germany and France notified the United Nations that Iran was in breach of its obligations under the landmark 2015 deal that it had signed with global powers, which restricted Iran's uranium enrichment. The agreement, which is valid until Oct. 18, 2025, allows sanctions to be lifted, with the option to reimpose them via a so-called snapback mechanism.

President Trump withdrew from the deal and reimposed U.S. sanctions in 2018, during his first term. That move, Tehran argues, meant Iran was no longer bound by the agreement, and eliminated the European signatories'

right to impose snapback provisions. But the Europeans contend that the deal has remained in effect.

The European states' notification does not mean an immediate restart of sanctions. It begins a 30-day period of consultation, in which Iranian and European diplomats are likely to intensify [negotiations to avoid that outcome](#).

In early June, just a day before Israel launched its first strikes, the I.A.E.A. declared that [Iran was not complying](#) with its obligations under an older international pact, the 1970 Nuclear Non-proliferation Treaty. The agency said that while it had no evidence Iran was building a weapon, it was stockpiling around 882 pounds of highly enriched uranium. That amount, should it be processed to weapons grade, would be enough to build 10 atomic bombs.

Iran, which insists its nuclear program is for peaceful purposes, suspended its cooperation with the I.A.E.A. after



Smoke and dust from Israeli airstrikes shrouded Tehran in June. Iran suspended its cooperation with the International Atomic Energy Agency in the wake of Israel and Iran's 12-day war. Arash Khamooshi for The New York Times

the war, arguing that the agency's declaration had provided a pretext for Israel and the United States to bomb.

Iranian officials had been negotiating with Washington up until Israel began its strikes in

June. Nine days into that campaign, U.S. warplanes dropped 30,000-pound bombs, designed to penetrate to targets deep underground, on Iranian nuclear facilities.

Last month, Mr. Grossi [told](#)

[reporters](#) that Iran would have no obligation to dig out any site for inspectors to gain access. But he said the I.A.E.A. has equipment that can detect nuclear material even without full access.



Sept 10, 2025

Iraqi army, PMF forces launch sweeping operation for suspected ISIS movements in Kirkuk

ERBIL, Kurdistan Region - A joint force of the Iraqi army and Popular Mobilization Forces (PMF) on Wednesday launched a sweeping operation, pursuing suspected remnants of the Islamic State (ISIS) in western Kirkuk province. «A force from the 61st Brig-

ade, affiliated with the Northern and East Tigris Operations Command of the Popular Mobilization Forces, in coordination with units of the 3rd Division of the Federal Police, launched a large-scale security operation,» Nabil Issa al-Bashiri, Deputy Commander of Kirkuk Operations

for PMF, told Iraq's state media.

Bashiri detailed that the sweeping and searching operation was carried out in the Hawi Sadr al-Nahr area west of Kirkuk province, a region «overlooking the Zab River, to pursue and eliminate rem-

nants of ISIS terrorist gangs.»

«The operation was launched based on accurate intelligence information, which indicated suspicious movements in the area that may be linked to remnants of ISIS elements,» he said. The military official stressed

that the operation aimed to «comb the lands and areas surrounding the river and prevent their exploitation by terrorist elements, in addition to enhancing security and stability in the villages and neighboring areas.»

The official, however, did not detail whether or not they arrested any suspects during the combing operation.

Wednesday's operation

comes just three days after Iraq's Federal Intelligence and Investigation Agency's counter-terrorism units in Kirkuk arrested three suspected ISIS members.

ISIS rose to power and seized swathes of Iraqi and Syrian land in a brazen offensive in 2014, declaring a so-called "caliphate."

While the group was declared

territorially defeated in Iraq and Syria in 2017 and 2019 respectively, it still continues to pose serious security risks through hit-and-run attacks, bombings, and abductions, especially across the vast expanses of the Syrian desert and several Iraqi provinces situated in a security vacuum between the federal government and the Kurdistan Region.

Kirkuk province in particular has been a hotspot for ISIS activity, lying in a security vacuum exploited by militants to launch attacks on both civilians and members of the security forces.

Despite the threats, Iraqi authorities stress that attacks by ISIS have largely simmered down.

Le Monde

avec AFP
10 sept 2025

Nucléaire iranien : Téhéran et l'AIEA se sont accordés sur un nouveau cadre de coopération

L'Agence internationale de l'énergie atomique a salué « une étape importante dans la bonne direction ». Son directeur, Rafael Grossi, a convenu avec le ministre des affaires étrangères iranien des « modalités pratiques pour reprendre les inspections en Iran ».

L'Iran et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se sont mis d'accord sur un nouveau cadre de coopération, ont annoncé les deux parties, mardi 9 septembre. Téhéran avait suspendu sa collaboration avec le gendarme onusien du nucléaire dans le sillage de la guerre contre Israël en juin.

Le directeur de l'AIEA, Rafael Grossi, a salué « une étape importante dans la bonne direction ». Il a précisé sur X s'être entendu, lors d'une réunion au Caire, avec le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, « sur des modalités pratiques pour reprendre les inspections en Iran » des activités nucléaires.

La rencontre au Caire, à laquelle a participé le ministre des affaires étrangères égyptien, Badr Abdelatty, était la première entre MM. Araghtchi

et Grossi depuis la guerre de douze jours déclenchée par une attaque israélienne sur l'Iran en juin.

Le dossier du nucléaire iranien empoisonne de longue date les relations de l'Iran avec les Occidentaux. Les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, et Israël, ennemi juré de l'Iran, soupçonnent le pouvoir iranien de vouloir se doter de l'arme atomique. L'Iran dément vigoureusement avoir de telles ambitions militaires, mais insiste sur son droit au nucléaire pour des besoins civils.

Après la rencontre au Caire, le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei, a annoncé que « l'Iran et l'AIEA étaient parvenus à s'entendre sur la manière d'agir dans ce nouveau contexte, après les attaques illégitimes menées par les Etats-Unis et le régime sioniste contre les installations nucléaires paci-

fiques de notre pays », sans autre précision.

Etape positive vers la désescalade, pour le président égyptien

Plus tard, MM. Araghtchi et Grossi ont signé un accord intitulé « Modalités techniques pour la mise en œuvre des inspections ». M. Abdelatty a dit espérer que l'accord « marquera[it] le véritable point de départ d'une nouvelle relation entre les deux parties, caractérisée par une plus grande transparence ».

Il a aussi espéré qu'il « favorise une entente » d'abord avec les pays européens ayant menacé de rétablir les sanctions contre l'Iran, puis « conduise à un retour à la table des négociations de l'Iran et des Etats-Unis ».

MM. Araghtchi et Grossi ont ensuite rencontré le président égyptien, Abdel Fattah El-Sissi, qui a salué « une étape

positive vers la désescalade ».

Téhéran avait suspendu sa coopération avec l'AIEA après la guerre déclenchée le 13 juin par une attaque sans précédent d'Israël sur le sol iranien. L'Iran avait reproché à l'AIEA de ne pas avoir condamné les bombardements israéliens, puis américains, qui ont visé ses installations nucléaires durant le conflit.

Téhéran estime également que l'AIEA a une part de responsabilité dans le déclenchement de l'attaque israélienne surprise, car elle a été lancée au lendemain du vote d'une résolution critique sur le programme nucléaire iranien au siège de l'agence à Vienne.

Depuis juillet, une loi votée au Parlement iranien bannit, en principe, toute coopération avec l'AIEA. [Des inspecteurs de l'agence ont néanmoins fait un bref retour en Iran](#), à

la fin d'août, pour remplacer le combustible du site de Bouchehr, la principale centrale nucléaire de production d'électricité du pays. Mais ils n'avaient pu accéder aux sites bombardés en juin et dont l'étendue exacte des dégâts n'est pas connue.

Menaces des Européens de rétablir les sanctions

La rencontre entre le ministre des affaires étrangères iranien et le patron de l'AIEA s'est tenue alors que la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne (groupe E3) menacent de rétablir, à la fin de septembre, des sanctions contre l'Iran, suspendues depuis 2015 par un accord international sur le nucléaire conclu alors avec Téhéran. Une clause de cet accord, enclenchée à la fin d'août, permet le rétablissement des sanctions si une partie estime que l'Iran ne respecte pas ses engagements.

L'accord de 2015, signé par l'E3 – les Etats-Unis, la Chine,



Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, son homologue égyptien, Badr Abdelatty, et le directeur de l'AIEA, Rafael Grossi, au Caire, le 9 septembre 2025. AHMED HASAN / AFP

la Russie – et l'Iran, prévoyait d'importantes restrictions au programme nucléaire de Téhéran en échange de la levée progressive des sanctions.

En 2018, sous le premier mandat du président Donald

Trump, les Etats-Unis avaient décidé de s'en retirer et avaient rétabli leurs propres sanctions. Téhéran s'était ensuite affranchi de certains engagements, en accélérant l'enrichissement d'uranium.

Selon l'AIEA, l'Iran a enrichi de l'uranium au niveau élevé de 60 %, alors qu'un niveau de 90 % est requis pour la fabrication d'une bombe atomique.



Sept 11, 2025

Tensions flare as SDF thwarts attack by groups «affiliated» with Damascus

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on Thursday announced they had repelled «infiltration attempts and artillery attacks» from groups «affiliated with the Damascus government» in eastern Aleppo's Deir Hafer area.

«Our forces firmly repelled infiltration attempts and artillery attacks launched by unruly groups affiliated with the Da-

mascus government in the Deir Hafer area, completely thwarting these operations," the SDF announced in an X post on Thursday.

It warned that «any further attempts at aggression will be met with a decisive response that safeguards our region's security and preserves the dignity of its inhabitants.»

«Our forces reassure all residents that the situation is fully under control and that they

remain in constant readiness to confront any further violations,» the SDF said.

Backed by the United States, the SDF functions as the de facto military force in the Kurdish-majority northeast Syria (Rojava). It remains a key partner of the US-led global coalition against the Islamic State (ISIS).

The SDF and groups it claims to be associated with Damas-

cus, have engaged in sporadic clashes mostly around regions where the Kurdish-led force holds sway.

The flare-up between the SDF and Damascus is straining an integration deal signed in March by Syria's interim President Ahmed al-Sharaa and SDF commander Mazloum Abdi. The agreement aims to fold the SDF into the Syrian state military structure, recognize the Kurds as an integral

part of Syria, implement a nationwide ceasefire, and enable the return of displaced Syrians to their hometowns.

Talks on implementing the agreement have stalled for several reasons, including the SDF insisting on integrating

into the Syrian army as a unit while Damascus wants them to do so as individuals.

In late August, five SDF members were injured in an attack purportedly carried out by Damascus-affiliated groups in the eastern Deir ez-Zor

province. The Kurdish-led force at the time held the Syrian interim government "directly responsible" for the assault.

Earlier that month, the Kurdish-led internal security forces (Asayish), affiliated with the

SDF, reported that two of their members were injured when a "suicide drone" launched by the Syrian interim government struck a security checkpoint in northern Aleppo.



11 sept 2025

Nucléaire: malgré un «accord» conclu, des divergences persistent entre l'Iran et l'AIEA

L'Agence internationale de l'énergie atomique a assuré mercredi 10 septembre que le nouvel accord conclu mardi avec l'Iran doit permettre la reprise des inspections des installations nucléaires iraniennes. Mais Téhéran tient une autre version et affirme que « pour le moment », les inspecteurs de l'AIEA n'auront « aucun accès » aux sites nucléaires.

« Pour le moment » les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) n'auront « aucun accès » aux sites nucléaires iraniens, a annoncé mercredi 10 septembre le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi. Une déclaration qui semble maintenir fermée la porte dont le patron de l'agence onusienne, Rafael Grossi, venait pourtant d'annoncer l'ouverture. Le directeur de l'AIEA avait en effet assuré qu'un « nouveau cadre de

coopération », promis par l'accord signé au Caire, en Égypte, entre les deux parties, mardi 9 septembre, devait permettre des rapports « sur toutes les installations » nucléaires iraniennes attaquées en juin dernier par Israël et les États-Unis.

« Aucun accord supplémentaire » permis par l'accord, selon Iran

« Conformément à cet accord, aucun accès ne sera accordé aux inspecteurs de l'AIEA pour le moment, sauf à la centrale de Bouchehr, en raison du remplacement du combustible de cette centrale » qui produit de l'électricité, a déclaré à la télévision d'État mercredi le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi. « Cet accord ne crée aucun accès » supplémentaire, a ajouté le ministre, principal négociateur sur le nucléaire côté iranien.

Difficile à ce stade de dire si l'AIEA est en mesure de répondre aux questions cruciales qui se posent : dans quel état se trouve le programme nucléaire de l'Iran ? Où se trouve le stock d'uranium enrichi à 60 % (proche de la qualité militaire, NDLR) ?

Le nouvel accord avait été annoncé depuis Le Caire, où Rafael Grossi a rencontré Abbas Araghchi, leur première réunion depuis la guerre de 12 jours en juin.

Téhéran sous la pression du « snapback »

L'Iran fait face à une pression accrue depuis que la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont activé le « snapback », un processus qui menace Téhéran du rétablissement de douloureuses sanctions internationales, sauf si la République islamique accepte de revenir à ses engagements internationaux dans

le domaine nucléaire.

Téhéran avait suspendu sa coopération avec le gendarme onusien du nucléaire après le lancement par Israël d'une attaque sans précédent contre ses installations nucléaires et militaires, ainsi que des zones résidentielles. Washington s'était ensuite joint aux frappes contre les principales installations nucléaires de Fordo, Isphahan et Natanz. Depuis juillet, une loi votée au Parlement iranien bannit en principe toute coopération avec l'AIEA.

Paris juge de son côté « crucial » que l'Iran accepte l'inspection de ses sites, a déclaré à l'Agence France-Presse une source diplomatique française qui a requis l'anonymat, ajoutant que « les gestes sur le terrain (...) seront déterminants » dans la décision de réimposer ou non des sanctions.



Sept 11, 2025

Kurdish leaders urge unity on anniversary of September Revolution

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish leaders on Thursday conveyed messages of unity and strength on the 64th anniversary of the September Revolution, a Kurdish revolt against the Iraqi government.

Known as the “Aylul Revolution,” the uprising began on September 11, 1961 after then Iraqi prime minister Abd al-Karim Qassim failed to meet the demands of Kurds, led by Mullah Mustafa Barzani. The uprising continued until 1975 when Kurds were disappointed when they lost out in the Algiers Agreement between Iran and Iraq that addressed border issues.

After nearly a decade of armed struggle, the Iraqi government on March 11, 1970, agreed to give Kurds autonomy, a decision that was never implemented on the ground.

In 1974, the Iraqi army waged war on the Kurds again. The revolution collapsed with the 1975 Algiers Accord between Iran and Iraq, cutting off Iran’s support for the Kurdish revolution.

«The great Aylul Revolution started at a difficult



Kurds dressed in traditional clothing in March 2022. Rudaw file photo

and critical time when all sides were denying the existence of the Kurdistan nation. It became an identity and the foundation of national and patriotic ideology,” said Kurdistan Region President Nechirvan Barzani.

President Barzani added that the September Revolution gave the people of Kurdistan «a new spirit to stand up and resist. It became the umbrella that brought together all groups and components and conveyed the right, legitimate and brave voice of the Kurdish people to the whole world.»

The president stressed that the Kurdish leadership is committed to the principles of «freedom, democracy, co-existence, and tolerance,» in the Kurdistan Region.

Prime Minister Masrour Barzani and KDP leader Masoud Barzani also commemorated the September or Aylul Revolution.

«On the 64th anniversary of the great Aylul Revolution, we reiterate our determination to honoring the valuable and important outcomes of the Aylul Revolution for the unity and harmony among all groups and components of the

Kurdistan nation for the sake of advocating for our national achievements and safeguarding the constitutional entity of the Kurdistan Region,» Prime Minister Barzani said.

The KDP leader, for his part, hailed the Aylul Revolution as «an inspiration» and «a source of strength» for other stages of armed struggle against the successive Iraqi governments.

The Aylul Revolution was «a golden page in the freedom movement of Kurdistan,» Barzani said.

Le Monde 11 sept 2025

L'Iran affirme que la matière nucléaire enrichie est « sous les décombres » depuis la guerre avec Israël

Avant la guerre, l'Iran disposait d'un stock estimé à 400 kilos d'uranium hautement enrichi, dont le sort demeure inconnu depuis les frappes.

Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, a déclaré, jeudi 11 septembre, que « l'ensemble » de la matière nucléaire enrichie demeure « sous les décombres » des installations endommagées par les bombardements lors de la guerre avec Israël en juin.

« L'ensemble de notre matière est (...) sous les décombres des installations bombardées », a affirmé Abbas Araghtchi dans une interview télévisée, ajoutant que l'Organisation iranienne de l'énergie atomique évaluait l'état et l'accessibilité de cette matière afin de soumettre un rapport sur la situation au Conseil suprême de la sécurité nationale de l'Iran.

Ces propos interviennent deux jours après la signature au Caire d'un accord avec le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, établissant un nouveau cadre de coopération.

Dans son entretien, Abbas Araghtchi a insisté sur le fait que ce cadre de coopération prévoyait l'accès des inspecteurs de l'AIEA uniquement après approbation du Conseil suprême de sécurité nationale.

Coopération suspendue

L'Iran avait suspendu, en juillet, sa coopération avec le gendarme onusien du nucléaire, après le lancement par Israël d'une attaque sans



Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, au Caire, le 9 septembre 2025. AHMED HASAN / AFP

précédent contre ses installations nucléaires et militaires, ainsi que des zones résidentielles. Téhéran avait notamment reproché à l'AIEA de ne pas avoir condamné de manière adéquate les frappes israéliennes.

Lors d'une conférence de presse conjointe, mercredi, en Egypte, le ministre des affaires étrangères iranien a assuré que l'accord sur le nouveau cadre était « pleinement conforme » aux lois iraniennes. Il a, par ailleurs, précisé que l'accord distinguait entre les installations nucléaires endommagées pendant la guerre et d'autres sites, comme le réacteur de Bouchehr dans le sud du pays, qui n'ont pas été touchés. L'accès aux installations intactes sera « examiné au cas

par cas par le Conseil suprême de la sécurité nationale », a-t-il dit. Il a ajouté que la situation des sites bombardés était plus « complexe ». « Pour l'instant, aucune action n'est entreprise tant que l'Iran n'a pas pris les mesures nécessaires liées à des considérations environnementales et de sûreté », a-t-il noté à propos des sites visés.

Affirmations de Donald Trump

Lors d'un entretien, fin juin, à la chaîne américaine CBS, Rafael Grossi avait reconnu ignorer où pourrait se trouver la matière hautement enrichie, soulignant que l'Iran disposait des capacités techniques pour recommencer à enrichir de l'uranium d'ici à « quelques mois ».

Le président américain, Donald Trump, avait néanmoins affirmé que le programme nucléaire iranien avait été retardé de « plusieurs décennies » après les bombardements.

Avant la guerre, l'Iran disposait d'un stock estimé à 400 kilos d'uranium hautement enrichi (à 60 %) dont le sort demeure inconnu depuis les frappes.

Le dossier du nucléaire iranien empoisonne de longue date les relations de l'Iran avec les Occidentaux. Les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, et Israël, ennemi juré de l'Iran, soupçonnent le pouvoir iranien de vouloir se doter de la bombe atomique. L'Iran dément vigoureusement avoir de telles ambitions militaires, mais insiste sur son droit au nucléaire pour des besoins

civils.

En août, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont engagé des démarches pour réimposer des sanctions de l'ONU, après des semaines

de mises en garde, invoquant les violations persistantes par l'Iran de ses engagements dans l'accord nucléaire de 2015.

Abbas Araghtchi a averti que

« si la question de l'activation du mécanisme de snapback [la réimposition des sanctions prévue par l'accord de 2015] aboutit au Conseil de sécurité malgré toutes les contesta-

tions, de notre point de vue, cet accord ne sera plus valide ».

Le Monde

12 sept 2025

L'Iran annonce qu'un accord avec la France pour un échange de prisonniers est proche

Les négociations concernent une Iranienne arrêtée en France en février pour avoir fait la promotion du terrorisme sur les réseaux sociaux. Téhéran détient deux citoyens français, Cécile Kohler et Jacques Paris, ainsi que Lennart Monterlos, un Franco-Allemand de 19 ans qui effectuait un voyage à vélo.

Toujours menées dans le plus grand secret, les discussions entre Paris et Téhéran sur la libération de détenus en Iran semblent avoir avancé significativement. « Je peux maintenant dire que nous sommes arrivés au point où [l'accord sur] l'échange des prisonniers français en Iran approche désormais de sa phase finale », a déclaré, jeudi 11 septembre, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, dans une interview télévisée, sans donner plus de détails.

L'échange proposé concerne Mahdiah Esfandiari, une Iranienne arrêtée en France en février pour avoir fait la promotion du terrorisme sur les réseaux sociaux. Téhéran a demandé à plusieurs reprises sa libération, arguant qu'elle était injustement détenue.

La France a déposé, en mai, une requête contre la République islamique devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour la détention de deux citoyens français, Cécile Kohler et Jacques Paris ; la France estime qu'ils sont retenus comme otages d'Etat.

Cécile Kohler, 40 ans, et Jacques Paris, 72 ans, ont été arrêtés le 7 mai 2022 et **sont accusés d'espionnage pour le compte d'Israël**.



Des proches et des soutiens de Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus en Iran depuis mai 2022, lors d'un rassemblement place du Panthéon, à Paris, le 6 juillet 2025. SEBASTIEN DUPUY/AFP

Leurs familles ont décrit leur situation comme de plus en plus désespérée. Le couple compte parmi la vingtaine d'Européens actuellement détenus en Iran, dont Lennart Monterlos, **un Franco-Allemand de 19 ans qui effectuait un voyage à vélo** entre l'Europe et l'Asie et qui a été arrêté dans le pays en juin, pendant la brève guerre entre l'Iran et Israël.

Monnaie d'échange

En juin, un ressortissant français,

Louis Arnaud, avait été libéré et avait rejoint la France après avoir passé près de deux ans dans la prison d'Evin, près de Téhéran. Ce consultant de 35 ans avait entamé un tour du monde en juillet 2022, qui l'avait mené jusqu'en Iran. Il avait été arrêté en septembre de la même année avec d'autres Européens accusés d'avoir participé aux manifestations ayant suivi la mort de Mahsa Amini, assassinée par la police des mœurs pour un voile jugé « mal porté ».

Ses compagnons de voyage avaient été libérés assez vite, mais Louis Arnaud était resté en prison avant d'être condamné, en novembre 2023, à cinq ans de prison pour propagande et atteinte à la sécurité de l'Etat iranien.

La République islamique est accusée de se servir de prisonniers étrangers comme monnaie d'échange dans des négociations d'Etat à Etat.

Turquie : tout comprendre aux poursuites qui visent Ekrem Imamoglu, principal rival du président Erdogan

L'arrestation du maire d'Istanbul en mars avait jeté dans la rue des dizaines de milliers de personnes. Elle représente un épisode spectaculaire des pressions exercées contre l'opposition par le pouvoir.

L'un des détenus les plus célèbres de Turquie est un habitué des estrades et des campagnes électorales. Après avoir été arrêté et incarcéré en mars, Ekrem Imamoglu, maire d'Istanbul et rival de premier plan du président Erdogan, doit être jugé à partir du vendredi 12 septembre, accusé d'avoir falsifié un diplôme universitaire. L'affaire dépasse largement le cadre de ces poursuites et pourrait être lourde de conséquences sur l'avenir politique du pays.

Qui est Ekrem Imamoglu ?

Agé de 55 ans, Ekrem Imamoglu est né en 1970 à Akçaabat, une ville du nord-est de la Turquie au bord de la mer Noire, dans un milieu traditionnel et conservateur. Son père est un entrepreneur du bâtiment et sa mère travaille la terre, tandis que son grand-père a combattu pendant la guerre d'indépendance (1919-1922) aux côtés de Mustafa Kemal Atatürk, le fondateur du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), qui est aujourd'hui le principal parti d'opposition du pays.



Des manifestants demandent la libération d'Ekrem Imamoglu, à Istanbul, le 3 septembre 2025. OZAN KOSE/AFP

En 2014, Ekrem Imamoglu est élu maire de Beylikdüzü, un arrondissement d'Istanbul, sous les couleurs du CHP. En 2019, il devient maire de la ville de 16 millions d'habitants, qui pèse un tiers du produit intérieur brut de la Turquie, en battant l'ex-premier ministre Binali Yildirim, membre du Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) et homme de confiance du président turc, Recep Tayyip Erdogan. La perte d'Istanbul, dans l'escarcelle de l'AKP pendant un quart de siècle, constitue alors

un revers cuisant pour le chef de l'Etat.

Selon le politologue Ismet Akça, M. Imamoglu se situe « au centre droit » sur l'échiquier politique, soutient le système parlementaire et affiche un « nationalisme modéré », tout en promouvant l'économie de marché et la justice sociale. « Il a une pratique de la religion [musulmane], mais en tant que personne publique il est pour la laïcité », détaille M. Akça. Aux yeux de cet expert, un tel logiciel politique est à même de susciter l'adhésion de la

gauche jusqu'aux conservateurs.

Que lui reproche le pouvoir turc ?

Ekrem Imamoglu est visé par une demi-douzaine d'enquêtes. Dans le procès qui s'ouvre vendredi à la prison de Silivri, à Istanbul, le parquet lui reproche d'avoir usurpé un diplôme universitaire. Or, pour briguer la présidence turque, il faut justifier d'au moins quatre années d'études supérieures. Ainsi, une éventuelle condamnation empêcherait Ekrem Imamoglu

d'accéder à la fonction suprême.

Son arrestation du 19 mars – suivie d'une incarcération quatre jours plus tard – se fonde sur d'autres motifs. Le parquet général d'Istanbul l'accuse d'être « à la tête d'une organisation criminelle à but lucratif ». Le bureau du procureur a aussi déclaré qu'il avait commis « le crime d'aider l'organisation terroriste PKK », le Parti des travailleurs du Kurdistan, considéré comme terroriste par Ankara – et qui, depuis, [a annoncé sa dissolution](#).

En décembre 2022, Ekrem Imamoglu avait déjà été condamné à deux ans et sept mois de prison ainsi qu'à une peine d'inéligibilité pour « insulte » envers des hauts fonctionnaires. Même s'il a fait appel, cette condamnation l'a fragilisé : à la présidentielle de 2023, la coalition d'opposition ne l'a pas choisi pour candidat, lui préférant Kemal Kilicdaroglu, alors président du CHP, qui a perdu l'élection face à M. Erdogan.

En janvier, Ekrem Imamoglu a comparu dans deux autres affaires, liées d'une part à des critiques prononcées contre le procureur général de la ville, et d'autre part au fait d'avoir publiquement mis en cause un expert cité dans des enquêtes lancées contre le CHP.

Pourquoi fait-il l'objet de tant de poursuites ?

En mars, après son arrestation, Ekrem Imamoglu a dénoncé des « accusations immorales et sans fondement ». Pour ses partisans et de nombreux observateurs, les poursuites qui le

visent sont politiquement motivées, car il est considéré comme l'opposant le plus menaçant pour Recep Tayyip Erdogan.

« Lors des élections locales de 2024, le CHP est devenu le premier parti en Turquie, pour la première fois depuis 2002, et tous les sondages montraient que l'AKP et Erdogan allaient perdre le soutien des électeurs », rappelle Ismet Akça. Dès lors, selon le politologue, le chef de l'Etat a établi une « stratégie politique » consistant à neutraliser l'opposition dans la course aux plus hautes fonctions. Une stratégie d'autant plus aisée pour le président que, selon M. Akça, « le pouvoir judiciaire [turc] a vraiment perdu son indépendance ».

Cela fait plusieurs années qu'Ankara hausse le ton contre les voix discordantes. Dès 2013, les manifestants anti-Erdogan du parc Gezi à Istanbul ont été réprimés. En 2016, après le coup d'Etat raté, les institutions publiques ont subi une purge visant les membres de la confrérie du prédicateur Fethullah Gülen. Plus récemment, des maires visés par des enquêtes ont été arrêtés, de même que des intellectuels, des artistes et des journalistes.

Quel rapport avec la mobilisation anti-Erdogan ?

Le 19 mars, en même temps que le maire, des centaines de ses proches et d'élus stambouliotes du CHP sont arrêtés. Dans la foulée, le pouvoir central déploie les forces de l'ordre, interdit les manifestations, limite le trafic sur les réseaux sociaux et sanc-

tionne des chaînes de télévision qui couvrent l'opposition. Malgré cette répression, un mouvement de protestation inédit gagne le pays. Le 29 mars, Özgür Özel, le président du CHP, revendique le rassemblement de plus de deux millions de sympathisants à Istanbul. Quelques jours plus tard, le ministère de l'intérieur avance le chiffre de 2 000 personnes arrêtées dans le cadre de la mobilisation, dont une douzaine de journalistes.

La situation fait réagir à l'international. Annalena Baerbock, alors ministre des affaires étrangères allemande, estime que les initiatives d'Ankara éloignent un peu plus la Turquie de l'adhésion à l'Union européenne. Le ministère des affaires étrangères français [dénonce des « atteintes graves à la démocratie »](#). Plus d'une dizaine d'ONG de défense des droits humains fustigent une « escalade de l'action de l'Etat contre la liberté d'expression et de réunion », ainsi que des « violences policières injustifiées et illégales ».

Le politologue Ismet Akça souligne que les manifestations ont eu au moins un effet : le pouvoir central a dû renoncer à nommer un administrateur à la tête d'Istanbul, et le conseil municipal s'est choisi un autre maire sous la bannière du CHP, Nuri Aslan.

Depuis le printemps, constate le chercheur, la mobilisation s'est un peu essoufflée mais elle a surtout changé de forme. « Le CHP a préféré orienter les manifestations de rue vers ses meetings dans différentes villes et dans diffé-

rents districts d'Istanbul », précise-t-il, ajoutant que de tels rassemblements ont lieu chaque semaine.

Où en est l'opposition turque aujourd'hui ?

Au-delà du cas d'Ekrem Imamoglu, le CHP se trouve dans le viseur du pouvoir. Le 2 septembre, [la branche stambouliote du parti a vu sa direction révoquée par la justice](#) au motif de prétendues « irrégularités » lors d'élections internes. Elle a été remplacée par un administrateur nommé par le tribunal. Quand il a voulu entrer au siège du parti, lundi 8 septembre, celui-ci a fait face au blocage musclé de sympathisants et d'élus du CHP, et n'a pu se frayer un passage qu'avec le concours de la police.

Le parti craint de subir le même sort à l'échelle nationale, car il comparaitra le 15 septembre pour des accusations comparables au sujet de l'élection interne organisée lors du congrès de novembre 2023. « C'est toujours par le biais de la force judiciaire, qui est contrôlée par le pouvoir exécutif, que cette attaque politique [contre l'opposition] se réalise », note M. Akça.

Le CHP réclame une élection présidentielle anticipée, mais, à ce stade, le scrutin reste prévu pour 2028. Ekrem Imamoglu pourrait-il y participer ? S'il est trop tôt pour le savoir, les pressions contre l'opposition turque donnent un écho singulier au slogan que l'élus d'arrondissement de Beylikdüzü avait fait sien en 2019, quand il brigait la mairie d'Istanbul : « Tout ira bien ».

Les services de renseignement israéliens reconnaissent que le programme nucléaire iranien n'a pas été anéanti

Les Israéliens ont récemment livré aux autorités françaises leur bilan des frappes qui ont visé, en juin, l'arsenal nucléaire de Téhéran.

Ces échanges sont précieux pour Paris car, selon les informations du « Monde », les services de renseignement américains ont cessé toute coopération avec leurs partenaires européens sur le dossier nucléaire iranien.

Depuis les frappes ayant visé les installations nucléaires iraniennes lors de la « guerre des douze jours », du 13 au 25 juin, entre l'Iran et le duo israélo-américain, les versions officielles divergent toujours sur l'état de son programme d'acquisition de la bombe. Le 12 juillet, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, assurait au *Monde*, que « l'affirmation selon laquelle un programme nucléaire pacifique aurait été anéanti relève d'une erreur de calcul ». Il ajoutait, menaçant, que la course à la prolifération nucléaire était même relancée. Donald Trump, le président américain, se félicitait, lui, le 26 juin, d'avoir « complètement détruit le programme nucléaire » iranien et qualifiait de « fake news » toute assertion contraire.

Début septembre, selon une source diplomatique française, proche de l'Elysée, les Israéliens ont livré aux autorités françaises leur propre bilan des frappes concentrées, en juin, sur l'arsenal nucléaire iranien. Il contredit les dires du chef de la Maison Blanche. D'après ce témoin, ayant eu connaissance de ces échanges, Israël a confié que « si les sites de fabrication de centrifugeuses et l'essentiel des installations servant à enrichir l'uranium ont été détruits, notamment sur les sites de

Fordo et Natanz, les Iraniens disposent encore de ce type de matériel ». Mais ces derniers en ont-ils assez ? « *En trop faible nombre pour remettre à court terme le programme en marche, mais ce n'est qu'une question de temps* », estiment les services secrets israéliens.

Selon Israël, Téhéran a conservé la totalité de son stock de matière nécessaire à la production d'une bombe nucléaire. Les Israéliens estiment que l'Iran dispose de « 450 kilos d'uranium sous forme gazeuse ». Pour une utilisation civile, cette substance doit être enrichie à hauteur de 20 % à 60 %, à la différence d'un usage militaire qui doit atteindre 90 %. Pour ce faire, ont expliqué les responsables israéliens, il suffit d'un espace de 250 mètres carrés, ce qui est largement à la portée des autorités iraniennes. D'autant plus, disent-elles, que le pays conserve tout son savoir-faire malgré l'élimination de plus d'une dizaine de scientifiques associés au programme nucléaire iranien.

Mais atteindre 90 % d'enrichissement ne suffit pas à produire une arme. L'uranium enrichi à 90 % est toujours sous forme gazeuse. Il faut, ensuite, le convertir en uranium métal afin de pouvoir l'utiliser à des fins militaires, ce qui exige une expertise

très poussée. Il semble exister un certain nombre d'inconnues sur cette étape de la fabrication de la bombe iranienne. De même, la question sensible du vecteur dont pourraient se servir les Iraniens pour transporter la charge nucléaire reste en suspens, mais des projets avancés existeraient déjà.

Reconstituer des capacités antiaériennes

Ces échanges avec la France ont permis de confirmer que les Israéliens conservent un niveau de renseignement très élevé sur l'Iran et peuvent toujours compter sur l'activité d'espions sur le sol iranien. L'infiltration d'espions du Mossad (service de renseignement extérieur israélien) est ancienne. Là où des services secrets occidentaux doivent partager leurs ressources humaines et techniques sur diverses zones de conflits dans le monde, Israël a, depuis longtemps, désigné l'Iran comme sa priorité. Grâce à ces sources humaines et aux capteurs techniques, Israël affirme « être en mesure de détecter une reprise du programme », notamment par la création de nouveaux laboratoires.

L'Etat hébreu assure qu'il lancera de nouveau ses avions et ses commandos contre l'Iran, s'il apparaît que le programme reprend de la vigueur.

Mais cette fois, selon les confidences faites par les Israéliens, c'est le régime de Téhéran qui serait visé, notamment des cibles politiques et économiques et non plus son seul arsenal nucléaire. Israël ne semble, cependant, pas pressé d'être engagé dans une nouvelle attaque massive. Le pays doit, en effet, reconstituer des capacités antiaériennes éprouvées lors de la courte guerre du mois de juin. L'Etat hébreu dit, par ailleurs, ne pas être opposé à l'idée d'un accord, mais pose comme condition l'arrêt total de tout enrichissement de l'uranium et de tout soutien aux proxys du régime iranien, Hezbollah ou houthistes.

Interdiction de communiquer

Ces échanges entre Israël et la France sont précieux pour Paris car, selon nos informations, les services de renseignement américains ont cessé toute coopération avec leurs partenaires européens, notamment français, sur le dossier du nucléaire iranien. Depuis fin juin, les agences américaines – CIA (Central Intelligence Agency), DIA (Defense Intelligence Agency) ou NSA (National Security Agency) – ont, en effet, reçu l'interdiction absolue de communiquer avec leurs alliés sur le sujet. Donald Trump a estimé que la destruction des capacités ira-

niennes en la matière était totale, en discuter serait remettre en cause sa parole. Ceux qui s'affranchiraient de ce diktat savent ce qui peut en coûter.

Le 22 août, le chef de la DIA, le renseignement militaire américain, le lieutenant général [Jeffrey Kruse, a été démis de ses fonctions](#) après la publication, par ses services,

d'un rapport sur les frappes menées par les Etats-Unis en Iran, en juin, contredisant la version de M. Trump. Ses services avaient estimé que le programme nucléaire de Té-

héran était retardé « *de quelques années* » mais qu'il n'avait pas été anéanti. Ce document avait ensuite fuité dans la presse, suscitant l'ire du chef de la Maison Blanche.

Le Monde 13 septembre 2025

Cécile Kohler, une Française détenue depuis plus de trois ans en Iran, est « à bout de forces », annonce son comité de soutien

Arrêtés en mai 2022 au dernier jour d'un voyage touristique, Cécile Kohler et son compagnon, Jacques Paris, sont visés par des accusations d'« espionnage pour le Mossad ».

Cécile Kohler, [ressortissante française détenue depuis plus de trois ans en Iran](#), est « à bout de forces », a fait savoir son comité de soutien dans un communiqué, samedi 13 septembre. « *Cécile Kohler a pu contacter sa famille ce samedi 13 septembre après plus de deux mois sans signe de vie, la dernière visite consulaire datant du 1^{er} juillet* », a-t-il déclaré, précisant que l'échange avec sa mère avait duré « *quelques minutes sous haute surveillance* ».

« *Les traits tirés, Cécile a dit être à bout de forces* », souligne le comité, ajoutant que « *sous pression de ses geôliers, elle n'a pas pu communiquer son lieu de détention que les autorités iraniennes continuent de dissimuler* ». « *Sa situation est dramatique. Ses droits fondamentaux sont toujours bafoués, elle est privée de toute ressource matérielle, séparée de Jacques (Paris, son compagnon également détenu en Iran), et maintenue dans une détresse totale par les privations et la torture psychologique constante qu'elle subit.* »



Affiche pour la libération de Cécile Kohler, à Strasbourg, le 21 août 2025. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Arrêtés en mai 2022 au dernier jour d'un voyage touristique, Cécile Kohler et Jacques Paris sont visés par des accusations d'« *espionnage pour le Mossad* », le service de renseignement extérieur israélien, de « *complot pour renverser le régime* » et de « *corruption sur Terre* ».

Un Franco-Allemand également détenu

Initialement détenus dans la prison d'Evine, près de Téhéran, ils avaient été transférés en juin dernier dans un autre centre pénitentiaire [en raison de frappes israéliennes](#). Cécile Kohler, 40 ans, avait ensuite de nouveau été déplacée vers une prison dont le nom n'a jamais été communiqué.

Samedi, son comité de sou-

tien exige de nouveau « *la libération immédiate et sans condition* » de Cécile Kohler et Jacques Paris, âgé de 72 ans.

Cette demande intervient alors que le ministre des affaires étrangères iranien, [Abbas Araghtchi, a déclaré jeudi qu'un accord visant à échanger](#) des prisonniers français en Iran contre une

femme iranienne détenue en France approchait de sa « phase finale ». [Interrogé sur France Inter vendredi](#), son homologue français, Jean-

Noël Barrot, s'est refusé à tout commentaire sur ce possible échange, en raison de la sensibilité du sujet.

Outre le couple Kohler-Paris, un Franco-Allemand de 19 ans, [Lennart Monterlos, est détenu en Iran](#). Il avait été arrêté en juin dernier pendant

la brève guerre entre l'Iran et Israël.

Le Monde

Marie Jégo
13 septembre 2025

En Turquie, des arrestations et des actifs saisis chez le groupe Can Holding, dans le cadre d'une enquête pour blanchiment

Les actifs des 121 sociétés du conglomerat dont les chaînes Habertürk, Show TV, Bloomberg HT et HT Spor, ont été saisis par la justice turque pour « fraude, évasion fiscale et blanchiment d'argent ».

Branle-bas de combat, jeudi 11 septembre, sur la place Taksim, à Istanbul, où la police a procédé à des arrestations au sein de l'entreprise Can Holding, dont l'activité florissante s'exerce dans divers secteurs, de l'énergie aux médias en passant par les ports, la logistique et l'éducation. Le même jour, les actifs des 121 sociétés du groupe, dont les chaînes Habertürk, Show TV, Bloomberg HT et HT Spor, ont été saisis et transférés au Fonds de garantie des dépôts (TMSF), une institution financière dépendante du gouvernement turc. En cause, les activités de Can Holding, confondue pour « fraude, évasion fiscale et blanchiment d'argent », par le bureau du procureur de Küçükçekmece, un district d'Istanbul.

Le communiqué du procureur est sans détour. « *Les acquisitions et les investissements [de Can Holding] dans des secteurs stratégiques tels que l'éducation, les médias, la finance et l'énergie ont été directement financés par des produits du crime. De cette manière, l'organisation visait à la fois à accroître son pou-*



Devant le siège de la chaîne de télévision Habertürk à Istanbul, le 11 septembre 2025. OZAN KOSE / AFP

voir économique et à gagner en légitimité aux yeux du public », est-il précisé. Ces poursuites judiciaires ont surpris les observateurs. Pourquoi s'en prendre de façon aussi démonstrative à ce conglomerat, qui semblait jusqu'ici intouchable ?

Proche du Parti de la justice et du développement (AKP), la formation au pouvoir, Can Holding s'est développée de

façon exponentielle depuis 2016. Partie de rien, cette entreprise fondée par la famille Can, originaire de Dogubayazit, une ville frontalière avec l'Iran, a prospéré au point de se constituer un solide portefeuille d'actifs couvrant des pans entiers de l'économie. En décembre 2024, le groupe a fait l'acquisition de plusieurs chaînes de télévision, dont Habertürk. C'était peut-être l'achat de

trop aux yeux d'un pouvoir avide d'exercer un contrôle total sur les médias.

« Uniformité » du paysage médiatique

Comme la plupart des chaînes de télévision en Turquie, Habertürk soutient le projet politique du président Recep Tayyip Erdogan. Mais, sur ses plateaux, la chaîne a toujours fait preuve d'un souci de diversité, donnant la

parole à des interlocuteurs variés. Il n'est pas certain que la nouvelle direction maintienne cette ligne. Jeudi, malgré les arrestations et les perquisitions, les quatre chaînes ont continué leur diffusion, tandis que les établissements d'enseignement du groupe, comme l'université Bilgi, à Istanbul, 20 000 étudiants, ou le Doga College, un réseau scolaire privé fort de 60 000 inscrits, ont poursuivi leurs activités.

« La prochaine étape est de se demander par qui ces chaînes seront reprises. Il va falloir être attentif à cela, sachant que 85 % des médias sont détenus par des investisseurs proches du gouvernement », rappelle Erol Önderoglu, représentant sur place de Reporters sans fron-

tières, qui regrette « l'uniformité » du paysage médiatique turc.

Ahmet Insel, universitaire et éditeur, ne croit pas, pour sa part, que les poursuites contre Can Holding aient été guidées par la volonté du pouvoir de mettre la main sur les médias du groupe. « Je me demande quel intérêt peuvent représenter aux yeux de l'AKP ces chaînes de télévision, par ailleurs en déclin, avec des audiences qui ne cessent de baisser », souligne-t-il.

Activités criminelles

En revanche, l'appétit insatiable de la famille Can, dont l'intention est de prendre prochainement le contrôle de Tekfen, une grosse entreprise

du BTP gratifiée de nombreux marchés publics, a pu déran-ger en haut lieu et déclencher les poursuites. Celles-ci ont eu lieu juste avant cette prise de contrôle et alors que les chefs d'accusation, cités jeudi par le parquet de Küçükçek-mece, à savoir faux en écriture, injections massives de fonds à l'origine inconnue, évasion fiscale, contrebande, blanchiment, sont anciens.

Ils figuraient dans une enquête précédente, ouverte en 2020 par ce même parquet, avant d'être étouffée. Comme avaient été étouffées, en 2016, les accusations de contrebande de carburant formulées contre Mehmet Sakir Can et Murat Can, les propriétaires de la holding, placés en garde à vue, puis libérés.

Les activités criminelles de Can Holding étaient connues de longue date, ce qui ne l'a pas empêché de prospérer avec la bénédiction des autorités. Quels sont les liens exacts entre Kemal Can, son propriétaire, et les dirigeants politiques ? Aucun média en Turquie n'est aujourd'hui en mesure de répondre à cette question. Orhan Turan, le numéro un de la Tüsiad, l'équivalent du Medef, avait esquissé un semblant d'explication en février. « Il semble qu'il soit plus facile de créer une organisation criminelle que de créer une entreprise légitime », avait-il déclaré lors d'une réunion de l'organisation, ce qui lui a valu des poursuites judiciaires.

Le Monde

Céline Pierre-Magnani
13 sept 2025

« Ce dossier est absurde » : Ekrem Imamoglu, principal opposant à Erdogan en Turquie, jugé pour avoir falsifié son diplôme

Le maire d'Istanbul comparait devant la justice dans une affaire qui l'exclut de la course à l'élection présidentielle.

Imamoglu président ! », « Droit, justice, équité ! », scande la foule à l'apparition du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, encadré par les forces de police. Vendredi 12 septembre, près d'un millier de partisans du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche, laïque, opposition), d'élus, d'avocats et de représentants diplomatiques sont rassemblés dans la vaste salle d'audience du tribunal de Silivri, en banlieue ouest d'Istanbul.

L'édile comparait pour la première audience du procès dans lequel il est accusé de « falsification de documents officiels ». L'affaire a conduit à l'annulation de son diplôme, le 20 mars. Face à lui, perché sur une estrade et dissimulé derrière son ordinateur, le juge déroule l'acte d'accusation. En cause, une procédure d'équivalence considérée comme frauduleuse entre l'université américaine de Girne, dans le nord de l'île de Chypre, et la presti-

gieuse université d'Istanbul, dont M. Imamoglu est sorti diplômé en 1994. Il encourt jusqu'à huit ans et neuf mois de prison ferme.

« Ce dossier est absurde. Cet acte d'accusation n'a pas été écrit par un procureur, mais par ceux qui savent que je vais gagner la prochaine élection [présidentielle, prévue pour 2028] », s'indigne l'accusé, qui n'hésitera pas à interrompre le magistrat par des plaisanteries acides,

déclenchant les rires et les applaudissements d'un public acquis à sa cause. Alors que M. Imamoglu est le principal opposant au président turc, Recep Tayyip Erdogan, l'annulation de son diplôme l'élimine de facto de la compétition. Ironie de l'histoire, le diplôme universitaire de l'actuel président fait lui-même l'objet de doutes.

Vaste offensive du pouvoir



Un homme brandit une pancarte à l'effigie du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, lors d'un rassemblement contre une récente décision de justice qui a destitué la direction provinciale du Parti républicain du peuple (CHP), principal parti d'opposition, à Istanbul, le 10 septembre 2025. UMIT BEKTAS / REUTERS

Ce procès s'inscrit dans un contexte de procédures judiciaires et administratives tous azimuts contre Ekrem Imamoglu, sa municipalité et son parti. Son arrestation, le 19 mars, à la suite d'accusations de « corruption » et de liens avec le « terrorisme », a marqué l'accélération d'une vaste offensive du pouvoir contre le premier parti d'opposition du pays.

Elu à la tête d'une mairie d'arrondissement en 2014, M. Imamoglu avait remporté la municipalité d'Istanbul en 2019 face à l'ancien premier ministre Binali Yildirim. Pendant son premier mandat, le pouvoir central s'était employé à contenir son ascension politique. En vain. M. Imamoglu avait dénoncé la privation de ressources par

les autorités centrales dont sa mairie était victime.

L'audience de vendredi clôt une semaine éprouvante pour le CHP. Sa direction est menacée de révocation dans un procès pour « irrégularités » lors d'élections internes qui ont mené **Özgür Özel**, le chef actuel, à la tête du parti en novembre 2023. Soumise à une procédure similaire, la direction régionale du parti à Istanbul s'est vu imposer une nouvelle équipe, le 2 septembre. En début de semaine, les partisans du CHP ont affronté la police venue protéger le nouveau chef régional, Gürsel Tekin, et son équipe, bien décidés à investir leurs nouvelles fonctions.

Recep Tayyip Erdogan a réagi aux affrontements,

lundi 8 septembre, en accusant l'opposition de « *défier ouvertement l'Etat de droit* ». Depuis la réforme constitutionnelle de 2017, les modifications apportées dans les procédures de nomination des juges et des procureurs ont contribué à politiser encore davantage l'appareil de justice.

« Activisme judiciaire »

« *Quand la justice sert essentiellement des priorités politiques, on parle d'activisme judiciaire (...). En Turquie, nous assistons à l'élaboration d'un nouveau type d'Etat dont les dynamiques le rapprochent d'un néofascisme* », analyse le politiste Ismet Akça. « *Le pouvoir a toujours essayé de formater l'opposition. Mais, depuis la victoire de*

celle-ci aux municipales de mars 2024, Erdogan et l'AKP [Parti de la justice et du développement, la formation du président] se sentent très directement menacés », estime-t-il.

« *Nous ne sommes pas "l'opposition de Sa Majesté" et nous ne le serons jamais !* », a lancé M. Özel, juché sur un bus aux couleurs du CHP, devant des dizaines de milliers de citoyens rassemblés, mercredi, sur la place centrale de l'arrondissement de Kadıköy, un bastion du parti à Istanbul. D'après M. Akça, ce sont bien les centaines de milliers de manifestants massés devant le bâtiment de la grande municipalité d'Istanbul qui avaient dissuadé le pouvoir de nommer un administrateur d'Etat à la place de M. Imamoglu, en mars, après l'arrestation de ce dernier. En autorisant la tenue d'un nouveau scrutin pour élire un chef régional du CHP à Istanbul, le haut conseil électoral a accordé quelques jours de répit au parti.

La prochaine audience du procès de M. Imamoglu pour « faux diplôme » aura lieu le 20 octobre. Mais, avant cela, le maire d'Istanbul comparaitra, le 26 septembre, dans le cadre d'une autre affaire où il est accusé d'atteinte à « l'indépendance d'un expert », pour avoir mis en doute le professionnalisme d'un auteur de rapports concernant plusieurs dossiers judiciaires ouverts contre la grande municipalité d'Istanbul et ses arrondissements.

En Turquie, la justice ordonne l'arrestation de dizaines d'élus d'opposition d'Istanbul

Les personnes visées sont des élus de la municipalité de Bayrampasa, un district d'Istanbul, notamment son maire, pour « corruption ».

La ville est dirigée par le Parti républicain du peuple, qui subit une pression judiciaire croissante.

Un procureur d'Istanbul a ordonné l'arrestation de 48 membres de la municipalité de Bayrampasa, un district d'Istanbul, dirigée par l'opposition, notamment le maire, pour « corruption », a rapporté, samedi 13 septembre, l'agence de presse étatique Anatolie.

Le maire, Hasan Mutlu, élu du principal parti de l'opposition turque, le CHP (Parti républicain du peuple, social démocrate), et son adjoint, Lutfi Kadiogullari, ont été interpellés samedi matin pour « extorsion, corruption, fraude aggravée et truquage d'appels d'offres », tandis qu'une perquisition était menée à la municipalité, selon la chaîne privée d'information NTV.

« Les habitants de Bayrampasa ont élu Hasan Mutlu. Mais ils ne l'ont pas supporté. Ils ne respectent



Des manifestants demandent la libération de l'édile de la ville, Ekrem Imamoglu, à Istanbul, le 10 septembre 2025. UMIT BEKTAS / REUTERS

ni les résultats des élections ni les urnes ni la volonté du peuple », a réagi sur son compte X le chef du CHP à Istanbul, Ozgur Celik, qui a été lui-même révoqué le 2 septembre par un tribunal turc pour

des irrégularités présumées au cours du congrès où il a été élu en 2023.

Le CHP subit une pression judiciaire croissante avec un grand nombre d'enquêtes et d'interpellations

visant ses élus, accusés de corruption, comme au sein de la municipalité d'Istanbul, la plus importante ville de Turquie, dont le maire, Ekrem Imamoglu, est emprisonné depuis mars.

Turquie : la justice offre un répit au principal parti d'opposition, visé par des enquêtes et arrestations à répétition

Dimanche, des dizaines de milliers de personnes avaient défilé à Ankara pour soutenir le CHP, qui rejette les accusations d'achats de vote lors de son congrès de 2023 au cours duquel l'actuelle direction du parti a été désignée.

Un tribunal d'Ankara a reporté lundi au 24 octobre sa décision sur une possible destitution pour «*fraude*» de la direction du principal parti de l'opposition turque, le CHP, offrant un répit à la formation politique visée par des enquêtes et arrestations à répétition. Mais cette décision est interprétée par des experts comme une stratégie destinée à maintenir sous pression le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), sorti large vainqueur d'élections locales l'an passé aux dépens de la coalition au pouvoir sous pres-

sion, afin d'attiser des divisions en interne.

Dimanche, des dizaines de milliers de personnes avaient défilé à Ankara pour soutenir le CHP, qui rejette les accusations d'achats de vote lors de son congrès de 2023 au cours duquel l'actuelle direction du parti a été désignée. *«Ce procès est politique, (...) c'est un coup d'État et nous résisterons»*, a lancé à la foule le patron du CHP, Özgür Özel, affirmant que *«la cible n'est pas seulement le CHP, c'est aussi la démocratie en Turquie»*.

M. Özel, qui a pris en novembre 2023 les rênes d'un parti encore sonné par sa défaite à une élection présidentielle organisée six mois plus tôt, avait mené le parti vers une éclatante victoire aux élections locales de mars 2024 aux dépens du Parti de la justice et

du développement (AKP, islammo-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2002. Mais l'embellie aura été de courte durée: la justice turque a entamé à l'automne 2024 une vague d'arrestations pour «*corruption*» ou «*terrorisme*» contre des élus du CHP, qui a culminé avec l'arrestation en mars du populaire maire d'Istanbul Ekrem **İmamoglu**, vu comme le plus sérieux rival du président Erdogan.

«Coup d'État politique»

Son arrestation, dénoncée comme un «*coup d'État politique*» par le CHP, avait provoqué de nombreuses réactions internationales et suscité une contestation inédite dans le pays depuis douze ans. M. Özel tente depuis d'entretenir la fronde, en organisant chaque semaine des rassem-

blements jusque dans des villes longtemps considérées comme des bastions du président **Erdogan**.

Son sort paraît cependant extrêmement incertain depuis qu'un tribunal d'Istanbul a destitué le 2 septembre la direction de la branche stambouliote du CHP en raison d'accusations d'achats de votes au cours d'un congrès également organisé en 2023. Pour de nombreux observateurs, l'affaire s'apparente à une tentative des autorités de transformer le plus ancien parti politique de Turquie en une coquille vide, une manœuvre qui porterait un coup sévère au pluralisme dans le pays. Dans une tentative de protéger sa direction, le CHP a convoqué un congrès extraordinaire le 21 septembre afin de faire réélire Özgür Özel.

Turquie : des dizaines de milliers de manifestants à Ankara pour soutenir l'opposition

Ce rassemblement s'est tenu à la veille d'une possible destitution par la justice de la direction du principal parti d'opposition.

Au moins 50 000 personnes ont participé, dimanche 14 septembre à Ankara, à une manifestation du principal parti d'opposition turc, le Parti républicain du peuple (CHP), à la [veille d'une possible destitution par la justice de la direction de cette formation](#), a annoncé

le vice-président du CHP qui organisait ce rassemblement. Des correspondants de l'Agence France-Presse présents sur les lieux ont constaté que plusieurs dizaines de milliers de manifestants s'étaient massés sur la vaste place Tandoğan, agitant des drapeaux turcs et portant des t-

shirts à l'effigie du père fondateur de la République turque, Mustafa Kemal Atatürk.

Dans un discours à la tribune, le chef de ce parti, Özgür Özel, a déclaré que la foule était présente pour «*s'opposer au coup d'État*» judiciaire

selon lui fomenté contre le CHP. *«Ce gouvernement ne veut pas de démocratie. Il sait qu'il ne peut pas gagner les élections s'il y a la démocratie. Il ne veut pas la justice : il sait que si la justice est rendue, il ne pourra pas dissimuler ses crimes»*, s'est-il exclamé.

Audience lundi

L'audience de lundi, devant un tribunal de la capitale turque, vise à annuler les résultats du congrès du CHP de novembre 2023 pour fraude électorale. Özgür Özel avait alors été élu à la tête de cette formation.

Les critiques affirment que cette affaire judiciaire est destinée à affaiblir le CHP, le plus ancien parti politique de Turquie, **qui a remporté une large victoire face à l'AKP du président Recep Tayyip Erdogan** aux élections locales de 2024 et qui progresse dans les sondages.

Au cours du rassemblement de dimanche, Özgür Özel a demandé : « *Erdogan, avez-vous déjà vu la place Tandoğan comme ça ?* », tandis que les manifestants scandaient « *Erdogan, démis-*



Özgür Özel, leader du CHP, le principal parti d'opposition turc, lors d'une manifestation de son parti, à Ankara, le 14 septembre 2025. UMIT BEKTAS/REUTERS

sion ! ».

« *Ce procès est politique, les allégations sont calomnieuses. C'est un coup d'Etat et nous*

résisterons », a-t-il martelé.

« *Si tu fais confiance à ton parti, apporte les urnes le 2 novembre, laisse le peuple décider. Prendre par la trom-*

perie, par la force et la menace ce que le peuple ne te donne pas est l'œuvre de putschistes », a-t-il ajouté en interpellant le chef de l'Etat turc.



Sept 15, 2025

President Barzani reiterates Erbil's pledge to safeguarding ethnic, religious communities

ERBIL, Kurdistan Region - President Nechirvan Barzani on Sunday reaffirmed the Kurdistan Region's "steadfast policy and commitment" to protecting the ethnic and religious communities residing in the Region. His remarks came during a meeting with a delegation of Assyrians from Iraq, the Kurdistan Region and the United States.

In a statement, the Kurdistan Region Presidency reported that President Barzani received a group of Assyrians from the US led by the head of the Foundation of Assy-

rians for Justice Sam Darmo. The delegation also included several notables from the Assyrian community in Iraq and the Kurdistan Region. President Barzani reiterated "the Region's steadfast policy and commitment to safeguarding communities," while also praising "the contributions and cooperation of Assyrians across various aspects of life in the Kurdistan Region."

The visiting delegation "expressed gratitude for the harmonious coexistence and mutual respect among the communities in the Kurdistan

Region." They lauded the Region's "ongoing support and cooperation since 2003," highlighting its role as "a safe haven for Assyrians and other [communities]."

The meeting also saw discussions on the current situation of Assyrians and other minority groups, particularly in the Kurdistan Region, the statement detailed.

Since 2003, the Kurdistan Region has served as a sanctuary for many of Iraq's ethnic and religious minorities due to its relative stability and security amid broader violence

and sectarian conflicts in Iraq.

Prior to that, the Region's political system had made institutional efforts to include minorities, most notably through a quota system in the Kurdish legislature. This system reserves a specific number of seats for minority groups, including Assyrian, Chaldean, and Syriac Christians, along with Turkmen and Armenians to ensure their political voice is heard.

More recently, in 2014, the Islamic State (ISIS) launched a blitz offensive, seizing large

swathes of territory in Iraq's north and west. The group's persecution of minority groups, including Christians, Turkmen, Shabak and Yazidis, prompted hundreds of

thousands of them to flee, with many settling in the Kurdistan Region's Erbil and Duhok provinces.

As of mid-2025, the United

Nations and the International Organization for Migration (IOM) report that some 103,000 to 109,000 internally displaced persons (IDPs) remain in camps within the Kur-

distan Region. This while the majority of the IDPs in the Region live outside of camps, having settled in urban areas in the Region.



16 sept 2025

Adoption d'un plan pour pacifier le sud de la Syrie après les affrontements communautaires meurtriers

Un plan pour pacifier le sud de la Syrie a été adopté ce mardi 16 septembre. Soutenu par les États-Unis et la Jordanie, mais pas par Israël, il prévoit d'apaiser cette région, en proie aux violences entre communautés cet été, qui ont fait plus de 2 000 morts. Pour le pouvoir de Damas, c'est aussi un moyen de tenter de reprendre le contrôle de cette région.

En juillet 2025, la province très pauvre de Soueïda, au sud de la [Syrie](#), avait été le théâtre d'affrontements meurtriers entre combattants druzes et bédouins sunnites. Des affrontements liés notamment à [une conflictualité religieuse](#) et qui s'étaient étendus avec l'intervention des forces gouvernementales.

La feuille de route adoptée ce mardi prévoit donc plusieurs étapes pour pacifier le sud de la Syrie. D'abord, la poursuite – en collaboration avec l'[ONU](#) – des res-

ponsables d'attaques contre des civils. Ensuite, le plan prévoit aussi d'indemniser les victimes, puis enfin, un processus de réconciliation interne sera lancé. Les [États-Unis](#) et la [Jordanie](#) seront chargés de surveiller la bonne application du plan.

À travers ce plan, le régime syrien veut surtout tenter de reprendre le contrôle de la région de Soueïda, qui échappe encore à son autorité. Fait notable, ce mardi, Damas a aussi annoncé la création très symbolique d'un poste de chef de la sécurité intérieure de la ville de Soueïda, confié à un chef druze.

Une reprise en main de la région incertaine

Mais pas sûr que cela suffise à reprendre la main sur cette région, que le voisin israélien a fait démilitariser et dans laquelle il veut assurer lui-même [la protection des Druzes](#). Pour Cédric Labrousse, chercheur

et spécialiste des groupes armés en Syrie, « *ce sont des paroles qui n'engagent pas grand-chose pour le moment* », explique-t-il au micro de RFI.

« *Il faut bien être clair, aucune feuille de route, document vérifiable, n'a été publié. Ce sont des déclarations de deux ministres des Affaires étrangères, jordaniens et syriens, et de l'envoyé spécial des États-Unis, Tom Barrack, dans la région* », rappelle Cédric Labrousse. « *Et ce qu'il en ressort, c'est en réalité un propos extrêmement flou. Il y a la promesse de poursuivre ceux qui ont commis des exactions, notamment au sein des forces de sécurité de Damas, mais ce sont déjà des promesses qui avaient été formulées lors de précédentes tensions au printemps dernier.* »

Il faut garder énormément de distance avec ce type de déclarations, pour la simple et bonne raison que les ac-

teurs de cette déclaration, syriens, jordaniens et américains n'ont pas réellement le contrôle de la situation. La région de Soueïda est désormais davantage globalement liée aux intérêts israéliens, et dont on rappellera que les Israéliens n'étaient pas présents à cette réunion.

Cédric Labrousse, chercheur et spécialiste des groupes armés en Syrie

La diplomatie syrienne a fait savoir que Damas et Washington travaillent à un « *accord de sécurité* » avec Israël. « *Les États-Unis, en consultation avec le gouvernement syrien, vont travailler à un accord de sécurité avec Israël sur le sud de la Syrie, qui répondra aux préoccupations légitimes de la Syrie et d'Israël en matière de sécurité tout en soulignant la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie* », a écrit le ministère des Affaires étrangères syrien dans un communiqué.

La Turquie s'inquiète de frappes israéliennes éventuelles

Les attaques de l'Etat hébreu à Doha, le 9 septembre, ont ravivé à Ankara la crainte de tensions avec Tel-Aviv, des dizaines de dirigeants du Hamas partageant leur temps entre le Qatar et la Turquie.

L'attaque israélienne, le 9 septembre, contre des responsables du Hamas à Doha, qui a fait six morts selon les autorités qataries, a provoqué une onde de choc dans toute la région et ravivé la crainte à Ankara d'un net regain de tension avec Tel-Aviv. Le président Recep Tayyip Erdogan a immédiatement dénoncé cette frappe comme une violation du droit international et appelé l'émir Tamim Ben Hamad Al Thani pour lui exprimer sa solidarité. Surtout, la presse progouvernementale turque a laissé entendre qu'une confrontation directe avec Israël pourrait désormais passer du domaine théorique au plan pratique. Une frappe ciblée du même type sur le sol turc n'étant plus à exclure.



Le vice-premier ministre et ministre d'Etat chargé des affaires de défense du Qatar, cheikh Saoud Ben Abdulrahman Al Thani (deuxième à droite), et le président turc Recep Tayyip Erdogan, son épouse Emine Erdogan (à gauche), et le ministre des affaires étrangères Hakan Fidan (à droite), à leur arrivée à Doha, avant le sommet islamique arabe du 15 septembre 2025. QATAR NEWS AGENCY / AFP

Depuis des années, des dizaines de dirigeants politiques du Hamas en exil partagent leur temps entre le Qatar et la Turquie. Selon plusieurs informations non confirmées, certaines personnalités de l'organisation visées à Doha s'étaient d'ailleurs rendues dans la capitale qatarie depuis la Turquie pour participer à des discussions sur un cessez-le-feu à Gaza. « A la suite de l'attaque, il est même probable que certains membres du Hamas passeront encore plus de temps en Turquie », souligne Ezgi Akin, spécialiste de la Turquie au sein du média en ligne *Al-Monitor*.

Ankara est le seul membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord à ne pas considérer le Hamas comme une

organisation terroriste et ses responsables sont depuis longtemps reçus au plus haut niveau de l'Etat turc. Alors, lorsque Benyamin Nétanyahou et son ancien ministre de la défense, Yoav Gallant, indiquent implicitement que les dirigeants de l'organisation sont des cibles légitimes quel que soit l'endroit où ils se trouvent, les hommes forts turcs ont dû réviser leurs calculs.

Dans les mois qui ont suivi l'attaque du 7 octobre 2023, Ronen Bar, alors à la tête du Shin Bet, le service de renseignement intérieur israélien, avait déjà mis en garde les membres du Hamas, qu'ils soient au Liban, au Qatar ou en Turquie. La réaction du président turc avait alors été vive, insistant sur le fait

qu'Israël « paierait un lourd tribut » en cas de scénario de ce type. Mais dans les faits, Ankara s'est montré prudent afin de ne pas transformer la présence du Hamas en Turquie en un front ouvert avec Israël, à un moment où les relations entre les deux pays ont atteint leur niveau le plus bas.

« Partenariat stratégique »

Les autorités turques auraient, selon différentes sources, demandé à Ismail Haniyeh, le chef du mouvement islamiste, qui se trouvait à Istanbul lorsque le Hamas a fait irruption dans les villes israéliennes, de quitter discrètement le territoire. A plusieurs reprises, elles ont également fermement démenti tout transfert du bureau poli-

tique du Hamas installé au Qatar en Turquie.

Depuis les soulèvements arabes, Ankara et Doha ont formé ce qu'ils désignent comme un « partenariat stratégique », aligné non seulement sur la question palestinienne, mais aussi sur la Syrie et la Libye. La relation entre les deux capitales s'est même renforcée lorsque la Turquie est venue en aide au Qatar, lors de l'embargo imposé notamment par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, en 2017. « Une attaque contre le Qatar n'est pas perçue à Ankara comme une attaque contre un pays lointain, mais comme un coup porté à un allié avec lequel le destin de la Turquie est étroitement lié », affirme Ezgi Basaran, politologue turque spé-

cialiste du Moyen-Orient à l'université d'Oxford.

« Il est évident, poursuit-elle, que l'attaque de Doha a contraint le cercle restreint de l'AKP [Parti de la justice et du développement, le parti au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan] à affronter une réalité qu'il cherchait depuis long-

temps à repousser ou qu'il considérait comme farfelue. L'alignement avec le Hamas et le partenariat avec le Qatar exposent la Turquie aux retombées de la campagne israélienne qui prend de l'ampleur. Ce qui semblait autrefois être une lutte d'influence en Syrie [entre les deux pays] pourrait dés-

ormais comporter le risque d'une confrontation directe. »

Au lendemain de l'attaque à Doha, le commentateur Veyssel Kurt, professeur de sciences politiques à l'université Medeniyet, à Istanbul, collaborateur au cercle de réflexion Seta, très influent sur la politique moyen-orientale

de l'AKP, a écrit dans le média en ligne Fokus+ : « Ankara doit commencer à considérer l'action israélienne, qu'elle soit directe ou par "proxy" [par tiers interposé], non pas comme une improbabilité lointaine, mais comme une menace réelle. »

Le Monde

16 sept 2025

Syrie : trois femmes et dix enfants détenus dans des camps de prisonniers djihadistes rapatriés en France, une première depuis 2013

La France a procédé à plusieurs rapatriements, mais ils avaient cessé à l'été 2023, malgré les condamnations internationales, dont celle de la Cour européenne des droits de l'Homme, en 2022.

Trois femmes âgées de 18 à 34 ans et dix enfants qui étaient détenus dans les camps de prisonniers djihadistes du nord-est de la Syrie ont été rapatriés, mardi 16 septembre en début de matinée, sur le territoire français, a annoncé le Parquet national antiterroriste (PNAT).

Parmi les femmes majeures, « deux ont été placées en garde à vue, sur commission rogatoire du juge d'instruction », précise-t-il dans un communiqué. « Une autre femme, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt, sera présentée à un juge d'instruction dans la journée » en vue d'une possible mise en examen.

« Les mineurs sont pris en charge dans le cadre de procédures d'assistance éducative sous la responsabilité du parquet près le tribunal judiciaire de Versailles », poursuit le PNAT, qui « assurera le



Le camp d'Al-Hol, dans le nord-est de la Syrie, le 28 août 2025. DELIL SOULEIMAN/AFP

suivi centralisé des mineurs concernés, en lien avec les parquets territoriaux ». « La France remercie les autorités syriennes de transition ainsi que l'administration locale du Nord-Est syrien, qui a rendu

possible cette opération », a déclaré le porte-parole du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Cette opération est une première depuis juillet 2023 en

France, où ces retours restent une question sensible, dix ans après la vague d'attentats djihadistes sur le sol national. La France a procédé à plusieurs opérations de rapatriement de femmes

et d'enfants de Syrie depuis 2019, avant de les cesser à l'été 2023, faute de volontaires, selon les autorités, et ce malgré des condamnations internationales dont celle de la Cour européenne des droits de l'homme en 2022. Paris refusait, depuis, de se rendre sur place, au motif de la dangerosité des opérations.

« Pour les familles qui attendaient leurs petits-enfants, neveux et nièces depuis plus de six ans, c'est un immense et indescriptible soulagement », a déclaré l'avocate des femmes rapatriées, Marie Dosé, dans un communiqué transmis à l'Agence France-Presse. Mais « la France laisse derrière elle 110 autres enfants français, toujours détenus dans le camp Roj », l'un des camps

contrôlés comme d'autres centres et prisons par les forces kurdes, depuis plus de six ans, dénonce-t-elle. Des dizaines de milliers de personnes, d'une cinquantaine de nationalités et soupçonnées de liens avec l'organisation djihadiste Etat islamique, sont retenues dans ces camps.

« Coupables de rien »

En juin, quelque 120 enfants et une cinquantaine de femmes de nationalité française étaient encore retenus dans ces camps syriens, selon le Collectif des familles unies, qui rassemble leurs proches. Après ce rapatriement nocturne, le collectif a rediffusé, mardi matin sur X, son message habituel dénonçant la détention sur place d'enfants « coupables de rien » dans « des conditions

indignes ». Car, pour ces familles, rien n'est encore réglé. « Une nouvelle fois, la France fait le choix de l'arbitraire », regrette Marie Dosé.

« La France, qui refusait de rapatrier des enfants tant que leurs mères n'avaient pas donné leur accord, refuse aujourd'hui leur retour alors qu'ils sont devenus majeurs. Ce faisant et plus que jamais, la France décide donc de faire payer à ces enfants le choix de leurs parents », estime-t-elle également. Elle dénonce également le sort de femmes sans enfant ou dont les enfants sont morts, et que la France refuse désormais de rapatrier, ainsi que d'enfants nés en France et « conduits de force en Syrie » avant de pouvoir acquérir la nationalité, ou de jeunes majeurs enfermés dans d'autres

lieux de détention syriens.

Pour Matthieu Bagard, responsable du pôle expertise Syrie de l'ONG Avocats sans frontières France, « ce rapatriement démontre une nouvelle fois que la France a la possibilité d'organiser ces opérations ». Mais il déplore, lui aussi, la situation des femmes et jeunes majeurs toujours « illégalement détenus ».

En février, l'administration kurde a annoncé, en coordination avec l'ONU, son intention de vider d'ici à la fin de 2025 les camps du nord-est de la Syrie des déplacés syriens et irakiens, y compris les proches présumés de djihadistes.

LE FIGARO

17 sept 2025

Iran : exécution d'un homme condamné pour espionnage au profit d'Israël

Babak Shahbazi (...) a été exécuté par pendaison ce matin à l'issue d'une procédure judiciaire et après la confirmation de sa peine par la Cour suprême», a rapporté le site d'information Mizan Online.

Les autorités iraniennes ont pendu mercredi un homme condamné pour espionnage au profit d'Israël, a indiqué l'organe du pouvoir judiciaire. «Babak Shahbazi (...) a été exécuté par pendaison ce matin à l'issue d'une procédure judiciaire et après la

confirmation de sa peine par la Cour suprême», a rapporté le site d'information Mizan Online.

Il n'était pas clair dans l'immédiat quand Babak Shahbazi avait été arrêté, mais Mizan Online a déclaré qu'il avait été reconnu coupable des crimes capitaux de «corruption sur terre» et de «moharebeh» (guerre contre Dieu, NDLR).

Informations monnayées

L'organe du pouvoir judiciaire a affirmé qu'il était impliqué

dans la conception et l'installation de systèmes de refroidissement industriels pour des entreprises liées à des organismes militaires, de télécommunications et de sécurité.

Son accès à ces sites lui a permis «de fournir des informations au Mossad en échange d'argent et de (permis de) résidence dans un pays étranger», a-t-il ajouté. Une guerre de 12 jours a opposé en juin l'Iran et Israël, déclenchée par des frappes israéliennes sans précédent en territoire iranien, à laquelle

Téhéran a riposté par des tirs de missiles et des attaques de drones.

L'offensive israélienne a tué des haut gradés, des experts du programme nucléaire iranien et plusieurs centaines d'autres personnes, visant à la fois des sites militaires et des zones habitées. Depuis la fin des hostilités, les autorités iraniennes ont annoncé plusieurs arrestations pour espionnage au profit d'Israël, ainsi que l'exécution de plusieurs personnes reconnues coupables de travailler avec le Mossad.



17 sept 2025

Iran: le combat de Mersedeh Shahinkar, icône du mouvement Femme, vie, liberté

Mersedeh Shahinkar est l'un des emblèmes du mouvement contestataire Femme, vie, liberté en Iran. Trois ans après la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, qui avait déclenché une vague inédite de protestations dans la République islamique d'Iran, la lauréate du prix Sakharov est toujours habitée par son espoir d'un autre Iran.

C'est tout un symbole : elle se présente en débardeur noir, rayonnante, avec un large sourire et des lunettes transparentes. Mersedeh Shahinkar est une combattante. Au cours de sa lutte pour la liberté en Iran, elle a perdu son œil droit, subi des douleurs permanentes, et a dû quitter son pays. Malgré tout, elle est restée debout pour défendre ses valeurs et celles du mouvement Femme, vie, liberté.

« Tous mes rêves parlent de liberté »

Son dernier rêve ? « *Tous mes rêves parlent de liberté. Quand j'étais en Iran, j'avais toujours eu des rêves par rapport à la liberté et par rapport aux femmes dans mon pays, par rapport à toutes les filles qui naissent en Iran. Ma fille, à ce moment-là, avait 9 ans, et j'ai réfléchi à sa vie, à son futur. Quand le mouvement Femme, vie, liberté a commencé, j'ai décidé de manifester dans la rue pour protester contre la situation dans mon pays. Contre le fait que les femmes n'ont pas la liberté de s'habiller comme elles veulent, de penser ce qu'elles ont envie de penser, de faire le métier de leur choix ou de décider si elles veulent se*

marier ou pas, ou de mener leur vie comme elles le souhaitent. À ce moment-là, beaucoup de personnes ont décidé de protester dans la rue », dit-elle avec la détermination qui la caractérise, le poing serré.

Pourtant, rien ne prédestinait Mersedeh Shahinkar à devenir un des emblèmes du mouvement Femme, vie, liberté. « *Je suis issue d'une famille normale* », avance-t-elle, face à la caméra de son portable qui nous relie à travers les presque 9 000 kilomètres entre Paris et la Californie, où elle s'est installée depuis peu. Avec la certitude que, même à l'étranger, les sbires du régime iranien ne sont jamais loin. Probablement pour cela, elle préfère ne pas dire où exactement elle vit aujourd'hui et, sans surprise, elle a soigneusement choisi un fond d'écran qui ne donne aucun indice de son lieu actuel. Certainement pour les mêmes raisons, elle évite de parler de sa famille restée en Iran ou de sa fille qu'elle a emmenée en exil.

« J'ai grandi dans une famille libre »

« *Je suis née à Téhéran. Mes parents m'ont toujours soutenue et protégée. Mon père et ma mère m'ont appris à voler de mes propres ailes, à avoir confiance dans mes propres capacités : «Tu es forte. Tu es capable de tout réussir». J'ai grandi dans une famille libre, le hijab n'était pas une obligation. Mes parents m'ont permis d'être libre.* »

Selon elle, sa famille n'était ni engagée, ni politiquement

active. « *Non, nous sommes une famille normale. Mais, quand nous avons regardé ensemble les infos à la télévision, on s'est toujours posé la question : pourquoi sommes-nous obligés à vivre une vie tellement horrible ? Tout est terriblement cher, l'économie marche mal, la nature et l'eau sont mises à mal, comme la vie des gens.* »

Née dans la capitale iranienne Téhéran il y a 41 ans, Mersedeh Shahinkar s'est retrouvée presque par hasard dans la ligne de mire du régime islamique. Après une formation en gestion bancaire, elle devient coach sportive et commence, un moment, à publier des petites vidéos sur Instagram pour partager sa passion d'entretenir son corps. Or, il se trouve qu'elle se montre en toute innocence en tenue de sport, sans hijab et les cheveux au vent... dans un pays où aucun cheveu ne doit dépasser du voile. Ses posts sont immédiatement partagés par des milliers de followers : souvent encouragée par les femmes, elle se trouve face à des messages d'hommes qui la dénigrent et l'insultent.

Le jour où la vie de Mersedeh Shahinkar bascule

Le 16 septembre 2022, l'étudiante **Mahsa Amini** meurt dans des conditions troubles, après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour port incorrect du voile. La vie de Mersedeh Shahinkar bascule : « *Quand j'ai appris la mort de Mahsa Amini, j'étais avec ma famille et avec ma fille. Je me suis dit : cet acte criminel aurait pu toucher aussi ma*

mère, ma sœur ou ma fille. J'ai pleuré et j'étais profondément triste. Ensuite, sur mon compte Instagram, j'ai vu une vidéo où la mère et le père de Mahsa se sont embrassés en pleurant devant l'hôpital. J'étais effondrée. Ce jour-là, j'ai décidé d'aller dans la rue pour protester. »

Un engagement pour lequel elle va payer le prix fort. « *Au début du mouvement **Femme, vie, liberté**, j'allais tous les jours dans les rues pour manifester, dans les universités, les places publiques. Près de notre maison, il y avait un endroit très fréquenté par les manifestants. Chaque jour, moi, et d'autres femmes, on s'est donné rendez-vous à un certain horaire pour aller manifester. Ce jour-là, j'étais avec ma mère et une dizaine d'autres femmes, puis des motards fonçaient vers nous. Ils ont commencé à tirer et ont blessé ma mère à la jambe. Je me suis alors écrié : «Comment pouvez-vous faire une chose aussi horrible à ma mère ?» Alors, ils se sont tournés vers moi et ont tiré avec une arme de paintball dans mon œil.* »

« Le bruit de mon œil qui explose »

« *J'entends encore le bruit de mon œil qui explosait* », se souvient-elle à l'évocation de ce jour fatidique où elle perdit la vue de son œil droit à cause d'une balle de paintball tirée à bout portant. Des images affichées dans un grand plan serré sur ses deux yeux dans **The Eye of Freedom**, documentaire de Pantea Modiri, avec la quête de la liberté de Mersedeh Shahinkar,

qui recule ne devant rien. Elle aurait plein de raisons de réclamer de la compassion, mais préfère aller de l'avant : « *Je regarde mon œil avec fierté. J'ai reçu une médaille d'honneur sur mon visage.* » Au lieu de cacher son œil massacré derrière des lunettes noires, elle renverse le regard des autres. « *Quand j'ai vu dans le film mes yeux pour la première fois, j'avais le sentiment de voir la trace de la liberté dans mon visage, dans mon œil* », raconte-t-elle avec une voix remplie d'émotion en pointant son index droit vers son œil droit. « *Parce que j'ai perdu mon œil pour ma lutte pour la liberté, pour la liberté de mon pays. C'est très important pour moi. Dans la rue, j'étais comme un soldat de la liberté, mais sans aucune arme, juste avec le poing levé en criant : « À bas la dictature ! », « Femme, vie, liberté ! » Dans mes yeux, il y a les traces de tout cela.* »

Côté pouvoir, pour briser la résistance, le régime des mollahs est visiblement prêt à tout. Pendant les manifestations, les forces de sécurité de la République islamique d'Iran ciblent volontairement les yeux des manifestants. Comme si détruire les yeux des contestataires signifiait, pour le régime, détruire les témoins d'une oppression terrifiante. Dans *The Eye of Freedom*, Mersedeh Shahinkar témoigne avec plusieurs autres éborgnés de la fureur d'un régime décidé à cibler consciemment les yeux, et ils racontent comment les blessés ont été arrêtés dans les hôpitaux publics au lieu d'être soignés.

Victime ou héros ?

Et puis, tout à coup, il y a une chose à laquelle le régime ne s'attendait absolument pas. Parmi les innombrables éborgnés dans les manifestations pacifiques – certains parlent de milliers mais leur nombre

réel n'a jamais été révélé par les autorités –, certains et certaines se sont redressés pour transformer leur blessure en un acte héroïque, donnant des ailes à la résistance et montrer au monde entier la persécution impitoyable exercée par les dirigeants de la république islamique.

Depuis qu'elle est devenue une icône de la résistance et de la liberté en Iran, son pays – qui a **exécuté depuis le début de l'année plus de 800 personnes** –, a brandi Mersedeh Shahinkar comme une « *ennemie publique de la République islamique d'Iran* ». La « *dangerosité* » principale de cette opposante au régime et militante pour les droits de l'Homme consiste surtout en sa persévérance. Bien au-delà des Iraniennes et Iraniens et de la diaspora iranienne, elle incarne aujourd'hui partout dans le monde la possibilité d'un autre Iran. Comme Nelson Mandela en 1988, elle a obtenu en 2023 le prestigieux **prix Sakharov**, la plus haute distinction accordée par l'Union européenne aux actions en faveur des droits de l'Homme. Cela avec Afsoon Najafi, en tant que représentantes du mouvement Femme, vie, liberté.

Avec sa voix influente et lumineuse, elle déclare : « *Je ne suis pas une victime, je suis un héros. J'ai manifesté dans la rue, malgré les armes dirigées contre nous. Aujourd'hui, le monde entier peut entendre ma voix et la demande de mon peuple pour la liberté. Tout le monde voit que le peuple iranien n'a rien en commun avec ce gouvernement. Quand j'ai reçu le prix Sakharov, j'ai été très heureuse, parce que cela signifie que les autres pays reconnaissent ce mouvement Femme, vie, liberté qui souhaite tout changer en Iran.* » « **Protéger ma fille de la dictature** »

La nature profonde de cette avocate des droits de l'Homme ? Tout au début de *The Eye of Freedom*, Mersedeh Shahinkar marche main dans la main avec une petite fille, aidant cette enfant à traverser une route dangereuse. Comme si c'était sa mission d'aider la future génération à arriver à bon port. « *Dans le film, je protège ma fille de tout. Et je veux protéger ma fille de la dictature. Mon pays, l'Iran, est une grande dictature qui met tous les enfants sous pression. Et je souhaite pour ma fille, et pour tous les enfants, la liberté et la meilleure vie possible.* »

Elle-même a dû fuir son pays natal, en mars 2023, quand la situation est devenue de plus en plus dangereuse pour sa vie. Elle emmène sa fille Raza, qui avait à l'époque 11 ans. En passant par la Turquie et par l'Allemagne, elles arrivent finalement en Californie. « *Je suis partie aux États-Unis, parce que les médecins ici peuvent mieux soigner mon œil. Ici, ma fille et moi, nous commençons une nouvelle vie*, affirme-t-elle avec un anglais encore hésitant. *Obtenir le visa, c'était un très long processus. Et aujourd'hui, j'espère d'obtenir bientôt une permission de travail, un green card.* »

Une fois la frontière passée, elle a été vite obligée à réaliser que le gouvernement américain ne s'intéresse pas beaucoup au mouvement Femme, vie, liberté. « *Pour cela, moi, avec un groupe de gens, nous essayons de sensibiliser les gens ici à ce qui se passe en Iran.* » En même temps, elle est très reconnaissante d'avoir été accueillie aux États-Unis. « *Je suis très heureuse pour ma fille d'être ici, en Californie. Elle peut aller à l'école, être tranquille, avoir des amis... Néanmoins, je pense toujours aussi aux enfants en Iran. Eux aussi mériteraient une vie heureuse et un futur prometteur.* »

Sans aucun doute, pour Mersedeh Shahinkar, la liberté est sacrée, que ce soit dans sa lutte pour les droits humains ou dans sa vie privée. Sur son profil WhatsApp, elle a mis une photo où elle s'affiche toute heureuse, assise en blue-jean sur une moto. « *J'adore tout ce qui me rend heureuse*, dit-elle, *avant d'éclater de rire, rouler avec un vélo, être sur une moto, prendre la route, danser, chanter, avoir de la liberté. Et mon souhait le plus profond est que ce soit aussi possible, sans avoir peur, dans mon pays.* »

Un mouvement qui continue, calmement, mais sûrement

Son plus grand souhait, trois ans après la mort de Mahsa Amini ? « *J'espère que l'Iran sera bientôt libre et que tous les Iraniens qui ont dû fuir leur pays pourront retourner en Iran. Mais avec notre mouvement, nous luttons pour toutes les femmes opprimées dans le monde.* »

En attendant, le régime iranien a réussi à conserver son pouvoir, malgré le mouvement Femme, vie, liberté et malgré les attaques d'Israël et des États-Unis pendant **la « guerre des 12 jours »**. Peu importe, Mersedeh Shahinkar n'a renoncé à rien, malgré et à cause de tout ce qui s'est passé : « *Aujourd'hui, le mouvement Femme, vie, liberté continue, calmement, mais sûrement, peu importe que la situation soit parfois meilleure ou parfois plus difficile. Oui, j'ai parfois perdu l'espoir concernant ce mouvement, par exemple quand il y a encore des manifestants tués ou quand ils ont perdu un œil comme moi. Mais, après, je reprends espoir, parce que je suis convaincue, un jour, que mon pays sera libre.* »



Pascale Besses-Boumard
18 sept 2025

Turquie d'Erdogan : une puissance incontournable pour l'Europe mais de plus en plus autoritaire

Au centre de la géopolitique mondiale, la Turquie d'Erdogan reste un allié militaire essentiel pour l'Europe, tout en s'éloignant toujours plus de ses valeurs démocratiques.

Pilier du flanc sud-est de l'Otan au carrefour des trois principales zones de crise que sont l'espace post-soviétique, le Moyen-Orient et les Balkans, la Turquie n'a jamais été aussi essentielle stratégiquement depuis la fin de la guerre froide. Mais jamais aussi depuis l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union Européenne à l'automne 2005 après d'importantes réformes démocratiques impliquées par sa candidature, la Turquie de [Recep Tayyip Erdogan](#) n'a paru aussi loin de satisfaire aux critères des « 27 ». Le président turc dont le règne de vingt-trois ans à la tête du pays, d'abord comme Premier ministre puis comme chef de l'État, est déjà le plus long de l'histoire républicaine et impose un régime toujours plus autoritaire et répressif. Désormais, il s'attaque ouvertement à la principale force de l'opposition, le CHP, le parti républicain du peuple fondé il y a 102 ans par Mustafa Kemal en même temps que la République laïque inspirée du modèle jacobin.

Que faire avec cette « puissance opportuniste » selon le mot de Dorothee Schmid, (responsable du programme Turquie Moyen-Orient de l'Institut Français des relations internationales) toujours plus indispensable et toujours plus insupportable ? Le casse-tête turc des Européens tient dans cette équation.

Par son activisme en politique étrangère, à la fois agressif avec un discours nationaliste et religieux fort, et diplomatique se posant en médiateur dans les diverses crises régionales, le Reis comme l'appellent ses partisans a fait de son pays un interlocuteur incontournable. Il est impossible d'imaginer une autonomie stratégique du Vieux Continent sur fond de retrait progressif des États-Unis sans les 800 000 hommes de l'armée turque, la plus importante en nombre d'hommes après celle des États-Unis, alors que le pays développe en outre une industrie de défense des plus performantes.

Même si elle moins vocale que la France, le Royaume-Uni ou l'Allemagne, la Turquie joue depuis le début un rôle actif dans la « coalition des volontaires » et le projet d'une force militaire de réassurance qui serait déployée en Ukraine

après un arrêt des combats afin de donner des garanties de sécurité à Kiev. La flotte turque est essentielle dans une mer Noire en passe de devenir un lac otanien où les navires russes, sévèrement étrillés depuis le début du conflit par les drones navals ukrainiens, ne quittent plus guère leurs ports de l'est.

En outre Ankara qui contrôle les détroits - le Bosphore et les Dardanelles - applique à la lettre la convention de Montreux de 1936, bloquant le passage à tous les navires des forces belligérantes empêchant ainsi Moscou de remplacer ses pertes alors que plus du tiers des unités de la flotte de la mer Noire ont été mises hors de combat.

Erdogan veut fermer la « parenthèse » démocratique de la Turquie

Il est néanmoins tout aussi difficile de traiter avec cette Turquie toujours plus imprévisible et bien décidée à jouer sa propre partition sur fond de nostalgies néootomanes. « *Recep Tayyip Erdogan veut fermer une parenthèse de deux siècles d'histoire turque tournée vers l'Occident* » souligne Ahmet Insel, universitaire et auteur notamment de *La nouvelle Turquie d'Erdogan, du rêve*

démocratique à la dérive autoritaire (La Découverte), pointant sa volonté de revanche sur l'héritage républicain laïque de Mustafa Kemal et contre l'Europe occidentale accusée de poursuivre les desseins des Croisés et des colonialistes.

Au risque de réveiller de vieux démons de l'histoire Il se complaît à évoquer les « *frontières du cœur* » de la Turquie qui vont bien au-delà de ses limites actuelles fixées par le traité de Lausanne de 1923. Mais en parole tout au moins le leader turc continue à affirmer sa volonté d'adhérer à l'Union Européenne alors même que le processus de négociation est depuis des années plongé dans un coma profond, voire irréversible. Nul n'y croit plus vraiment parmi les « 27 » du moins tant qu'Erdogan restera au pouvoir.

Le Reis, assume pleinement une diplomatie tous azimuts, sans pour autant rejeter les traditionnelles alliances occidentales à commencer par l'Otan perçue comme la meilleure des garanties de sécurité. Il n'hésite ainsi pas à courtiser les Brics et l'Organisation de la Coopération de Shangaï, deux regroupements informels dominés par la Russie et la Chine

qui prétendent représenter le sud global et ces pays émergents ou déjà immergés, qui veulent leur place, voire pour les plus disrupteurs, remplacer l'ordre international dominé par les Occidentaux.

Recep Tayyip Erdogan ne cesse de clamer que la Turquie est un pont entre l'Orient et l'Occident, avec un pied dans chacun des deux mondes. Et il joue magistralement ses cartes dans des relations transactionnelles qui lui ont permis d'obtenir de juteux accords avec l'UE en 2016 pour bloquer les flux d'immigrants. Ou de conserver des liens avec Poutine en violant allégrement les sanctions, notamment sur les hydrocarbures, tout en soutenant militairement l'Ukraine. Un jeu efficace qui a permis à la diplomatie d'Ankara de jouer les médiateurs et d'héberger à Istanbul des rencontres entre des délégations des deux belligérants.

A la tête d'une Turquie qui se pose en acteur majeur sur la scène régionale et bien au-delà, notamment en Afrique où elle s'active aussi bien commercialement que diplomatiquement, Recep Tayyip Erdogan est redevenu un allié fréquentable. Fini les échanges de noms d'oiseau avec Emmanuel Macron. Les deux présidents se parlent souvent, en premier lieu à propos des enjeux ukrainiens mais aussi du Moyen-Orient.

La Turquie au centre de la géopolitique planétaire

Le Reis, qui a des liens profonds avec le Hamas,

comme lui issu de la mouvance des Frères Musulmans, se revendique depuis des années en héraut de la cause palestinienne, ce qui lui vaut une incontestable popularité dans la rue arabe. Certes, ses relations avec les autorités israéliennes, et en tout premier lieu avec Benjamin Netanyahu, sont exécrables, ce qui le met en porte à faux pour jouer un rôle à Gaza après un cessez-le-feu dans une future force de stabilisation pour laquelle les militaires turcs cochent la double case d'être à la fois membres de l'Otan et ressortissants d'un pays musulman ami de la cause palestinienne.

Mais cela ne l'empêche d'avoir d'excellentes relations avec Donald Trump. Ankara pourrait même bientôt renvoyer à la Russie les systèmes de défense antiaérienne S 400 dont l'acquisition avait créé une sérieuse crise avec l'Alliance. La Turquie s'affirme comme la principale puissance régionale face à un Iran profondément affaibli par ses défaites face à Israël et en concurrence directe avec l'Arabie saoudite.

Mais il y a l'autre face du Janus turc qui embarrasse les Européens même s'ils gardent profil bas dans leurs protestations. Maire CHP du Grand Istanbul, et favori pour une future présidentielle, Ibrahim Imamoğlu est depuis des mois derrière les barreaux pour des accusations de corruption pour le moins sujettes à caution. Une autre procédure a été ouverte à son encontre pour annuler son diplôme universitaire

qui aurait été un faux afin de lui interdire toute candidature pour la charge suprême. Le CHP avait conquis de haute lutte au printemps 2019 avec Imamoğlu la tête de cette métropole de plus de 15 millions d'habitants qui a elle seule pèse pour un tiers du PIB du pays. Il avait triomphé à nouveau lors des municipales de juin 2024 s'affirmant comme la première force politique du pays. Dès lors la mise hors jeu de ce parti et ses dirigeants est devenue une urgence pour le régime.

« *L'objectif principal voire unique de [Recep Tayyip Erdogan](#) est de rester à tout prix à la tête de l'État afin de préserver cette nouvelle Turquie conservatrice, nationaliste islamiste voire bigote qu'il a créé en presque un quart de siècle, et qui se disloquera inévitablement s'il perd le pouvoir* » pointe Ahmet Insel. Or en interne les nuages s'accumulent. L'inflation atteint selon les données officielles 39 % sur les douze derniers mois, voire 60 % à en croire des économistes indépendants. Les inégalités se creusent de plus en plus et la base populaire de l'AKP en fait les frais, d'où l'affaiblissement croissant de ce parti qui avait été la première force politique du pays depuis 2002. Face à cette grogne croissante, le régime mise sur la répression. Les arrestations de maires à Istanbul ont suscité des manifestations de protestations dans tout le pays dont l'ampleur a pris de court le pouvoir. Il s'inquiète d'autant plus que le CHP se crédibilise de plus en plus comme alternative politique.

Erdogan va tout faire pour rester au pouvoir

Recep Tayyip Erdogan veut pouvoir se présenter pour un troisième mandat à la tête du pays, ce que lui interdit la Constitution. Cela implique ou une dissolution du parlement, pour une présidentielle anticipée à laquelle il pourrait participer puisque son second mandat n'aurait pas été achevé. Ou un changement de Constitution. Mais même avec ses alliés ultranationalistes il ne dispose pas de majorité suffisante.

D'où l'ouverture au parti kurde lancée il y a plusieurs mois avec l'assouplissement du régime de détention d'Abdullah Ocalan, le leader historique de la guérilla kurde du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) qui a mené la lutte armée contre Ankara qui a fait plus de 60 000 morts depuis les années 1980. Le leader du PKK a appelé ses partisans à déposer les armes. Quelques petits gestes symboliques ont été faits mais ce processus de paix reste balbutiant. Plus de 75 % des Turcs soutenaient lors de l'ouverture des négociations d'adhésion une future intégration de leur pays à l'Union. Malgré les désillusions, le rêve européen d'une grande partie de la société civile turque reste bien vivant. Il est donc plus nécessaire que jamais que les Européens accentuent les pressions sur Ankara en même temps qu'ils s'ouvrent à une coopération beaucoup plus étroite qui ne soit pas seulement militaire.

La Syrie et Israël vont conclure «plusieurs accords» de sécurité d'ici la fin de l'année

Les deux pays ont amorcé un dialogue et le président par intérim Ahmed al-Chareh a affirmé la semaine dernière que les négociations avaient pour but de parvenir à un accord de sécurité.

La Syrie et Israël, techniquement en état de guerre, vont conclure «plusieurs accords» de sécurité d'ici la fin de l'année, a déclaré jeudi 18 septembre à l'AFP une source au ministère des Affaires étrangères à Damas. «Il y a des progrès dans les négociations avec Israël. Il y aura plusieurs accords avant la fin de l'année, en premier lieu des accords militaires et de sécurité», a précisé cette source qui a requis l'anonymat.

Depuis la prise du pouvoir en décembre par une coalition islamiste, les deux pays ont amorcé un dialogue et le président par intérim Ahmad al-Chareh a affirmé la semaine dernière que les négociations avaient pour but de parvenir à un accord de sécurité. La source a précisé que les deux pays voulaient

d'abord parvenir à «un accord qui mettrait un terme aux actions militaires en Syrie».

Israël plaide pour une zone démilitarisée

Depuis la chute de Bachar el-Assad en décembre 2024, Israël a mené des centaines de frappes contre des positions militaires en Syrie. L'armée israélienne a également pénétré dans la zone tampon démilitarisée du Golan, à la lisière de la partie du plateau syrien occupée par Israël, et ses forces effectuent régulièrement des incursions dans le sud de la Syrie où ses troupes occupent des positions.

Israël réclame l'établissement d'une zone démilitarisée dans le sud de la Syrie voisine et un responsable militaire à Damas a indiqué mardi à l'AFP que l'armée syrienne avait retiré toutes ses armes lourdes du sud du pays.

De nouvelles discussions prévues

Depuis l'arrivée au pouvoir de Ahmed al-Chareh, plusieurs réunions se sont

déjà tenues entre responsables syriens et israéliens. Une réunion destinée à évoquer les questions de sécurité est prévue vendredi à Bakou, en Azerbaïdjan, selon un diplomate qui a requis l'anonymat.

Les négociations entre la Syrie et Israël sont vivement encouragées par les États-Unis qui accueillent jeudi Assaad al-Chaibani, le ministre des affaires étrangères syriens, à l'occasion de la première visite d'un chef de la diplomatie syrien depuis plus de 25 ans. Le ministre est arrivé jeudi dans la capitale fédérale à la tête d'une délégation, a annoncé la télévision officielle syrienne. Il doit évoquer à Washington «les pourparlers avec Israël et la levée des sanctions américaines», selon une autre source au ministère des Affaires étrangères.

Premier président syrien à s'exprimer aux Nations unies

Depuis la rencontre en mai à Ryad entre le président américain Donald

Trump et le président syrien par intérim, Washington a levé la plupart de ses sanctions contre la Syrie. Selon le site d'information Axios, M. Chaibani a rencontré mercredi à Londres le ministre israélien des Affaires stratégiques Ron Dermer. Les deux hommes s'étaient déjà réunis en août à Paris sous l'égide de l'émissaire américain pour la Syrie Tom Barrak.

La visite de M. Chaibani précède celle du président Chareh à New York, où il doit participer la semaine prochaine à la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, durant laquelle il doit prononcer un discours. Il sera le premier président syrien à s'exprimer aux Nations unies depuis Noureddine al-Atassi en 1967.

En raison de son passé d'ancien jihadiste recherché, M. Chareh reste soumis à des sanctions de l'ONU et à une interdiction de voyager, et doit demander une dérogation pour tout déplacement à l'étranger.



Sept 18, 2025

Over 850 students transfer from Arabic to Kurdish education in Kirkuk

ERBIL, Kurdistan Region - A Kurdish education official in Kirkuk on Thursday said that despite ongoing problems of school shortages and deteriorating buildings, more than 850 students have transferred from Arabic to Kurdish education in the province this year.

"This year, nearly 850 students who have transferred from Arabic to Kurdish education have been enrolled [in Kurdish education schools]," Kamaran Ali, head of Kirkuk's Kurdish education administration, told Rudaw.

He added that over 8,000 students have also enrolled in the first grade of Kurdish primary schools this year, an increase compared to last year. He did not provide exact figures from 2023.

Ali said the Iraqi government has "systematically" marginalized Kurdish education in Kirkuk and other disputed areas since Oc-



Kirkuk city. File photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

tober 16, 2017, when Iraqi forces retook control of the province following the Kurdistan Region's independence referendum. Officials in Kirkuk have repeatedly voiced [concerns](#) over the negligence of Kurdish education in the province, citing inadequate government support and challenges that leave Kurdish students at a disadvantage

compared to their peers in the diverse city.

Ali detailed that more than 100 Kurdish schools in Kirkuk require renovation, with over 40 schools operating on three shifts and a handful running on four shifts.

"We have more than five or six schools that are no longer suitable for educa-

tional use. We have evacuated them, and they need to be renovated," he said. Sunday marks the start of the new school year for public schools in both the Kurdistan Region and Kirkuk. There are more than 100,000 Kurdish education students in Kirkuk, studying in 557 schools taught by over 8,500 teachers.

Des Français détenus en Syrie, membres présumés de l'EI, ont été transférés en Irak

Ces ressortissants français, au nombre de 47, qui étaient incarcérés dans l'une des prisons du Nord-Est syrien sous contrôle des forces kurdes, sont censés être jugés par les autorités de Bagdad.

Quarante-sept Français détenus dans le nord-est de la Syrie, soupçonnés d'appartenir à l'organisation Etat islamique (EI), ont été remis à l'Irak pour y être jugés, a fait savoir au *Monde* une source sécuritaire irakienne, sous le couvert de l'anonymat, confirmant des informations révélées, jeudi 18 septembre 2025, par l'agence américaine Associated Press. Le Parquet national antiterroriste (PNAT), qui confirme au *Monde* le transfert en Irak des hommes ressortissants français détenus au Kurdistan syrien, l'impute à « une décision prise entre deux autorités étrangères, l'Irak et le Kurdistan syrien ».



Dans le camp d'Al-Hol, dans le nord de la Syrie, le 28 août 2025. DELIL SOULEIMAN / AFP

Ces ressortissants français, qui étaient détenus dans l'un des centres du nord-est de la Syrie abritant quelque 9 000 membres présumés de l'EI, gardés par les Forces démocratiques syriennes (FDS) dirigées par les Kurdes, ont été remis à l'Irak il y a un mois et demi. Le PNAT affirme que l'initiative en revient aux autorités irakiennes. « L'Irak, Etat souverain, a sollicité des autorités kurdes syriennes la remise des djihadistes de Daech [acronyme arabe de l'EI] qui auraient commis des infractions sur son territoire », commente le Parquet national antiterroriste.

Cette version s'accorde avec celle des autorités irakiennes. « Compte tenu des efforts continus déployés pour poursuivre les criminels et les terroristes de l'EI pour crimes de

guerre, crimes de génocide et affiliation à l'organisation terroriste, le transfert des auteurs – qu'il s'agisse de combattants étrangers ou de ressortissants irakiens – se déroule normalement. Cela s'inscrit dans le cadre de la politique irakienne de démantèlement du camp et des prisons d'Al-Hol en Syrie, sous la supervision des Forces démocratiques syriennes et sous le contrôle de la coalition internationale », précise la source sécuritaire irakienne.

Les FDS, par la voix de leur porte-parole, Farhad Chami, ont dit au *Monde* ne pas pouvoir commenter ces informations pour le moment « ni dans le sens d'un démenti ni d'une confirmation ». Le Collectif des familles unies, qui

regroupe les proches des prisonniers français détenus en Syrie et en Irak, déclare n'avoir obtenu « aucune confirmation ». « Des détenus [français] à Bagdad ont appelé ces jours-ci, ils n'en ont pas parlé. Mais ils ont pu être transférés dans une autre prison », ajoute une source du collectif.

Peine de mort et torture

L'Irak se dit compétent pour juger les membres présumés de l'EI dans le cadre de la loi antiterroriste de 2005 et en application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU relatives à la lutte contre le terrorisme et au traitement des combattants étrangers, dans le contexte des crimes de guerre, du génocide et de

l'affiliation à l'EI. Les autorités de Bagdad viennent par ailleurs de signer des accords avec 22 pays – dont le Maroc – dans le but de rapatrier vers leurs pays d'origine des détenus étrangers en Irak. Selon une source judiciaire française, cet accord concerne pour le moment des femmes. Mais cette source exprime l'espoir que, dans un avenir proche, il s'applique aux 11 djihadistes français condamnés à mort en Irak en 2019. Une peine qui a, depuis, été commuée en réclusion à perpétuité.

En janvier 2019, le transfert de 13 Français accusés d'appartenir à l'EI de Syrie en Irak, dont les 11 djihadistes condamnés à mort par la suite en Irak, avait créé la po-

lémique. Agnès Callamard, alors rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, avait estimé, dans un entretien au *Monde*, que si l'implication de la France dans ce transfert était établie, elle placerait Paris dans une position délicate, un tel transfert étant contraire aux engagements internationaux pris par la France, dans la mesure où l'Irak pratique la peine de mort et où la torture y est ordinaire.

Paris a toujours nié avoir joué un rôle dans le transfert, expliquant l'affaire par un accord

bilatéral entre les FDS et l'Irak, où ils ont été condamnés à mort en 2019 pour appartenance à l'EI. Certains de ces détenus avaient affirmé, lors de conversations téléphoniques avec leurs familles, dont *Le Monde* avait obtenu les enregistrements, que des Français étaient présents durant leur transfert des mains des autorités kurdes syriennes à celles des autorités irakiennes.

Retour de trois femmes et dix enfants

Ce nouveau transfert intervient alors que s'expriment à

Paris des inquiétudes de voir les ressortissants français détenus dans les prisons et les camps du Nord-Est syrien remis à Damas, et éventuellement libérés. La question du sort de ces prisons et camps, qui abritent des dizaines de milliers de personnes soupçonnées de liens avec l'EI, pour la plupart épouses et enfants de militants, est devenue cruciale depuis la chute du dictateur syrien Bachar Al-Assad lors d'une offensive en décembre 2024 de factions rebelles islamistes.

En vertu d'un accord signé en mars 2025 entre les FDS et

les nouvelles autorités de Damas, les FDS sont censées transférer à terme la gestion des camps et des centres de détention à Damas, mais sa mise en œuvre est lente. Selon une source judiciaire contactée par *Le Monde*, citant les derniers décomptes de la DGSI, 60 femmes et approximativement 51 hommes de nationalité française se trouveraient encore dans les camps et les prisons sous contrôle des FDS. Mercredi, la France a annoncé le retour de trois femmes et dix enfants français qui se trouvaient dans des camps du nord-est de la Syrie.

LE FIGARO

19 sept 2025

Sous pression américaine, l'Iran retire une résolution interdisant les attaques sur des sites nucléaires

L'Iran avait suspendu sa coopération avec le gendarme onusien du nucléaire après les attaques en juin d'Israël, puis des États-Unis, contre ses installations nucléaires et militaires, ainsi que des zones résidentielles.

L'Iran a décidé de retirer à la dernière minute jeudi soir une résolution appelant à l'interdiction de toute attaque contre des installations nucléaires, faisant état de pressions américaines. Sa motion, introduite lors de l'assemblée générale annuelle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), était soutenue par la Chine, la Russie, la Biélorussie, le Nicaragua, le Venezuela et le Zimbabwe. Les membres de l'AIEA ont dit aux représentants iraniens

«subir de fortes pressions et intimidations de la part des États-Unis pour ne pas voter en faveur de la résolution», a affirmé à l'AFP l'ambassadeur iranien à Vienne, Reza Najafi. Selon lui, ces pays ont réclamé à l'Iran de repousser la présentation de cette résolution à la conférence de l'année prochaine.

Le texte contenait un paragraphe qui «condamne fermement les attaques délibérées et illégales menées en juin 2025» contre les installations nucléaires de l'Iran, ajoutant qu'elles constituaient «des violations évidentes du droit international». Il réaffirmait également que «tous les États doivent s'abstenir d'attaquer ou de menacer d'attaquer des installations nucléaires paci-

fiques dans d'autres pays».

Une réimposition des sanctions sous 10 jours

L'Iran avait suspendu sa coopération avec le gendarme onusien du nucléaire après les attaques en juin d'Israël, puis des États-Unis, contre ses installations nucléaires et militaires, ainsi que des zones résidentielles. Le 9 septembre, un nouvel accord avait été annoncé au Caire, en Égypte, pour permettre la reprise des inspections des agents de l'AIEA. Cet accord ne s'est pas traduit par une reprise immédiate des inspections.

Depuis juillet, une loi votée au Parlement iranien bannit en principe toute coopération avec l'AIEA. Des inspecteurs

de l'agence ont néanmoins fait un bref retour en Iran fin août pour remplacer le combustible du site de Bouchehr, la principale centrale nucléaire de production d'électricité du pays. Mais ils n'avaient pu accéder aux sites bombardés en juin, dont l'étendue exacte des dégâts n'est pas connue.

Mercredi, Les ministres des Affaires étrangères allemand, britannique et français ont signifié à leur homologue iranien qu'ils attendaient toujours des gestes «concrets» sur son programme nucléaire pour éviter la réimposition de leurs sanctions, qui pourrait intervenir dans 10 jours.

Nucléaire iranien : le Conseil de sécurité de l'ONU valide le rétablissement des sanctions contre Téhéran

Après des négociations et de multiples mises en garde à l'Iran, qui s'est affranchi de certains engagements exigés par l'accord de 2015, Paris, Londres et Berlin avaient déclenché fin août le « snapback », un mécanisme permettant de rétablir les sanctions dans un délai de trente jours.

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) a voté, vendredi 19 septembre, en faveur du rétablissement des sanctions contre l'Iran à qui Paris, Londres et Berlin demandent des engagements plus fermes sur son programme nucléaire, une décision en principe réversible en cas d'accord de dernière minute d'ici à la fin de la semaine prochaine.

« Nous avons cherché par tous les moyens à trouver une alternative » au rétablissement des sanctions – selon un mécanisme, appelé « snapback », permettant de rétablir les sanctions dans un délai de trente jours –, a commenté l'ambassadeur français à l'ONU, Jérôme Bonnafont. « Nous n'avons d'autre option que de poursuivre la procédure de "snapback", qui conduira, sauf décision contraire de ce Conseil, à rétablir au 28 septembre les régimes de sanctions adoptés par lui avant 2015 contre l'Iran », a-t-il ajouté. L'ambassadeur français a toutefois insisté sur le fait que l'offre du trio européen de parvenir à une solution négociée d'ici à la fin de la semaine prochaine restait sur la table.

L'ambassadeur iranien auprès des Nations unies a qualifié de « précipité, inutile et illégal » ce vote. « L'Iran ne reconnaît aucune obligation



Le Conseil de sécurité des Nations unies lors d'une réunion sur l'Iran au siège de l'ONU. A New York, le 19 septembre 2025. ANGELA WEISS / AFP

de [le] mettre en œuvre », a déclaré Amir Saeid Iravani, évoquant une mesure de « politique de coercition ». L'Iran « rejette toute action politique et toute pression injuste susceptibles d'entraîner une escalade des tensions », a déclaré le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, lors d'un entretien téléphonique avec le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi

Attente de gestes concrets

« Le programme nucléaire de l'Iran n'est pas destiné à des

fins pacifiques. Un Iran doté de l'arme nucléaire signifierait que le régime le plus dangereux possède l'arme la plus dangereuse, sapant radicalement la stabilité et la sécurité mondiales », a réagi de son côté le ministre des affaires étrangères israélien, Gideon Saar, sur le réseau social X, après le vote. « L'objectif de la communauté internationale ne doit pas changer : empêcher l'Iran d'acquiescer des capacités nucléaires à tout jamais », a-t-il ajouté.

En 2015, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Russie et la Chine avaient conclu avec

Téhéran un accord appelé JCPOA (Joint Comprehensive Plan of Action), prévoyant un encadrement des activités nucléaires iraniennes en échange d'une levée des sanctions. Un accord entériné par la résolution 2231 du Conseil de sécurité, qui expire à la mi-octobre.

Les Etats-Unis, sous le premier mandat du président Donald Trump, avaient décidé en 2018 de se retirer du JCPOA et avaient rétabli leurs propres sanctions. L'Iran s'était ensuite affranchi de certains engagements, notamment sur l'enrichissement d'uranium. Les pays oc-

cidentaux le soupçonnent de vouloir se doter de l'arme atomique. Téhéran dément et défend son droit à développer un programme nucléaire civil. Dans ce contexte, après des négociations et de multiples mises en garde, et à quelques semaines de l'expiration de la résolution 2231, **Paris, Londres et Berlin ont déclenché fin août le « snapback »**. Le trio européen a signifié cette semaine à l'Iran qu'il attendait toujours des gestes « concrets ».

Pessimisme des diplomates européens

Parmi les éléments de blo-

cage, les Européens jugent insuffisant l'accord conclu le 9 septembre entre Téhéran et l'Agence internationale de l'énergie atomique sur un nouveau cadre de coopération. L'accord ne s'est pas traduit par une reprise immédiate des inspections suspendues par l'Iran après les frappes israéliennes et américaines menées en juin.

Formellement, en vertu de la résolution 2231, le texte soumis au Conseil de sécurité vendredi prévoyait le maintien de la levée des sanctions. Mais il n'a recueilli que quatre voix (dont celles de la Russie et de la Chine) sur les

neuf nécessaires à son adoption. Neuf pays ont voté contre et deux se sont abstenus. Moscou et Pékin ont à nouveau marqué leur opposition au rétablissement des sanctions, estimant que le processus lui-même n'a aucune base légale.

Le sommet de l'ONU à partir du 22 septembre, auquel assistera notamment le président iranien, pourrait donner lieu à de nouvelles négociations plus positives. « *Le Conseil a encore le temps de donner son feu vert à une nouvelle résolution étendant la suspension des sanctions si l'Iran et les Européens*

parviennent à un compromis de dernière minute », a déclaré à l'Agence France-Presse Richard Gowan, de l'International Crisis Group.

Mais les diplomates européens ne semblent pas optimistes. « *Les dernières nouvelles que nous avons reçues des Iraniens ne sont pas sérieuses* », a résumé jeudi le président français, Emmanuel Macron, dans un entretien à la télévision israélienne, disant penser que les sanctions seraient rétablies d'ici à la fin du mois.

LE FIGARO

19 sept 2025

Iran : Macron pense que les Européens vont rétablir leurs sanctions avant la fin du mois

Le président français explique dans un entretien qu'il a accordé à la télévision israélienne ce jeudi que « les dernières nouvelles que nous avons reçues des Iraniens ne sont pas sérieuses ».

Ce jeudi, le président français **Emmanuel Macron** pense que Paris, Londres et Berlin vont rétablir **leurs sanctions contre l'Iran** d'ici à la fin du mois, selon l'extrait d'un entretien qu'il a accordé à une **télévision israélienne**. En réponse à une journaliste lui demandant si on va assister au

retour des sanctions des trois pays qui négocient avec Téhéran sur son programme nucléaire « *à la fin de ce mois* », Emmanuel Macron répond : « *Oui, je pense que oui, car les dernières nouvelles que nous avons reçues des Iraniens ne sont pas sérieuses* ».

« *La France a toujours été un acteur très exigeant, clair et cohérent sur la question iranienne* », déclare Emmanuel Macron dans cet entretien donné en anglais à l'Élysée. « *Et je pense que cela est très important pour votre pays et votre peuple* », ajoute-t-

il à l'adresse des Israéliens alors que son projet de reconnaître la Palestine à l'ONU lundi est très impopulaire en Israël.

«C'est une position européenne»

« *Nous n'avons jamais sous-estimé le risque de la bombe nucléaire en Iran, mais également (le risque) des capacités balistiques (iraniennes) et de la déstabilisation régionale venant de l'Iran, car ils ne sont pas clairs et ils ne prennent aucun engagement clair* », déclare le pré-

sident français. « *C'est une position européenne et nous avons travaillé avec nos collègues britanniques et allemands: nous appliquerons le retour des sanctions et cela sera suivi par tous ceux qui ont évidemment approuvé cette décision* », dit encore Emmanuel Macron en faisant référence au terme anglais du « snapback », un mécanisme de retour des sanctions prévu par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.



Sept 19, 2025

Iraq says killed senior ISIS leader in Syria op with US-led coalition

ERBIL, Kurdistan Region - The Iraqi Counter-Terrorism Service (ICTS) announced on Friday they killed «one of the most prominent leaders» of the Islamic State (ISIS) in a joint operation with the United States-led coalition inside Syria.

«The heroes of the Counter-Terrorism Service bring you the good news of the success of a new qualitative operation that resulted in the death of the terrorist Omar Abdel Qader Bassam, known as Abdul Rahman al-Halabi, one of the most prominent leaders of the terrorist organization ISIS,» it said in a statement.

The ISIS leader was killed in an air raid conducted «at dawn on Friday... inside Syrian territory, in coordination with the International Coalition Forces,» the ICTS added.

«The terrorist Halabi held the position of head of operations and external security in the organization, responsible for planning and supervising the so-called remote provinces,» it added.

The ICTS said that he was



Image of ISIS senior leader Omar Abdel Qader Bassam, known as Abdul Rahman al-Halabi, reportedly killed in a joint operation between Iraq and the US-led coalition inside Syria. Photo: Iraq's ICTS

«directly involved in the bombing of the Iranian embassy in Lebanon and attempts to carry out other terrorist operations in Europe and the United States, which were thwarted through precise intelligence efforts.»

In November 2013, the Iranian embassy in Beirut was the target of a double suicide bombing that killed 23 people and injured 160 others.

Halabi's death «represents a major strategic loss for the terrorist organization,» the ICTS said, adding that

over the past two months they have eliminated «more than six top-tier leaders of the ISIS terrorist gang.»

ISIS rose to power and seized swathes of Iraqi and Syrian land in 2014, declaring a so-called caliphate. The group was declared territorially defeated in Syria in 2019, two years after its defeat in Iraq. Despite its military defeat, it continues to pose security risks, particularly in the vast eastern deserts of Syria.

In July, a Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) spokesperson told Rudaw that an estimated

2,000 ISIS militants remain active in the Syrian desert. Baghdad has been in talks with the interim government in Syria to boost their security cooperation, especially along their shared border and on counter-terrorism.

The US-led coalition has carried out numerous raids against ISIS operatives in Syria. ISIS emir Abu Bakr al-Baghdadi's successor, Abu Ibrahim al-Hashimi al-Qurayshi, was killed in Atme in a 2022 operation conducted with Iraqi intelligence support.



Anne Andlauer
22 sept 2025

Turquie: Özgür Özel réélu à la tête du parti d'opposition CHP

En Turquie, la principale formation d'opposition, le Parti républicain du peuple ou CHP, organisait ce dimanche 21 septembre un congrès extraordinaire sur fond d'offensive judiciaire contre le parti et ses élus. Özgür Özel, qui le dirige depuis bientôt deux ans, a été réélu à l'issue d'une élection interne où il était le seul candidat.

Après des mois de manifestations contre le président Recep Tayyip Erdoğan, le CHP entendait donner l'image d'un

parti uni et rassemblé derrière son chef, en renouvelant sa confiance envers sa direction en des temps difficiles. Özgür Özel a été reconduit sans surprise à la tête du parti.

Il avait au moins une raison d'organiser maintenant ce congrès extraordinaire, alors qu'un congrès ordinaire aura lieu en novembre. Il espère rendre caduc un procès qui menace de le destituer au motif que le congrès qui l'avait élu deux ans plus tôt était entaché d'irrégularités.

Ce procès s'inscrit dans une longue série, ces derniers mois, d'opérations judiciaires contre le premier parti d'opposition turc. Le CHP les décrit comme étant pilotées par le pouvoir, dans le but de l'affaiblir et de le diviser.

Özgür Özel a tenu un discours très offensif : « *Le pouvoir a compris que le CHP était en mesure de le renverser dans les urnes, estime-t-il. C'est pourquoi il s'attaque au CHP, tente de le paralyser, de susciter des conflits internes, si possible de diviser le CHP*

dans l'espoir de s'en débarrasser. Ce pouvoir, en perdant le soutien du peuple, n'aspire plus à une autocratie élue, mais à une dictature sans élections. »

Les pressions judiciaires contre le CHP, notamment l'arrestation en mars du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, semblent avoir permis à Özgür Özel de consolider son autorité et de rassembler son parti. Le CHP organisera mercredi sa 56e manifestation en six mois.



Sept 20, 2025

Tense calm in eastern Aleppo amid heightened SDF-Damascus tensions

ERBIL, Kurdistan Region - Four children were injured on Tuesday in an attack reportedly carried out by Syrian government forces in eastern Aleppo, according to media outlets affiliated with the Kurdish-led administration in northeast Syria (Rojava). The reports added that Damascus-affiliated militants launched a drone strike that injured members of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF).

Hawar News Agency (ANHA) reported that "transitional government forces shelled the village of Zubaidah" in the Deir Hafer district of eastern Aleppo "using heavy artillery," resulting in "injuries to four

children with varying degrees of severity."

Later on Tuesday, ANHA also reported that "militants" affiliated with the Syrian interim authorities "launched a drone attack at 6:30 pm today, targeting an SDF post" in Deir Hafer as well. "Two SDF fighters were wounded in the attack," the outlet said.

The same reports were relayed by Ronahi TV, another media outlet close to the SDF.

Similarly, the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) - which relies on a wide network of sources across Syria - corroborated the drone strike incident, stating that "two SDF members

were injured in a drone attack carried out by government forces at a military outpost [held by the SDF] in Deir Hafer."

SOHR further reported that Syrian government forces had on Sunday "deployed military reinforcements to the city of Manbij," also in eastern Aleppo.

The war monitor elaborated that "vehicles carrying weapons and equipment entered the city as [Syrian] army personnel heavily deployed throughout it," prompting the SDF to also "deploy heavy weapons" to their position around Deir Hafer.

SOHR warned that the preva-

lent state of "security and military alert between the two sides" and the military buildup are "stoking fears of new confrontations" between the two sides in eastern Aleppo.

Deir Hafer is a strategic area located in eastern Aleppo province. It remains largely under SDF control, which functions as the de facto military force of northeastern Syria (Rojava).

In recent weeks, Damascus-aligned factions have intensified efforts to seize the district, as it would enable them to open a logistical corridor to Raqqa province in north-central Syria. It would also allow them to put military pressure

on the SDF in other regions crucial for the Kurdish forces' operations, including Tishreen

Dam and Qere Qozag bridge, both on the Euphrates River. Earlier on Saturday, the SDF had accused Damascus-affiliated forces of carrying out a "massacre" in Deir Hafer, killing five women and two toddlers in drone strikes and artillery shelling - an accusation Damascus firmly denied.

In a statement on X, the Kurdish-led forces reported that "seven civilians were martyred, including two children" and five women, in the village of Umm Tina, in an attack carried out by "pro-Turkey factions affiliated with the Damascus government. Three other women and a 60-year-old man were also injured in the attack.

The SDF condemned the at-

tack as a "heinous crime," noting that "the absence of accountability has only emboldened the perpetrators to repeat such grave violations." SOHR also reported the Saturday incident, attributing the casualties to "Syrian army shelling."

For its part, the Syrian defense ministry vehemently rejected any responsibility, stating, «We affirm our categorical denial

of the reports promoted by their [SDF's] affiliated media outlets regarding the Syrian Arab Army targeting the village of Umm Tina."

Instead, the ministry accused the SDF of shelling the village in reference, holding the Kurdish-led force «fully responsible for the massacre against the people of the village of Umm Tina»

Le Point

Clément Machecourt
22 sept 2025

Quand la Turquie, membre de l'Otan, abattait un bombardier russe

Après l'incursion de [trois Mig-31 dans l'espace aérien de l'Estonie](#) le 19 septembre, la comparaison avec la [Turquie](#) s'est imposée dans les esprits. Pourquoi l'Otan n'a pas réagi comme Ankara en 2015 ? Cette année-là, un bombardier russe s'aventure pendant 17 secondes dans l'espace aérien turc. Il est aussitôt abattu par deux chasseurs F-16. Retour sur cet épisode de tension entre la Turquie et la Russie.

Novembre 2015. Le monde suit avec inquiétude le développement de l'État islamique. La France est frappée [le 13 novembre](#) avec une série d'attentats à Paris qui font 130 morts et plus de 400 blessés. Le groupe djihadiste a instauré depuis un peu plus d'un an un califat islamique en contrôlant une partie du territoire irakien et syrien. Grâce à son emprise territoriale et la fascination

qu'il exerce, le groupe peut financer des attentats à travers le monde et recrute des milliers d'étrangers.

En Irak, une coalition internationale menée par les États-Unis soutient l'armée irakienne et les peshmergas kurdes pour reprendre le contrôle du nord du pays. En Syrie, [le régime de Bachar el-Assad](#), soutenu par la Russie, combat Daech, mais aussi et surtout les différents groupes rebelles. Depuis la base aérienne de Lattaquié, les avions russes bombardent les positions des opposants au régime.

Prévenu « dix fois en cinq minutes »

Le 24 novembre 2015 au matin, une paire de Sukhoï-24, un bombardier biplace, mène une mission au nord-ouest de la Syrie, à proximité de la frontière turque, armée de bombes. C'est là que les ver-

sions divergent. Le contrôle aérien turc aurait demandé aux deux appareils, de retour de leur mission, de changer de cap, car ils allaient rentrer dans l'espace aérien de la Turquie. L'un des Su-24 change effectivement de cap, tandis que l'autre appareil maintient sa route. L'armée turque prévient, selon elle, « dix fois en cinq minutes » le Su-24, qui ne répond pas. Ce dernier va voler pendant 17 secondes sur un peu plus d'un kilomètre au-dessus de la Turquie. C'est là qu'un F-16 turc tire, hors de portée visuelle, un missile air-air sur le Su-24. Les deux pilotes ont le temps de s'éjecter avant que le bombardier ne s'écrase en Syrie. L'un des pilotes est cependant tué par des rebelles, le second est secouru lors d'une mission de sauvetage par des troupes de marine russes, mais l'un des soldats est tué lors d'échange de tirs.

À Découvrir [Le Kangourou du jour Répondre](#) Vladimir Poutine parle alors d'un « coup de poignard dans le dos de complices terroristes ». La Russie assure que ses avions sont restés dans l'espace aérien syrien et qu'à aucun moment ils n'ont été prévenus par la Turquie. Des dénégations qui laissent sceptiques. Le 3 et 4 octobre, des avions Su-24 et Su-30 avaient déjà violé l'espace aérien turc dans la région de Hatay.

Les relations entre la Russie et la Turquie vont être considérablement dégradées pendant plusieurs mois, tandis que l'Otan appelait à la désescalade. En juin 2016, [Recep Tayyip Erdogan](#), dans un courrier adressé à Vladimir Poutine, adresse ses condoléances à la famille du pilote décédé et appelle à reprendre des relations amicales.

LE FIGARO

22 sept 2025

Nucléaire iranien : les discussions sont à «un moment charnière difficile», affirme le chef de l'AIEA

La semaine dernière, le Conseil de sécurité de l'ONU a donné son feu vert au rétablissement des sanctions internationales contre l'Iran qui doit intervenir dimanche, faute d'un accord pour encadrer le programme nucléaire de la République islamique.

Les discussions avec l'Iran sur son programme nucléaire sont à «un moment charnière assez difficile», a reconnu lundi le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) Rafael Grossi alors que Téhéran a menacé samedi de suspendre sa coopération avec l'agence onusienne si les sanctions européennes étaient réimposées. Il a toutefois évoqué, en marge

de l'Assemblée générale de l'ONU, qu'une solution diplomatique était encore possible.

«Ce qui est important, c'est que les communications se poursuivent», a-t-il néanmoins estimé, précisant qu'il prévoyait de rencontrer le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi lundi. Et d'autres réunions se tiendront «peut-être au cours de la semaine», a-t-il ajouté.

La semaine dernière, le Conseil de sécurité de l'ONU a donné son feu vert au rétablissement des sanctions internationales contre l'Iran qui doit intervenir dimanche, faute d'un accord pour encadrer le programme nucléaire de la République is-

lamique.

«Ni optimiste ni pessimiste»

Le trio E3, composé de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni, a accusé l'Iran de ne pas remplir les conditions qui auraient permis de prolonger la levée des sanctions qui avait été actée dans un accord signé en 2015. De son côté, l'Iran a dénoncé des pressions politiques. Rafael Grossi a souligné qu'il n'était «ni optimiste ni pessimiste» mais il a observé que les canaux de communication n'étaient pas rompus. «J'espère vraiment, et je pense que ce n'est pas à exclure, que nous pouvons encore trouver un accord», a-t-il dit. Le chef de l'AIEA a par ailleurs souligné la nécessité «de na-

viguer avec prudence» et de se tenir à l'écart des considérations politiques afin de maintenir une forme de coopération avec les autorités iraniennes et éviter ainsi un scénario encore plus compliqué qui serait une sortie de l'Iran du traité de non-prolifération nucléaire.

«Bien sûr, certains diront qu'ils traînent les pieds, mais je ne me situe pas dans cette sphère. Ça, c'est la sphère de l'interprétation politique», a-t-il dit avant d'ajouter «nous devons naviguer dans cette situation avec prudence, car ce qui est important, c'est de maintenir l'Iran dans le cadre du traité» et de poursuivre le travail de coopération.

LE FIGARO

23 sept 2025

L'Iran a exécuté au moins 1000 condamnés à mort depuis le début de l'année, selon une ONG

La salle des visites de la prison d'Evin après les frappes aériennes israéliennes du mois précédent, à Téhéran, le 1er juillet 2025. AFP

Plus de 1.000 personnes ont été exécutées cette année dans le pays, selon l'ONG Iran Human Rights (IHR), qui dénonce une vague de pendaisons en milieu carcéral.

Au moins 1000 condamnés à

mort ont été exécutés en Iran depuis le début de l'année, selon un décompte publié mardi par l'ONG Iran Human Rights (IHR), qui dénonce une «campagne de massacres» dans les prisons iraniennes. Ce chiffre est le plus élevé depuis que cette ONG basée en Norvège a commencé à recenser les exécutions en 2008.

À trois mois de la fin de l'année, il dépasse déjà le record

d'au moins 975 exécutions enregistrées en 2024. Au moins 64 exécutions ont eu lieu durant la seule semaine dernière, soit une moyenne de neuf pendaisons par jour, selon l'IHR, qui précise que ces chiffres sont probablement sous-estimés, en raison de la faible transparence des autorités iraniennes sur le sujet.

«Une campagne de massacres dans les prisons iraniennes»

Des organisations de défense des droits humains accusent régulièrement la République islamique de mener des exécutions à un niveau jamais atteint ces dernières années, dans un contexte marqué par des mouvements de protestation contre le pouvoir de l'ayatollah Ali Khamenei en 2022-2023 et la guerre de 12 jours contre Israël en juin. Le pays a précédemment connu des vagues d'exécutions dans les années 1980 et 1990, au

lendemain de la révolution islamique de 1979 et pendant la guerre Iran-Irak.

« Ces derniers mois, la République islamique a lancé une

campagne de massacres dans les prisons iraniennes, dont l'ampleur, en l'absence de réaction internationale sérieuse, s'accroît de jour en

jour. Les exécutions arbitraires et généralisées de prisonniers, sans respect des garanties d'une procédure régulière ni d'un procès équitable, consti-

tuent des crimes contre l'humanité», déclare le directeur de l'IHR Mahmood Amiry-Moghaddam, dans un communiqué.

Le Monde

Nicolas Bourcier
23 sept 2025

En Turquie, une militante féministe retire le voile qu'elle portait depuis des décennies

Journaliste, historienne, musulmane pratiquante, Berrin Sönmez a décidé de renoncer au port du foulard en protestation à un sermon officiel consacré à la « pudeur » et la « décence ».

« Je jette mon voile aux pieds du gouvernement et des instances religieuses » : c'est avec cette phrase couperet que la militante turque pour les droits des femmes Berrin Sönmez s'est dévoilée au cœur de l'été 2025. Musulmane pratiquante, journaliste et historienne installée à Ankara, elle portait le foulard depuis des décennies.

Son renoncement est un signe de protestation, « un acte de résistance personnel », comme elle le dit elle-même, qui fait suite à un sermon controversé prononcé le 1^{er} août lors de la grande prière du vendredi et diffusée dans les 90 000 mosquées affiliées au Diyanet, l'organisme public chargé d'encadrer le culte en Turquie. Ce geste, elle l'a explicité dans un long texte, très personnel, très argumenté aussi, publié deux jours après ledit prêche sur le site d'information *Medyascope*.

Jointe par téléphone, Berrin Sönmez rappelle qu'elle s'était toujours juré de retirer son voile si celui-ci devenait obligatoire. « Aujourd'hui, le danger se profile, affirme-t-elle. En l'enlevant, je leur dis de

ne pas aller plus loin : une femme de 64 ans, aux cheveux blancs, a jeté son foulard, réfléchissez-y, comprenez la signification de tout cela et revenez en arrière. »

Le sermon en question, *hutbe* (« recommandation ») en turc, était consacré à la « pudeur » et la « décence ». Il énonce que les femmes ne doivent pas exhiber leurs charmes et qu'il est interdit de porter des vêtements qui ne couvrent pas le corps ou qui soulignent la silhouette. Selon la traduction du Diyanet, les vêtements trop suggestifs ne sont pas une question de style ou d'image, mais une violation des commandements de Dieu. Il est précisé que « se présenter en public ou dans des lieux officiels dans des vêtements inappropriés constitue un défi même pour les règles de bienséance les plus élémentaires ». Quiconque garde le silence face à cette « décadence de la morale et des bonnes mœurs » se rend complice.

« Ils ont triché »

Pour Berrin Sönmez, c'est surtout la référence aux « lieux officiels » qui l'a poussée à agir. La Turquie est un pays laïc où l'Etat et la religion sont séparés par la Constitution. Avant que l'actuel président Recep Tayyip Erdogan et sa formation, le Parti de la justice et du développement, l'AKP, arrivent au pouvoir il y a vingt-

trois ans, les femmes portant le voile étaient défavorisées : elles n'avaient pas accès aux universités, ni aux postes de la fonction publique ni aux institutions de l'Etat. Erdogan a levé, au fil des années, ces interdictions.

Alors doctorante, Berrin Sönmez elle-même a dû retirer son voile à la faculté après le coup d'Etat militaire de 1980. Vingt-deux ans plus tard, lorsqu'Erdogan crée sa formation politique, elle vote pour lui : « Au départ, lui et son parti incarnaient un espoir pour les droits. Ils ont joué le jeu de la démocratie, ils sont allés à Bruxelles, ils ont fait passer des lois contre les violences faites aux femmes, ils ont accepté de signer la convention d'Istanbul... Mais ils ont triché. Ils se sont retirés de la convention, ils n'ont appliqué aucune des règles qu'ils avaient fait passer. » La tentative de coup d'Etat raté de 2015 et la répression qui s'en suivit n'ont fait, selon elle, qu'accélérer « l'agenda politique qu'ils avaient depuis le début ».

Pour la journaliste, la pression exercée sur les femmes dans les administrations, mais aussi dans le secteur privé, n'a depuis cessé d'augmenter. Des salariées lui ont rapporté qu'elles avaient été licenciées parce qu'elles ne portaient pas le voile. « Une directrice adjointe d'une société publique a expliqué qu'un de ses col-

lègues lui avait fait comprendre qu'elle resterait adjointe parce qu'elle n'était pas couverte. »

Berrin Sönmez ne pense pas qu'il s'agisse de cas isolés. Depuis l'introduction du système présidentiel en 2018, les fonctionnaires turcs n'agissent plus de manière indépendante. Tout est lié au pouvoir central, explique-t-elle, de sorte que les autorités religieuses n'expriment que ce que le gouvernement souhaite mettre en œuvre.

« Phallocentrique, patriarcal et dogmatique »

Créée en 1924 par le fondateur de la République, Mustafa Kemal dit Atatürk (1881-1938), le Diyanet avait pour but d'organiser et de contrôler la religion musulmane. L'organisme est devenu ces dernières années un puissant instrument d'ingénierie sociale aux mains du pouvoir islamo-conservateur, déterminé à façonner « une génération pieuse ». Depuis 2018, l'autorité religieuse est directement subordonnée au président. Le Diyanet dispose d'un budget colossal, dépassant celui de nombreux ministères. Rien que cette année, il s'établissait en janvier à 130 milliards de livres turques (2,67 milliards d'euros). Le remplacement, mercredi 17 septembre, de son président, Ali Erbas, par le mufti d'Istanbul, Safi Arpagus, ne devrait rien changer.

« On pourrait croire que le sermon du 1^{er} août a été préparé par des personnes sans aucune connaissance religieuse – c'est consternant, poursuit Berrin Sönmez. Le Coran utilise des termes philosophiques qui sont profonds et possèdent plusieurs sens. Contrairement au sermon prononcé, la décence et les bonnes manières ne sont pas limitées aux vêtements ni au corps des femmes. L'interprétation du Diyanet est phallo-centrique, patriarcale et dogmatique. »

Les critiques ont fusé. Le quotidien islamiste et progouvernemental *Yeni Akit* a interpellé Berrin Sönmez en titrant : « Vous auriez aussi pu découvrir vos jambes. » Quelques jours plus tard, le Diyanet a émis un nouveau texte dans lequel il critique le fait que des femmes et des hommes se baignent dans la même mer et se retrouvent sur les mêmes plages. Plus récemment, les six jeunes femmes du groupe Manifest ont dû comparaître devant un juge après leur concert à Is-

tanbul, le 6 septembre, pour « actes indécents » et crimes d'« exhibitionnisme ». « Là encore, c'est venu directement de la présidence, assure Berrin Sönmez. C'est un conseiller du président qui s'est fendu d'un message sur les réseaux sociaux pour se plaindre. La justice n'a pas tardé. » La tournée du groupe a été annulée.

A la toute fin de son texte publié sur *Medyascope* le 3 août, Berrin Sönmez dit n'attendre ni respect ni approbation de qui que ce soit : « Je fais

simplement mes adieux à mon voile parce que je ne veux pas manquer le moment opportun pour réagir. Une personne seule n'a peut-être pas d'importance, mais en tant qu'individu, ma position est claire. Je rejette la voie empruntée par le Diyanet et le pouvoir, la voie de l'oppression. Si vous êtes des oppresseurs, je ne suis pas des vôtres. »



23 sept 2025

«Une moyenne de plus de neuf pendaisons par jour» : l'Iran a exécuté au moins 1 000 condamnés à mort depuis le début de l'année, selon une ONG

Une «campagne de massacres» dans les prisons iraniennes. Au moins 1 000 personnes condamnées à mort ont été exécutées en Iran depuis le début de l'année 2025, selon un décompte publié ce mardi par l'ONG Iran Human Rights (IHR). Ce chiffre est le plus élevé depuis que cette ONG basée en Norvège a commencé à recenser les exécutions en 2008. A trois mois de la fin de l'année, il dépasse ainsi le plafond des 975 exécutions enregistrées en 2024.

Au moins 64 exécutions ont notamment eu lieu la semaine dernière, «soit une moyenne de neuf pendaisons par jour». L'organisation précise en

outre que ces chiffres sont probablement sous-estimés en raison de la faible transparence des autorités iraniennes sur le sujet.

«Les exécutions arbitraires et généralisées de prisonniers, sans respect des garanties d'une procédure régulière ni d'un procès équitable, constituent des crimes contre l'humanité», a ainsi déploré le directeur de l'IHR, l'irano-norvégien Mahmood Amiry-Moghaddam, dans un communiqué. Rappelant ses précédentes mises en garde concernant «le recours fréquent et généralisé à la peine de mort comme outil de répression politique», l'ONG appelle alors «une fois de plus la communauté internationale

à prendre les mesures appropriées pour empêcher la poursuite des massacres de la population carcérale».

D'autres organisations de défense des droits humains accusent régulièrement la République islamique de mener des exécutions à un niveau jamais atteint ces dernières années, dans un contexte marqué par des mouvements de protestation contre le pouvoir de l'ayatollah Ali Khamenei en 2022-2023 et la guerre de 12 jours contre Israël en juin. Le pays a précédemment connu des vagues d'exécutions dans les années 1980 et 1990, au lendemain de la révolution islamique de 1979 et pendant la guerre Iran-Irak.

Selon les données d'Iran Human Rights, la moitié des exécutions pour la période janvier-septembre 2025 relèvent d'infractions liées au trafic de stupéfiants, 43 % à des condamnations pour meurtres, 3 % pour des chefs d'accusation liés à la sécurité (rébellion armée, «corruption sur terre», «inimitié contre Dieu»), 3 % pour des viols et 1 % pour des accusations d'espionnage pour le compte d'Israël, ennemi de la République islamique.

L'Iran se classe au deuxième rang mondial du nombre d'exécutions, après la Chine, selon des groupes de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International.

The New York Times

Sept. 23, 2025

Jihadist, Rebel, Statesman: The Many Faces of Syria's Leader

Ahmed al-Shara has shifted shapes many times during his ascent from rebel commander to national leader. This week, he is expected to be the first Syrian president to address the U.N. General Assembly in 58 years.

When a veteran American diplomat met a Syrian rebel commander in 2023, they had a surprisingly cordial chat about their lives on enemy sides in two Mideast wars.

The commander, who went by the name Abu Mohammed al-Jolani, recalled when he was a young jihadist shooting at the mobile homes in Baghdad where the diplomat was living after [the American invasion of Iraq](#) in 2003.

The diplomat, Robert S. Ford, recounted that in 2012, as ambassador to Syria [during its civil war](#), he had shut the U.S. Embassy for fear that the commander's Al Qaeda faction would bomb it.

Last December, the commander did just that.

He led a startling offensive that [toppled the dictator Bashar al-Assad](#), and became president of Syria. He [swapped his military garb for sharp suits](#) and exchanged his nom de guerre for his real name, Ahmed al-Shara.

On Wednesday, Mr. al-Shara is expected to become the first Syrian leader to address the U.N. General Assembly in 58 years, a stunning turn-



The Syrian rebel leader then talked about what he envisioned as his next act, seizing the capital and governing Syria — a prospect that appeared fantastical at the time, Mr. Ford told The New York Times.

around for a man still officially designated as a terrorist by the [United States](#) and the [United Nations](#).

"As time goes on, we see that al-Shara is less of a hard-line Islamist jihadist trying to appear pragmatic and more of an authoritarian who is trying to establish a stable government," Mr. Ford said. "He is a power seeker."

Interviews with more than 70 people who tracked or interacted with Mr. al-Shara during his rise painted a picture of an intelligent, ambitious shape-shifter who used guile, charm, diplomacy and ruthlessness to survive in

some of the most dangerous corners of the Middle East.

Early on, he allied himself with terrorists while fighting the United States in Iraq, joining jihadists who considered that struggle a religious war.

He later returned to his homeland and set up the Syrian affiliate of Al Qaeda. As the years passed, he rebranded himself as a moderate rebel leader to broaden his appeal.

His many transformations have fueled questions about what he truly believes and how he intends to lead a

country [emerging from the ruins of a 13-year civil war](#) — particularly as Syria's future could be crucial in stabilizing a region in turmoil.

He has won support from the United States and other powers; sought peaceful relations with neighbors, [including Israel](#); and [called for reconciliation](#) between Syrians.

But recent [sectarian violence](#) has tarnished his reputation. Thousands have been killed in attacks that human rights groups and the United Nations [say his security forces participated in](#).

A funeral for members of Syria's Druse minority after a wave of sectarian violence in Jaramana, a suburb of Damascus, in April. Nanna Heitmann for The New York Times

He has concentrated power in his hands and those of loyal deputies, raising concerns about whether he really wants to establish a government that represents all Syria's diverse minority groups or intends to become a new strongman.

He told a small group of reporters, including from The Times, during a meeting in Damascus last week that his past — regardless of what anyone said about it — had prepared him to do what no one else could: topple the Assad regime.

"Whoever has judged us on our past, were they wrong? Or were we?" he said.

An Unlikely Road to Jihad

Mr. al-Shara was born in 1982 in Saudi Arabia to a middle-class Syrian family that returned home to Damascus, the capital, when he was a child. His father was an economist, his mother a teacher. The family talked politics at home but had no history of Islamist extremism.

Neighbors recalled him as bookish and shy.

In his teens, he took to wearing a long tunic and knitted cap that signified increasing religiosity, said Maya Athem, a neighbor.

When he was 20, neighbors stopped seeing him around.

"Suddenly, he disappeared," Ms. Athem said. "Even his

mother didn't know if he was alive or dead."

He had slipped across the border into Iraq just before the U.S. invasion in 2003.

He fell in with insurgents who would go on to form the core of Al Qaeda in Iraq, but there is no indication he did significant fighting. An Iraqi security official said Mr. al-Shara recently told him that U.S. forces arrested him in 2005 during his first mission to plant roadside bombs targeting American troops.

Like many of those interviewed, the official spoke on condition of anonymity in line with diplomatic protocols or for fear of retribution.

The young man was detained in the northern city of Mosul with other suspected insurgents, according to Muzahim al-Huwait, an Iraqi tribal leader who befriended him in prison. Mr. al-Huwait recalled a quiet inmate who identified himself as an Iraqi student named Amjad Mudhafar and who spoke Arabic with a convincing Iraqi accent.

Since then, Mr. al-Huwait said he nearly forgot about the quiet inmate until he showed up on television last year as the new leader of Syria.

"Now Amjad Mudhafar, who was detained with me in Mosul, is the president of Syria," Mr. al-Huwait said, appearing still baffled.

Mr. al-Shara's transformation from middle-class Damascus to jihadist in Iraq was the first of various guises, and he succeeded in duping many other people during his six years in prisons in Iraq. The American and Iraqi authorities never realized he

was Syrian, according to Iraqi records and the Iraqi justice minister at the time, Hassan al-Shammari.

In 2011, Mr. al-Shammari said, the Iraqis reviewed his detention and found no charges against anyone with his assumed name. So he was freed on March 13, 2011, records show.

Days later, antigovernment protests inspired by the [Arab Spring uprisings](#) broke out in Syria, the first spark of the civil war that would draw Mr. al-Shara back home.

Bringing Holy War to Syria

In late 2011, Mr. al-Shara and a few comrades sneaked into Syria to inject a new jihadist group into the accelerating civil war. Before he left Iraq, he turned to [Abu Bakr al-Baghdadi](#), whom he knew from prison and who had become the leader of Al Qaeda in Iraq. The Iraqi gave him about \$50,000 to expand Al Qaeda into Syria, Mr. al-Shara has said.

His new group, the Nusra Front, made its presence known in early 2012 by dispatching suicide bombers to attack security personnel in Syria's largest cities, killing hundreds of people.

In an online message claiming responsibility for two big attacks, Mr. al-Shara promised more.

"This regime will never stop except by the power of God and the power of weapons," he said, using his new nom de guerre, Abu Mohammed al-Jolani. Almost no one knew his true identity.

At the time, most Syrian rebels saw their fight as a

revolt against a brutal dictatorship. The Nusra Front added the tactics of violent jihadism and sought to make its rigid interpretation of Islam the law.

But a rift emerged with his Iraqi patron who, in 2013, created the Islamic State in Iraq and Syria, or ISIS. Mr. al-Shara refused to integrate the Nusra Front into it.

The Islamic State began what it considered global holy war and staged attacks in [Paris, Cairo, and elsewhere](#). Mr. al-Shara pledged allegiance to [Ayman al-Zawahri](#), global leader of Al Qaeda, though the Nusra Front kept its fight inside Syria.

"We do not seek to rule the country," Mr. al-Shara said in his first television interview with al-Jazeera in 2013, his face and true identity still concealed. "We seek that God's law will rule the country."

His forces based themselves in Idlib Province, a poor corner of northwestern Syria. They took down other rebel factions there, including [some that Washington supported](#).

Rights groups and Syrian activists accused them of killing and detaining critics, and videos shared online showed them executing women they accused of prostitution. They were tough on religious minorities, whose beliefs they considered heretical.

They forbade Idlib's Christians from displaying crosses or ringing church bells, and they and other rebels seized Christian homes and farmland.

Hanna Jallouf, a Roman Catholic priest in Idlib at the time, said the Nusra Front kidnapped him in 2015 for 20 days. An international outcry prompted his release.

"They took everything," he recalled. "You had no rights. You had no worth as a human."

A Shift From Extremism

Two years later, Father Jallouf received a visit from two Muslim clerics in Idlib who said they wanted a reconciliation with local Christians. Mr. al-Shara had sent them, he said. The priest showed them the seized properties, and the fighters began returning them to their owners.

In 2022, Mr. al-Shara apologized to the priest and to other Christians, expressing hope that they could turn the page, said Father Jallouf, who is now bishop of Aleppo. Much of the Christians' property has since been returned.

"This man is trustworthy," he said. "If he promises something, he carries it out."

Mr. al-Shara's reconciliation with Idlib's Christians was part of a broader turn away from extremism. His group stopped carrying out suicide bombings and reframed their fight against the dictatorship in more nationalistic terms.

Urging Mr. al-Shara along this path was Turkey, which engaged with him early in the war, according to six officials and others familiar with the matter.

Syria's war was a nightmare for Turkey, pushing millions of refugees into its territory and creating a haven across

its southern border for jihadists, including the Nusra Front.

By 2013, Turkish intelligence officers had established ties with Mr. al-Shara, according to two officials familiar with the matter.

In 2016, Mr. al-Shara showed his face publicly in a video announcing that his group was no longer linked to Al Qaeda. The next year, he founded Hayat Tahrir al-Sham, [the primary group that toppled Mr. al-Assad](#) and which now forms the core of Syria's security services.

As government forces advanced, Mr. al-Assad was sending rebels who had been routed in other parts of the country to Idlib, exacerbating a humanitarian crisis in the province. Turkey worried that the dire situation there would push more refugees into its territory, officials said.

To stabilize the area, Turkey sought a Syrian partner, and Mr. al-Shara appeared to be the most capable, according to five people familiar with the matter. So Turkish intelligence increased its support for him while encouraging him to move away from extremism.

Over time, Mr. al-Shara used his growing power in Idlib to fight or restrain extremists while parts of his group provided information that helped foreign intelligence agencies pursue Al Qaeda and ISIS, according to current and former officials.

He also took advantage of a truce around 2020 to develop a civilian administration and pursue talks with West-

ern governments. None wanted to talk directly because they still considered him a terrorist.

So he took another tack, inviting researchers and conflict-resolution workers to Idlib to see how he and his fighters had changed and to find out how they might get rid of their terrorist designation.

They wanted the Americans "to know that they were no longer a threat, that they could be a useful interlocutor," said Dareen Khalifa, a senior adviser at the International Crisis Group, who met Mr. al-Shara during this time.

Those efforts opened new lines of communication.

Jonathan Powell, now the British national security adviser, met with Mr. al-Shara. A group Mr. Powell founded, Inter Mediate, organized Mr. Ford's trip to Syria in 2023, during which he was surprised by Mr. al-Shara's confidence that his forces would reach the capital.

"I just thought, well, he's never going to get to Damascus," Mr. Ford said. "But it is interesting that even young jihadists may temper their enthusiasm as they get older."

Against All Odds

A few weeks after the rebels [reached Damascus](#), an old acquaintance came to visit Mr. al-Shara, now Syria's leader.

Ezzat Alshabandar, an Iraqi politician, lived in Damascus in the 1980s and early 1990s, and his son had been

a childhood friend of Mr. al-Shara. Mr. Alshabandar said that when they met again last year, Mr. al-Shara reflected on his life.

Mr. al-Shara acknowledged he had been more extreme when he was younger but said his experiences made him more moderate, Mr. Shahbandar recalled. Now, he said he had to be a "realistic Islamist" to lead all of Syria.

Mr. Alshabandar said he believes Mr. al-Shara wants to build a civil state but has to proceed gradually lest he antagonize the more extremist fighters in his ranks who stuck with him through the civil war.

As Mr. al-Shara takes the U.N. stage to put forth his vision for Syria, other leaders are trying to decipher his latest transformation.

After [meeting Mr. al-Shara](#) in May, President Trump expressed confidence in him and announced the lifting of U.S. sanctions.

But the waves of sectarian violence in Syria have amplified doubts about Mr. al-Shara's ability to restrain his more extreme followers. It is also making it more difficult to bring large minority-run regions under his authority.

Mr. Alshabandar said that Mr. al-Shara's greatest challenge was to prevent a new civil war. He said he had warned Mr. al-Shara that extremists in his security forces could undermine him.

"He told me, 'Maybe I have no control over the palace that I'm in,'" Mr. Shahbandar recalled.



Sept 23, 2025

Iraqi army says cooperation with Peshmerga, coalition continues against ISIS

ERBIL, Kurdistan Region - An Iraqi army official said on Wednesday that Islamic State (ISIS) remnants no longer pose a serious threat to the country's stability, crediting ongoing military cooperation with Kurdish Peshmerga in disputed areas and continued ties with the US-led coalition despite the mission coming to an end.

«Daesh [ISIS] is no longer a big threat to Iraq. All they have is a little bit of movements and a number of sleeper cells in some areas of Kirkuk and deserts of Anbar [province], and we will destroy them,» Qais al-Muhammadi, deputy commander of Iraq's Joint Operations Command, told Rudaw on Wednesday.

ISIS seized vast territories in Iraq in 2014 but was declared territorially defeated by the Iraqi army in 2017. Despite this, the group continues to threaten security in parts of the country through abductions, hit-and-run attacks, and bombings - especially in disputed territories claimed by both the federal government and the Kurdistan Regional Government (KRG).

Muhammadi added that «Daesh militants no longer have a place to hide, and they are unwelcome by people. We will continue our operations to eradicate them.»

The fight against ISIS



A convoy of Peshmerga forces sweeping through Qarachogh mountain in Makhmour district, Nineveh province, in May 2024. Photo: Ministry of Peshmerga/Facebook

marked a key moment of cooperation between the Peshmerga and the Iraqi army, which had historically been at odds. In recent years, both sides have formed joint brigades and launched coordinated operations to close security gaps in the disputed territories.

The Iraqi army commander said they have «high-level» coordination with Peshmerga forces and hailed their «top-level» cooperation.

«We have two joint brigades with the Peshmerga. Together, we exert full efforts to minimize threats and fill security voids,» he noted. He delved into further details that they maintain «five joint operations centers that

are located in Kirkuk, Nineveh, and Diyala provinces. They are set up to jointly combat security threats.»

The US-led Global Coalition to Defeat ISIS, which consists of over 89 countries and international organizations, was formed in 2014 under then US President Barack Obama to degrade and ultimately defeat the group. Its military operations in Iraq began in October 2014 with airstrikes and later expanded to include advising and training Iraqi security forces. As of mid-2025, the US maintains around 2,500 troops in Iraq. The coalition is scheduled to withdraw from Baghdad and Ain al-Asad airbase in western Iraq by the end of

September 2025, with the mission set to fully conclude in September 2026.

«The coming of the coalition forces and the US was to fight against Daesh. There is an active committee currently engaged in talks and working with them to implement measures for the mission's end,» the Iraqi army official said.

He noted that «the withdrawal of the American and coalition forces does not mean we will draw our coordination to an end. Our joint efforts to eradicate Daesh, once and for all, will persist.»

The New York Times Sept. 23, 2025

Supreme Leader Says Iran Has No Plans for Nuclear Weapon

The speech came as Iran and Europe negotiate over sanctions on the sidelines at the U.N. General Assembly. But Ayatollah Ali Khamenei said he opposed talks with the U.S., a key European demand.

As European leaders warn of imminently reimposing sanctions against Iran, the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, stressed that Iran had no intentions of building an atomic weapon in a national address from Tehran on Tuesday.

But he also insisted there was no point in negotiating with the United States — one of the top conditions that three European countries have said would be essential for them to extend sanctions relief. Mr. Khamenei reiterated that Iran had no plans to enrich its stock of uranium to the point where it could be used for a bomb.

“Since we do not need weapons and have decided against nuclear arms, we have not gone that far,” he said.

Officials from France, Britain, and Germany have been negotiating with Iran this week on the sidelines of the U.N. General Assembly. Should those talks fail, the three countries plan to follow through on implementing a mechanism at the U.N. Security Council that would allow



Tehran in July. Officials from France, Britain, and Germany have been negotiating with Iran over sanctions. Nanna Heitmann for The New York Times

them to reimpose sanctions if Iran is not complying with the landmark 2015 agreement to limit its uranium enrichment program. European leaders are threatening to push forward with sanctions to maintain leverage at a time when some 880 pounds of uranium enriched to 60 percent remain unaccounted for after Israel bombed Iran in June, starting a 12-day war between the countries, which the United States briefly joined to help Israel strike Iranian

nuclear sites.

Mr. Khamenei insisted that enrichment level was “necessary for some of the tasks we need.” But he said Iran had no plans to reach the 90 percent needed for a bomb.

He said he was nonetheless opposed to reopening talks with American officials — a stance he has taken several times in the past, even as Iranian officials negotiated with Washington.

Mr. Khamenei argued “the American side has already predetermined the outcome,” citing what he said were demands by Washington that Iran not be allowed any nuclear enrichment, and that the range of its ballistic missiles be limited.

“To sit down and negotiate with a party that insists the outcome must necessarily be what it wants, what it says — can that be called negotiation?” he asked.

The New York Times

Sept. 24, 2025

Iran's President Arrives at U.N. Seeking to Avoid More Sanctions

Masoud Pezeshkian will address the General Assembly as he looks to prevent the imposition of sanctions on his country, this time from the United Nations Security Council.

President Masoud Pezeshkian of Iran will address the United Nations General Assembly on Wednesday as his country is at a crossroad after being battered by a brief war with Israel and the United States, and suffering under sanctions.

Mr. Pezeshkian, a cardiovascular physician turned moderate politician, is coming to New York searching for a way to prevent the imposition of more sanctions — this time from the United Nations Security Council — over disputes with Britain, France and Germany about Iran's nuclear program.

In June, Israel and Iran went to war for 12 days after Israel launched air-strikes on Iran's military facilities and [assassinated](#) some of its top military commanders. Iran retaliated by launching ballistic missile strikes at Israel. And the United States bombed Iran's three nuclear facilities, effectively disabling its program.

Mr. Pezeshkian will appear on the global stage for the



President Masoud Pezeshkian of Iran during a military parade in Tehran in April. He will appear on the global stage at the U.N. General Assembly for the first time since the 12-day war with Israel in June. Arash Khamooshi for The New York Times

first time since the June conflict, seeking to portray Iran as a victim of an unprovoked military attack, and now faces potential sanctions from Europe, according to two Iranian official with knowledge of the planning for the president's trip.

Iran has long claimed that its nuclear program is for peaceful purposes and it is not seeking a bomb. The

U.N.'s atomic watchdog, the International Atomic Energy Agency, which had inspectors and cameras in Iran's facilities up to the time of the attacks, has said it had found no evidence that Iran was weaponizing its program.

But Iran has also had a hostile policy toward Israel, with officials calling for the elimination of the Jewish state and funding

and arming militant groups across the region, like Hamas and Hezbollah, to fight Israel. Iran had also accelerated its nuclear program, enriching uranium to near weapons grade, and had accumulated enough of a stockpile of enriched uranium to make several bombs if it chose to weaponize.

« Nous ne voulons pas revenir à un régime totalitaire » : en Syrie, des législatives porteuses d'espoir et de craintes

ReportageAprès cinquante ans de dictature et quatorze années de guerre, la Syrie se dotera, le 5 octobre, d'une Assemblée du peuple transitoire, selon un mode de scrutin complexe. Si nombre de Syriens se réjouissent de ce pas en avant, beaucoup craignent le manque de représentation des minorités et la mainmise islamiste.

Souvent sollicité pour une poignée de main ou un selfie, Ahmed Hallaq est une figure connue parmi la jeunesse d'Alep. Ses années de militantisme pacifique contre le président Bachar Al-Assad durant la révolution syrienne ont conféré au grand gaillard de 41 ans une notoriété. Avec la chute du dictateur, en décembre 2024, après quatorze ans de guerre et cinquante ans de dictature, le militant politique veut poursuivre son combat pour un Etat civil et démocratique au sein des nouvelles institutions.

« Le Parlement est la porte légitime pour passer de l'activisme à l'Etat, estime-t-il. Je veux porter la voix du peuple et ne pas laisser les autorités actuelles prendre seules les décisions. Après tous les efforts que nous avons faits ces quatorze dernières années, nous ne voulons pas revenir à un régime totalitaire dans lequel l'Assemblée du peuple serait à nouveau une caisse d'enregistrement du pouvoir. »

Ahmed Hallaq espère ravir l'un des 14 sièges réservés à la ville d'Alep dans l'Assemblée du peuple transitoire, la première de l'ère post-Al-Assad. Sa nomination, parmi les



ABDULMONAM EASSA pour « LE MONDE »

700 candidats alépins sélectionnés pour les élections législatives, qui se tiendront le 5 octobre dans toute la Syrie – à l'exception des provinces de Souweïda, de Rakka et de Hassaké, qui échappent au contrôle des nouvelles autorités –, l'a conforté dans sa décision de participer, malgré un « processus électoral qui pose de nombreux défis en matière de transparence ».

Pas de campagne électorale

Le mode de scrutin dérouté par sa complexité. Cette élection, sans vote populaire ni campagne électorale, se décide derrière les portes closes des collèges électoraux désignés dans chaque province par le Comité suprême des élections, nommé par le président de transition, Ahmed Al-Charaa. « C'est une élection indirecte, car beaucoup de Syriens n'ont plus de carte d'identité, sont déplacés ou réfugiés, et qu'il n'y a pas eu de recensement de la population après la guerre », explique Ahmed Hallaq.

Les deux tiers des 210 membres de la future Assemblée seront élus au sein de ces collèges, le tiers restant, lui, sera nommé par le président Al-Charaa. Cette quote-part participe des pouvoirs étendus qui ont été conférés au dirigeant de facto de la Syrie par la déclaration constitutionnelle. Elle fait craindre une mainmise de l'exécutif sur la future Assemblée, alors que les décrets présidentiels, qui ont force de loi, ne peuvent être invalidés que par un vote à la majorité des deux tiers.

Les critiques sur le manque de représentativité des organes de transition déjà mis sur pied par les nouvelles autorités, et dominés par des personnalités issues du groupe radical islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC) au pouvoir, ont été entendues. Les partis politiques n'ont pas encore droit de cité, mais le nouveau pouvoir a promis de former une Assemblée de technocrates, de notables et de représentants des différentes communautés ethniques et religieuses, représentative de la diversité du pays. Parmi

les 12 000 Alépins qui ont déposé une candidature, d'anciens révolutionnaires, des technocrates novices en politique, des hommes d'affaires, des femmes, des chrétiens ou encore des Kurdes ont été sélectionnés.

« Ce système électoral n'est pas forcément démocratique, mais c'est le meilleur que nous puissions avoir pour le moment, après quatorze ans de guerre », estime Bassel Qara Youssef, un avocat chrétien de 42 ans, actif au sein de la société civile. Il est passé outre aux mises en garde de son entourage, déterminé à porter la voix d'une communauté chrétienne braquée dans une défiance envers les nouveaux dirigeants islamistes.

« C'est une période d'essai »

« On doit donner sa chance aux nouvelles autorités, car il n'y a pas d'autres options si ce n'est le chaos. C'est une période d'essai : l'Etat nous essaie et nous essayons

l'Etat », abonde Cewan Horo, un ingénieur kurde de 36 ans, qui se présente dans la ville d'Afrin pour porter la voix des Kurdes contre les factions armées, qui y font encore leur loi, et pour plaider en faveur de « la reconnaissance constitutionnelle des Kurdes comme citoyens à part entière au sein d'une Syrie unie ».

« Les deux tiers des candidats ont une orientation islamique. Le camp des démocrates laïques est faible. Le Parlement sera-t-il d'une seule couleur ou non ? Nous verrons. Le plus important est que le pays aille de l'avant. Pour rétablir des taxes douanières, instaurer une justice transitionnelle... il faut des lois et, pour cela, il faut un Parlement », dit un commentateur politique d'Alep. Les hommes d'affaires ont été nombreux à déposer leur candidature, comme les avocats et les juristes, qu'ils soient proches du pouvoir ou indépendants.

« Dans la période de transition, l'idéologie de HTC va être fixée dans la loi. Tous les ministères et les positions importants sont déjà entre ses mains. L'Assemblée du peuple doit agir pour la préservation de la patrie, non pour celle

du régime », estime la candidate chrétienne Hala Na'ami, une conseillère de 52 ans à la cour d'appel, qui entend mettre ses compétences juridiques au service de la rédaction des lois.

« Beaucoup d'extrémistes religieux »

Les candidats d'obédience islamique sont néanmoins loin de former un bloc monolithique. Aux côtés des technocrates qui ont gravité dans le giron de HTC dans la province rebelle d'Idlib, avant la chute d'Al-Assad, se trouvent des islamistes proches des Frères musulmans et d'autres qui se réclament d'un islam modéré. Certains ne ménagent pas leurs critiques envers les nouveaux dirigeants.

« Parmi les candidats retenus, il y a beaucoup d'extrémistes religieux soutenus par le gouvernement, ainsi que des corrompus qui cherchent des positions. Je suis candidat, car je ne veux pas leur laisser une chance. Je veux soutenir le gouvernement syrien avec mon expérience pour reconstruire la Syrie sur la base de la démocratie et d'une citoyenneté inclusive, et la protéger de la corruption », plaide ainsi

Mohamed Kalawi, directeur d'un complexe scolaire en Turquie proche du pouvoir.

A 64 ans, l'homme qui dit avoir mené le djihad par la prédication, un temps contre l'occupation américaine en Irak, puis au sein de la brigade alépine Liwa Al-Tawhid durant la révolution syrienne, se satisfait aujourd'hui de « participer à cette expérience démocratique ». Il n'entend pas défendre bec et ongles sa candidature au sein des coalitions qui se forment entre candidats pour s'entendre sur le nom des futurs députés qu'ils éliront le 5 octobre. Il reviendra alors au président Al-Charaa de nommer les 70 députés restants.

« Manque de pratique politique chez les femmes »

« La quote-part réservée au président peut servir à rééquilibrer la composition de la chambre pour assurer la représentation des technocrates et de toutes les confessions. Je pense que ce sera le président qui permettra aux chrétiens d'être représentés dans la future Assemblée », estime l'avocat chrétien Bassel Qara Youssef. Des nominations présidentielles seront peut-être

aussi nécessaires pour parvenir au quota de 20 % réservé aux femmes. *« Il y a un manque de pratique politique chez les femmes syriennes. Les hommes dénigrent leurs qualifications et elles se dévalorisent aussi »,* déplore la candidate Hala Na'ami.

« Le tiers nommé par le président sera-t-il utilisé pour équilibrer le Parlement ou pour renforcer son camp ? Le résultat final nous dira si la pastèque est blanche ou rouge », interroge la juriste. Le candidat Omar Chahrour, un ancien ingénieur et professeur d'art de 70 ans, fait confiance au pragmatisme du président syrien. *« Ahmed Al-Charaa va honorer la confiance qui a été placée en lui par l'ensemble des Syriens et par la communauté internationale. Il ne va pas tout gâcher pour quelques sièges »,* affirme l'homme, qui fut prédicateur au sein de la brigade Liwa Al-Tawhid durant la révolution, après vingt et un ans d'exil en Russie, convaincu que la Syrie s'engage sur le chemin d'un Etat civil et démocratique, malgré des oppositions au sein même du pouvoir.



24 sept 2025

Reportage international - Une vague #MeToo secoue la Turquie

La Turquie serait-elle en train de connaître un épisode tardif de la vague #MeToo, ce vaste mouvement de libération de la parole des femmes démarré dans le milieu du cinéma aux États-Unis en 2017 ? Le mouvement féministe turc est puissant et a gagné en popularité avec les ré-

seaux sociaux. Les nouvelles générations, très connectées, s'inspirent de ce qui se passe à l'étranger. Depuis un mois, une vague de milliers de dénonciations sur les réseaux sociaux révèle plusieurs dizaines de noms de personnalités connues et d'anonymes dans les milieux artistiques et académiques.

Le phénomène relance la réflexion sur la gestion des violences sexistes et sexuelles au sein des organisations de défense des droits des femmes.

Messages graveleux, gestes déplacés répétés jusqu'à des cas de viols par soumission chimique... Chaque jour char-

rie son lot de témoignages et vient ajouter de nouveaux noms à la liste des hommes accusés de violences sexistes et sexuelles. Ce sont plus de 5 000 posts qui ont été partagés sur les réseaux sociaux en une dizaine de jours, d'après les statistiques du réseau X. Des personnalités du monde de l'art, des mi-

lieux universitaires et de la société civile sont au cœur du scandale. Alors, plusieurs institutions culturelles, chaînes de télévision et plateformes de diffusion ont annoncé rompre leurs contrats avec les hommes accusés.

Medine Aybar, 29 ans, travaille dans le secteur du cinéma et de la publicité. Elle a choisi de partager sur les réseaux sociaux le harcèlement d'un de ses anciens patrons. Militante féministe, elle décrypte les mécanismes d'impunité qui règne dans son secteur professionnel : « J'ai commencé par lire les posts de dénonciations sur les photographes de mode, en lisant, j'ai tout de suite fait le parallèle avec mes propres expériences, alors je me suis mise à écrire et à partager aussi

ce que j'avais vécu. »

Les dynamiques propres à l'industrie du cinéma rendent les dénonciations extrêmement risquées pour les carrières, mais elle a reçu de nombreux messages de soutien de la part de collègues : « J'ai eu des coups de fil de la part de personnes du secteur que j'aime beaucoup, qui m'ont dit «on te suit et on voit ce que tu publies» et s'ils m'appellent, c'est parce qu'ils savent que plein de gens du secteur pourraient me menacer de perdre du travail, ou faire pression sur moi de plein de manières différentes. »

Témoigner en ligne : une option pour de nombreuses victimes

Forte de cette première initiative, elle a décidé de se mo-

biliser pour recueillir le plus de témoignages possible et les diffuser de manière anonyme. Car nombre de victimes d'agressions préfèrent partager leurs témoignages sur les réseaux sociaux plutôt que dans les salles d'audience des palais de justice. Begüm Baki est membre de l'Association de lutte contre les violences sexuelles : « Il existe de nombreux obstacles à la dénonciation des violences sexuelles. C'est d'ailleurs pour cela que dans tous les pays, les violences sexuelles sont les crimes les moins rapportés, et en Turquie, malheureusement, c'est très rare. L'absence de mécanismes de soutien, la méconnaissance des droits, le manque d'institutions et l'approche culpabilisante à l'égard des victimes – mani-

festations du patriarcat et des inégalités de genre – sont particulièrement visibles là où ces inégalités sont les plus profondes. Face à cette réalité, certaines personnes finissent par ressentir le besoin de dire «stop». »

Les dénonciations publiées sur les **réseaux sociaux** feront-elles l'objet d'enquêtes de la part de la justice ? Les avocates des droits des femmes en doutent, mais elles rappellent que les victimes ne sont pas totalement dépourvues. Le principe de « primauté de la parole de la victime » a été maintes fois validé par les différentes instances de justice et donne espoir de voir punir les auteurs de violences dont les noms sont désormais connus de tous.

Le Monde

Philippe Ricard
25 sept 2025

Emmanuel Macron fait pression sur l'Iran dans l'espoir de relancer les négociations

Alors que le retour des sanctions internationales contre Téhéran est imminent, le chef de l'Etat français a poussé son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, d'accepter les conditions posées par les Européens et a exigé la libération des otages français.

La rencontre a bien eu lieu, en plein bras de fer sur le programme nucléaire de la République islamique d'Iran. Emmanuel Macron et le président iranien, Massoud Pezeshkian, se sont entretenus durant quarante-cinq minutes, mercredi 24 septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York. Ils ont posé ensemble dans un petit bureau du siège de l'orga-

nisation où la délégation française est installée, et se sont séparés sans commentaire à l'issue de leur rencontre. Le chef de l'Etat a indiqué un peu plus tard, sur X, avoir une nouvelle fois exigé la libération des trois otages français détenus de façon arbitraire par le régime, Cécile Kohler, Jacques Paris et Lennart Monterlos.

Mais l'essentiel de la discussion a porté sur la

question nucléaire. Le moment est critique, trois mois après les frappes israélo-américaines contre le programme militaire iranien, qui auraient retardé celui-ci de quelques années, mais sans l'anéantir, comme veut le croire Donald Trump. Afin de forcer l'Iran à accepter de nouvelles négociations destinées à encadrer ses activités dans le secteur, les Européens ont actionné

l'un de leurs rares leviers : la réactivation des sanctions internationales levées lors de la signature en 2015 d'un premier compromis, dénoncé par le président américain trois ans plus tard, le Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA). Depuis, Téhéran s'est affranchi des engagements pris voici dix ans, ce que les Européens entendent sanctionner.

Approuvées vendredi 19 septembre par le Conseil de sécurité des Nations unies, en vertu d'un mécanisme appelé « snapback », ces mesures punitives comportent, notamment, un embargo sur les exportations iraniennes de pétrole, dont la Chine est friande, et des restrictions sur le commerce des armes avec la République islamique, partenaire de la Russie dans la guerre contre l'Ukraine. Ces sanctions doivent entrer en vigueur à partir du dimanche 28 septembre, à moins d'ultimes concessions iraniennes. Le compte à rebours est déjà bien avancé, mais les Européens auront espéré jusqu'au bout une ouverture de la part de Téhéran.

« *Un accord reste possible. Il ne reste plus que quelques heures. Il revient à l'Iran de répondre aux conditions légitimes que nous avons posées* », a indiqué, mercredi, Emmanuel Macron à Massoud Pezeshkian, selon le bref résumé qu'il a posté sur X. Le président iranien venait de dénoncer à la tribune des Nations unies « *l'agression sauvage* » subie par son pays en juin, « *en violation des règles internationales* ». Pour lui, la « *guerre des douze jours* », comme l'a appelée le président américain, a « *porté un grave coup à la confiance internationale* ».

Offre rejetée par les capitales européennes

Sans grande illusion, les pays européens à l'origine de l'activation du « snapback » – la France,



Le président de la République, Emmanuel Macron, s'entretient avec le président iranien, Massoud Pezeshkian, au siège de l'ONU, à New York, le 24 septembre 2025. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

le Royaume-Uni et l'Allemagne (le E3), signataires du JCPoA en 2015 – ont exigé, fin juillet, que l'Iran accepte de remplir trois conditions en contrepartie d'un report de six mois des sanctions onusiennes : la réouverture de négociations en vue de forger un nouvel accord ; le retour des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour inspecter les sites nucléaires ; et la transparence sur l'état et la localisation des stocks d'uranium enrichi. Ceux-ci sont évalués à quelque 450 kilos, d'après les dernières estimations de l'AIEA, soit de quoi fabriquer dix bombes nucléaires.

« *Jusqu'à présent, l'Iran n'a pas consenti les gestes nécessaires pour soutenir l'idée d'un report des sanctions* », a jugé Jean-Noël Barrot, mercredi, « *la balle est dans le camp iranien* ». Le ministre français démis-

sionnaire des affaires étrangères a de nouveau rencontré dans l'après-midi son homologue Abbas Araghtchi ; il l'avait déjà croisé la veille avec ses collègues britannique et allemand, sans obtenir de percée diplomatique.

Si l'Iran accepte les conditions posées par les Européens, ceux-ci déposeront une nouvelle résolution au Conseil de sécurité pour demander le report pour six mois des sanctions. Dans ce cas, ils espèrent le soutien des Etats-Unis pour reporter les sanctions, bien que l'administration Trump plaide pour exercer une « *pression maximale* » sur Téhéran. « *Ce serait embêtant que cette extension soit bloquée par un veto américain* », observe un diplomate.

Très soucieux d'éviter le retour des sanctions, qui viendraient encore fragiliser son économie, Téhéran accuse les Européens

de saper toute chance de discussion sur le fond. « *Un accord est toujours possible avant ou après le "snapback"* », rétorque M. Barrot. Abbas Araghtchi a assuré avoir présenté à ses homologues du E3 une proposition « *créative, équitable et équilibrée, qui répond aux préoccupations légitimes, et est mutuellement bénéfique* ». Une offre rejetée par les capitales européennes, car elle reviendrait à renoncer aux représailles internationales.

En cas de retour des sanctions, Téhéran menace de mettre un terme définitif à sa coopération avec l'AIEA – déjà chaotique ces dernières années et suspendue du fait des frappes israélo-américaines. Le régime, soutenu par la Chine et la Russie, refuse de reprendre langue avec Washington, depuis l'offensive contre ses sites nucléaires.

Le Monde

Hélène Sallon
25 sept 2025

En Syrie, le poids écrasant des disparus de la guerre civile

ReportageLe nombre de Syriens arrêtés par le régime d'Al-Assad pendant la guerre civile et qui n'ont pas été retrouvés par leur famille après la chute du dictateur, en décembre 2024, est estimé entre 200 000 et 300 000.

Un trait d'humour noir, suivi d'éclats de rire, dissipe, le temps d'un instant, la tristesse qui voile le regard de Samar Balaksi et de ses convives. « Oum Mohamed » a invité des voisines et des amies de l'atelier de couture dans son petit salon de Daraya, une ville située dans la banlieue sud-ouest de Damas. Assises sur des matelas posés au sol, elles ont chacune une histoire à raconter d'un époux ou d'un fils qui a disparu ou a été tué dans la répression brutale du soulèvement de 2011 par le dictateur déchu, Bachar Al-Assad. « C'est simple, 75 % des femmes de Daraya ont un mari ou un fils qui a soit été tué, soit été arrêté et a disparu. Nos enfants étaient des hommes mariés, donc ça a touché beaucoup de familles », explique Hadiyé Dara'el, une veuve de 61 ans dont deux fils ont disparu durant la guerre civile.

Wassim Dara'el avait 24 ans lorsqu'il a été arrêté en 2012, peu de temps avant le premier massacre perpétré à Daraya par les forces loyalistes. Son frère Hossam a été arrêté en 2013. Il avait 25 ans. « On a eu des nou-



ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

velles de Hossam les deux premiers mois, puis plus rien. Pendant trois ans, des détenus libérés de prison nous ont donné des nouvelles de Wassim, puis plus rien. Il était à la prison de l'armée de l'air de Mazze. Mon mari est mort d'une crise cardiaque deux mois après l'arrestation de Hossam », raconte Hadiyé Dara'el. Il lui reste un fils et une fille.

La place des Martyrs marque l'entrée principale de Daraya. Avant la chute de l'ancien régime, elle portait encore le nom de « place du Martyr-Bassel-Al-Assad », du nom du frère aîné du président déchu, mort dans un accident de voiture en 1994. La cité rebelle, surplombée par l'aéroport militaire de Mazze et les collines où était positionnée la 4^e division armée, a été soumise au prix fort par le régime d'Al-Assad.

« Ici, les hommes ont telle-

ment résisté, c'était comme un pieu dans l'œil de Bachar Al-Assad. Ceux qui n'ont pas été tués dans les combats et les bombardements, ils sont venus les chercher », se souvient Bachira Rabiyyé. Cette veuve de 45 ans, sans enfants, est seule depuis que son mari a été arrêté, en 2013, à un barrage du renseignement de l'armée de l'air. Il a été déclaré mort un an et demi plus tard. Deux frères et un neveu sont aussi portés disparus.

L'armée et les milices d'Al-Assad, aidées de combattants chiites étrangers fournis par l'Iran, ont assailli sans relâche Daraya. Les habitants ont dû fuir la ville lors du grand massacre de l'été 2012, puis à nouveau pendant le siège qui leur a été imposé entre 2013 et 2016. Maher Al-Assad, le frère du président et commandant de la 4^e division, avait juré de raser la ville et de la rem-

placer par un champ de patates. « Que des patates poussent dans son cœur », souhaite Falaq Hamoudi à l'homme qui vit en exil depuis la chute du régime, le 8 décembre 2024.

La libération de la Syrie des griffes du clan Al-Assad a délié les langues. Après des années de silence forcé, chacune des femmes réunies dans le salon d'« Oum Mohamed » s'empresse de raconter son histoire. Leurs voix sont enfin entendues. Elles ont l'espoir que cela aide à retrouver leurs proches disparus. « C'était interdit à l'époque de même dire qu'on avait des proches disparus », précise Bachira Rabiyyé. Certaines ont essayé d'entreprendre des démarches auprès de la justice militaire pour les retrouver. Elles ont été envoyées d'un tribunal à un autre, sans jamais obtenir de réponse.

« Personne n'est revenu »

Dans ce monde de veuves et d'orphelines, les plus chanceuses sont celles qui ont pu enterrer leurs proches. « *Je peux me rendre sur la tombe de mon fils Mahmoud, qui a été tué dans les combats en 2013, alors qu'il était volontaire dans la défense civile. Il avait 25 ans. J'aimerais avoir une tombe aussi pour mon autre fils, Mohamed, et mon mari, qui ont été arrêtés la même année. Mohamed avait 28 ans, mon mari 48 ans, détaille Samar Balaksi. Depuis leur arrestation, il y a au fond de mon cœur, comme dans celui de chaque épouse et mère de disparu, le sentiment qu'ils reviendront.* »

Lorsque les rebelles ont ouvert grandes les portes de l'enfer carcéral des Al-Assad, en décembre 2024, ces femmes ont fait le tour des prisons, en quête de leurs proches. « *On a tant espéré, pas seulement pour nos proches, mais pour tous ceux qui ont disparu. On nous a dit qu'on connaîtrait une joie extraordinaire à la chute d'Al-Assad, qu'on retrouverait les survivants, mais personne n'est revenu* », se lamente Bachira Rabiyyé.

La dernière once d'espoir qu'avait conservée Falaq Hamoudi s'est alors éteinte. Elle a finalement admis que son fils Mahmoud, qu'elle avait identifié parmi les photos de cadavres suppliciés, prises dans les morgues de l'ancien régime par « César », un photographe légiste passé à l'opposition, était bel et bien mort en détention. Elle est la seule, parmi la petite assemblée, à ne plus se raccrocher aux rumeurs farfelues de prisonniers transférés, avant la chute

du régime, en Irak ou à Souweïda, la ville druze du sud de la Syrie dont les nouvelles autorités ont perdu le contrôle.

Dans le petit cimetière de Daraya, plusieurs centaines de tombes et des fosses communes témoignent des vagues de répression qu'a subies la cité rebelle. C'est ici que les membres de la [Commission nationale pour les disparus](#), accompagnés de représentants de la société civile, sont venus commémorer la Journée internationale des disparus, le 30 août, aux côtés des veuves et des enfants de disparus. « *Il est important de dire aux familles que le chemin sera long pour découvrir ce qui est arrivé à leurs proches. Dans d'autres pays marqués par des conflits, cela a pris des années avant que les recherches commencent* », note Diab Sarya, le fondateur de l'Association des détenus et des disparus de la prison de Saydnaya.

Aucun moyen financier ni technique

Le nombre exact des disparus dans les prisons d'Al-Assad n'a pas encore été établi. Les estimations oscillent entre 200 000 et 300 000 personnes. « *Il faut être réaliste dans nos attentes et gérer celles des familles. Nous sommes une même équipe. Nous ne voulons pas mettre la barre trop haut, susciter de l'espoir. En Bosnie, où il y a eu plus de 40 000 disparus, la Commission nationale pour les disparus fête ses 40 ans d'existence* », souligne le président de la Commission nationale pour les disparus, Mohammed Reda Jalkhi. La

commission, établie en mai, sans aucun moyen financier ni technique, n'en est qu'aux prémices de sa mission.

« *Dans des situations similaires dans d'autres pays, des commissions ont été établies avec des moyens illimités, et ça leur a pris plus de deux ans pour commencer leurs travaux. Nous avons aujourd'hui construit notre structure et défini notre vision. Nous passons désormais des partenariats avec des organisations syriennes et internationales* », poursuit le juriste. Il se dit disposé à collaborer avec toute organisation syrienne et internationale pouvant aider la commission à développer ses infrastructures et ses ressources humaines.

Le 30 août, des partenariats ont été signés avec des organisations de la société civile déjà actives sur ce dossier durant la guerre civile, à l'instar de l'Association des détenus et des disparus de la prison de Saydnaya ou du Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression, fondé par l'avocat Mazen Darwish. « *Au sein de la société civile, nous avons construit un savoir pratique et collecté beaucoup de documentation* », indique l'avocat. Son centre va mettre à disposition de la commission des banques de données, utilisées pour l'identification des charniers et des centres de détention, ainsi qu'un système de reconnaissance faciale utilisé dans le cadre du dossier « César ». L'Association des détenus et des disparus de la prison de Saydnaya va mettre à disposition sa documentation et partager sa méthodologie en matière de

collecte de données et d'enquête.

« *La volonté existe du côté gouvernemental, mais il y a un manque de moyens financiers et techniques. L'expertise syrienne est inexistante. Il va falloir deux à trois ans pour construire une connaissance et une expertise au sein de la commission, et, alors, on pourra commencer sérieusement à collecter les données, à aller dans les fosses communes et à mener de vraies enquêtes, en utilisant notamment l'ADN pour identifier les corps* », indique Diab Sarya.

Ces explications peinent à apaiser les familles de disparus. « *Nous n'attendons rien de personne, ni de la commission, ni du gouvernement, ni du [président de transition] Ahmed Al-Charaa. Seulement de Dieu* », clame « Oum Mohamed ». « *On veut la justice. On veut la tête de Bachar Al-Assad* », abonde Bachira Rabiyyé. Dans l'attente de réponses et d'un soutien de l'Etat, les veuves de Daraya ont appris à ne compter que sur elles-mêmes. La plupart sont devenues couturières ou ouvrières agricoles. « Oum Mohamed » a élevé seule ses sept filles. « *On n'a pas bien réussi à élever nos filles, elles font plein de bêtises* », dit-elle en plaisantant. Dans l'une des pièces de sa maison, remplie de chutes de tulle rose, elle coud des vêtements. Les propriétés appartenant à son mari – une ferme et un terrain – ont été confisquées par l'ancien régime, qui l'avait désigné « *terroriste* ». Elle a entamé des démarches, avec un avocat, pour lever le gel des propriétés.

La Syrie rompt avec près de soixante ans d'isolement diplomatique avec le discours de son président à l'ONU

« La Syrie reprend la place qui lui revient parmi les nations du monde », a salué Ahmed Al-Charaa, dans son allocution, la première d'un chef d'Etat syrien aux Nations unies depuis 1967.

L'apparition du président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, à la tribune de la 80^e Assemblée générale des Nations unies, a été accueillie sous les vivats et les « Dieu est le plus grand ! » de quelques centaines de Damascènes réunis, dans la soirée de mercredi 24 septembre, face à l'écran géant installé place des Omeyyades, à Damas. Par ce discours historique – le premier d'un chef d'Etat syrien devant l'ONU depuis 1967 –, la Syrie rompt avec près de soixante ans d'isolement diplomatique sous la dictature du clan Al-Assad. « *L'Etat syrien revient à l'ONU et s'ouvre au monde* », se félicite Djamil Al-Kurdi, 32 ans, revenu s'installer au pays après neuf ans d'exil en Suède.

« *La Syrie reprend la place qui lui revient parmi les nations du monde* », a salué Ahmed Al-Charaa devant les chefs d'Etat réunis à New York. Il a invoqué la « *leçon d'histoire* » donnée par le peuple syrien durant quatorze ans de guerre contre le régime Al-Assad, ainsi que les sacrifices qui ont permis « *à la vérité de triompher du mal* » avec [l'entrée dans la capitale syrienne, le 8 décembre 2024, des forces rebelles islamistes, sous son commandement](#), qui a précipité la chute du dictateur Bachar



Le président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, au siège de l'ONU, à New York, le 24 septembre 2025. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Al-Assad. « *Grâce à cette victoire, la Syrie, autrefois exportatrice de crises, possède une occasion historique d'apporter la stabilité, la paix et la prospérité à la Syrie et à toute la région* », a-t-il promis.

Plus à l'aise qu'à son habitude dans l'exercice, après un marathon de quatre jours d'apparitions publiques et de rencontres diplomatiques depuis son arrivée à New York, dimanche, Ahmed Al-Charaa s'est aussi offert une consécration personnelle. Le djihadiste repent, premier dirigeant d'un pays sous sanctions à s'adresser à la tribune des Nations

unies, étoffe sa stature de chef d'Etat. Le département d'Etat américain a dû lever les restrictions de visa imposées à la Syrie au cours de l'ère Al-Assad pour lui permettre de participer à la réunion onusienne.

« Votre succès est notre succès »

La singularité de ce destin hors norme a donné lieu à un échange surprenant avec le général à la retraite David Petraeus, au sommet Concordia, un forum sur les affaires mondiales à New York, lundi. « *A une époque, nous étions au combat, et maintenant nous passons*

au discours », a fait remarquer, avec un sourire, Ahmed Al-Charaa. En 2005, en Irak, il a été emprisonné par les Américains au camp Bucca, pour sa participation au djihad contre l'occupation américaine, avant de créer la succursale d'Al-Qaida en Syrie, le Front Al-Nosra, à sa libération, en 2009. Le général Petraeus, qui commandait les troupes américaines en Irak, a été l'architecte de la stratégie militaire destinée à défaire le groupe djihadiste, avant de devenir directeur de la CIA.

« *Son parcours de leader insurgé à chef d'Etat a été*

l'une des transformations politiques les plus spectaculaires de l'histoire récente du Moyen-Orient », a salué le général quatre étoiles, dithyrambique à propos de son interlocuteur, dont il se dit « *grand fan* ». En 2016, [connu sous son nom de guerre, Abou Mohammed Al-Joulani](#), M. Al-Charaa avait rompu les liens avec Al-Qaida. Son nouveau groupe, Hayat Tahrir Al-Cham, avait néanmoins été désigné comme « organisation terroriste » par les Etats-Unis, en 2018. Cette désignation a été révoquée en juillet par Washington, après la rencontre du président américain, Donald Trump, avec M. Al-Charaa, en mai, en Arabie saoudite, et la normalisation des relations entre les deux pays. « *Votre succès est notre succès* », a conclu le général Petraeus, s'inquiétant du manque de sommeil du dirigeant syrien.

Déjà courtoisé par les dirigeants moyen-orientaux et occidentaux depuis son arrivée au pouvoir, M. Al-Charaa a profité de son séjour new-yorkais pour revoir en tête à tête le président Trump, ainsi que le président français, Emmanuel Macron, et nouer de premiers contacts, notamment avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Signe du revirement de l'histoire, le dirigeant syrien a rencontré son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, et acté la restauration des relations diplomatiques entre les deux pays, rompant ainsi avec le soutien indéfectible apporté à Moscou par le clan Al-Assad.

Lire aussi l'éditorial du

« Monde » | [Le pari syrien de Donald Trump](#)

A la tribune de l'ONU, le président Zelensky s'était fait, plus tôt, l'avocat de la levée des sanctions internationales imposées à la Syrie sous le régime Al-Assad. Cette requête était au cœur du plaidoyer onusien de M. Al-Charaa, qui cherche à repositionner la Syrie comme plaque tournante régionale pour reconstruire son économie et ses infrastructures dévastées par la guerre. Saluant la levée progressive des sanctions, notamment américaines et européennes, le dirigeant syrien a demandé « *leur levée totale afin qu'elles ne soient plus un outil pour entraver le peuple syrien et confisquer de nouveau sa liberté* ».

Alors qu'un vote du Congrès américain est requis pour lever définitivement les sanctions les plus strictes imposées en vertu de la [loi « Cesar » sur la protection des civils syriens adoptée en 2019](#), le président Al-Charaa a rencontré, à New York, la sénatrice Jeanne Shaheen et le représentant Gregory Meeks, des démocrates de premier plan au sein des commissions des relations étrangères qui appuient cette requête.

« *Nous espérons qu'après cette visite les sanctions injustes qui visent la Syrie seront levées et que la situation économique sera meilleure pour la Syrie et la région. Quand l'économie se redressera, les réfugiés rentreront* », dit au *Monde* Ahmed Zaidan, conseiller du président syrien. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies,

un million de réfugiés syriens sont rentrés dans leur pays depuis décembre 2024 ; sept millions de Syriens sont toujours déplacés à l'intérieur du pays, et plus de 4,5 millions de réfugiés à l'étranger.

Dans sa quête de stabilité pour la Syrie, M. Al-Charaa prône une politique étrangère du « zéro problème » axée sur la coopération et le dialogue avec ses voisins, opposée à la posture conflictuelle du clan Al-Assad. Le dirigeant syrien a appelé la communauté internationale à se tenir aux côtés de la Syrie face aux agressions d'Israël, adressant au passage un mot de soutien à la population de Gaza. Depuis la chute d'Al-Assad, [Israël a profité de la faiblesse de Damas pour lancer des centaines de frappes sur des sites militaires syriens](#), saisir une zone tampon autrefois sécurisée par l'ONU dans le sud de la Syrie et s'ingérer dans le conflit entre Damas et la province druze de Souweïda.

Accord de sécurité en discussion avec Israël

« *Les politiques israéliennes contredisent la position internationale de soutien à la Syrie, ce qui menace de nouvelles crises et luttes dans notre région* », a fustigé M. Al-Charaa, ajoutant que « *la Syrie demeur[ait] attachée au dialogue* ». Dans le cadre des négociations directes que son gouvernement a engagées avec l'Etat hébreu, un accord de sécurité est en discussion, qui prévoit le retrait des forces israéliennes de la zone tampon et un retour à l'accord de désengage-

ment signé en 1974 sous l'égide de l'ONU. L'accord exclut à ce stade un règlement sur le statut du Golan, occupé par Israël depuis 1967 et annexé en 1981. Le président syrien a également écarté l'idée d'une adhésion de la Syrie aux accords de normalisation avec Israël, dits « d'Abraham ».

D'abord annoncée comme imminente par l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack, avant qu'il ne déplore des progrès lents qu'attendu, la signature de cet accord conforterait le soutien apporté par l'administration Trump au président Al-Charaa. Un soutien dont il a désespérément besoin alors que la Syrie reste divisée et l'autorité de Damas contestée, en particulier à [Souweïda, province à majorité druze du sud du pays](#), et dans la région administrée par les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie.

A la tribune de l'ONU, Ahmed Al-Charaa a fait amende honorable pour les flambées de violence interconfessionnelle qui ont visé les minorités religieuses druze et alaouite, et ont suscité des critiques appuyées de ses partenaires occidentaux. « *Nous avons formé des commissions pour établir les faits et accordé l'accès aux missions d'enquête des Nations unies* », s'est-il défendu, promettant d'« *éradiquer le sectarisme* » et de « *traduire en justice tous ceux impliqués dans le bain de sang* ». Ces promesses devront être suivies d'effet pour permettre à la Syrie de tourner la page de l'ère Al-Assad et de la guerre civile.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Sept 26, 2025

Turkey's Peace Process with the Kurds: History, Challenges, and the Path Forward

The Kurdish people, a distinct ethnic and linguistic group native to the Middle East, have long aspired to self-determination. In the aftermath of World War I, the victorious powers initially floated the idea of an independent Kurdistan in the 1920 Treaty of Sèvres. However, this promise was never realized. The [Treaty of Lausanne](#) in 1923, which set the borders of modern Turkey, pointedly omitted any provision for a Kurdish state, leaving the Kurds stateless and divided among the newly formed or expanded states of Turkey, Iraq, Syria, and Iran. For Kurds, Lausanne is remembered as a bitter historical injustice—a great-power deal that crushed their aspirations for nationhood and sowed the seeds of conflict for decades to come. Overnight, the Kurdish nation was transformed into minorities across several countries, and in Turkey—home to the largest Kurdish population—their very identity would soon come under assault.

Decades of Denial and Discrimination in Turkey

From the early Turkish Republic through the late 20th century, the Turkish state pursued an aggressive policy of assimilation toward the Kurds. In official propaganda, Kurds were long referred to as “Mountain Turks,” with authorities even claiming they were simply Turks who had forgotten their language—a denial of Kurdish ethnicity that persisted in state rhetoric until as late as 1991. This

erasure was not only symbolic but systemic: expressions of Kurdish culture were suppressed at every level. The Kurdish language, dress, and music were banned in public life; Kurdish names were forbidden; and the teaching of Kurdish in schools was prohibited. The campaign aimed to erase Kurdish distinctiveness in favor of a homogeneous Turkish identity, consistent with the republic's founding motto of “one nation, one language.” The costs of such policies were profound.

When Kurds resisted assimilation, they often faced brutal repression. Historical records document mass violence against Kurdish communities, most notoriously the Dersim massacre of 1937–38. In Dersim (renamed Tunceli under a Turkification policy), a Kurdish Alevi-led uprising was crushed with extraordinary force: according to an official report, over 13,000 Kurdish civilians were killed and thousands more were exiled by the Turkish army. Kurdish historical accounts put the toll even higher, in the [tens of thousands](#), including many women and children. Such episodes left enduring scars and ingrained deep grievances.

Beyond these large-scale crackdowns, everyday racism and discrimination against Kurds became a fact of life in Turkey. Kurds were stigmatized in media and education—even recent [school textbooks](#) depicted them as traitors to the nation, reflecting a broader nationalist bias

against non-Turkish peoples. In this environment, open assertion of Kurdish identity invited suspicion. The European Commission observed in the late 1990s that any Turk openly declaring their Kurdish ethnicity risked harassment or [persecution by authorities](#).

Racist Attacks and Cultural Repression

This legacy of intolerance has at times erupted into hate crimes and racist violence toward Kurds for decades.

In the 1990s, a wave of extrajudicial murders targeting prominent Kurdish businessmen and public figures was systematically tied to a clandestine nexus of state intelligence, ultranationalist paramilitaries, and [criminal networks](#) often referred to as Turkey's “deep state.” Following the infamous Susurluk scandal, investigations revealed that arms of the state—including the Special Operations Department (ÖHD), Grey Wolves militants, and elements within the National Intelligence Organization (MİT)—orchestrated or facilitated the killings of figures such as [Behçet Cantürk](#), [Savaş Buldan](#), Ömer Lütfü Topal, and Medet Serhat, among others. A parliamentary indictment listed more than 19 assassinated individuals—including businessmen and intellectuals—and named high-level officials such as Mehmet Ağar, İbrahim Şahin, and Korkut Eken as defendants, allegedly organizing these murders under

the guise of anti-PKK operations.

The overall scale of these killings remains contested due to the secrecy of the operations and the lack of prosecutions. However, at least a dozen high-profile figures were confirmed victims, and human rights groups estimate that politically motivated, unresolved killings—including those of journalists, activists, and minority figures—may number in the hundreds or even thousands. Particularly, JİTEM—a shadowy gendarmerie intelligence unit—has been implicated in as many as 5,000 unsolved political murders and around 1,500 enforced disappearances between 1989 and 2000.

In recent years, several tragic incidents have underscored the persistence of the problem. In July 2021, a Kurdish family of seven—the Dedeoğulları family—was massacred in Konya, central Turkey, by an armed assailant. Relatives adamantly described the killings as a racially motivated attack—the culmination of threats and assaults the family had endured “for being Kurdish”—even as authorities tried to downplay any [ethnic motive](#). This was not an isolated case. Turkish human rights groups noted a spike in violent hate crimes against Kurds around that time, with other Kurdish individuals attacked or killed under suspicious circumstances. Such crimes are often met with impunity: in the Konya case, officials initially attributed the killings to

a personal feud and denied racism, prompting outrage and fear among Kurdish communities nationwide.

State repression of Kurdish expression also continues. Peaceful cultural acts are criminalized as “terrorism” in a climate of mistrust. In one almost absurd case, university students in Diyarbakır (Amed) faced up to seven years in prison simply for [whistling a popular](#) Kurdish tune during a Newroz (New Year) celebration—prosecutors claimed their whistling amounted to spreading terrorist propaganda. The students had done nothing violent; one insisted he was “just whistling a song by a Kurdish artist,” not a rebel anthem, yet he was arrested on the spot by plainclothes police. In another case, Kurdish musician [Kasım Taşdoğan](#) was sentenced to 30 months in prison in 2025 for performing three Kurdish folk songs at public events—a court deemed these songs to be propaganda for the outlawed PKK rebel group. Such cases send a chilling message that even music and dance can be treated as crimes if they are Kurdish.

Kurds have also been victims of egregious abuses by members of the security forces. A particularly harrowing case was that of İpek Er, an 18-year-old Kurdish woman. In 2020, she was abducted and repeatedly raped over 20 days by a Turkish sergeant in the Kurdish-majority province of Batman. Traumatized, she attempted suicide and later died of her injuries. In a letter, she named her assailant, [Musa Orhan](#), and detailed the ordeal. Yet the response of the justice system outraged the public: the accused sergeant was arrested but quickly released pending trial, and despite the gravity of the crime, courts repeatedly refused to keep him in custody. This le-

niency—perceived as bias when the victim is Kurdish—prompted protests across Turkey. Women’s rights activists and Kurdish communities saw it as part of a pattern of impunity for crimes against Kurds. The pro-Kurdish HDP party condemned Orhan’s release as emblematic of “the sort of mentality the government wants to create in society.” The case became a rallying point, with many in Turkey calling for justice and an end to state toleration of violence against Kurds.

These episodes are only samples of the thousands of anti-Kurdish attacks carried out or condoned by the state. They underscore the urgent need for a new mindset in Turkey. The persistence of anti-Kurdish racism and denial of rights not only victimizes Kurds but also perpetuates instability. This is the backdrop against which any peace process must unfold—a legacy of mistrust that future reconciliation efforts will have to overcome.

The PKK and Attempts at Peace

The modern Kurdish–Turkish conflict crystallized in 1984, when the Kurdistan Workers’ Party (PKK), led by Abdullah Öcalan, launched an armed resistance against the Turkish state. What began as a bid for Kurdish self-rule—at first even independence—turned into one of the world’s longest-running insurgencies. The Turkish military committed war crimes and harsh tactics during this low-intensity war, often targeting civilians as well as the PKK. By the 1990s, the conflict had depopulated rural Kurdish villages, with many Kurds fleeing to cities or abroad, and fueled a cycle of violence and retaliation.

Öcalan’s capture in 1999—he was abducted by Turkish

agents and imprisoned for life—did not end the resistance. The new millennium, however, brought some shifts. By 2013, amid regional changes and pressure from the EU, Öcalan publicly abandoned the goal of secession, instead calling for a peaceful, democratic resolution within Turkey’s existing borders. That same year, Turkey’s then-Prime Minister (now President) Recep Tayyip Erdoğan initiated a historic peace dialogue with Öcalan and the PKK. A ceasefire took hold, raising hopes that a 30-year conflict might finally be resolved. This period, often called the “Peace Process,” saw unprecedented steps: Ankara acknowledged the Kurdish issue, negotiations were held, and reforms—such as limited Kurdish-language rights and media—were promised.

Tragically, the peace process collapsed in 2015. Amid rising tensions from the Syrian war next door and domestic political calculations, Erdoğan’s government walked away from the talks and resumed military operations. The breakdown led to one of the deadliest phases of the conflict: urban clashes erupted in several Kurdish-majority cities in 2015–2016, while bombings and reprisals shook Turkey. Since July 2015, renewed fighting has killed more than 7,000 people, including around 646 civilians, according to [independent estimates](#). Hopes for peace gave way to bitterness, and the state intensified its crackdown on legal Kurdish political parties—arresting hundreds of Kurdish politicians and eventually moving to shut down the pro-Kurdish HDP. Thousands of HDP members were jailed, and elected Kurdish mayors and officials were dismissed and replaced by state appointees. The dream of a negotiated settlement seemed more distant than ever.

Yet by late 2022 and 2023, subtle signs emerged that Turkey’s stance might be softening again. President Erdoğan, facing economic troubles and regional volatility, began making carefully worded references to the need for “peace at home.” In October 2024, Devlet Bahçeli—the ultra-nationalist ally in Erdoğan’s coalition—shocked the country by suggesting that Öcalan could be moved toward house arrest or parole if the PKK disarmed. This was extraordinary coming from Bahçeli, who years earlier had called for Öcalan’s execution, and it hinted that the Turkish establishment was exploring a way out of the conflict. Analysts noted that Bahçeli’s hardline Nationalist Movement Party (MHP) may have calculated that resolving the Kurdish issue could politically [benefit Erdoğan](#), for instance, by securing Kurdish support for future constitutional changes. At the same time, Öcalan, still imprisoned on İmralı Island, indicated through intermediaries that he was ready to play a constructive role if allowed to communicate.

These feelers culminated in a new peace initiative quietly launched in late 2024. Back-channel meetings were reportedly held between Turkish officials and Kurdish representatives. In an extraordinary development, Abdullah Öcalan was permitted to send a message to a public Newroz gathering in March 2025. In that letter, read aloud to a jubilant crowd, Öcalan declared: “*I take on historical responsibility... I call for the laying down of arms, and for the PKK to dissolve itself.*” This bombshell announcement—essentially Öcalan’s command to end the armed struggle—had an electrifying effect. Within days, the PKK’s executive committee affirmed that they fully agreed with Öcalan’s call and

would implement it, provided that the Turkish state also took steps to enable a peaceful political process. On March 1, 2025, the PKK declared a unilateral ceasefire to end its 40-year insurgency. The group pledged that its fighters would refrain from all armed actions and only respond if attacked.

This ceasefire was followed in May 2025 by an even more dramatic step: the PKK's leadership convened in the Qandil mountains of Iraqi Kurdistan and announced that the organization would formally disband after concluding its congress. In effect, the PKK was dissolving itself as a guerrilla force—a milestone many had thought impossible.

These fast-moving developments clearly mark the start of a new peace process between the Turkish state and its Kurdish adversaries. After decades of bloodshed, the combatants are laying down arms. President Erdoğan cautiously welcomed Öcalan's message as a "historic step" that could "tear down the wall of terror" between Turks and Kurds. However, he also signaled that any reconciliation must be on Turkey's terms. Ankara has publicly ruled out direct negotiations with the PKK's leadership in exile, preferring to frame the ceasefire as a surrender of the "terrorists."

Notably, even as these peace overtures unfolded, Turkey continued to arrest Kurdish activists and politicians, including mass detentions of members of the pro-Kurdish Democracy Party (the successor to the banned HDP) in spring 2025. Such contradictory behavior—talking peace while cracking down—shows that the process remains fragile. Deep skepticism endures on the Kurdish side: they insist that "*democratic politics and legal rights*

must be secured" for the ceasefire to hold and become permanent.

Peace Brings Turkey the Greatest Gains

Achieving a just peace with the Kurds is not only a moral imperative for Turkey but also a strategic one. Ending the conflict would lift a massive internal security burden and heal a deep societal wound, while also transforming Turkey's regional geopolitics. If Turkey resolves its differences with the Kurdish nation, it gains a powerful buffer of stability stretching from the fringes of Iran to the Mediterranean Sea, essentially turning a restive borderland into a zone of influence. Kurdish-populated regions form a continuous belt from western Iran through northern Iraq and Syria to southeastern Turkey. Today, that belt is fragmented by conflicts and rivalries. But imagine if Turkey fostered positive, peaceful relations with Kurds across this entire arc.

For one, Turkey's ties with the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq would flourish further. Already, despite the PKK conflict, Ankara enjoys a strong partnership with Iraqi Kurdish leaders in Erbil, especially with the Kurdistan Democratic Party (KDP). A Turkish-PKK peace would remove the biggest thorn (the PKK's presence in northern Iraq) that complicates Turkey-KRG relations. The [KRG has openly](#) welcomed Öcalan's call and the new peace process, viewing it as an opportunity to stabilize its own territory. If the PKK disarms and withdraws from Iraq, the threat of Turkish cross-border military strikes (which have killed dozens of civilians) will recede. This would greatly improve security in Iraqi Kurdistan. In turn, Turkey could expand its economic influence, through oil, trade,

and infrastructure, across a pacified Kurdish region, connecting Turkish and Iraqi Kurdish markets and beyond.

Peace would also alter the dynamics in northern Syria, where Kurdish-led forces, the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES), control self-governing areas. Turkey has viewed these Syrian Kurdish groups as extensions of the PKK and thus as existential threats, launching military incursions to block them from creating a contiguous zone along Turkey's border. But if the PKK conflict ends and Kurdish rights are respected in Turkey, the rationale for seeing Syria's Kurds as enemies weakens. Turkey could potentially pursue new arrangements with the Syrian Kurds, perhaps through dialogue or mediation by Iraqi Kurdish leaders who have a stake in broader Kurdish stability. In effect, Turkey might replace military confrontation with diplomacy, integrating Syrian Kurdish authorities into a framework that both addresses Turkey's security concerns (such as preventing cross-border attacks) and acknowledges Kurdish self-governance in Syria. That, in turn, could help ease the Syrian war and reduce the influence of Iran and other external actors there.

Indeed, containing Iranian influence is another strategic reason for Turkey to embrace peace with the Kurds. The Iranian regime has its own Kurdish opposition and has historically manipulated Kurdish issues to pressure Turkey. If Turkey reconciles with the Kurds, Iran loses this leverage. Moreover, the possible fall of the Iranian regime, which many observers see as increasingly likely, would make Kurds in Iran, Iraq, and Syria pivotal players. Turkey would be far better positioned if it had the trust of Kurdish

communities. It could then cooperate with them to counter Iranian destabilization. In late 2023, Erdoğan himself noted that with wars and turmoil all around, Syria's civil war, insurgencies in Iraq, and even the Israel-Palestine flare-up, establishing "peace at home" with the Kurds is essential for Turkey's security.

Finally, resolving the Kurdish conflict is key to Turkey's global ambitions. Turkey has long sought membership in the [European Union](#), but one of the biggest obstacles has been its human rights record, particularly its treatment of minorities and the Kurdish issue. [European institutions](#) have repeatedly pressed Turkey to improve Kurdish cultural and political rights as a condition for progress in accession talks. A genuine peace process that guarantees Kurdish cultural autonomy, language rights, and representation would dramatically improve Turkey's international image. It could unlock a new era in Turkey-EU relations, potentially reviving Turkey's frozen EU bid. Beyond Europe, it would bolster Turkey's soft power and credibility as a stable, pluralistic democracy. In short, peace with the Kurds would remove the stigma of internal repression that has clouded Turkey's partnerships, allowing it to engage the world with far greater moral authority.

Embracing Pluralism: A New Vision for Turkey

For any peace agreement to truly succeed, Turkish society will need to come to terms with its diverse identity. Peace is not merely the silencing of guns, it requires a transformation in mindset, a willingness to accept "the Other" as an equal part of the nation. This represents a profound shift for a state that, for a century, built its identity

around Turkish ethno-nationalism. The Kurds, as well as Armenians, Greeks, Arabs, Assyrians, and other minorities, were often treated as second-class citizens or even as traitors in official narratives. Overcoming this legacy is as important as any legal treaty with the PKK.

Historically, Turkey's nation-building project was achieved at great human cost to those who did not fit the mold of the Turkish Sunni majority. The Armenian community was decimated in 1915, an atrocity that many historians [recognize as genocide](#). The surviving Greek Orthodox community was expelled en masse in the 1920s. Kurds, though Muslim like Turks, were subjected to forced assimilation and told that their language did not exist. Even in the Republican era, non-Turkish identities were suppressed through measures like the "Citizen, Speak Turkish!" campaign and various discriminatory laws. This homogeneous vision of "Turkishness" is what must change for peace to be durable. Turks must learn that accepting Kurdish language, culture, and political participation does not weaken Turkey, it enriches it. Embracing pluralism would mean that a citizen can proudly say "I am Kurdish and Turkish" (in the sense of national belonging) without fear, just as others might say they are Turkish and also Armenian, Arab, or Circassian by heritage.

The ongoing peace process offers an opening to start this conversation. Kurdish activists and politicians emphasize that real peace means equality and dignity: Kurds want constitutional guarantees of their rights, such as mother-tongue education, decentralization of governance, fair political representation, and an end to racist incitement.

These demands are not about breaking the country, they are about feeling at home in it. In turn, many forward-thinking Turks are coming to recognize that acknowledging past wrongs and ending discrimination is the key to national unity. The alternative, continuing to insist on one nation, one identity, only perpetuates division and conflict.

It is noteworthy that the Kurdish movement itself has evolved toward a pluralistic vision. Abdullah Öcalan in recent years has advocated for "democratic confederalism," a framework that emphasizes coexistence, local democracy, and minority rights within existing borders, rather than exclusive Kurdish nationalism. Kurdish leaders in Turkey often speak of a future where Turks and Kurds live together as equals, each respecting the other's culture. This ethos will be crucial in persuading a skeptical public of the peace process. Turks need to see that Kurds are not a threat to the republic's unity, but rather potential partners in building a stronger, more inclusive Turkey. Likewise, Kurds need reassurance that the state truly intends to treat them as full citizens going forward.

From Conflict to Coexistence

More than a century of persecution of Kurds by the Turkish government has brought Turks to a crossroads. The developments of 2024–2025, including Öcalan's ceasefire call and the PKK's pledge to disarm, are unprecedented and historic. Kurdish actors are going above and beyond to give peace a chance, effectively dismantling their armed resistance in hopes of a just political solution. This momentum must not be squandered. It now falls on President Erdoğan and the

Turkish government to demonstrate equal courage and good faith. Words about "brotherhood" and "a new phase" will ring hollow if they are not followed by concrete actions to lay the foundation for true peace.

What would such a foundation entail? First, guaranteeing Kurdish rights in law and practice: protecting the freedom to speak, sing, and learn in Kurdish; ending the blanket criminalization of Kurdish political expression; releasing political prisoners jailed merely for non-violent pro-Kurdish views; and enacting reforms that empower local governments in Kurdish-majority areas. These steps would show that the Turkish state is sincere about reconciliation and not interested only in the PKK's capitulation. Second, Turkey should address the grievances of the past, perhaps through some form of truth-telling or acknowledgment of past abuses (from Dersim to the village burnings of the 1990s). While full justice for decades of conflict may be elusive, recognition of Kurdish suffering can go a long way toward healing wounds.

Third, the government must engage in an inclusive dialogue with Kurdish representatives, not just with Öcalan in prison but also with legitimate civil society leaders, elected mayors, and community figures. The peace talks need transparency and broad buy-in so that all Kurds feel invested in the outcome. A lasting settlement will likely require constitutional changes, which will need approval by a majority of Turks. To that end, preparing Turkish public opinion is vital. Society at large must be convinced that peace with the Kurds means a better future for everyone in Turkey. Reducing ethnic tensions will improve

Turkey's economy (by attracting investment and tourism to the southeast), strengthen its democracy, and remove a major barrier to joining the EU, a goal Turkey has long aspired to but never achieved, largely due to human rights shortcomings. In fact, European observers have explicitly tied Turkey's EU prospects to its treatment of the Kurds, suggesting that resolving this issue could unlock progress in membership talks. Peace thus offers Turkey a "win-win": domestic harmony and international advancement.

In the end, the journey from conflict to coexistence is fraught with challenges, but the opportunity at hand is real. Turkey stands to gain "superior leverage," as some have put it, by turning old battlefields into bridges (from the west of Iran to the Mediterranean) and by recognizing that Kurdish autonomy and identity are not enemies of the state, but rather pillars of a more secure and prosperous one. The Kurds, for their part, are signaling readiness to end the fight and work within a democratic framework.

History will judge Erdoğan by whether he can complete this peace process. If trust can be built and rights secured, Turkey may finally close one of the most painful chapters in its history and open a new one, a Turkey at peace with its Kurds, at peace with itself, and at peace with its neighbors. Such an outcome, once a distant dream, is today within reach. The onus is now on Turkey's government to not only talk about peace but to cement it in deeds, ushering in a new era of mutual respect and unity. The promise of a brighter future, and perhaps even a place in the European Union, rides on this momentous endeavor.

« Monsieur Macron, les ministres se succèdent, mais eux, ils restent enfermés » : la détresse des soutiens de Cécile Kohler et de Jacques Paris

Jeudi soir, place de la Nation, se tenait un rassemblement de soutiens pour les deux ressortissants français, toujours détenus en Iran. Famille, collègues, bénévoles ou politiques, tous semblent partager une même amertume.

Place de la Nation, **Paris** 19 heures. Les gouttelettes froides balaient les dernières lueurs du jour. Elles éclairent encore l'imposante statue du Triomphe de la République et les souvenirs de ses cortèges. À l'ouest du rond-point que prolonge l'avenue Dorian, une centaine de gens muets et massés attendent devant une estrade qu'abrite un bar-num blanc. Certains brandissent déjà des pancartes.

Une grande banderole dévoile deux portraits de part et d'autre. À gauche, le visage de **Cécile Kohler**, 41 ans, à droite celui de **Jacques Paris**, 71 ans. La professeur de Lettres modernes et son compagnon sont détenus en Iran depuis le 7 mai 2022, pour complot contre la sécurité nationale.

Ce 25 septembre, Cécile Kohler fête son 41ème anniversaire en prison. Le même jour la **Cour internationale de justice** a annoncé mettre un terme à la procédure qui opposait la France et l'Iran. Signe que Paris aurait bon espoir de récupérer ses deux ressortissants ?

«Nos vies ont complètement changé depuis leur arrestation»

En retrait de l'estrade, juste

avant de s'adresser à la foule, Noémie Kohler, la sœur de Cécile, confie rester sur ses gardes. « *Il y a eu des déclarations hier des présidents français et iranien, mais pour l'instant nous n'avons pas plus d'informations. Tant que Cécile et Jacques ne sont pas dans l'avion du retour, rien n'est sûr.* »

Erreur ! Nom du fichier non spécifié.

Dans la foule, casquettes plates, joggings, écharpes tricolores d'élus, pancartes brandies bien haut n'offrent guère leur éclat bigarré dans le crépuscule qui gagne. Paul de Breteuil

Puis, son visage se durcit. « *Nos vies ont complètement changé depuis leur arrestation. C'est un poids permanent. On continue à espérer parce que si on arrête, c'est comme si on les abandonnait. De toute façon, ils rentreront. Ce qui est insupportable, c'est de ne pas savoir quand.* » Quelques minutes plus tard, elle rejoint la tribune, sous les applaudissements discrets d'un attroupement suspendu.

Les mines sont sombres, et les regards résolus. Dans la foule, casquettes plates, joggings, écharpes tricolores d'élus, pancartes brandies bien haut, n'offrent guère leur éclat bigarré dans le crépuscule qui gagne. Quelques journalistes déambulent, carnet en main, et les membres du comité « **Liberté pour Cécile** » se succèdent à la tribune.

«Soutenez-nous»

« *Nos ressources sont épuisées. Soutenez-nous.* » La voix amplifiée de Noémie Kohler brise le silence. « *À chaque rassemblement, on espère que ce sera le dernier. Et nous voilà trois ans et demi plus tard. Pendant plus de deux mois nous étions sans nouvelles. Le samedi 13 septembre, on a eu un bref appel de Cécile puis de Jacques. Ils sont à bout de forces.* » Les sirènes de police au loin couvrent un instant ses mots. La foule, immobile, écoute. Elle poursuit, émue : « *J'ai une pensée pour les autres otages en Iran, le docteur Djalali, Olivier et Louis, mais aussi Camilo Castro, détenu au Venezuela.* »

Erreur ! Nom du fichier non spécifié.

Noémie Kohler s'adresse au comité de soutien pour sa sœur. Paul de Breteuil.

Un autre témoin monte à la tribune. Polo bleu à rayures bleu marine, cheveux tirés, mine grave, il s'appelle Benjamin Brière et a passé 1079 jours dans les geôles iraniennes « *Cela fait un an et demi que je ne me suis pas exprimé. Personne ne peut imaginer ce qu'ils subissent.* » Le ton est amer, la voix brute que surmontent çà et là des éclats d'une sourde colère : « *Monsieur Macron, les ministres se succèdent, mais eux, ils restent enfermés.* » Il s'adresse à présent au public en persan, que traduit M^e Chirinne Ardakani, l'avocate de Cécile Kohler. « *République islamique, es-tu toujours aussi lâche ?* » Le ton est dur mais

le persan l'adoucit, comme une supplique.

En arrière, un homme aux traits creusés n'a jamais cessé de brandir sa pancarte vers le ciel. Il porte un bonnet phrygien vert, allégorie d'une révolution française transposée aux couleurs du régime iranien. La mère de Cécile, a pris le micro : « *L'espoir ne fait pas vivre, il aide à survivre.* » Elle cède aussitôt sa place à M^e Ardakani, presque en apnée dans sa longue diatribe. « *Chaque jour l'espoir diminue* », déplore-t-elle. Et d'exiger courage et fermeté de l'État. Certains de ses représentants sont là : député européen, maires, conseillers de la ville de Paris etc.

Amertume et espoir

François Bécheau est adjoint au maire du 19^e arrondissement, il tenait à être présent : « *La ville de Paris a décidé de faire de Cécile et Jacques des citoyens d'honneur. C'est un geste symbolique, mais face aux autocraties, c'est un signal fort. Ce bruit de fond, cette attention constante, c'est ce qui maintient la mémoire pour qu'ils reviennent.* » Et de déplorer la faible couverture médiatique consacrée aux otages français : « *À une époque, il y avait Marcel Carton, Michel Seurat... Tous les soirs, on voyait leur tête au journal. Pourquoi n'est ce pas le cas pour Cécile Kohler et Jacques Paris ?* »

Si la mobilisation triomphait, le combat ne s'arrêterait pas là. Martine Gauffeny est la secrétaire générale SOS

Otages, une association qui a pour objet la défense des victimes de prises d'otages et de leur famille. Elle y a consacré plus de 20 ans de sa vie. « *Nous sommes présents depuis le début, à*

chaque rassemblement, témoigne-t-elle. Mais au-delà du symbolique, il faudra penser à l'après-détention, qui n'est jamais simple. » Famille, collègues, bénévoles ou politiques, tous semblent

partager une même amertume. La nuit s'installe. Les applaudissements s'allongent, comme pour retenir encore un peu les espoirs déçus. Le cortège se dissipe.

La nuit s'installe. Les applaudissements s'allongent, comme pour retenir encore un peu la lumière noire. Le cortège se dissipe. Paul de Breteuil



Sept 26, 2025

ISIS kills 5 SDF members in eastern Syria

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on Thursday said it successfully repelled an Islamic State (ISIS) attack in eastern Syria but lost five members in the clashes.

The SDF said in a statement that the attack took place eastern Deir ez-Zor early Thursday.

"Five of our comrades were martyred, and another fighter was wounded in violent clashes that took place during thwarting the attack," the US-backed force added.

The attack comes amid a surge in ISIS attacks in the country, especially against the SDF in eastern Syria.

ISIS has carried out more than 153 attacks in the Kurdish region of northeast Syria (Rojava) since the collapse of dictator Bashar al-Assad's regime in De-



SDF forces. Photo: File/ANHA

cember, announced the SDF on Monday.

The extremist group, whose so-called caliphate was dismantled in Syria by the SDF in 2019 with the help of the US-led global coalition against ISIS, remains a threat and has exploited a security vacuum,

especially in areas separating Rojava from Damascus-held territories, since the interim government came to power.

The SDF has carried out numerous operations this year to counter what they say is a resurgence in ISIS activity targeting both their

forces and civilians. The SDF functions as the de facto military force in Rojava. It remains a key partner of the global coalition.

An estimated 2,000 ISIS militants remain active in Hasaka, an SDF spokesperson told Rudaw in July.

Donald Trump invite la Turquie à ne plus acheter de pétrole russe

Recevant son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, le président américain a assuré qu'il ne permettrait pas à Israël d'annexer la Cisjordanie.

Recep Tayyip Erdogan est demeuré de marbre devant les caméras, aux côtés de Donald Trump, dans le bureau Oval. En dehors de quelques propos convenus, le président turc a laissé son hôte, jeudi 25 septembre, assurer les commentaires avant leur entretien. Le dirigeant américain a parlé avec estime de son invité, dont la poigne de fer, sur le plan intérieur, suscite forcément son envie. « *Quand j'étais en exil, on était toujours amis* », a noté Donald Trump, au sujet de sa propre traversée du désert, après sa défaite face à Joe Biden en 2020. « *Il sait mieux que quiconque ce que sont des élections truquées* », a-t-il ajouté au sujet du président turc, sans que l'on saisisse en quoi il s'agissait d'un compliment.

Cette réception de Recep Tayyip Erdogan, au cours de cette riche semaine diplomatique à New York autour de l'Assemblée générale des Nations unies, est une marque de reconnaissance personnelle et géopolitique. La Turquie est considérée par l'administration américaine comme un acteur essentiel au Moyen-Orient et dans les deux guerres que Donald Trump prétend éteindre, en Ukraine et à Gaza. Mais le premier sujet était bilatéral et sécuritaire. La Turquie veut renforcer ses capacités militaires. Pour cela, elle doit entrer dans la logique transactionnelle de Donald Trump.

En 2017, la Turquie avait été écartée du programme d'acquisition des avions de



Le président américain, Donald Trump, avec le président turc, Recep Tayyip Erdogan, après une réunion à la Maison Blanche, à Washington, le 25 septembre 2025. HANDOUT / AFP

chasse F-35 et visée par des sanctions américaines prévues par le Countering America's Adversaries Through Sanctions Act (Caatsa, « loi visant à contrer les ennemis de l'Amérique par des sanctions »), en raison de l'annonce de l'acquisition de missiles S-400 auprès de la Russie. Ces systèmes étaient considérés par les spécialistes comme incompatibles avec ceux opérés dans le cadre de l'OTAN, dont la Turquie est membre.

Jeudi, Donald Trump a semblé se montrer ouvert à une conclusion heureuse, mais sans entrer dans les détails. « *Je pense que vous réussirez à acheter les choses que vous voulez acheter* », a-t-il dit. Et la levée des sanctions américaines ? « *Si on a une bonne rencontre, presque immédiatement* », a-t-il ajouté.

« Proche » d'un accord sur Gaza

Selon Asli Aydintasbas, experte au cercle de réflexion Brookings Institution, il n'y aurait pas d'engagement à ce stade du côté américain. Mais Washington pourrait envisager une « *solution originale* » et suggérer « *une forme de régime d'inspection pour les S-400 qui se trouvent sur le sol turc. Je ne pense pas qu'ils s'attendent à ce que la Turquie les renvoie à la Russie, mais ils veulent avoir un contrôle sur ce qui est déployé et son utilisation éventuelle. Ce sera une décision importante pour Erdogan* ».

Concernant la guerre à Gaza, Donald Trump ne s'est pas étendu. Il n'a pas été interrogé sur les propos récents de Recep Tayyip Erdogan, qualifiant le Hamas de « *groupe de résistance* ». Le

président américain, qui a rencontré les principaux dirigeants arabes à New York, estime qu'une forme d'accord serait « *proche* », pour cesser la guerre. « *Je ne permettrai pas à Israël d'annexer la Cisjordanie* », a dit Donald Trump, dans un message clair aux capitales arabes. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, est appelé à arrêter la guerre à Gaza par Washington, qui se garde pour l'instant de le mettre nommément en cause. Benyamin Nétanyahou, attendu une nouvelle fois à la Maison Blanche, lundi 29 septembre, voit d'un mauvais œil la bonne relation turco-américaine et ne veut pas qu'Ankara devienne un rival régional de l'Etat hébreu en raison de ses capacités aériennes.

Acteur-clé en mer Noire, la Turquie est aussi perçue à

Washington comme détenant une partie de la solution dans la guerre en Ukraine. Confirmant son inflexion rhétorique récente, qui ressemble à une simple tactique de négociation, Donald Trump a mis en cause Moscou pour la poursuite du conflit. « *La Russie a dépensé des millions et des millions de dollars en bombes, missiles et munitions et vies humaines. Et ils n'ont quasiment pas gagné de territoire. Je pense qu'il est temps d'arrêter* », a-t-il déclaré, jeudi. « [Le président Erdogan] *pourrait avoir une grande influence s'il le voulait* », a-t-il précisé, ajoutant que celui-ci « *aime être neutre* ». Mais « *la meilleure chose qu'il pourrait faire est de ne pas acheter de pétrole et de gaz à la Russie* ».

Dépendance à Moscou

Un peu plus tard, dans ce même bureau Ovale, lors d'une autre interaction avec la presse, Donald Trump se montrait de nouveau insistant au sujet d'Erdogan : « *Je pense qu'il va arrêter cela. Et vous savez pourquoi ? Parce qu'il peut l'acheter auprès d'autres gens.* » En revanche, selon le président, le cas de la Slovaquie et de la Hongrie, clients européens de la Russie, serait différent, car ils sont « *mariés à un pipeline* », sans autre possibilité d'importation.

Cette pression publique sur la Turquie a peu de chances d'aboutir, car ce pays est le troisième importateur de ces ressources naturelles russes après la Chine et l'Inde. Elle

constitue néanmoins une surprise. Depuis deux ans et demi, la Turquie a acheté pour plus de 90 milliards de dollars (soit près de 77 milliards d'euros) de gaz naturel, de pétrole et de charbon à la Russie, à des prix amicaux. Une vraie dépendance. « *Trump veut rappeler à Erdogan qui a le dessus et les moyens de pression ici*, résume Asli Aydintasbas. *Les Américains ne vont pas frapper la Turquie avec des sanctions, mais cela suffit pour rendre tout le monde très nerveux dans le pays, notamment les marchés.* »

Enfin, Donald Trump a rendu hommage à l'action décisive de la Turquie dans la chute du régime d'Al-Assad en Syrie. Dessinant un alignement spectaculaire des positions des deux pays dans ce dos-

sier, le président américain a salué cette « *grande réussite* » devant son hôte, reconnaissant ainsi, dans sa logique géopolitique des chasses gardées, une zone d'influence turque.

« [M. Erdogan] *a pris le contrôle de la Syrie et il ne veut pas s'en attribuer le mérite. Vous savez, tous ces gens sont ses auxiliaires* », a estimé Donald Trump, en référence au nouveau pouvoir syrien, incarné par le président de transition, Ahmed Al-Charaa. Il a notamment précisé qu'il avait levé les sanctions américaines contre la Syrie à la demande de la Turquie et de l'Arabie saoudite, pour donner une chance à Damas.

Challenge^s

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

Apolline Convain (à Damas)
26 sept 2025

Premier pas démocratique en Syrie

Après cinquante ans de dictature, Damas organise des législatives le 5 octobre. Mais le président Ahmed al-Charaa garde la main sur un scrutin complexe.

Après cinquante ans de dictature, la Syrie organise de premières élections législatives libres le 5 octobre prochain. Pour ce tournant historique, pas d'affiches de candidats placardées aux murs : celles-ci rappelleraient bien trop les pratiques électorales de l'ère Assad, durant laquelle les députés étaient méticuleusement choisis selon leur degré d'allégeance au régime. A défaut, un site Internet flamboyant neuf a été lancé, sur lequel sont détaillées les étapes du processus électoral. Le 29 janvier 2025, quelques

semaines après avoir renversé le régime Assad, le président de facto Ahmed al-Charaa, ex-chef des rebelles du groupe Hayyat Tahrir al-Cham (HTC), avait dissous l'Assemblée du peuple, amputant l'Etat de son pouvoir législatif. Ce 5 octobre, 140 députés seront élus par et parmi un collège électoral composé de quelque 7 000 membres volontaires, dont la composition sera révélée avant la fin septembre. S'y ajouteront 70 parlementaires directement nommés par le président Ahmed al-Charaa, soit un tiers des membres.

« Profils choisis »

Dans une interview accordée à Challenges, Nawar Nejme, porte-parole du comité élec-

toral, justifie la nature de ce scrutin : « Il est impossible d'organiser des élections directes aujourd'hui. Des millions de citoyens sont réfugiés et beaucoup n'ont plus de carte d'identité. Nous voulons aussi éviter la corruption, et nous avons besoin de gens compétents, ce qui nous oblige à choisir les profils », explique le radiologue formé à Paris, parfaitement francophone. Il souligne l'inclusivité du processus de sélection des membres du corps électoral, qui doit être formé de 20 % de femmes, de 3 % de personnes souffrant d'un handicap et de toutes les composantes de la société syrienne. « La volonté du gouvernement d'organiser de telles élections va dans le bon sens, alors que de nombreux pays en

phase de transition, tels que le Soudan, ont choisi de coopter les partis politiques », note un juriste occidental. Mais comme une large partie de la société civile syrienne, il déplore le mode d'organisation du scrutin. « La chronologie est trop ambitieuse. Ils ont déjà changé les dates plusieurs fois et ça joue sur leur crédibilité, avance-t-il. Est-ce par ailleurs équitable d'avoir donné cinq jours aux Syriens pour présenter leur candidature au collège électoral, sachant que les gens ne savent rien sur les élections ? » Le retard pris dans la mise en œuvre du scrutin, d'abord annoncé le 15 septembre, est dû au nombre important de candidatures reçues, rétorque le comité électoral.

Autre défaut soulevé, l'article 50 du décret présidentiel qui détaille les conditions du vote reste imprécis sur la question de l'observation. Le document mentionne la possibilité que les ambassades et organisations internationales y assistent. « Mais c'est d'abord aux observateurs syriens de pou-

voir y accéder, pointe notre juriste. Pourquoi rester si vague dans le texte ? » Autre limite, ce premier scrutin est reporté dans les trois régions administratives qui échappent au contrôle de Damas, au nord-est, tenu par les Kurdes, et au sud-ouest par les Druzes.

Notre juriste nuance néanmoins : « Tout n'est pas noir dans ces élections. Les manquements relèvent tout autant de la maladresse et de l'inexpérience que d'une volonté de contrôle. » Reste que, même si l'Assemblée devrait bénéficier d'une réelle autonomie, le gouvernement s'est

assuré avec un tel mode de scrutin de n'avoir face à lui qu'une opposition parlementaire limitée. « Nous ne voulons pas reproduire la situation française », glisse ironiquement Nawar Nejme.



Sept 26, 2025

UK, France welcome deal to resume Kurdish oil exports

ERBIL, Kurdistan Region - Britain and France on Friday welcomed an agreement between Baghdad, Erbil, and international oil companies to resume oil exports from the Kurdistan Region, ending a long deadlock.

«We welcome the historic agreement between the Kurdistan Regional Government and the Federal Government of Iraq to reopen the Iraq-Turkiye pipeline,» reads a statement from the British embassy in Baghdad and its consulate in Erbil.

The deal marks «an important step forward for stronger investment, and greater prosperity for all the people of Iraq,» the statement added. «We commend both Baghdad and Erbil for their commitment to dialogue in reaching this milestone.» France's Ambassador to Iraq Patrick Durel said the agreement is «in the interest of all parties.»

Deputy Prime Minister of the Kurdistan Region Qubad Ta-



An oilfield in the Kurdistan Region. Rudaw file photo

labani took to Facebook to describe the oil deal as a «great achievement» for the people of Kurdistan and Iraq. The deal «opens the door for a grassroots solution to the entirety of our disputes and rivalries based on the constitution, through dialogue, and ongoing talks,» he wrote.

He said their next target is to «ramp up efforts to secure

the entire financial entitlements and rights of the people of Kurdistan.»

Oil exports from the Kurdistan Region through the Iraq-Turkey pipeline have been suspended since March 2023, following a ruling by a Paris-based arbitration court in favor of Baghdad. The court found that Ankara had violated a 1973 pipeline agree-

ment by allowing Erbil to independently export oil since 2014.

The deal, reached after months of talks, was announced this week. US Secretary of State Marco Rubio on Thursday welcomed the oil agreement and said it was facilitated by Washington.

Le Monde

Elise Vincent, Madjid Zerrouky
26 sept 2025

Les familles des prisonniers français en Iran entre espoir et prudence

Emmanuel Macron a évoqué jeudi une « perspective solide de libération des ressortissants français détenus par Téhéran, au lendemain de son entretien avec le président iranien, Massoud Pezeshkian. Quatre Français sont retenus en Iran.

Après une si longue attente, les proches des prisonniers français en Iran ont appris à être prudents. Mais après les déclarations particulièrement encourageantes sur le sort de ces derniers de la part du président français, Emmanuel Macron, mercredi 24 septembre, à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, la sœur de Cécile Kohler, emprisonnée depuis 2022 en Iran, a qualifié ces propos de « *premier signe positif depuis trois ans et demi* », auprès de l'Agence France-Presse, jeudi.

« On a une perspective solide, donc on y travaille. On aura dans les prochaines semaines des clarifications », a affirmé, mercredi, le chef de l'Etat à France 24 et Radio France internationale, dans la foulée d'un entretien avec le président iranien, Massoud Pezeshkian. Emmanuel Macron a indiqué dans un message sur X que, lors de cette rencontre, il a réclamé la libération « *immédiate* » des citoyens français détenus en Iran, qualifiés d'« *otages d'Etat* ».

Ce signe d'espoir intervient alors que la France a décidé, mercredi, de renoncer à sa requête déposée en mai contre l'Iran devant la Cour internationale de justice au sujet du traitement par Téhéran des ressortissants français. Cette procédure longue et complexe représentait une épée de Damoclès de plus au-dessus de la tête de Téhéran.



Les familles de Cécile Kohler et de Jacques Paris sur la place du Panthéon, à Paris, le 6 juillet 2025. JULIEN MATTIA / LE PICTORIUM VIA REUTERS CONNECT

Quatre Français sont actuellement détenus en Iran. Les plus anciens sont Cécile Kohler, 41 ans, et son compagnon, Jacques Paris, 72 ans. Ceux-ci ont longtemps été présentés par les autorités iraniennes comme des « *espions* » de la direction générale de la sécurité extérieure avant d'être inculpés, en juin, pour « *espionnage* » pour le compte du Mossad, le service de renseignement extérieur israélien.

Forme de chantage

Un cycliste franco-allemand de 18 ans, Lennart Monterlos, a également été arrêté en juin lors d'un voyage. Il a « *commis un délit* », avait confirmé le

ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, dans un entretien au Monde, le 10 juillet. Un quatrième ressortissant français est détenu depuis peu, selon les informations du Monde, mais son nom n'a pas été évoqué par le chef de l'Etat dans son message sur X.

Cécile Kohler et Jacques Paris sont, en tout cas, « *à bout de forces* », selon leurs proches qui ont pu avoir un rare échange téléphonique avec eux, le 13 septembre. « [Ils] disent qu'ils auraient vu un juge sans que l'on soit en capacité de déterminer quel juge. Est-ce qu'il s'agissait d'une véritable juridiction ? On n'en

sait absolument rien », a indiqué au Monde, la semaine du 15 septembre, l'avocate de la famille Kohler, Chirinne Ardakani, qui souligne que leur lieu de détention reste inconnu. Selon l'avocate, le couple est soumis à une « *manipulation psychologique de la part de leurs bourreaux qui manient des éléments contradictoires pour faire régner la terreur et entretenir un rapport de force* ». « *Au regard du droit international, c'est ce qu'on appelle des disparitions forcées* », ajoute-t-elle.

Les déclarations d'Emmanuel Macron apparaissent comme une réponse aux propos tenus le 11 septembre par le chef de la diplomatie iranienne.

Abbas Araghtchi avait alors annoncé qu'un accord visant un « échange de prisonniers » entre les deux pays approchait de « sa phase finale ». Il liait ainsi le sort des Français à celui de Mahdiah Esfandiari, une Iranienne placée en détention provisoire en France depuis mars dans le cadre d'une information judiciaire ouverte fin 2024 pour des faits d'« apologie publique en ligne du terrorisme » et de « provocation en ligne au terrorisme ».

Cette politique transactionnelle, décrite comme [une forme de chantage par des diplomates français](#), a fonctionné à au moins deux reprises pour le régime iranien, ces dernières années. En mai 2023, un travailleur humanitaire belge, arrêté en février 2022 à Téhéran puis condamné à quarante ans de prison pour espionnage, avait été libéré après que la Cour constitutionnelle belge eut validé le transfert vers l'Iran d'un diplomate iranien condamné

à vingt ans de prison pour l'organisation d'un projet d'attentat contre un meeting d'opposants iraniens en France. En juin 2024, ce sont deux Suédois qui ont été libérés en échange de la grâce d'un ancien procureur iranien initialement condamné à perpétuité par la justice suédoise pour son implication dans l'exécution de centaines de prisonniers politiques en Iran, en 1988.

Tensions sur le programme nucléaire

M^{me} Esfandiari, dont Téhéran réclame la libération, a été interpellée en mars près de Lyon avec deux autres personnes. Installée en France depuis 2018, cette traductrice est suspectée par la justice française d'avoir mis sur pied une cellule très structurée dans le but de diffuser des contenus de propagande sur les réseaux sociaux, dont un certain nombre tombe sous le coup de la loi. Ces publications avaient fait l'objet d'un signalement du ministère de

l'intérieur peu après l'attaque du 7 octobre 2023 menée par le Hamas contre Israël. Ces contenus étaient diffusés au titre de la défense de la cause palestinienne.

Le profil de cette Iranienne a beaucoup interrogé les autorités françaises et c'est pour cette raison que son cas a été judiciairisé et qu'un placement en détention provisoire a été requis – un procédé inédit à l'égard de ce type d'agissements sur le territoire national. M^{me} Esfandiari était officiellement simple traductrice, mais, selon des éléments de l'enquête judiciaire dévoilés dans la presse ces derniers mois, son mode de vie et ses affinités, notamment avec certaines sphères d'extrême droite et des personnalités haut placées en Iran, posaient question.

Sur le fond, le cas des prisonniers français et celui de cette Iranienne ne sont toutefois pas formellement liés. Bien que l'Iran cherche depuis

le début de son incarcération à établir un parallèle entre le sort des Français et le traitement réservé à cette femme de 39 ans, il ne peut y avoir, en droit pénal français, d'« échange d'otages ». Le sort de M^{me} Esfandiari dépend avant tout de la progression de la procédure judiciaire à son encontre.

L'évocation d'un échange par le ministre iranien des affaires étrangères, le 11 septembre, est toutefois intervenue alors que, selon nos informations, les investigations dans le dossier concernant M^{me} Esfandiari touchent à leur fin et s'approchent du règlement avant un possible renvoi pour un procès. Ces déclarations surviennent également sur fond de négociations très tendues sur le programme nucléaire iranien, avec l'imminence du rétablissement de sanctions internationales contre Téhéran. Un dossier sur lequel les Iraniens ont beaucoup à perdre et où le poids de la France est déterminant.



Sept 26, 2025

US welcomes agreement to resume Kurdistan Region's oil exports

ERBIL, Kurdistan Region - Marco Rubio, US Secretary of State, on Thursday welcomed the announcement of an agreement between Baghdad, Erbil, and international oil companies to resume Kurdish oil exports through Turkey, adding that the deal was facilitated by Washington.

Rubio added that the agreement will «bring tangible benefits for both Americans and Iraqis.»

The statement comes days after the Kurdistan Regional Government (KRG) and most of the international oil companies operating in the Region announced

that they had reached an agreement with Baghdad to resume the Kurdish oil exports through Turkey-Iraq Pipeline.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani called the agreement «historic.»

Oil exports from the Kurdistan Region through the Iraq-Turkey pipeline have been suspended since March 2023, following a ruling by a Paris-based arbitration court in favor of Baghdad. The court found that Ankara had violated a 1973 pipeline agreement by allowing Erbil to independently export oil since 2014.

Rubio commended Iraqi and Kurdish officials «to make this progress possible,» noting that the agreement «will strengthen the mutually beneficial economic partnership between the United States and Iraq, encourage a more stable investment environment throughout Iraq for U.S. companies, enhance regional energy security, and reinforce Iraq's sovereignty.»

Kurdistan Region's ministry of natural resources late Thursday that the exports are expected to resume within 48 hours.

The Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR),

an umbrella group of oil producers operating in the Kurdistan Region, also welcomed the tripartite agreement.

All members of APIKUR, except for the largest producer Norway's DNO and its partner Genel Energy, have signed the agreement, Rudaw has learned.

«The interim agreements allow exports to restart in the coming days, while providing a path toward longer-term arrangements. We anticipate exports will resume within a few days,» said APIKUR.

The New York Times Sept. 27, 2025

Iranians Brace for Economic Impact of New U.N. Sanctions

Already suffering a 40 percent inflation rate and critical shortages of power and water, many in Iran expect conditions to get worse.

Iran's economic situation, already dire with water and power shortages, staggering budget deficits and a devalued currency, is now expected to deteriorate even further.

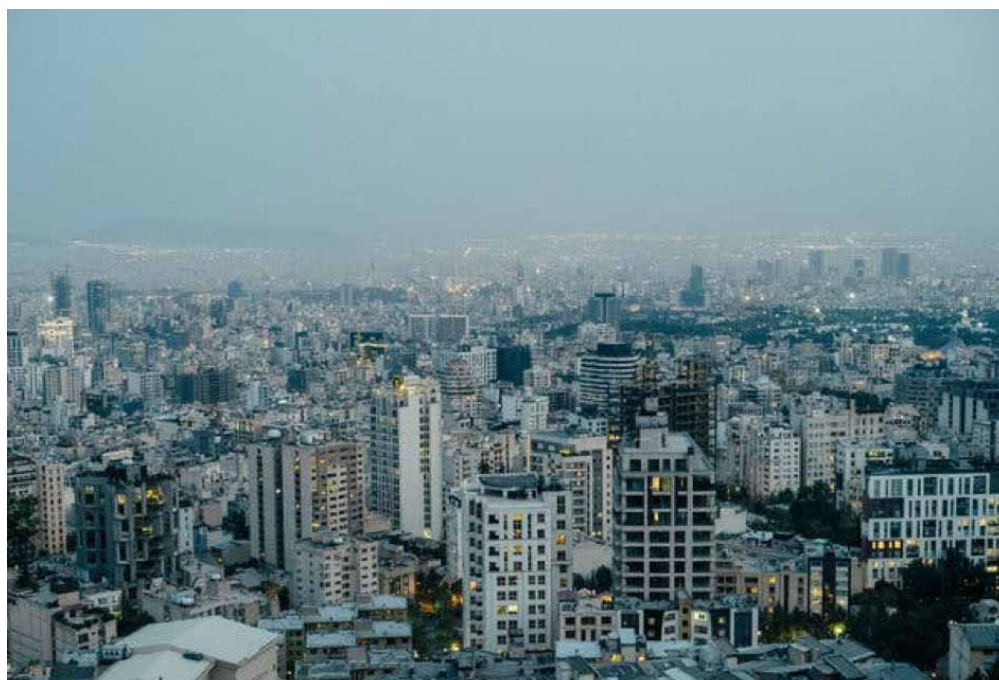
On Saturday, the United Nations Security Council reimposed harsh sanctions on Iran over its nuclear program, after the failure of a diplomatic marathon on the sidelines of the General Assembly.

The U.N. sanctions are more sweeping than the current American sanctions against Iran. They stem from a dispute between Europe and Tehran over adherence to the 2015 nuclear accord with world powers, and Iran's decision to bar international inspectors from its nuclear sites after strikes by Israel and the United States in June.

Secretary of State Marco Rubio confirmed that the U.N. sanctions had gone into effect. He [said in a statement](#) that the decision to restore the restrictions sent a clear message: "The world will not acquiesce to threats and half measures — and Tehran will be held to account."

The new sanctions freeze assets and ban travel for a range of Iranian entities and individuals, and authorize countries to stop and inspect cargo traveling from Iran by air and sea on Iranian government vessels, including oil tankers.

The sanctions prohibit Iran from enriching uranium at any level, launching ballistic missiles with nuclear warhead capability and transferring technical knowledge of its bal-



A view of Tehran, Iran's capital. Like many Iranian cities, it is struggling with shortages of electricity and water. Nanna Heitmann for The New York Times

listic missiles. They also reinstate an arms embargo.

Iran's president, Masoud Pezeshkian, called the sanctions "unjust and illegal."

"They want to topple us," he said in a briefing with reporters on Friday in New York. "If you were in our place, what would you do?"

Iran has not said how or whether it would retaliate.

Mr. Pezeshkian said a decision would be made after he returned to Iran and conferred with other officials. On Saturday, Iran's Foreign Ministry recalled its ambassadors to Britain, France and Germany to Tehran for consultations.

Mohammad Bagher Ghalibaf, Iran's speaker of Parliament and a hard-liner close to the

supreme leader, said on Sunday that Iran still had the right to enrich uranium under international law.

Hard-line factions in Iran have called for retaliation by withdrawing from the Nuclear Non-proliferation Treaty, a move that would raise alarm because it would remove guardrails on Iran's treaty obligations. Mr. Pezeshkian, a moderate, dismissed such talk, saying it was not an option.

The sanctions hit Iran at a particularly difficult time.

The country is still reeling from a 12-day war with Israel in June, which drew in the United States when it struck [three of Iran's nuclear sites](#).

The Iranian government has also been grappling with an acute energy and water crisis, leading to mandatory cuts in

power and water supplies in many cities.

Naysan Rafati, senior Iran analyst for the International Crisis Group, said the U.N. sanctions "compound the already significant strain on Iran's economy."

The 2015 deal to curb Iran's nuclear program relieved the country from U.N. Security Council sanctions passed from 2006 to 2010. The nuclear deal allowed those sanctions to be reimposed, using the so-called snapback mechanism, if Iran violated the terms of the deal by the end of October 2025.

If the deadline passed with no action, the provision would automatically expire and the sanctions would lapse.

But in August, Britain, France

and Germany triggered the mechanism and moved the deadline up to Sept. 28.

Europe accused Tehran of violating the 2015 agreement by enriching uranium up to 60 percent from 3.5 percent and accumulating a stockpile of 400 kilograms of highly enriched uranium, which could allow Iran to build several nuclear bombs if it chose to weaponize its program. Iran was also accused of violating it by not allowing international inspectors after the airstrikes. Iranian officials maintain their nuclear program is for peaceful purposes. They say they accelerated uranium enrichment only because the United States unilaterally exited the nuclear accord in 2018 under President Trump, who called it "a horrible one-sided deal," even though Iran was in full compliance.

To comply with U.S. sanctions, the Europeans ended trade with Iran. Iranian officials say that by doing so, European powers effectively violated their end of the deal.

In a letter to the U.N. secretary general, Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, said the argument by the three European powers was "legally flawed" and had demanded "arrangements beyond its scope." He called the invocation of snapback sanctions a "clear abuse of process."

"Attempts to revive terminated resolutions are not only legally baseless but also politically and morally unjustified," he wrote.

Mr. Pezeshkian reiterated that

Iran did not plan to pursue a nuclear weapon and expressed surprise that the world did not believe it.

The Europeans also criticized Tehran's decision after the June war to suspend cooperation with the International Atomic Energy Agency by denying its inspectors access to Iran's nuclear sites.

Mr. Araghchi argued in his letter that European statements at the time of the U.S. and Israeli strikes had "justified military attacks against Iran's IAEA-safeguarded facilities."

A satellite image of the Fordo nuclear facility in Iran after it was struck in a United States attack in June. Maxar Technologies, via Associated Press

Europe had laid out three conditions for Iran to avoid the new sanctions: to provide immediate access for the outside inspectors; to give the location of the 400-kilogram stockpile of highly enriched uranium; and to open direct nuclear negotiations with the United States.

Mr. Pezeshkian said in a briefing and in comments to Iranian news media on Saturday that Iran had conceded to negotiations and to giving access to inspectors.

But he said the United States had demanded that Iran turn out all of its 400-kilogram stockpile in exchange for a three-month suspension of snapback sanctions, a condition that Mr. Pezeshkian called unreasonable.

Russia and China, Iran's two main allies and permanent

members of the Security Council, tried on Friday to delay the sanctions by six months. But the measure was defeated, with nine countries opposed, including Britain, France and the United States.

On Friday, members of the United Nations Security Council voted against a resolution by Russia and China to delay by six months the reimposition of sanctions on Iran. Eduardo Munoz/Reuters

Russia and China have already said they do not consider the snapback measure legitimate and are likely to soften the effects of the sanctions by continuing to trade with Iran. Russia and Iran have close military ties, with Iran selling Russia drones it uses in the war in Ukraine.

China is the main client for Iran's oil sales, helping the government stay economically afloat.

Some Iranian political figures downplayed the impact of the snapback sanctions, saying the country was already managing under the current sanctions and would find ways to cope with the new ones. They placed blame on the West, saying that Europe and Washington were never seriously interested in reaching a new agreement.

"The only way is to become strong to a level that erases the idea of Iran surrendering to the enemy," said Mahdi Mohammadi, a conservative senior adviser to the head of Iran's Parliament said in a social media post.

Nevertheless, Iran's economy

has tanked in recent years, suffering not just from the American sanctions but from chronic mismanagement and corruption as well.

On Saturday, the rial dropped 4 percent against the dollar in the black market, which is the commonly accepted rate and the marker for inflation.

A market in Darband, one of Tehran's oldest neighborhoods. Iranians are struggling to cope with inflation running at 40 percent annually and a plunging currency. Nanna Heitmann for The New York Times For ordinary Iranians, the news hit hard.

They were already struggling with more than 40 percent inflation, rising unemployment and uncertainty about the direction of the country. Many fear a return to war with Israel and the United States.

Mehdi Bostanchi, the head of Iran's Council of Industries, said in an interview from Tehran that businesses and industries were bracing for a decline in demand and expected more hurdles in procuring goods from abroad and more restrictions on insurance, banking and shipping.

"The greatest pressure will be on small and medium-size enterprises, he said, "which account for over 90 percent of Iran's industrial units and about half of industrial employment."

An earlier version of this article misstated when sanctions were set to be reimposed on Iran. They were set to take effect on Saturday, not Sunday.

Iran : le surprenant recul de la France devant la justice internationale

La nouvelle est à peine croyable. La Cour internationale de justice (CIJ), le principal organe judiciaire des Nations unies, a annoncé jeudi 25 septembre avoir été dessaisie par la France de sa plainte déposée contre l'Iran pour « manquements graves et répétés » à la Convention de Vienne sur les relations consulaires portant sur « la politique d'otages menée par l'Iran à l'encontre de ressortissants français depuis mai 2022 ».

Le 16 mai dernier, le ministère français des Affaires étrangères avait annoncé avoir déposé une requête devant la CIJ en raison de la situation « inadmissible » de ses citoyens Cécile Kohler et Jacques Paris, décrits comme des « otages d'État », « détenus dans des conditions indignes » depuis le 7 mai 2022 en Iran alors qu'ils y réalisaient un voyage touristique.

À LIRE AUSSI L'incroyable annonce de l'Iran sur un échange de prisonniers avec la France « L'ordonnance a été adoptée comme suite à une communication adressée à la Cour par l'agent de la France, qui [...] a informé celle-ci que son gouvernement souhaitait se désister de l'instance, demande à laquelle l'Iran n'a pas fait objection », a déclaré dans un communiqué le tribunal, qui siège à La Haye. Interrogée par nos soins, la CIJ n'a pas précisé les raisons de l'abandon de cette affaire.

Le revirement français est d'autant plus surprenant que les deux enseignants, également syndicalistes, demeurent toujours emprisonnés dans des conditions extrêmement sévères en République islamique,

où ils ont été inculpés au mois de juillet pour « espionnage pour le Mossad », « complot pour renverser le régime » et « corruption sur terre ». Contacté par *Le Point*, le Quai d'Orsay se refuse au moindre commentaire.

« Perspective solide »

La saisine de la plus haute juridiction internationale s'inscrivait dans une stratégie française d'accentuation de la pression diplomatique sur la République islamique, conditionnant alors toute levée des sanctions à la libération préalable des « otages d'État » français. Celle-ci avait eu un effet sur Téhéran. En l'espace de quarante-cinq jours, Cécile Kohler et Jacques Paris avaient alors reçu pas moins de deux visites consulaires sous surveillance, alors qu'ils en étaient privés depuis des mois.

« Le retrait de cette plainte n'est pas surprenant, car cette question fait partie des négociations », explique une source proche du dossier. Le calendrier choisi ne doit rien au hasard. À la veille de l'annonce surprise de la CIJ, Emmanuel Macron retrouvait le président iranien, Massoud Pezeshkian, à New York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. À l'issue de la rencontre, le chef de l'exécutif iranien écrivait sur X (anciennement Twitter) être convenu avec son homologue français de « résoudre la question des prisonniers » entre la France et l'Iran.

Quelques heures auparavant, le président de la République annonçait dans une interview à France 24 et RFI avoir une « perspective solide » d'obtenir la libération de Cécile Kohler

et de Jacques Paris, ainsi que celle de Lennart Monterlos, cyclotouriste français détenu en Iran depuis le 16 juin dernier. D'après le quotidien *Le Monde*, un quatrième ressortissant tricolore aurait été arrêté par la République islamique cet été.

Selon nos informations, trois rencontres ont eu lieu cette semaine entre responsables français et iraniens à New York. Outre le face-à-face présidentiel de mercredi, le chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot, a également rencontré à deux reprises son homologue iranien, Abbas Araghchi, la première fois avec les autres ministres des Affaires étrangères des E3 (les trois plus grandes puissances européennes, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne) pour parler du nucléaire iranien, la seconde fois tout seul pour parler des dossiers bilatéraux, dont celui des otages.

« Susciter de l'espoir »

L'affaire des prisonniers français arbitrairement détenus en Iran s'est emballée le 11 septembre dernier, lorsque le ministre iranien des Affaires étrangères a évoqué à la surprise générale un échange imminent avec Mahdiah Esfandiari, une traductrice iranienne de 39 ans, en « détention provisoire » depuis près de sept mois en France pour « apologie du terrorisme, provocation en ligne au terrorisme et injures à raison de l'origine ou la religion ».

« À plusieurs reprises, les Iraniens se sont amusés à communiquer pour susciter de l'espoir sans pour autant que cela soit suivi d'action réelle », souligne

la source proche du dossier. « Ils ont intérêt à nous montrer qu'ils sont actuellement de très bonne volonté, surtout au moment où les sanctions internationales sont sur le point d'être rétablies contre l'Iran. Or, il est important de noter que le sujet du nucléaire et celui des otages sont totalement décorrés. »

Affaiblie militairement par la guerre des douze jours contre Israël, qui a retardé le programme atomique iranien, la République islamique est activement mobilisée pour empêcher que ne soient rétablies, ce dimanche, les sanctions de l'ONU contre l'Iran après le réenclenchement, le 28 août, par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne du mécanisme de « snapback », donnant à Téhéran un délai de trente jours pour se mettre en conformité.

L'Iran a, d'ores et déjà, signé, le 9 septembre au Caire, un accord de coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) établissant un nouveau cadre visant à permettre la reprise des inspections nucléaires en République islamique, répondant à l'une des demandes majeures des Occidentaux avec la reprise des négociations avec les États-Unis et la localisation des 400 kilogrammes d'uranium hautement enrichi considérés comme « disparus » par l'AIEA.

Rétablissement des sanctions
À Découvrir Le Kangourou du jour Répondre Mais ce geste a été jugé insuffisant par les pays occidentaux, qui se sont opposés, le 19 septembre dernier, à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU maintenant la levée des sanctions, ouvrant

la voie au retour des mesures punitives contre Téhéran. Des tractations de dernière minute ont lieu ces dernières heures à New York pour éviter ce scénario qui provoquerait à coup sûr une nouvelle chute de la

valeur de la monnaie nationale.

D'après l'agence de presse Reuters, la Russie et la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité et alliés de Téhéran, prévoient de dé-

poser une ultime résolution proposant de reporter de six mois le couperet onusien. Interrogée par *Le Point*, Noémie Kohler avoue avoir été, elle aussi, surprise du retrait français de la plainte devant la Cour in-

ternationale de justice, mais refuse de s'emballer quant à une possible libération de sa sœur Cécile Kohler et de son compagnon, Jacques Paris, détenus sans procès en Iran depuis 1 238 jours.

LE FIGARO

28 sept 2025

Nucléaire : les sanctions de l'ONU contre l'Iran rétablies après dix ans, Téhéran promet « une réponse ferme et appropriée »

De lourdes sanctions, allant d'un embargo sur les armes à des mesures économiques, sont entrées en vigueur. Mais Européens et Américains ont immédiatement assuré que cela ne marquait pas la fin de la diplomatie.

Les **sanctions de l'ONU contre l'Iran** ont été rétablies samedi soir après l'échec de négociations sur son programme nucléaire avec les Occidentaux, qui ont toutefois immédiatement appelé à reprendre le chemin de la diplomatie. Après le feu vert du Conseil de sécurité de l'ONU, de lourdes sanctions, allant d'un embargo sur les armes à des mesures économiques, sont à nouveau en vigueur depuis samedi 20h00 heure de New York (dimanche 00h00 GMT), dix ans après leur levée.

Mais Européens et Américains ont immédiatement assuré que cela ne marquait pas la fin de la diplomatie. Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a appelé Téhéran à « *accepter des discussions directes, en toute bonne foi* », tout en demandant à tous les États d'appli-

quer « *immédiatement* » les sanctions pour faire « *pression* » sur l'Iran. Les ministres Affaires étrangères britannique, français et allemand ont eux assuré dans un communiqué commun qu'ils continueraient à chercher « *une nouvelle solution diplomatique garantissant que l'Iran ne se dote jamais de l'arme nucléaire* ». En attendant, ils ont appelé Téhéran « *à s'abstenir de toute action escalatoire* ». Le rétablissement des sanctions de l'ONU contre Téhéran ne doit pas signifier « *la fin de la diplomatie avec l'Iran* », a souligné dimanche la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas.

Téhéran, justement, a assuré dimanche qu'il prendrait « *une réponse ferme et appropriée* ». « *La République islamique d'Iran défendra résolument ses droits et intérêts nationaux, et toute action visant à porter atteinte aux intérêts et aux droits de son peuple fera l'objet d'une réponse ferme et appropriée* », a indiqué dans un communiqué le ministère iranien des Affaires étrangères. L'Iran dénonce « *une réactivation des résolutions abrogées juridi-*

quement infondée et injustifiable (...) tous les pays doivent s'abstenir de reconnaître cette situation illégale ».

Environ 440 kilos d'uranium enrichi à 60%

Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran est le seul pays non doté de l'arme nucléaire à enrichir l'uranium à un niveau élevé (60%), proche du seuil technique de 90% nécessaire à la fabrication de la bombe atomique. Téhéran se défend d'avoir de telles ambitions sur le plan militaire mais insiste sur son droit au nucléaire à des fins civiles, notamment pour produire de l'électricité. L'accord sur le nucléaire (JCPOA) conclu en 2015 entre l'Iran et les grandes puissances plafonnait ce taux à 3,67%.

D'après l'AIEA, l'Iran dispose d'environ 440 kilos d'uranium enrichi à 60%, un stock qui, s'il était enrichi jusqu'au niveau de 90%, permettrait au pays de se doter de huit à dix bombes nucléaires, selon des experts européens.

Le président iranien Massoud Pezeshkian a affirmé samedi

que les États-Unis avaient exigé de l'Iran de lui remettre « *tout* » son uranium enrichi en échange d'une prolongation pour trois mois d'une suspension des sanctions, qualifiant cette requête d'« *inacceptable* ». « *Ils veulent que nous leur cédions tout notre uranium enrichi* », a déclaré à la télévision d'État M. Pezeshkian. « *Dans quelques mois, ils auront une nouvelle exigence* », a ajouté le président iranien.

La crainte d'une nouvelle guerre

Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, groupe de pays appelés E3, ont déclenché fin août le mécanisme du « *snapback* » qui permettait dans un délai de 30 jours de rétablir les sanctions levées en 2015 après l'accord sur le nucléaire iranien.

Avant même le rétablissement formel des sanctions, l'Iran a rappelé samedi « *pour consultations* » ses ambassadeurs dans les trois pays, selon la télévision d'État. « *La situation (économique) actuelle était déjà très difficile mais elle va empirer* », redoute Dariush, qui préfère

taire son patronyme. «*L'impact du retour des sanctions est déjà évident: le taux de change (du dollar face à la monnaie nationale, le rial) augmente, et cela entraîne une hausse des prix*» des biens de consommation, déclare à l'AFP cet ingénieur de 50 ans. «*La plupart des gens craignent une nouvelle guerre à cause du snap-back*», ajoute Dariush, en allusion aux frappes israéliennes et américaines en juin durant 12 jours contre l'Iran.

Pas de «gestes concrets»

Des réunions au plus haut ni-

veau se sont multipliées toute la semaine en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York pour tenter de trouver une solution diplomatique. Mais le trio européen a jugé que Téhéran n'avait pas de «*gestes concrets*» pour répondre à ses trois conditions: reprise des négociations avec les États-Unis; accès des inspecteurs de l'AIEA sur les sites nucléaires sensibles de Natanz, Fordo et Ispahan, bombardés en juin par Israël et les États-Unis; processus pour sécuriser le stock d'uranium enrichi.

La Russie et la Chine ont proposé, sans succès, vendredi

au Conseil de sécurité de l'ONU de prolonger de six mois le JCPOA qui expire le 18 octobre, afin de donner plus de chances à la diplomatie. Dans ce contexte, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a accusé samedi les Occidentaux de «*saboter*» la diplomatie, répétant que pour Moscou, le rétablissement des sanctions est «*légalement invalide*» et que la décision «*ne peut pas être appliquée*».

En 2015, France, Royaume-Uni, Allemagne, États-Unis, Russie et Chine avaient conclu avec Téhéran un ac-

cord, prévoyant un encadrement des activités nucléaires iraniennes en échange d'une levée des sanctions. Les États-Unis, sous le premier mandat du président Donald Trump, ont décidé en 2018 de s'en retirer et de rétablir leurs propres sanctions. L'Iran s'est ensuite affranchi de certains engagements, notamment sur l'enrichissement d'uranium. «*L'Iran n'a jamais cherché et ne cherchera jamais à fabriquer une bombe atomique*», a affirmé cette semaine à l'ONU le président iranien.



28 sept 2025

Syrie: pour relancer le projet de réunification dans l'impasse, les Kurdes attendent le «feu vert» de Damas

De retour de l'Assemblée générale des Nations unies à New York en marge de laquelle il a pu s'entretenir avec les principaux dirigeants de la planète, le président syrien par intérim Ahmed al-Charaa s'est adressé à la nation vendredi 26 septembre. L'occasion de rappeler le soutien de la communauté internationale à la réunification de la Syrie, alors que les négociations n'avancent pas avec les autorités kurdes du Nord-Est syrien.

Depuis la **signature d'une feuille de route le 10 mars**, les négociations s'enlisent et

la situation se dégrade entre le gouvernement de transition et les autorités kurdes.

Une impasse qui s'explique par l'ingérence de pays tiers pour Yasser Suleiman, porte-parole du comité de négociation kurde : «*Si le processus pouvait rester entre les mains des Syriens, et sans ces pressions extérieures, nous pourrions obtenir un accord qui satisferait l'ensemble des parties syriennes. Mais la Turquie est très présente et très influente.*»

«**À quoi va ressembler l'armée ?**»

Au-delà de l'influence turque, alliée de Damas, c'est l'épineuse question de l'intégration militaire des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les **Kurdes**, qui donne du fil à retordre aux négociateurs : «*À quoi va ressembler l'armée ? Au nord-est syrien, nous avons une armée séculaire, alors que dans les zones contrôlées par le gouvernement, l'armée adopte une dimension islamique*», indique Yasser Suleiman. *Comment trouver un compromis entre les FDS et l'armée du gouvernement syrien pour construire une armée nationale ?*»

Les deux parties ont constitué des comités techniques pour s'attaquer à chacune des problématiques concernées par cette intégration : «*De notre côté, nous sommes prêts et nous attendons le feu vert du nouveau gouvernement*», complète le porte-parole du comité de négociation kurde.

Sans reprise du dialogue entre les autorités du gouvernement à Damas et l'administration du nord-est syrien, c'est la fragile stabilité du pays qui serait sérieusement menacée.

Nucléaire : l'Iran dénonce le retour des sanctions de l'ONU, les Européens veulent croire en la diplomatie

Allant d'un embargo sur les armes à des mesures économiques, les lourdes sanctions ont été rétablies, samedi. L'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont assuré que cela ne marquait pas la fin de la diplomatie.

Le président iranien, Masoud Pezeshkian, a rejeté, dimanche 28 septembre, des négociations sur le dossier nucléaire iranien susceptibles d'engendrer de « nouveaux problèmes », après le rétablissement des sanctions de l'ONU contre son pays. « Nous avons toujours déclaré notre disponibilité à un dialogue logique, équitable et juste fondé sur des critères clairs, mais nous n'accepterons jamais une négociation qui nous causerait de nouveaux problèmes et difficultés », a déclaré M. Pezeshkian, cité par l'agence de presse ISNA.

Un peu plus tôt, l'Iran a dénoncé comme « injustifiable » le rétablissement des sanctions de l'ONU à son égard, dix ans après leur levée, en plein désaccord avec les Occidentaux sur son programme nucléaire.

La monnaie nationale iranienne, le rial, a atteint un plus bas historique face au dollar après l'annonce des sanctions, selon des sites de suivi des changes : un dollar s'échangeait, selon le taux informel au marché noir, à environ 1,1 million de rials, contre environ 900 000 rials, début août. Allant d'un embargo sur les armes à des mesures économiques, les lourdes sanctions ont été rétablies, samedi, après un feu vert du Conseil de sécurité consécutif à l'échec des négociations.



Des membres du parlement iranien assistent à une réunion parlementaire à Téhéran, le 28 septembre 2025. MAJID ASGARIPPOUR / VIA REUTERS

« Toute action visant à porter atteinte aux intérêts et droits du peuple d'Iran fera l'objet d'une réponse ferme et appropriée », a déclaré pour sa part le ministère des affaires étrangères iranien, dimanche, au lendemain du rappel par Téhéran de ses ambassadeurs en Allemagne, en France et au Royaume-Uni. Le ministère a dénoncé le retour « injustifiable » des sanctions « illégales ».

Le rétablissement des sanctions de l'ONU contre Téhéran ne doit pas signifier « la fin de la diplomatie avec l'Iran », a quant à elle souligné dimanche la cheffe de la diplo-

matie européenne, Kaja Kallas, à l'unisson des chancelleries de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni. « L'ONU a réimposé des sanctions contre l'Iran (...) en raison de son programme nucléaire. L'Union européenne suivra sans délai, comme elle le fait traditionnellement, mais une solution durable à la question nucléaire iranienne ne peut être obtenue que par la négociation et la diplomatie », a insisté M^{me} Kallas dans un communiqué.

Des sanctions qui ravivent les tensions

Le programme nucléaire de

l'Iran empoisonne de longue date les relations avec les Occidentaux qui, avec Israël, soupçonnent Téhéran de vouloir se doter de la bombe atomique. L'Iran dément et défend son droit au nucléaire civil. Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran est le seul pays non doté de l'arme nucléaire à enrichir l'uranium à un niveau élevé (60 %), proche du seuil technique de 90 % nécessaire à la fabrication de la bombe atomique.

En 2015, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Russie et la Chine avaient conclu avec

l'Iran un accord prévoyant un encadrement des activités nucléaires iraniennes en échange d'une levée progressive des sanctions internationales. Mais les Etats-Unis, sous le premier mandat de Donald Trump, s'en sont retirés en 2018 en rétablissant leurs propres sanctions qui affectent durement l'économie iranienne. En riposte, l'Iran s'est affranchi de certains engagements, notamment concernant l'enrichissement d'uranium, plafonné à 3,67 % par l'accord de 2015.

Dans l'une des clauses de ce pacte, l'Iran déclare que, si les sanctions étaient rétablies dans leur ensemble ou en partie, il considérerait cela comme un motif pour cesser d'exécuter ses engagements au titre de l'accord dans leur ensemble ou en partie. Mais Londres, Paris et Berlin (groupe E3), accusant Téhé-

ran de ne pas respecter ses engagements, ont déclenché fin août le mécanisme dit « snapback » qui permet dans un délai de trente jours de rétablir les sanctions levées en 2015.

L'Iran accuse en retour le trio européen de ne pas avoir respecté l'accord de 2015, car il n'a pas empêché le retour des sanctions américaines. Et il juge par conséquent « *illégal* » le déclenchement du « snapback ». La Russie et la Chine s'opposent à ces sanctions.

Israël salue « un développement majeur »

Malgré l'escalade, le groupe E3 a assuré vouloir chercher « *une nouvelle solution diplomatique garantissant que l'Iran ne se dote jamais de l'arme nucléaire* ». Les Etats-Unis

ont demandé à Téhéran d'« *accepter des discussions directes* », ainsi qu'une application « *immédiate* » des sanctions. Après plusieurs réunions infructueuses, le trio européen avait jugé que Téhéran n'avait pas fait de « *gestes concrets* » pour répondre à ses trois conditions : reprise des négociations avec les Etats-Unis ; accès de l'AIEA aux sites nucléaires sensibles ; processus pour sécuriser le stock d'uranium enrichi.

En juin, Israël a déclenché une guerre de douze jours contre l'Iran, son ennemi juré, en bombardant des sites nucléaires et militaires et en tuant des commandants et des scientifiques iraniens. La guerre avait éclaté alors que les Etats-Unis étaient engagés dans des pourparlers indirects avec l'Iran. Les Etats-Unis ont eux aussi bombardé des sites nucléaires iraniens.

Israël a en tout cas salué, dimanche, le rétablissement des sanctions de l'ONU contre l'Iran, qualifiant cette décision de « *réponse aux violations* » de la République islamique dans le dossier nucléaire. « *Il s'agit d'un développement majeur en réponse aux violations persistantes de l'Iran, en particulier concernant son programme nucléaire militaire* », a indiqué le ministère des affaires étrangères israélien sur X. « *L'objectif est clair : empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire. Le monde doit utiliser tous les outils pour atteindre ce but.* » Israël maintient l'ambiguïté sur sa possession de l'arme atomique, mais, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, l'Etat hébreu détient 90 ogives nucléaires.



28 sept 2025

L'Iran exécute un homme accusé d'espionnage au profit d'Israël

Il était accusé par l'Iran d'être « *l'un des espions les plus importants d'Israël* » : Bahman Choubi-Asl a été exécuté ce lundi 29 septembre, a fait savoir la presse judiciaire iranienne. C'est la dixième exécution du genre cette année alors qu'une guerre de 12 jours a opposé en juin dernier les deux pays.

La justice iranienne a exécuté ce lundi 29 septembre Bah-

man Choubi Asl, présenté comme un espion du Mossad. Ce dernier aurait collaboré « *étroitement* » avec les renseignements israéliens et aurait eu « *un accès privilégié aux bases de données vitales et souveraines* » de la République islamique.

Après la guerre de 12 jours qui a opposé en juin Téhéran à Tel Aviv, l'Iran s'est mis à rechercher des responsables

sur son sol et a promis des procès expéditifs pour les personnes suspectées de collaboration avec Israël. Mais c'est la première fois que les autorités iraniennes mentionnent le nom de la personne exécutée. Le pouvoir judiciaire n'a toutefois pas fourni la date de son arrestation. Bahman Choubi Asl, dont l'appel avait été rejeté par la cour suprême, est le dixième cas du genre cette année.

Le 9 août dernier, la justice iranienne avait annoncé l'ouverture d'une enquête concernant 20 personnes arrêtées pour leurs liens présumés avec Israël. Roozbeh Vadi, un homme accusé d'avoir transmis des informations sur un scientifique spécialiste du nucléaire tué lors de la guerre, a déjà été exécuté il y a quelques jours.



Hala Kodmani
28 sept 2025

Syrie A Alep, « c'est à nous de remettre notre cité sur pied »

Sous l'impulsion d'entrepreneurs revenus après la chute du régime de Bachar al-Assad, de grands chantiers de reconstruction d'usines et de restauration du patrimoine ont été lancés dans la capitale économique, en partie détruite durant la guerre civile.

L'enthousiasme de Karim (1) pendant qu'il fait visiter son usine, tout juste reconstruite dans les environs d'Alep, transparaît dans ses grands gestes et ses explications. «Les travaux sont maintenant terminés et les machines seront installées la semaine prochaine, indique l'entrepreneur en circulant dans l'immense espace encore vide, aux colonnes et aux murs tout blanc. Ici sera installé le four central et, à côté, les distributeurs et palettes d'épices et d'herbes, stockées plus loin dans des conditions régulées de température et d'humidité.»

Zest, la fabrique d'arômes et saveurs pour les industries agroalimentaires et la restauration, créée en 1992 par Karim et son cousin, retourne sur sa terre natale après plusieurs années d'interruption et de destruction. Dans cette région entre Alep et Idlib, la guerre a fait rage entre le régime de Bachar al-Assad et les groupes rebelles syriens. Certains de ces combattants locaux étaient d'anciens employés de l'usine et ils s'y réunissaient parfois. Plusieurs ont été tués. «Mais tous ceux qui restent vont reprendre le travail ici maintenant. D'ailleurs, nous avons continué de payer nos 90 salariés pendant les années de guerre où tout était à l'arrêt», souligne

Karim, qui avait transféré en 2012 son affaire en Turquie, où il avait conquis de nouveaux marchés à travers le Moyen-Orient, multipliant son chiffre d'affaires.

Ville divisée en deux

Outre les moyens d'investir pour relancer l'entreprise installée sur le domaine familial, ce descendant d'une dynastie d'Alep, traditionnellement propriétaire agricole, tient sa revanche contre l'ancienne dictature syrienne qui l'avait contraint à l'exil. Menant les visiteurs sur le terrain entouré de fins cyprès et à nouveau labouré autour de l'usine où se trouvent les tombes de son père et de son grand-père, le presque sexagénaire raconte son empressement à réinvestir la place qui lui revient. «Dès le 15 décembre, soit une semaine après la chute du régime, j'ai dépêché des équipes ici pour étudier les besoins et lancer le chantier de la reconstruction», affirme-t-il.

Comme Karim, d'autres entrepreneurs alépins cherchent à relancer leurs affaires dans ce qui était jadis la capitale économique de la Syrie. Mais leur bonne volonté ne suffit pas dans la deuxième ville du pays aux plus de 2 millions d'habitants, déchirée par les années de guerre civile. Alep a été divisée en deux, avec une moitié Ouest restée intacte car aux mains du régime, tandis que l'autre partie rebelle a été écrasée sous les barils d'explosifs meurtriers et ravageurs avant d'être assiégée et bombardée par l'armée syrienne épaulée par l'aviation russe. Puis, elle a été vidée de sa

population fin 2016. Cette partie toujours en ruines aujourd'hui englobe, outre les quartiers populaires, les zones industrielles ainsi que la vieille ville et ses kilomètres de souks et de khans (petites habitations pour les commerçants) historiques extraordinaires.

De timides initiatives de déblaiement des décombres et de restauration ont commencé aux limites du vieil Alep, à l'initiative de fondations privées européennes, dont l'Aga Khan. Le quartier chrétien de Jdeideh commence à retrouver de sa superbe avec la restauration de la place Farhat où trône la cathédrale maronite, bien gardée par des hommes armés. Mais c'est surtout la réouverture de la maison Sissi, trésor architectural du XVII^e siècle, magnifiquement reconstruite et redécorée par son vieux propriétaire arménien, qui marque pour ses nostalgiques le début de la renaissance d'Alep. «Les cuisines ont rouvert avec nos fameuses spécialités, indique le responsable des lieux. Le piano-bar va fonctionner ici bientôt», ajoute-t-il, en révélant au bas d'un escalier des alcôves aménagées dans une grotte avec des figures taillées dans la pierre par un jeune sculpteur commissionné par le propriétaire.

Concurrence turque

En revanche, les zones industrielles de Cheikh Maq-soud et de Lairamoun du nord d'Alep, transformées en véritables champs de bataille pendant plusieurs années, ne sont plus aujourd'hui que des amas de pierre. «C'est là

qu'étaient nos ateliers !» s'exclame Nahla en pointant son doigt vers des pans de bâtiments écroulés au milieu d'un paysage de séisme, au passage de la voiture conduite par son frère Salim. La famille de la haute bourgeoisie, qui possédait une entreprise de couture de luxe spécialisée dans les robes de mariée et tenues de soirée, cherche à relancer son activité. De retour à Alep depuis quelques mois, après des années d'exil, elle entre l'Egypte et la France, lui à Dubaï puis en Turquie, tous deux sont déterminés à rebondir.

Salim qui vient de rapatrier ses machines et ses ouvriers de Turquie où il avait transféré une partie de son activité, tente de surmonter des obstacles de base. «Le problème de l'électricité est vital pour nombre d'entrepreneurs qui voudraient comme moi revenir s'installer au plus vite», indique le quinquagénaire, qui rêve d'organiser un défilé de mode sur les remparts de l'imposante citadelle d'Alep. «Il nous faut nous distinguer par la qualité et la créativité de notre production», affirme le capitaine de l'industrie textile qui a fait la gloire d'Alep depuis l'époque des routes de la soie. Le secteur est en effet dévasté par les années de guerre mais aussi par la concurrence des marchandises turques à bon marché qui ont envahi tout le nord syrien.

«C'est notre cité et c'est à nous de la remettre sur pied», affirme de son côté Nahla, qui s'investit déjà dans des initiatives de la société civile d'Alep et s'est mobilisée depuis la chute du régime

pour participer à la réhabilitation de sa ville, avec l'aide du gouverneur, particulièrement ouvert et dynamique. Celui-ci organise des réunions publiques thématiques avec différents acteurs impliqués pour améliorer les conditions

de vie par une gestion collective. Ainsi, une «campagne anti-mendicité» a permis de soustraire des rues les très nombreux quêteurs, notamment les femmes et les enfants, en les incluant dans des programmes d'intégra-

tion.

Quand ils parlent avec fierté et même une certaine arrogance de «l'esprit d'Alep», les habitants font valoir la solidarité qui les lie à leur ville «quelle que soit leur appartenance sociale, communau-

taire ou politique». Le plus grand nombre de retours d'expatriés syriens ces derniers mois est d'ailleurs enregistré vers «Alep, qui sera à la pointe de la renaissance de la Syrie», assure Nahla.



Sept 30, 2025

SDF captures suspected ISIS leader in eastern Syria

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) on Tuesday said it captured a leader of an Islamic State (ISIS) cell in eastern Deir ez-Zor province after clashes with the group.

“Our SDF’s Hajin Military Council captured a leader of an ISIS terrorist cell in the town of Darnach, Deir ez-Zor’s eastern countryside, following a clash that resulted in his injury and capture,” the force said in a statement.

The SDF added that ISIS cells attempted to attack a security checkpoint in Abriha town using motorcycles and a machine gun.

“Our fighters confronted the attackers and successfully repelled the attack, injuring one terrorist and forcing the others to withdraw. Following the incident, a combing operation was launched to ensure security and stability in the area,” the statement read. On Thursday, the SDF said it



An SDF fighter stands next to an armored vehicle in Deir ez-Zor, eastern Syria in September 2023. Photo: AFP

repelled another ISIS attack in eastern Syria but lost five fighters in the clashes.

The incidents come amid a surge in ISIS activity in eastern Syria. The SDF said mid-September that ISIS has carried out more than 153 attacks in northeast Syria (Rojava) since December.

The extremist group, whose so-called caliphate was dismantled in Syria by the SDF in 2019 with the help of the US-led global coalition against ISIS, remains a threat and has exploited a security vacuum, especially in areas separating Rojava from Damascus-held territories, since the interim government came

to power in December.

The SDF, the de facto military force in Rojava and a key partner of the coalition, has launched numerous operations this year to counter what it calls a resurgence of ISIS activity targeting both its forces and civilians.

The New York Times Sept. 30, 2025

U.S. Deports Planeload of Iranians After Deal With Tehran, Officials Say

The deportation flight to Iran is the most stark push yet by the Trump administration to deport migrants even to places with harsh human rights conditions.

The Trump administration is deporting a planeload of around 100 Iranians back to Iran from the United States after a deal between the two governments, according to two senior Iranian officials involved in the negotiations and a U.S. official with knowledge of the plans.

Iranian officials said that the plane, a U.S.-chartered flight, took off from Louisiana on Monday night and was scheduled to arrive in Iran by way of Qatar sometime on Tuesday. And the U.S. official confirmed that plans for the flight were in the final stages. All the officials spoke to The New York Times on condition of anonymity because they were not authorized to discuss details publicly.

The deportation is one of the most stark efforts yet by the Trump administration to deport migrants no matter the human rights conditions they might be sent into. Earlier this year, the [U.S. deported a group of Iranians](#), many of them converts to Christianity who face persecution at home, to both Costa Rica and Panama. The expanding deportation campaign has [sparked lawsuits by immigrant advocates](#) who have criticized the flights

For decades, the United States had given shelter to Iranians fleeing their homeland, which has one of the harshest human rights records in the world. Iran persecutes women's rights activists, political dissidents, journalists and lawyers, religious minorities and members of the L.G.B.T.Q. community, among others.



Addressing the United Nations General Assembly last week, President Trump insisted that the United States would double down on efforts to deport masses of migrants. Doug Mills / The New York Times

The identities of the Iranians and their reasons for trying to immigrate to the United States were not immediately clear. In the past several years, there has been an increase in Iranian migrants arriving at the southern U.S. border and crossing illegally, including many who have claimed fear of persecution back home for their political and religious beliefs.

The United States had long hesitated or had trouble deporting migrants to certain countries like Iran because of a lack of regularized diplomatic relations and an inability to get travel documents in a timely manner. That had forced American officials to either hold migrants in detention for long periods or release them into the United States. The United

States deported just more than two dozen Iranians back to the country in 2024, the highest total for years, over the course of several commercial flights.

The two Iranian officials said the deportees included men and women, some of them couples. Some had volunteered to leave after being in detention centers for months, and some had not, they said.

The officials said that in nearly every case, asylum requests had been denied or the people had not yet appeared before a judge for an asylum hearing.

The deportation is a rare moment of cooperation between the United States and the Iranian government, and was the culmination of months of discussions between the two

countries, the Iranian officials said.

One of the officials said that Iran's foreign ministry was coordinating the deportees' return and that they had been given reassurances that they would be safe and would not face any problems. Still, he said, many were disappointed and some even frightened.

In addition to inflicting political oppression, Iran is in the throes of an economic and energy crisis with plunging currency, sky-high inflation, unemployment, and water and power cuts. The economic situation is bound to get even worse with the [return of United Nations Security Council sanctions](#) that went into effect on Saturday.

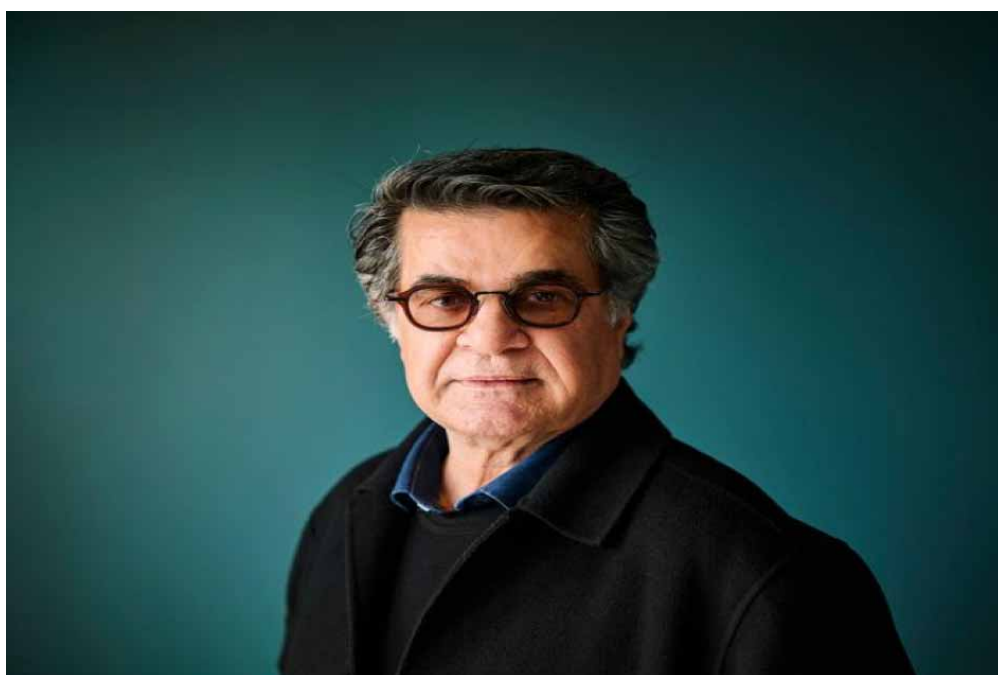
Les ruses de Jafar Panahi pour tourner « Un simple accident » en Iran : « Tous ensemble avec notre matériel, nous tenions dans deux voitures »

Rencontré à Paris juste avant la sortie de son film, Palme d'or à Cannes, le réalisateur iranien revient sur les conditions de tournage et les menaces contre son équipe.

Malgré un agenda chargé pour la promotion de son dernier film, *Un simple accident*, l'Iranien Jafar Panahi impressionne par son énergie. Rencontré à Paris avant la sortie de cette œuvre, le lauréat de la Palme d'or 2025 du Festival de Cannes reconnaît qu'il n'a guère la possibilité de quitter son pays : entre 2010 et 2023, le régime en place lui a interdit de voyager.

Depuis son succès à Cannes, le cinéaste de 65 ans enchaîne festivals et événements internationaux. « Ça ne s'arrête plus. J'ai été en Australie, en Arménie, en Croatie, en Pologne et, après Paris, je partirai aux États-Unis pour la course aux Oscars [où *Un simple accident* a été choisi pour représenter la France]. Aujourd'hui, il est difficile de trouver du temps pour me concentrer sur mes projets. »

Habitué depuis 2010 à tourner sans autorisation officielle, Panahi a développé mille ruses pour limiter les risques. Pour *Un simple accident*, il a réduit son dispositif au strict minimum : « Tous ensemble, avec notre matériel, nous tenions dans deux voitures. Plus l'équipe est grande, plus les risques sont lourds. » Près d'un tiers du film a ainsi été tourné à l'intérieur d'une fourgonnette, servant aussi de cache pour d'autres scènes. Les extérieurs ont été choisis



Le réalisateur iranien Jafar Panahi, à Paris, le 26 septembre 2025. SAMUEL KIRSZENBAUM POUR « LE MONDE »

dans des zones désertiques ou peu fréquentées.

Malgré ces précautions, les ennuis n'ont pas tardé. Il a suffi d'une journée de tournage pour qu'une partie de l'équipe soit arrêtée. Averti, Jafar Panahi cache aussitôt le matériel et revient aider ses collègues : « Quinze hommes en civil nous disaient : "Donnez-nous vos rushes !" Je leur ai répondu que je ne les avais plus, leur faisant comprendre qu'on avait des copies et que confisquer le matériel ne servirait à rien. » Le tournage est interrompu un mois, certains collaborateurs sont convoqués et menacés. Fi-

nalement, Jafar Panahi termine son film en trois jours seulement et confie la post-production à l'étranger.

« Une image sombre du pays »

La pression ne cesse pas pour autant. Deux semaines avant son départ pour Cannes, quatre de ses proches (dont les actrices Hadis Pakbaten et Maryam Afsari) sont convoqués par le ministère du renseignement. Jafar Panahi les accompagne jusqu'à la porte, « afin que les autorités sachent que si quelque chose de grave arrive à [leurs] collègues, [ils] ne

resteront pas silencieux », explique le réalisateur. La consigne est de « respecter le hidjab » et de « ne rien dire de problématique pendant les entretiens ». « Le film était déjà terminé, nous avions donc les cartes en mains. Les officiels maintenaient la pression sur nous pour tenter de maîtriser les dégâts », explique le cinéaste.

A Doha, la capitale du Qatar, sur la photo prise avant leur correspondance pour Cannes, les femmes de l'équipe sont sans hidjab. Pareil à Cannes. En conférence de presse, Jafar Panahi évoque les pressions subies, mais annonce

vouloir rentrer en Iran après le Festival. Lorsqu'*Un simple accident* remporte la Palme d'or, les médias iraniens l'accusent d'« avoir donné une image sombre du pays » et qualifient son prix de « politique », niant ses qualités artistiques. Pourtant, le retour à Téhéran se fait sans encombre. A l'aéroport, cinéastes et familles de prisonniers politiques viennent les accueillir.

Alors que de plus en plus de cinéastes en Iran choisissent, comme Jafar Panahi, de tourner leurs films sans autorisation – notamment depuis le mouvement Femme, vie, liberté, en septembre 2022, après la mort de Mahsa Amini

en détention pour une apparence jugée « pas assez islamique » –, certains sont pris pour cible par les autorités afin de servir d'exemple.

Maryam Moghaddam et Beh-tash Sanaeeha, auteurs de *Mon gâteau préféré*, n'ont toujours pas le droit de voyager. Leur peine de vingt-six mois de prison avec sursis pendant cinq ans, pour « propagande contre la République islamique » et « propagation de la débauche », a été confirmée en appel en avril.

L'élan en cours

Fin juillet, le cinéaste Ali Ah-madzadeh (*Critical Zone*, Léopard d'or au Festival inter-

national du film de Locarno, en 2023) a vu sa maison, dans le nord de l'Iran, prise d'assaut par des agents armés alors qu'il tournait un nouveau film. Sans mandat judiciaire, les forces de sécurité ont saisi son matériel de tournage, ses effets personnels et ses appareils électroniques, certains étant loués. Depuis, lui et une dizaine de ses proches collaborateurs sont interdits de quitter le pays et attendent leur procès.

Pour Jafar Panahi, ces intimidations n'arrêteront pas l'élan en cours. « Les entités comme le régime iranien sont obligées de se transformer ou de disparaître, glisse-t-il. L'Iran est en passe de

connaître un grand changement. J'ai l'espoir. »

Le cinéaste dit avoir « évolué » avec le mouvement Femme, vie, liberté, « comme toute la société iranienne. » « L'histoire de l'Iran se divise en deux après la mort de Mahsa. Une ligne rouge idéologique [du régime] – la question du hijab – a été franchie : de nombreuses femmes ne se couvrent plus les cheveux en public [alors que la loi obligeant à le faire n'a pas été abolie]. Parfois, elles se voient infligées d'une amende, leur voiture est placée en fourrière, mais le lendemain, elles montrent de nouveau leurs cheveux. Moi, je fais pareil. Je ne vais pas reculer non plus. »

Le Canard enchaîné

À qui perd Erdo-gagne ?

Voilà une diversion bienvenue ! Alors qu'il se débat face à la situation économique de son pays et à son opposition, qui se refuse de se laisser étrangler, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a décroché un rendez-vous au sommet à Washington dès ce jeudi 25 septembre, d'après un message posté par Trump lui-même. Une visite pour faire des emplettes : achat à grande échelle de Boeing et de chasseurs F-16, voire, à terme, de F-35.

Les tensions passées sont déjà loin...

Or, comme le note *Le Monde* (21/9), la presse turque s'est fait l'écho d'un rendez-vous secret, mi-septembre, entre Donald Trump Jr, le fils du président, et Erdogan, dans un palais d'Istanbul, rendez-vous figurant à l'agenda présidentiel comme une rencontre avec un simple « homme d'affaires » ...

C'est là que la rencontre à la Maison-Blanche aurait été négociée. « Alors que la patrie [saigne], ils

cherchent à faire des affaires avec le fils de Trump et des lobbyistes », a fulminé, le 17 septembre, Özgür Özel, le leader de l'opposition, qu'Erdogan s'évertue à museler.

« **Family business is business** », comme souvent avec Trump. Le *New York Times* a révélé que la fille du président, Tiffany, avait fait une croisière cet été avec son mari sur le yacht du milliardaire turc Ercüment Bayegan, qui a investi dans le pétrole libyen. Mieux : le propre beau-père de ladite Tiffany, Mas-

sad Boulos, que Trump a nommé conseiller en chef pour l'Afrique, a, de son côté, rencontré des dirigeants du secteur de l'énergie à Tripoli.

Dans le même temps, Erdogan, ne mettant plus ses œufs dans le même panier, a dépêché à Benghazi le chef des services secrets pour une rencontre avec le maréchal Haftar, qui tient l'est de la Libye, où est extrait l'essentiel du pétrole national.

Comme si les pétrodollars n'avaient pas d'odeur...



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Sept 30, 2025

Kurdistan Digest | September 2025

The third anniversary of the death of Zhina Amini on September 16, 2025, served as a catalyst for a wide-spread and severe pre-emptive security crackdown across the Kurdish regions of Iran (Rojhelat). The regime's objective was clearly to neutralize potential civil society mobilization associated with the "Woman, Life, Freedom" movement.

Arbitrary Arrests and Detentions

Across villages, towns, and cities, security forces carried out raids, seized civilians without due process, and targeted both children and adults. The month of September also marked the anniversary of [Zhina Amini's death](#), around which repression intensified.

The month began with news from Urmia, where a [Kurdish man](#) was ordered to serve a six-month prison sentence. Mid-month, civil activist [Hamid Chapati](#) was sent to Urmia Prison, while in Kamyaran, [two Kurdish children](#) were detained by intelligence forces. On September 12, a Revolutionary Court in Urmia handed down a [death sentence](#) to 25-year-old Nasser Bekrzadeh and ten years in prison to [Shahin Vasaf](#) on espionage charges, despite earlier rulings that had overturned their original death penalties. In Kamyaran, [four children and one adult were detained](#) in mid-September, continuing the alarming pattern of minors being targeted.

As the anniversary of Zhina Amini's death approached, the Iranian regime escalated its campaign of intimidation and control. On September 16, twenty-two rights groups and prominent public figures issued an appeal demanding [urgent medical care](#) for

long-imprisoned Kurdish activist Zeynab Jalalian. That same day, guards at the Saqqez gold mine opened fire on villagers protesting environmental damage, [killing a young farmer](#) and wounding four others. Despite threats and heavy security presence, shopkeepers in [Saqqez and Diwandarah](#) went on strike the following day to mark the anniversary, a gesture of defiance against the state's attempts to silence public memory. In Sanandaj, security forces interrogated [Nahiyeh Rahimi](#), the 71-year-old mother of slain protester Ramin Fatehi, threatening her for visiting her son's grave.

The arrests did not abate. On September 18, [two 16-year-old boys](#) from Oshnavieh (Shinno), Diyar Gargol and Alan Tabnak, were detained during nighttime raids, their whereabouts remaining unknown. The following day, security forces [arrested another teenager](#), Zanyar Shadi-Khah, along with a young man, Mohsen Dahar. That same day in Senna and Diwandarah, [two Kurdish citizens](#), Zana Mansouri and Mohammad Salehi, were seized, again with no disclosure of where they were taken.

By late September, the repression reached rural villages. On September 23, intelligence forces descended on Selin village in Sarvabad with eighteen vehicles, raiding homes, smashing property, and arresting retired teacher [Mostafa Advaei](#) and his 23-year-old nephew Kioumars Advaei. As with so many others taken this month, their fate remains undisclosed.

Executions of Kurdish Prisoners

September 2025 witnessed a grim escalation of executions in Iran, with Kurdish prisoners

among the victims of a system that continues to deploy the death penalty as an instrument of control and intimidation. Reports from the [Hengaw Organization for Human Rights](#) and the [Kurdistan Human Rights Network](#) confirm multiple Kurdish men were executed across Senna, Karaj, Ilam, Kermanshah, and Khorramabad. The cases reveal a chilling pattern: allegations of torture and unfair trials, denial of due process, and clustering of executions in Kurdish-majority provinces.

The month opened in Senna, where on 2 September, [Mohammad Babaei](#), a 44-year-old Kurdish man from Dezli village in Sarvabad, was hanged in the city's central prison on charges connected to a murder case. Five days later, on 7 September, [Azad Moradi](#), a Kurdish man from Baneh, was executed in the same facility. His death came on a day when six other prisoners were executed across Iran, underscoring how Kurdish cases are folded into larger waves of capital punishment carried out in near silence.

The most politically charged case came on 17 September, when authorities executed [Babak Shahbazi](#) in Ghezel Hesar Prison, Karaj. A Kurdish political prisoner accused of espionage for Israel, Shahbazi's case was marred by torture, coerced confessions, and the denial of a final family visit. His execution demonstrated yet again how the death penalty in Iran extends far beyond criminal law and serves as a weapon against political dissent. That same week, three other Kurdish men were executed in Ilam and Karaj, folded into a two-week spree that saw at least twenty people hanged nationwide. The violence spread further west a few days later. On 21 Sep-

tember, three Kurdish prisoners — [Saeed Ghobadi](#), Kazem Jamashourani, and Hadi Nowruzi — were executed at Dizelabad Prison in Kermanshah. Hours earlier, another Kurdish prisoner from Sarpol-e Zahab, Saeed Qubadi, was also hanged there. The cluster of four executions in a single Kurdish province on one weekend cast a long shadow over the region.

Violence Against Kolbars

Kolbars, Kurdish border porters, continued to face deadly violence in September. On September 25, Iranian border guards in Baneh shot dead Qasem Azizi, a 47-year-old father of two, after reportedly telling his group they were free to leave before opening fire. His body was transferred to Salah al-Din Ayoubi Hospital in the city.

On September 16, Mohammad Abdi, 37, was seriously wounded by gunfire in the Maleh Khor border area of Sarvabad. He suffered injuries to his leg and back and had to be taken to Sanandaj (Senna) for [treatment](#). [Hengaw, Sep 16, 2025](#). On [September 23](#), three kolbars were wounded in Nowsud. Among them, Karwan Almasi of Salas Babajani sustained a severe hand injury, while two others remain unnamed. [Hengaw, Sep 23, 2025](#).

Rights groups note that since January, dozens of Kurdish kolbars have been killed or injured, often shot without warning. A recent investigation described how, after the so-called "12-day war," Iranian forces escalated their repression: seven kolbars were killed by direct fire in just weeks: a higher toll than the entire six months [before, Sep 9, 2025](#).

Les dépêches de l'afp de septembre 2025

1 septembre 2025

La Turquie doit changer de Constitution pour la paix avec le PKK

Istanbul, 1 sept 2025 (AFP)

— La Turquie devra modifier sa Constitution pour avancer sur la voie de la paix avec les combattants kurdes du PKK, a estimé lundi le principal conseiller juridique du président Recep Tayyip Erdogan.

En revanche, le conseiller, Mehmet Ucum, exclut tout statut spécifique pour les Kurdes.

«L'État du peuple kurde est la République de Turquie, la Turquie est la patrie du peuple kurde» insiste-t-il.

Les autorités turques ont initié ces derniers mois une série de rencontres pour mettre un terme au conflit de plus de quatre décennies avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a annoncé en mai sa dissolution et symbolique-

ment entamé son désarmement mi-juillet.

En contrepartie, le parti pro-kurde DEM, troisième force au Parlement, qui a assuré la médiation entre Ankara et le fondateur emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, exige une amélioration des droits de la communauté kurde qui représente environ 20% de la population turque.

À cette fin, le parlement turc a institué une commission transpartisane chargée de préparer un cadre juridique au processus de paix.

«Avec la dissolution du PKK et son dépôt d'armes, la voie est désormais libre pour un processus démocratique», indique Mehmet Ucum, conseiller principal de M. Erdogan et président par intérim du

Conseil des politiques législatives, dans une interview accordée au quotidien Haber Turk.

«Ce processus est une transformation révolutionnaire qui déterminera l'avenir de la Turquie et de la région», selon lui.

M. Ucum estime que les revendications du DEM dans le cadre de ce processus pourront être traitées par une nouvelle Constitution.

«Le fait que la citoyenneté turque soit définie comme un statut juridique plutôt qu'ethnique sera clairement énoncé», explique-t-il.

La nouvelle charte nationale pourra intégrer «une réforme des collectivités locales, soulignant leur caractère unitaire

et renforçant leurs pouvoirs», avance-t-il.

M.Erdogan, qui dirige la Turquie depuis 2003, a souvent évoqué un changement de Constitution qu'il juge obsolète car héritée du coup d'État militaire de 1980, même si elle a été plusieurs fois amendée.

Pour de nombreux observateurs, une nouvelle Constitution permettrait au président Erdogan, au pouvoir depuis 2003, de se représenter à la présidence.

A l'heure actuelle le dirigeant turc, réélu en 2023, n'est pas autorisé à briguer un nouveau mandat.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 septembre 2025

Kurdistan d'Irak: un opposant condamné à cinq mois de prison

Souleimaniyeh (Irak), 2 sept 2025 (AFP)

— Un tribunal de la région autonome du Kurdistan d'Irak a condamné mardi un chef de l'opposition, Shaswar Abdulwahid, à cinq mois de prison pour diffamation, ont déclaré son avocat et parti.

Homme d'affaires devenu politicien, Shaswar Abdulwahid dirige le parti Nouvelle Génération, qui détient 15 des 100 sièges au Parlement du Kurdistan dans le nord de l'Irak, et neuf des 329 sièges au Parlement du pouvoir central à Bagdad.

Sa formation est la principale force d'opposition aux deux partis historiques de la région autonome kurde, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

M. Abdulwahid a été arrêté le 12 août à son domicile à Souleimaniyeh, la deuxième plus grande ville du Kurdistan et bastion de l'UPK, dans le cadre d'une affaire de diffamation intentée par une ancienne députée.

Le tribunal a condamné M.

Abdulwahid à «cinq mois de prison dans une affaire pénale intentée contre lui en 2019 par une ancienne parlementaire pour diffamation», a déclaré son avocat Bashdar Hasan à l'AFP, ajoutant qu'il ferait appel de cette décision.

Cette parlementaire accuse l'opposant de l'avoir menacé de publication de vidéos d'elle fabriquées de toutes pièces.

Le parti Nouvelle Génération s'est engagé dans un communiqué à intensifier ses efforts contre le PDK et l'UPK, et

s'est déclaré prêt pour les prochaines élections législatives en Irak en novembre.

Il fait partie de l'alliance électorale dirigée par le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani pour les législatives, souvent marquées par des querelles politiques.

Il a été arrêté à plusieurs reprises depuis qu'il a lancé son parti en 2017. Il a également été blessé lors d'une tentative d'assassinat.

Des militants et opposants dénoncent fréquemment au

Kurdistan d'Irak la corruption, les arrestations arbitraires et les violations de la liberté de la presse et du droit de manifester.

Dix jours après la détention de M. Abdulwahid, des affrontements meurtriers ont éclaté à Souleimaniyeh lors de l'arrestation d'une autre figure

de l'opposition, Lahur Sheikh Jangi, un ancien dirigeant de l'UPK.

Les informations ci-dessus de

l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 septembre 2025

Espoirs et ressentiments: comment la vague migratoire a changé l'Allemagne

Berlin, 3 sept 2025 (AFP) — Sur la Sonnenallee, des hommes discutent devant des bars à chicha, des femmes en hijab promènent des poussettes devant des pâtisseries arabes: à Berlin, le quartier de Neukölln est devenu le symbole d'une Allemagne qui a radicalement changé en dix ans.

Beaucoup sont arrivés lors de la vague migratoire de 2015, quand environ un million de personnes parties de Syrie, d'Afghanistan ou d'Irak ont été accueillies en quelques mois dans le pays.

Pour les progressistes, Neukölln est le vibrant emblème d'une Allemagne moderne et multiculturelle qui a tiré les leçons de son sombre passé nazi.

Le barbier Moustafa Mohmmad, 26 ans, apprécie la Sonnenallee, cette «sorte de rue arabe» où il peut goûter les réputées sucreries de Damas ou les brochettes d'Alep, sa ville natale dont il a fui les ruines.

Mais pour les plus conservateurs, c'est le symbole d'une intégration ratée et d'un changement brutal qui a divisé le pays et contribué à l'essor fulgurant du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), désormais sa deuxième force politique.

«Wir schaffen das», «Nous y arriverons». Le 31 août marquera les dix ans de la célèbre sortie d'Angela Merkel, au moment où des colonnes d'exilés traversaient à pied les Balkans

en direction des pays européens les plus prospères.

Une réponse positive à la plus grande vague de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale, provoquée notamment par les conflits en Syrie et en Afghanistan.

Quatre jours plus tard, la chancelière d'alors décide de maintenir ouverte la frontière avec l'Autriche, permettant l'entrée d'environ un million d'entre eux.

Des foules d'Allemands accueillent les nouveaux arrivants à la gare de Munich avec bouteilles d'eau et ours en peluche. Mais l'élan de compassion ne va pas durer.

«Aucune phrase ne m'a été renvoyée avec autant de virulence», écrira plus tard Angela Merkel. «Aucune phrase n'a été aussi polarisante.»

- Virage migratoire -

Une décennie plus tard, l'Allemagne a bel et bien changé.

Si certains soulignent les effets positifs de la mixité, les réussites personnelles de migrants ou l'apport indispensable de la main d'œuvre étrangère pour compenser le vieillissement démographique, de nombreuses collectivités ont dit avoir atteint leurs limites d'accueil, que ce soit en termes de services publics ou de logements.

La politique migratoire du gouvernement actuel n'a plus rien à voir.

Depuis son arrivée au pouvoir en mai, le nouveau chancelier Friedrich Merz, pourtant issu du même parti chrétien-démocrate qu'Angela Merkel, la CDU, a durci les contrôles aux frontières ainsi que les règles du regroupement familial et des naturalisations, et renvoyé des criminels afghans dans leur pays, pourtant dirigé par les talibans.

Pour le leader conservateur, maintenir une ligne dure sur l'immigration est le seul moyen d'enrayer la progression de l'AfD, boostée ces derniers mois par des attaques au couteau et à la voiture-bélier impliquant des migrants.

Friedrich Merz, à qui l'on demandait si le pays y «était arrivé», a récemment répondu: «Manifestement pas.»

Il est conforté, selon un sondage de l'institut Civey pour Welt-TV publié vendredi, par 71% des Allemands qui considèrent l'affirmation de l'ex-chancelière comme incorrecte dix ans plus tard.

«L'Allemagne est un pays d'immigration, mais nous devons mieux la contrôler et mieux intégrer les personnes,» a jugé Friedrich Merz.

- Une vie de «défis» -

Véritable obsession nationale, cette «intégration réussie» a pour précédents historiques les «travailleurs invités» d'Italie, de Grèce et de Turquie dans les années 1950.

La Syrienne Malakeh Jazmati, 38 ans, coche la plupart des cases.

Arrivée à Berlin en 2015, elle a rapidement lancé une entreprise de restauration avec son mari. Deux ans plus tard, elle fournissait une réception d'Angela Merkel. En 2018, elle ouvrait un restaurant à son nom, désormais l'une des adresses syriennes les plus en vogue de la capitale.

«Les Allemands sont ouverts pour essayer quelque chose de nouveau», dit-elle en préparant du batata harra, une entrée à base de pommes de terre parsemée de graines de grenade.

«Ce n'est pas facile de vivre loin de son pays natal», poursuit-elle. C'est une existence «pleine de défis... mais aussi de bonheur».

Ses tentatives pour apprendre la langue ont été ralenties par sa charge de travail et le fait que l'anglais soit une langue véhiculaire à Berlin.

Mais pour la cheffe, être intégrée cela signifie «se sentir incluse dans la société: j'ai des amis allemands. Je paie mes impôts. J'essaie de parler allemand. Et j'essaie aussi beaucoup de plats allemands», dit-elle dans un sourire.

- Relier les cultures -

L'Allemagne compte désormais plus de 25 millions d'habitants avec un «passé migratoire», c'est-à-dire nés ou dont les

parents sont nés à l'étranger, soit environ 30% de la population. Dont plus d'un million d'origine syrienne, une communauté marginale avant 2015.

Des mots arabes comme «yalla» (dépêche-toi) ou «habibi» (mon amour) ont intégré le vocabulaire courant. En particulier parmi les jeunes, qui pour certains utilisent aussi le terme «talahon» qu'on pourrait traduire par «racaille».

Dans les établissements scolaires, les cours d'arabe se sont multipliés. Du rap au théâtre, une culture orientale contemporaine a trouvé en Allemagne un terrain pour s'épanouir.

Pour une performance de danse du ventre dans le quartier berlinois branché de Kreuzberg, l'artiste The Darvish a choisi une jupe à pompons dorés et un fez rouge.

Arrivé lui aussi il y a une décennie, ce Syrien, qui s'identifie comme non-binaire, veut relier, «avec cette danse traditionnelle, la culture arabe» et «la culture queer». Devenu une figure de la communauté LGBT berlinoise, il s'est notamment produit au musée de Pergame, un des plus visités de Berlin.

Au sein des quelque 2.500 mosquées du pays, jusque-là essentiellement fréquentées par des Turcs, les communautés se sont diversifiées comme à Parchim, entre Berlin et Hambourg (nord-est), note l'imam syrien Anas Abou Laban, 30 ans.

Dans la mosquée de cette petite ville, l'étude du Coran se fait maintenant soit en arabe soit en allemand car certains jeunes «comprennent mieux l'allemand» que la langue de leurs parents.

- Indispensables à l'économie -
Pour les adultes, l'intégration est passée par le travail. Pour la plupart des Syriens, cela consiste en un emploi peu ré-

munéré dans les secteurs en manque de main-d'œuvre: transport, logistique, fabrication, alimentation et hôtellerie, santé, BTP...

Dans la petite ville de Burladingen (Wurtemberg, sud-ouest), le fabricant de vêtements Trigema a embauché près de 70 migrants, leur proposant cours d'allemand, hébergement et accompagnement administratif.

«Les Allemands ne postulent tout simplement plus pour ces postes», explique la cheffe d'entreprise Bonita Grupp.

Penché sur sa machine à coudre, Habash Mustafa, 29 ans, arrivé de Syrie en 2015 après avoir traversé la mer Egée et les Balkans, a obtenu sa citoyenneté allemande il y a quelques mois.

La première économie d'Europe aura plus que jamais besoin d'immigrés dans les années à venir selon l'Institut allemand d'études économiques (DIW), qui prévoit un déficit d'environ 768.000 travailleurs en 2028.

Les étrangers représentent déjà 15% des professionnels de santé, selon la fédération hospitalière DKG.

Lorsque des figures de la droite allemande ont appelé au renvoi des réfugiés syriens après la chute de Bachar al-Assad en décembre 2024, le secteur a défendu ses quelque 5.000 médecins syriens.

À l'hôpital de Quedlinbourg, au pied des montagnes du Harz (centre), 37 des 100 médecins sont étrangers. Sans eux, «nous ne pourrions plus fonctionner», dit le directeur Matthias Voth.

- Prestations sociales -

En 2022, près des deux tiers des réfugiés arrivés en 2015 avaient un emploi, selon l'Institut pour la recherche sur l'emploi (IAB). Mais avec 28% en 2024, leur taux de chômage

reste quatre fois plus élevé que celui de la population totale.

Environ 44% des réfugiés perçoivent des prestations sociales, selon l'Agence fédérale pour l'emploi, ce qui a alimenté les ressentiments.

La plupart des droits sociaux sont à la charge des collectivités, qui se disent débordées.

Depuis le début de la vague migratoire, la ville au passé sidérurgique de Salzgitter (Basse-Saxe, nord) a vu arriver environ 10.000 personnes, l'équivalent d'un dixième de sa population.

Son maire Frank Klingebiel, du même bord politique qu'Angela Merkel, l'avait avertie que la pression sur les services publics «ne pouvait plus continuer ainsi».

Au plus fort de la crise, les arrivants syriens étaient surtout «des femmes avec des enfants ayant droit à des places en crèche», à l'école ou à des cours de langue, retrace-t-il.

Depuis, la ville a reçu des fonds qu'elle a utilisés notamment pour trois nouvelles crèches et deux écoles primaires. Mais aujourd'hui encore, avec «quatre écoles élémentaires dont la proportion d'élèves étrangers dépasse les 70%», les enseignants de Salzgitter font face à des défis «exorbitants», souligne le maire.

- «Désir de réussite» -

Le lycée Kurt-Körber de Hambourg (nord) a aussi été «mis à l'épreuve par la soudaineté» de la vague de réfugiés, se souvient son directeur Christian Lenz.

Dans un quartier dont la population est à 85% d'origine étrangère, les jeunes réfugiés peuvent intégrer deux classes dites «internationales préparatoires» dans l'établissement, afin d'avoir une meilleure transition, explique-t-il.

Ces enfants, dont les parents ont fui en Allemagne pour leur offrir un avenir, ont un «fort désir de réussite», constate Simon Groscurth, directeur de l'école Refik-Veseli de Berlin.

Arrivée sans parler un mot d'allemand, l'élève syrienne Hala, 16 ans, le parle maintenant même avec ses cousins et confie avoir «commencé à oublier un peu l'arabe».

Si les migrants de 2015 ont quitté les centres d'hébergement d'urgence, de nombreux camps subsistent pour les arrivées plus récentes, notamment d'Ukraine.

Environ 1.300 personnes vivent dans des hangars de l'ancien aéroport berlinois de Tempelhof, datant de l'époque nazie.

Chaque préfabriqué contient quatre lits, des casiers, une table, pour une superficie totale de 12 mètres carrés. Vivre dans une telle promiscuité n'est «pas digne d'un être humain», de l'aveu du directeur du centre, Robert Ziegler.

Le visage en sueur faute de climatisation, Faruk Polat, 34 ans, Kurde de Turquie qui vit ici depuis deux ans et demi, dit chercher un logement «presque tous les jours en ligne». En vain.

Même lorsque leur demande d'asile est acceptée, ce qui les oblige théoriquement à partir, les réfugiés doivent «rester ici plus longtemps» à cause d'un marché du logement «très tendu», explique Robert Ziegler.

- Essor de l'AfD -

Ces tensions provoquées par l'afflux de migrants sur l'offre de logements et les services publics font le miel de l'AfD, qui a obtenu un score historique de 20,8% aux élections législatives nationales de février. Et appelle désormais ouvertement à leur «remigration».

Dès début 2016, son essor a

été favorisé par les agressions sexuelles dont 1.200 femmes ont été victimes lors de la nuit du Nouvel An, dont la moitié à Cologne, selon le rapport final de la police criminelle cité par plusieurs médias.

Les agresseurs avaient été pour la plupart décrits comme d'origine arabe ou nord-africaine.

Un an plus tard, un Tunisien fonce avec un camion sur un marché de Noël à Berlin, tuant 13 personnes, en blessant des dizaines d'autres.

Ces derniers mois, de nouvelles attaques au couteau ou à la voiture-bélier, impliquant des demandeurs d'asile, ont fait de l'immigration un sujet central de la dernière campagne législative.

L'AfD est particulièrement forte dans l'ex-RDA communiste où elle a remporté sa première élection régionale l'année dernière en Thuringe, cœur historique de l'Allemagne mais dont le PIB est un des moins élevés du pays.

Au marché d'Arnstadt, près de la capitale régionale Erfurt, Monika Wassermann estime que le pays a accueilli «trop d'immigrés».

«Beaucoup sont vraiment détestés parce qu'ils obtiennent tout ce dont ils ont besoin», tandis que les Allemands «doivent travailler dur pour cela»,

dit cette retraitée de 66 ans.

Le boucher Ronny Hupf, 42 ans, juge aussi «négativement» la vague migratoire car «le nombre de crimes violents a augmenté à cause des migrants», assure-t-il.

Notamment sur le marché, où il dit avoir été témoin d'agressions. «Il y a 15 ans, cela n'existait pas», affirme-t-il.

- Insécurité croissante -

Les actes de violence ont bien augmenté de 20% au cours de la dernière décennie, selon les statistiques de la police.

En 2024, environ 35% des suspects étaient des ressortissants étrangers, Syriens en tête, selon la police criminelle.

Cependant, l'idée que «nous faisons face à une situation d'urgence sans précédent et incomparable est une exagération», estime Frank Neubacher, professeur de criminologie à l'université de Cologne.

Les migrants sont surreprésentés parce qu'ils sont plus susceptibles d'être jeunes, de sexe masculin, habitant de grandes villes, autant de facteurs criminogènes, souligne-t-il. Ils ont aussi davantage de chances d'être arrêtés par la police.

Cette population est également la cible d'agressions: les actes de discrimination et de violences xénophobes ont bondi

de près d'un tiers en un an pour atteindre environ 19.500 cas en 2024, selon la police criminelle.

Entrée de la mosquée de Parchim murée en 2016, Syrien qui retire sa candidature aux élections en raison des «menaces» en 2021... les exemples se sont multipliés depuis.

Symbole concret du tour de vis opéré depuis les années Merkel, les contrôles aux frontières instaurés fin 2023 par son successeur social-démocrate Olaf Scholz, puis renforcés par Friedrich Merz, ont contribué à la chute du nombre d'arrivées.

Au premier semestre 2025, elles ont encore reculé de près de 50%, selon l'Office fédéral des migrations et des réfugiés.

- Désamour -

Un durcissement de la politique migratoire anxiogène pour de nombreux immigrés.

Lors d'une manifestation devant le Bundestag cet été, Saeed Saeed, 25 ans, a dit se sentir «indésiré dans ce pays».

Lorsqu'il est arrivé en 2015, ce Syrien était plein d'optimisme sur son avenir en Allemagne. Mais depuis, «les choses se compliquent», regrette cet étudiant en informatique qui vit à Magdebourg, à l'ouest de Berlin.

été condamnés en leur absence en 2022 à Paris à la perpétuité incompressible.

«Je ne suis pas là pour nier les faits qui me sont reprochés. J'ai adhéré à ce groupe terroriste, tueur. Je suis coupable. Je regrette tellement,

Un migrant sur quatre envisage de quitter l'Allemagne, les plus susceptibles de partir étant les plus qualifiés, selon une étude de l'Institut pour la recherche sur l'emploi publiée en janvier.

Raisons du désamour: l'absence de la famille, la fiscalité élevée, la bureaucratie ou un sentiment d'exclusion lié à la politique ou la langue.

Depuis décembre et la chute de Bachar al-Assad, environ 4.000 Syriens d'Allemagne ont décidé de retourner au pays, selon des recherches du groupe audiovisuel public ARD.

La restauratrice Malakeh Jazmati s'est rendue à Damas dans la foulée mais exclut à ce stade tout retour définitif.

«J'ai deux enfants» qui grandissent en allemand et «ne connaissent rien de la Syrie», souligne-t-elle.

Mme Jazmati espère obtenir la citoyenneté allemande dès que son niveau d'allemand sera suffisant pour l'examen, à l'image de son mari qui l'a décrochée en 2024.

Et «même si je n'ai pas la citoyenneté allemande, je fais partie de ce pays», dit-elle.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 septembre 2025

Le procès aux assises de trois femmes jihadistes, dont la nièce des frères Clain, s'est ouvert

Paris, 15 sept 2025 (AFP)

— Le procès de trois femmes jihadistes soupçonnées d'avoir appartenu au groupe Etat islamique (EI) en Syrie, dont la nièce des frères Clain qui a d'emblée dit «regretter», s'est ouvert lundi devant la cour d'assises spéciale de Paris.

Jennyfer Clain, aujourd'hui âgée de 34 ans, est la nièce de Jean-Michel et Fabien Clain. Les deux responsables de la propagande de l'EI présumés morts en Syrie, voix de la revendication des attentats du 13-Novembre, ont

mais je ne peux pas revenir en arrière», a déclaré celle qui s'est présentée dans le box des accusés vêtue d'une veste grise, d'un chemisier blanc et d'un jean.

A ses côtés, sa belle-mère, Christine Allain, 67 ans, oscille

entre clins d'oeils, grands sourires et regard perdu, recroquevillée sur elle-même lorsque la présidente rappelle faits et charges.

Son autre bru, Mayalen Duhart, est la seule des trois accusées qui comparait libre, précisant qu'elle est désormais «salariée en boulangerie».

Elle encourt, comme sa belle-mère et belle-soeur par alliance, trente ans de réclusion criminelle pour association de malfaiteurs terroriste.

Les trois s'étaient rendues à Raqqa en Syrie en 2014.

Jennyfer Clain rejoignait alors son mari, Kevin Gonot, choisi par son oncle Jean-Michel Clain et épousé à l'âge de 16 ans, devenu lui-aussi membre de l'Etat islamique.

Sur place vivait déjà la mère du jeune homme, Christine Allain, une ancienne éducatrice spécialisée réputée sans histoire qui s'était convertie à l'islam quelques années plus tôt.

Autrefois sujette à la dépres-

sion, Christine Allain avait été initiée au Coran par son fils aîné, Thomas Collange, né en 1982 d'une première union, et qu'elle considérait comme «le sauveur».

Ce dernier avait également entraîné dans sa nouvelle foi sa compagne, Mayalen Duhart, d'abord rencontrée à l'adolescence dans son Pays basque natal, puis retrouvée à la faculté de Toulouse, où il avait fait la connaissance de Fabien Clain.

«Très rapidement, il m'annonce que je dois me convertir. Moi, je n'arrivais pas à faire ma vie sans lui», raconte-t-elle à la barre.

A partir de 2004, le couple Duhart-Collange s'était rendu à plusieurs reprises en Syrie, avant de s'y installer définitivement en 2014, trois ans après le début de la guerre dans ce pays.

- «Désormais apaisée» -

Christine Allain, Jennyfer Clain et Mayalen Duhart avaient été expulsées de Turquie et mises en examen à leur arrivée en

France en septembre 2019, accompagnées de neuf enfants de 3 à 13 ans. Elles avaient été arrêtées deux mois plus tôt dans la province turque de Kilis, frontalière avec la Syrie.

L'interpellation mettait fin à deux années d'itinérance après la chute de Raqqa, lorsqu'elles avaient suivi le groupe Etat islamique le long du fleuve Euphrate, au gré de la perte des territoires du fait des offensives kurdes.

Kevin Gonot et Thomas Collange avaient été arrêtés lors de cette retraite. Le premier avait été condamné à mort en Irak en 2019, peine commuée en détention perpétuelle.

Dans leur décision de les renvoyer devant une juridiction criminelle, les juges d'instruction ont relevé que les trois mises en cause «se sont maintenues de manière durable» au sein de groupes jihadistes.

«C'est bien en toute connaissance de cause» que la belle-mère et ses deux brus ont

fait le choix, «après l'instauration du califat, de rejoindre l'Ei en Syrie», elles et leurs familles bénéficiant de salaires ou de logements fournis par l'organisation, ont encore souligné les magistrats.

«Christine Allain est désormais apaisée, elle a beaucoup travaillé sur elle-même, elle a rencontré beaucoup de professionnels en détention pour envisager la réinsertion sociale», a souligné auprès de l'AFP son avocat, Me Edouard Delattre. «Elle déteste la personne qu'elle était devenue», a-t-il ajouté.

Jennyfer Clain et Mayalen Duhart sont également poursuivies pour s'être soustraites à leurs obligations parentales, notamment pour avoir emmené volontairement leurs enfants «dans une zone en guerre pour y rejoindre un groupe terroriste».

Le procès doit se tenir jusqu'au 26 septembre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 septembre 2025

La France rapatrie treize femmes et enfants depuis les camps en Syrie, une première depuis deux ans

Paris, 16 sept 2025 (AFP) — La France a rapatrié tôt mardi matin dix enfants et trois femmes âgées de 18 à 34 ans qui étaient détenus dans des camps de prisonniers jihadistes dans le nord-est de la Syrie, une première depuis deux ans.

Parmi les femmes, «deux ont été placées en garde à vue, sur commission rogatoire du juge d'instruction», a annoncé le Parquet national an-

titerroriste (Pnat) dans un communiqué.

«Une autre femme, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt, sera présentée à un juge d'instruction dans la journée» en vue d'une possible mise en examen, a-t-il ajouté.

«Les mineurs sont pris en charge dans le cadre de procédures d'assistance éducative sous la responsabilité du parquet» de Versailles, a in-

diqué le Pnat, qui «assurera le suivi centralisé des mineurs concernés, en lien avec les parquets territoriaux».

«La France remercie les autorités syriennes de transition ainsi que l'administration locale du Nord-Est syrien qui a rendu possible cette opération», a déclaré de son côté le porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Cette opération est une première depuis juillet 2023 en France, où ces retours restent une question sensible, dix ans après la vague d'attentats jihadistes sur le sol national.

Au total, 179 enfants et 60 femmes adultes ont été rapatriées depuis 2019, précise une source diplomatique.

Mais ces opérations avaient cessé à l'été 2023, faute de volontaires selon les autorités,

et ce malgré des condamnations internationales dont celle de la Cour européenne des droits de l'Homme en 2022.

- «Arbitraire» -

«Pour les familles qui attendaient leurs petits-enfants, neveux et nièces depuis plus de six ans, c'est un immense et indescriptible soulagement», a déclaré l'avocate des femmes rapatriées, Marie Dosé, dans un communiqué transmis à l'AFP.

Mais «la France laisse derrière elle 110 autres enfants français, toujours détenus dans le camp Roj», l'un des camps contrôlés comme d'autres centres et prisons par les forces kurdes, depuis plus de six ans, dénonce-t-elle.

Des dizaines de milliers de personnes, d'une cinquantaine de nationalités et soupçonnées de liens avec l'organisation jihadiste État islamique, sont retenues dans ces camps.

En juin, quelque 120 enfants et une cinquantaine de femmes françaises y étaient encore retenus, selon le Collectif des Familles unies, qui rassemble leurs proches.

Après ce rapatriement nocturne, ce collectif a rediffusé sur X mardi matin son message habituel dénonçant la détention sur place d'enfants «coupables de rien» dans «des conditions indignes».

Car pour ces familles, rien n'est encore réglé. «Une nouvelle fois, la France fait le

choix de l'arbitraire», regrette Marie Dosé.

«La France, qui refusait de rapatrier des enfants tant que leurs mères n'avaient pas donné leur accord, refuse aujourd'hui leur retour alors qu'ils sont devenus majeurs. Ce faisant et plus que jamais, la France décide donc de faire payer à ces enfants le choix de leurs parents», estime-t-elle aussi.

Elle dénonce également le sort de femmes sans enfant ou dont les enfants sont décedés, et que la France refuse désormais de rapatrier, ainsi que d'enfants nés en France et «conduits de force en Syrie» avant de pouvoir acquérir la nationalité, ou de jeunes majeurs enfermés dans d'autres lieux de détention syriens.

Pour Matthieu Bagard, responsable du pôle expertise Syrie de l'ONG Avocats sans frontières France, «ce rapatriement démontre une nouvelle fois que la France a la possibilité d'organiser ces opérations». Mais il déplore lui aussi la situation des femmes et jeunes majeurs toujours «illégalement détenus».

En février, l'administration kurde a annoncé, en coordination avec l'ONU, son intention de vider d'ici fin 2025 les camps du nord-est de la Syrie des déplacés syriens et irakiens, y compris les proches présumés de jihadistes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 septembre 2025

Turquie: le chef du PKK autorisé à voir ses avocats, une première en six ans

Ankara, 17 sept 2025 (AFP) — Le fondateur emprisonné de la guérilla kurde PKK, Abdullah Öcalan, a été autorisé pour la première fois depuis six ans à rencontrer ses avocats, a affirmé mercredi son équipe juridique.

«Le 15 septembre 2025, nous avons visité M. Öcalan et nos autres clients qui sont détenus à la prison d'Imrali après une interruption de six ans», a affirmé sur X le bureau d'avocats Asrin Hukuk.

«Le processus de paix et de société démocratique a atteint le stade de solution légale», a estimé le chef du PKK qui a évoqué son souhait de voir en Turquie un cadre légal pour le désarmement du groupe armé kurde, selon des propos rapportés par ses avocats.

Depuis décembre 2024, une délégation conduite par le parti pro-kurde DEM, troisième force au Parlement turc, s'est rendue à plusieurs reprises auprès de M. Öcalan, dans le cadre du proces-

sus de paix entre Ankara et le PKK, mais ses avocats ne pouvaient obtenir depuis 2019 une autorisation pour le rencontrer.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a décidé de mettre fin à plus de quatre décennies de combat contre les forces turques, qui ont fait au moins 45.000 morts, et entamé en juillet le début d'un désarmement.

Détenu depuis 1999 sur l'île-prison d'Imrali au large d'Istanbul, Abdullah

Öcalan avait appelé le 27 février son mouvement à se dissoudre, saisissant un processus initié par les autorités d'Ankara depuis octobre.

Une commission parlementaire turque chargée de préparer un cadre légal au processus de paix a démarré ses travaux en août.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 septembre

Syrie: sept civils tués dans un bombardement de l'armée dans le nord

Beyrouth (Liban), 20 sept 2025 (AFP) — Sept civils ont été tués samedi dans un bombardement mené par des forces gouvernementales dans le nord de la Syrie, dans une zone où des affrontements ont éclaté avec les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé des Kurdes, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Cinq femmes et deux enfants ont été tués dans le village d'Umm Tina, près de Deir Hafer dans la province d'Alep, dans un bombardement mené «par des membres de l'armée syrienne», a précisé l'ONG.

Il s'agit du plus lourd bilan dans la région depuis des mois, selon le chef de l'Observatoire, Rami Abdel Rahman.

Après que les forces islamistes ont renversé le dictateur syrien Bachar al-Assad en décembre 2024, les nouvelles autorités et les FDS ont conclu en mars un accord d'intégration des institutions civiles et militaires de l'administration autonome kurde du nord du pays dans les institutions nationales.

Mais des divergences entre les deux parties ont retardé la mise en oeuvre de cet accord, et les Kurdes réclament un système de gouvernement préservant une part de l'autonomie dont ils jouissent de facto tandis que Damas refuse «toute forme» de décentralisation.

La région de Deir Hafer, située sur la ligne séparant l'armée syrienne et les FDS, est le théâtre d'affrontements périodiques entre les deux camps,

a indiqué Rami Abdel Rahman à l'AFP.

L'Observatoire basé en Grande-Bretagne, qui s'appuie sur un réseau de sources en Syrie, avait rapporté plus tôt samedi que «des affrontements armés impliquant des drones et des armes lourdes» avaient éclaté après que l'armée eut ciblé des positions des FDS dans la région de Deir Hafer.

Les FDS, soutenues par les Etats-Unis, ont indiqué dans un communiqué que «des factions pro-turques affiliées au gouvernement de Damas» avaient mené des frappes de drones et des bombardements d'artillerie, «ciblant délibérément des maisons de civils».

Elles ont fourni le même bilan de sept civils tués, dont deux enfants.

Dans une interview à la chaîne al-Ikhbariya le 12 septembre, le président par intérim de la Syrie, Ahmed al-Chareh, avait reconnu que «les négociations avec les FDS (restaient) bloquées», tout en confirmant l'intervention de médiateurs étrangers. Il avait assuré avoir fait des concessions pour éviter une reprise des combats.

Soutenues par une coalition menée par Washington, les FDS ont joué un rôle crucial dans la lutte contre l'Etat islamique en Syrie, qui a finalement conduit à la défaite du mouvement jihadiste dans le pays en 2019. La zone qu'elles contrôlent est de facto autonome.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 septembre 2025

Syrie: Damas accuse les Kurdes d'un bombardement meurtrier

Damas, 21 sept 2025 (AFP) — Les autorités syriennes ont démenti dimanche avoir mené un bombardement meurtrier la veille contre un village du nord de la Syrie et accusé les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration kurde, d'en être l'auteur.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a annoncé samedi que sept civils avaient été tués dans un bombardement mené par des forces gouvernementales contre le village d'Oum Tina,

près de Deir Hafer, dans la province d'Alep.

Les FDS ont accusé «des factions pro-turques affiliées au gouvernement de Damas» d'avoir mené l'attaque.

«Nous démentons catégoriquement» les accusations visant l'armée syrienne, a indiqué le ministère de la Défense, cité par l'agence officielle Sana.

«Ceux qui ont bombardé le village sont les FDS», a ajouté le ministère, accusant les

forces kurdes de «cibler systématiquement les civils dans l'est de la province d'Alep».

«Nos forces ont détecté le tir de roquettes depuis l'un des lanceurs des FDS en direction du village d'Oum Tina», a-t-il déclaré.

Après que les forces islamistes ont renversé Bachar al-Assad en décembre 2024, les nouvelles autorités et les FDS ont conclu en mars un accord d'intégration des institutions civiles et militaires de l'administration autonome

kurde du nord du pays dans les institutions nationales.

Mais des divergences entre les deux parties ont retardé la mise en oeuvre de cet accord et les Kurdes réclament un système de gouvernement préservant une part de l'autonomie dont ils jouissent de facto tandis que Damas refuse «toute forme» de décentralisation.

La région de Deir Hafer, située sur la ligne séparant l'armée syrienne et les FDS, est le théâtre d'affrontements périodiques

diques, selon l'OSDH. L'ONG avait indiqué samedi que des «affrontements impliquant drones et armes lourdes»

avaient éclaté après des frappes de l'armée syrienne sur des positions militaires des FDS dans cette région.

responsabilité de l'Institut kurde de Paris;

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la res-

21 septembre 2025

Syrie: le scrutin indirect pour former un Parlement transitoire fixé au 5 octobre

Damas, 21 sept 2025 (AFP)

— Les élections au suffrage indirect visant à constituer un Parlement transitoire en Syrie se tiendront le 5 octobre, conformément à la déclaration constitutionnelle adoptée après la chute de Bachar al-Assad, a annoncé dimanche la commission électorale syrienne.

L'assemblée du peuple (parlement) avait été dissoute par les nouvelles autorités syriennes issues de la coalition islamiste qui a pris le pouvoir en décembre 2024.

Le futur Parlement, chargé d'exercer les fonctions législatives durant une période transitoire de cinq ans, doit

compter 210 membres: 140 désignés par des comités locaux supervisés par la commission électorale, et 70 directement nommés par le président intérimaire Ahmad al-Chareh.

Le scrutin doit se tenir le 5 octobre «dans les circonscriptions électorales des provinces syriennes», a indiqué la commission sur sa chaîne Telegram, sans plus de précisions.

Mais, comme elle l'avait annoncé fin août, le scrutin est reporté sine die dans la province à majorité druze de Soueida (sud), théâtre de violences en juillet, et dans les régions contrôlées par les

forces kurdes de Raqa et Hassaké (nord-est), en raison de la situation sécuritaire et politique.

Les électeurs qui voteront le 5 octobre sont les membres de comités électoraux désignés à l'avance par les autorités.

Le mode de désignation du futur Parlement est critiqué par l'opposition et des organisations de la société civile, qui dénoncent une concentration excessive des pouvoirs entre les mains du président et un manque de représentativité des composantes ethniques et religieuses du pays.

Selon la déclaration constitutionnelle, le Parlement disposera d'un mandat renouvelable de deux ans et demi. Il exercera les fonctions législatives jusqu'à l'adoption d'une Constitution permanente et la tenue de nouvelles élections.

Les nouvelles autorités à Damas affirment vouloir tourner la page de plus de 13 années de guerre civile, rétablir l'unité du pays et préparer l'adoption d'une Constitution permanente avant la tenue d'élections générales.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 septembre 2025

Syrie: cinq membres des forces kurdes tués dans une attaque de l'EI

Qamichli (Syrie), 25 sept 2025 (AFP)

— Les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration kurde qui contrôle des zones du nord-est de la Syrie, ont annoncé que cinq de leurs membres avaient été tués jeudi lors d'une attaque du groupe jihadiste Etat islamique (EI).

L'EI, qui était parvenu à contrôler une vaste zone en Syrie et en Irak, a été défait en Syrie en 2019 par les forces kurdes avec le soutien d'une coalition internationale.

Il maintient toutefois des cellules qui continuent notamment d'attaquer les forces dirigées par les Kurdes dans le nord-est de la Syrie

«Alors que nos combattants affrontaient ce matin un réseau terroriste affilié à l'EI ayant pris pour cible un point de regroupement de nos forces dans le village d'al-Bouhaira al-Wousta, à l'est de Deir Ezzor, cinq de nos camarades sont tombés en martyrs et un autre a été blessé au cours de violents affrontements», ont indiqué

les FDS dans un communiqué.

Elles ont fait état de «l'échec» de l'attaque jihadiste.

Des opérations de ratissage sont en cours pour «traquer les assaillants» et «neutraliser les dernières menaces», ont ajouté les forces kurdes.

Plus de six ans après la défaite de l'EI, les camps et prisons gérés par l'administration autonome kurde dans le nord-est abritent encore des dizaines de

milliers de personnes, dont beaucoup soupçonnés de liens avec l'EI.

Vendredi, l'armée américaine a annoncé avoir tué lors d'un raid en Syrie un responsable de l'EI «qui menaçait directement le territoire américain», après un autre raid fin juillet contre un dirigeant de ce groupe.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 septembre 2025

Le jihadiste français de l'EI Adrien Guihal sera jugé en Irak

Bagdad, 25 sept 2025 (AFP)

— Le jihadiste français Adrien Guihal, qui avait revendiqué au nom du groupe Etat islamique l'attentat meurtrier de Nice en juillet 2016, sera jugé en Irak aux côtés de 46 ressortissants français récemment transférés de Syrie, a annoncé jeudi une source irakienne proche de l'enquête.

Ce jihadiste connu des autorités françaises, visé par un mandat d'arrêt international depuis 2015, avait notamment prêté sa voix à la revendication audio de l'attentat de Nice, qui a fait 86 morts le 14 juillet 2016, jour la fête nationale, dans cette ville du sud de la France.

C'est aussi par sa voix que l'EI a revendiqué l'assassinat à Magnanville, près de Paris, d'un couple de policiers en juin 2016.

«Adrien Guihal, alias Abou Oussama al-Faransi, fait toujours l'objet d'une enquête» et a été transféré en Irak «il y a deux mois avec 46 autres Français qui seront jugés ici», a déclaré à l'AFP cette source s'exprimant sous couvert de l'anonymat.

Adrien Guihal, âgé d'une quarantaine d'années, est considéré comme l'un des membres français les plus dangereux du groupe Etat islamique, qui s'était emparé de vastes territoires en Irak et en Syrie

avant de s'effondrer en 2019.

- Demande de rapatriement -

Il avait rejoint l'EI en 2015 avant d'être arrêté en mai 2018 à Raqa, en Syrie, dont l'EI avait fait la capitale de son «califat» transfrontalier proclamé en 2104.

Il a passé plusieurs années dans des prisons kurdes en Syrie avant d'être transféré en juillet en Irak en compagnie de 46 autres Français visés par des enquêtes pour leur implication présumée dans des crimes commis par l'EI.

«Il n'y a aucune logique à ce qu'Adrien Guihal soit jugé en Irak, où il n'a jamais mis les pieds», a réagi auprès de l'AFP Etienne Mangeot, l'avocat français qui le représente ainsi que sa mère.

Ce transfert, dont la famille n'a pas été informée officiellement, «donne l'impression que la France sous-traite les opérations de jugement à un Etat tiers où la peine de mort est en vigueur et qui ne respecte pas les droits fondamentaux», insiste-t-il.

«Un rapatriement», déjà demandé en vain par la famille, «est plus que jamais la seule façon de le juger dans le respect de ses droits et libertés».

- Des centaines de condamnations -

De son côté, la source irakienne a précisé que «les interrogatoires des 47 ressortissants français se poursuivent», ajoutant que leur appartenance au groupe jihadiste «a été prouvée».

La semaine dernière, les services de renseignement irakiens avaient annoncé que les suspects étaient «recherchés par la justice irakienne pour leur implication dans des crimes terroristes commis en Irak».

Les tribunaux irakiens ont prononcé des centaines de condamnations à mort et de peines de prison à perpétuité contre des personnes reconnues coupables de «terrorisme», y compris des centaines de combattants étrangers de l'EI, dont certains capturés en Syrie et transférés de l'autre côté de la frontière.

En 2019, ils ont condamné à mort 11 ressortissants français, dont la peine a été commuée en appel en prison à perpétuité, selon une source judiciaire.

Des groupes de défense des droits humains ont dénoncé le caractère précipité de ces procès pour «terrorisme».

En Irak, où il existe encore des fosses communes, de nombreux témoignages sur les violences commises par l'EI doivent encore être recueillis.

En 2024, après la fin de la mission d'enquête des Nations unies sur ces crimes, l'Irak a créé un Centre national pour la coopération judiciaire internationale, chargé de documenter les crimes du groupe jihadiste et d'assurer la coordination avec les différents pays concernés.

En France, un pays qui fut la cible des jihadistes au cours de la décennie passée, le rapatriement des suspects et de leur famille reste un sujet très sensible.

Paris a seulement rapatrié jusqu'à présent 179 enfants et 60 femmes, dont la plupart étaient détenus dans des camps en Syrie.

Originaire de Seine-Saint-Denis, près de Paris, converti à l'islam en 2002, Adrien Guihal avait été arrêté six ans plus tard pour un projet d'attentat contre le bâtiment des renseignements généraux à Paris. A sa sortie de prison, en 2012, il avait codirigé un garage automobile en région parisienne, fréquenté par d'autres jihadistes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 septembre 2025

L'Irak reprend les exportations de pétrole du Kurdistan après un arrêt de deux ans

Erbil (Irak), 27 sept 2025 (AFP) — L'Irak a repris

samedi ses exportations de pétrole depuis la région autonome du Kurdistan, dans le nord du pays, après plus de deux ans d'interruption en raison de différends juridiques et techniques avec l'administration kurde.

Le contrôle des exportations pétrolières a constitué un point de tension majeur entre Bagdad et Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, ce qui avait mené à la fermeture depuis 2023 d'un important oléoduc vers la Turquie.

Le ministère irakien du Pétrole a annoncé la «reprise des exportations de pétrole de la région du Kurdistan via l'oléoduc Irak-Turquie».

Le directeur de la Somo, la compagnie publique de commercialisation du pétrole irakien, Ali Nizar, a confirmé à l'AFP que les exportations de pétrole du Kurdistan avaient repris.

La Somo recevra 190.000 barils par jour pour l'exportation et gardera 50.000 barils par jour pour la consommation domestique, a précisé M. Nizar.

Le ministre turc de l'Energie, Alparslan Bayraktar, a confirmé sur X que le pétrole avait commencé à s'écouler dans l'oléoduc vers 07H00 locales (04H07 GMT).

Les exportations de pétrole étaient auparavant vendues de manière indépendante par le Kurdistan, sans l'aval ni le contrôle du pouvoir central à Bagdad, via le port turc de Ceyhan.

Mais elles ont été stoppées en mars 2023 par une décision du tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale de Paris, qui s'était prononcé en faveur des autorités fédérales irakiennes pour la gestion de ce pétrole.

Dans la foulée, la Turquie avait suspendu les importations depuis le Kurdistan irakien.

- «Dettes en souffrance» -

Des différends ont ensuite opposé Bagdad et Erbil quant aux coûts de production et de transport du pétrole.

Le gouvernement irakien avait annoncé en juillet un accord avec Erbil pour la

reprise des exportations.

Jeudi, Bagdad et le Kurdistan ont conclu un autre accord avec les compagnies pétrolières internationales opérant dans la région autonome pour reprendre les exportations.

Le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a affirmé alors que l'accord tripartite avait été «facilité par les Etats-Unis» et qu'il «renforcera(it) le partenariat économique (...) entre les Etats-Unis et l'Irak».

L'Association de l'industrie pétrolière du Kurdistan (API-KUR), qui représente des entreprises pétrolières internationales opérant dans la région, a estimé les pertes pour toutes les parties à plus de 35 milliards de dollars depuis la fermeture de l'oléoduc.

Mercredi, huit compagnies pétrolières internationales opérant au Kurdistan avaient déclaré avoir conclu un accord pour reprendre les exportations via l'oléoduc.

Le texte stipule qu'elles doivent rencontrer les autorités du Kurdistan dans les 30

jours suivant cette reprise «pour travailler à la création d'un mécanisme de règlement des dettes en souffrance» qui leur sont dues.

La région du Kurdistan a des arriérés d'un milliard de dollars envers les compagnies pétrolières.

Le groupe norvégien DNO ASA a annoncé qu'il ne rejoignait pas l'accord, affirmant que la reprise des exportations devrait se faire «conformément à des accords qui garantissent la sécurité des paiements».

L'Irak est un membre fondateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), et l'or noir représente 90% de ses revenus.

Il exporte en moyenne 3,4 millions de barils par jour, selon l'agence de presse officielle ANI, citant des chiffres de Somo.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.